



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 06737900 2



DFI  
Lavalley



DFI  
Lavalle.







2010

2010



**HISTOIRE**  
**DES**  
**FACTIONS**  
**DE LA**  
**RÉVOLUTION FRANÇAISE.**



**HISTOIRE**  
**DE**  
**L'ORIGINE, DES PROGRÈS, ET DE LA DÉCADENCE**  
**DES**  
**DIVERSES FACTIONS**  
*Qui ont agité la France depuis le 14 Juillet, 1789,*  
**JUSQU'À**  
**L'ABDICATION DE NAPOLÉON.**

---

**TOM. III.**

---

---

**PAR JOSEPH LAVALLÉE,**

Ancien Capitaine d'Infanterie, ancien Chef de Division à la Grande  
Chancellerie de la Légion d'Honneur : Secrétaire perpétuel de la Société  
Philotechnique de Paris, Membre des Académies de Dijon, Nancy,  
Celtique et Académique des Sciences de Paris ; des Sociétés Royales des  
Sciences de Gottingue, Italienne de Livourne, &c. &c.

---

---

**London :**

**PRINTED FOR JOHN MURRAY, 50, ALBEMARLE STREET,**

**1816.**

---

*Imprimé par G. Hayden, Brydges Street, Covent Garden.*

**HISTOIRE**  
**DES**  
**FACTIONS**  
**DE LA**  
**RÉVOLUTION FRANÇAISE.**

---

*Mihi Galba, Otho, Vitellius, nec beneficio nec injuriâ  
cogniti.*

TACIT. Hist. L. 1.

---

**LIVRE V.**

---

LE règne du directoire appartient moins aux factions que celui que nous venons de parcourir. L'esprit n'en était pas éteint, mais le besoin de repos le comprima plus encore que l'autorité. Ce besoin, tout le monde l'éprouvait ; les Jacobins même le plus exagérés. Cette

TOM. III.

B

BY P L

fameuse société avait été fermée. Ils s'étaient dispersés sur la surface de Paris, mais ils n'avaient plus de point central. Tenter de se rassembler de nouveau, c'eût été éveiller l'attention. Ils avaient trop d'adresse pour s'y exposer. Ils attendaient leur résurrection du temps. Mais il n'était pas encore venu. Nous verrons qu'ils pensèrent le saisir, mais ce ne fut qu'un éclair. Il ne se présentera donc dans ce chapitre que deux circonstances, où les factions reparaitront en scène, l'une entièrement marquée du sceau de la démagogie ; l'autre plus sérieuse peut-être, parce qu'elle se composera d'anciens élémens, dont le concours avait déjà plus d'une fois fatigué la France.

Le règne du directoire fut court. Un grand événement le renversa ; les détails et les suites de cet événement termineront cet ouvrage.

Pour que ce genre de gouvernement se prolongeât il eut falu peut-être que la constitution nouvelle eût été plus sainement et plus mûrement méditée. Les hommes qui composèrent le Directoire Exécutif, et la majeure partie de ceux qui siégèrent dans les deux conseils, étaient de sincères amis de la liberté, des

hommes vraiment attachés à la patrie, et dont toutes les pensées n'avaient en vue que le bien et la gloire de la France. Mais peut-être eût-il fallu, ce qui était physiquement impossible, que des hommes doués en même proportion des qualités excellentes que ceux là possédaient, n'eussent joué aucun rôle pendant la révolution pour être appelés à former ces trois grands corps. Alors aucuns souvenirs ne les y auraient accompagnés, aucune prévention n'eût entravé leur autorité, aucune méfiance n'eût autorisé leur timidité ; et leur *étrangeté*, si je puis m'exprimer ainsi, eût entouré leur puissance de plus de respect, de plus de force et de plus de durée.

Les cinq premiers membres de cette magistrature suprême furent Barras, le Tourneur de la Manche, la Réveillère-Lepaux, Rewbel, et Sieyès. Ce dernier ayant refusé d'accepter ces hautes fonctions, fut remplacé par Carnot.

Il était impossible que ces choix satisfissent tous les partis ; mais ils eurent l'assentiment de tous les gens de bien. Quand je dis tous les gens de bien, je suis bien loin d'en con-

clure qu'il ne s'en trouvât pas beaucoup dans tous les partis. La différence d'opinion en politique n'exclut aucun des sentimens dont l'homme s'honore. L'application seulement en est différente. Le royaliste et le républicain peuvent, par exemple, avoir à un degré égal l'amour de la patrie. Ils considèrent simplement la félicité de l'état sous un point de vue différent; et de quelque coté que soit l'erreur, cette erreur n'en est pas moins respectable, puis qu'elle a toujours pour but le plus grand avantage de la patrie. J'entends seulement ici par gens de bien ceux à qui la forme de gouvernement, quelque soit le nom qu'on lui donne, étant indifférente en elle-même, pourvu que la liberté soit respectée, désirent avant tout la sagesse dans les mesures; l'ordre dans les moyens, l'activité dans l'exécution, et le repos si nécessaire à tous après de si grandes secousses.

Peut-être les directeurs n'avaient ils pas au même degré toutes les qualités faites pour servir de garantie à l'accomplissement des vœux de ces amis de la paix; mais ils en avaient assez du moins pour soutenir les espé-

rances. Le Tourneur et la Réveillère jouissaient de l'estime publique. On eut désiré sans doute un peu plus d'énergie dans le premier, et une imagination plus réglée dans le second ; mais l'on était convaincu que le génie du mal n'aurait jamais d'accès auprès d'eux, qu'ils étaient au-dessus de la flatterie, et par conséquent à l'abri de l'intrigue, et que s'ils ne faisaient pas dans cette place suprême tout le bien que l'on pourrait y faire avec de plus vastes conceptions, ils n'y feraient aucun des maux qu'entraînent après elles des intentions ambitieuses, tyranniques et perverses.

Rewbel était entouré de plus de préventions facheuses. Jamais homme ne fut moins connu ; jamais homme ne fut jugé avec plus de partialité ; et cependant jamais homme n'eut une âme plus pure, un attachement plus sincère pour la patrie, une théorie plus certaine des principes de la véritable liberté, un sentiment plus religieux des devoirs que sa place lui imposait. Une opinion bien fautive avait pris contre lui un crédit que le temps seul a détruit. On lui supposait un amour ardent pour les richesses, et peu de scrupule dans le choix des moyens

qui peuvent les procurer. Mais comment ces préventions s'étaient-elles enracinées à l'égard d'un homme dont la vie privée annonçait à peine l'aisance, et dont la mort a constaté la pauvreté ? Par deux défauts dont la source était tout à la fois dans un cœur excellent, et dans une inflexible probité. Ce rigorisme donnait à ses communications publiques une rudesse sauvage, une brusquerie trop semblable à l'humeur, et un ton de méfiance trop généralisée. Il croyait voir la corruption dans tous les hommes. Malheureusement l'époque ne justifiait que trop sa méprise ; et ne mettant point de nuances dans ses réceptions, ils se faisait également des ennemis, et de ceux qui aspiraient à le tromper, et de ceux qui ne lui demandaient que justice. Les hommes cupides qu'il empêchait de s'engraisser de la fortune publique, et les hommes malaisés qu'il privait de ce qu'ils étaient en droit de réclamer de cette même fortune, imputaient à son avaricieuse rapacité, ce qui n'était que le résultat d'une probité estimable sans doute, mais repoussante par son stoïcisme aveugle autant qu'exagéré. En France il est des vertus que

l'on ne pardonne pas, si l'urbanité leur est étrangère. Les refus affectent peu le français; un déni de justice fait avec grace l'irrite moins, qu'un bienfait accordé par la brusquerie.

Rewbel rentré dans sa famille et dans le sein d'un très petit nombre d'amis, n'était plus le même homme. Là, son cœur ouvert à toutes les sensations douces ne supposait pas qu'on put le tromper, et sa condescendance dégénérait en faiblesse. Il croyait que jamais l'astuce ne pouvait deshonorer les liens du sang et de l'amitié. Sa confiance ne fut pas toujours heureuse, et l'abus que quelques personnages en firent dans les places qu'il leur donna, ne fit qu'accroître les préventions. On lui faisait à lui même l'application des principes peu délicats de quelques individus, que peut être encore avec trop de légèreté on disait avoir été protégés par lui. Mais quoi qu'il en soit, des préventions n'empêchent pas qu'un homme ne marche dans une ligne droite; et la république avait en lui un fidèle serviteur, dont le zèle ne se démentit jamais, malgré la connaissance qu'il avait des calomnies répandues sur son compte.

Les talens de Carnot étaient connus. C'était sur lui que roulaient les espérances de la guerre. Il passait, sans avoir besoin de transition, du comité de salut public au directoire. Aucune interruption ne se trouvait dans ses plans. Il n'avait rien à réformer, à réorganiser, à recréer. Il ne changeait pas de système, il changeait simplement de local; et comme il n'avait qu'à poursuivre des plans dont le développement avait déjà été si heureux, la confiance en lui était aussi bien fondée qu'elle était entière.

Barras, malgré l'abolition déjà assez ancienne de la noblesse, était encore entouré de cette espèce de magie que les noms distingués exercent sur les esprits, longtemps après que les titres ont disparu. Son goût pour la magnificence et les plaisirs enchainait à sa cour une classe que sa légèreté rend peu redoutable aux gouvernemens, mais dont les gouvernemens font bien de s'emparer pour diriger l'emploi de son oisiveté. Je veux parler des femmes et des petits maîtres. Après les jours, trop souvent si pистres mais toujours graves du régime de la Convention, la capitale renaissait

au besoin des délassemens. Peu importait comment, où, et avec qui l'on s'amusât ; mais s'amuser devint tout à coup la grande affaire. Les jeux étaient à la convenance de tout le monde. Ils facilitaient aux uns l'essai de leur moderne opulence. Ils consolaient beaucoup d'autres de la perte de la leur. Plus puissans que les prédicateurs de l'égalité, ils rapprochaient toutes les conditions. L'antique Duchesse sortait de son réduit pour danser chés le perruquier devenu propriétaire d'un palais ; le royaliste se déridait à la table du jacobin enrichi ; on se plongeait au sein des plaisirs pour échapper aux tristes souvenirs. Ils ressemblaient aux ondes du Lethé où l'on venait chercher l'oubli de l'origine des fortunes et des infortunes. D'après ce sentiment assés général, il était simple que la cour de Barras fut constamment brillante ; il possédait un château et une terre superbes, à quatre lieues de Paris ; Grosbois, était son nom. Là se rassemblaient tous les courtisans. Le maître aimait la chasse, il y entretenait une meute énorme ; la danse succédait à la chasse ; les festins à la danse. A la pointe du jour l'on rentrait à Paris où le

luxu de l'élégance et le faste des rois entouraient l'heureux directeur. Comment n'aurait-il pas été l'idole d'une ville, où l'éclat est au besoin de nécessité première. Au reste ce retour du luxe rendait des espérances au commerce, et d'ailleurs Barras par cette conduite rendait à mon avis un service au gouvernement. Il n'était pas mal, ce me semble, que l'un des directeurs fut spécialement chargé de la représentation. Elle eut contrarié la modestie et l'habituelle simplicité des quatre autres directeurs. Elle plaisait à Barras, et c'était celui des membres du gouvernement nouveau qui pût le mieux s'acquitter des fonctions qu'il semblait s'être réservées.

Du reste il avait dans des momens de crise fait preuve de bravoure, et c'est un grand titre aux yeux des français. C'en était un aussi, auprès de ce grand nombre de Conventionnels que l'on retrouvait dans les deux conseils, et qu'il avait plus d'une fois sauvés de pas dangereux. Il était fidèle en amitié, obligeant par caractère, grand dans ses manières, sur dans sa parole. La malignité, qui dans l'ombre est la vengeance que la médiocrité sans

moyens exerce toujours sur les hommes que leurs talents élevent au dessus de la liste ordinaire, imputait quelques désordres à sa jeunesse. Mais l'on sait le peu de cas que l'on doit faire de ces vérités anecdotiques que l'on n'ose se dire qu'à l'oreille. Quelques d'ailleurs l'homme dont la jeunesse ait été exempte de passions? ces prétendus Phénix de vertu ne sont communs nulle part, et surtout sous le climat brulant de la Provence on le directeur Barras avoir reçu le jour.

Le directoire commença sa carrière dans un moment difficile. La disette factice n'était pas encore chassée de Paris. La déplorable guerre de la Vendée était loin d'être éteinte, la réaction exerçait encore ses fureurs dans le midi, et les finances étaient embarrassées. Le gouvernement révolutionnaire qui pour marcher rapidement dans toutes ses opérations n'avait besoin que d'une émission d'assignats avait usé outre mesure de cette ressource. En conséquence il s'était passé des revenus de l'état, et l'état s'était trouvé fort bien de n'en plus payer. Mais qu'en était il résulté? c'est que les propriétaires, les rentiers et les

employés étaient devenus les seuls pauvres. Les propriétaires, parce que les fermiers ne les payaient qu'en assignats suivant leur valeur nominale, en sorte qu'au temps de la dépréciation du papier monnaie une terre de douze mille livres de rente en vint à ce point de ne plus rapporter à son possesseur qu'une valeur effective de douze à quinze francs, puis qu'il fut une époque où vingt et vingt quatre mille francs en assignats ne furent plus que la représentation d'une pièce d'or de vingt quatre francs. Les rentiers, parce qu'une rente de cent louis qui suffisait autre fois honorablement à leurs besoins pendant un an, leur étant payée deux mille quatre cents livres en assignats ne leur assurait pas leur nourriture pour huit jours dans un moment où la tasse de café se payait deux cents francs en papier. Les employés enfin, parce que malgré l'augmentation partielle et tardive que l'on fit du signe fictif de leurs honoraires effectifs, se trouvèrent pendant longtemps, surtout dans les emplois inférieurs avoir donné leur temps à l'état pour un salaire de sept ou huit francs par mois. Le directoire crut trouver un palliatif à ce mal

dans la création de mandats. Mais le temps des prestiges était passé. Les mandats tombèrent dans le même discrédit que les assignats avant même d'être mis en circulation. On eut donc recours à la création du grand livre, mesure jugée depuis longtemps et sur laquelle je n'ai pas besoin de m'apesantir.

On remédia plus promptement à la disette. Le ministre Bénésech la fit disparaître en peu de temps. La loi du *maximum* fut abolie, on rendit la libre circulation aux grains. On rendit aux boulangers la faculté de s'approvisionner eux mêmes. Le grain reparut dans les marchés, et Paris eut du pain.

Mais la guerre de la Vendée était une playe qui chaque jour s'envenimait davantage, et s'il n'eût pas existé une sourde division entre les chefs des insurgés, si la conduite indépendante des chouans n'eût pas donné un air de piraterie à une guerre qui plus que toute autre ne devait avoir que le caractère chevaleresque, si les prêtres ne l'eussent pas ensanglantée par un fanatisme bien impolitique dans un siècle où les lumières avaient fait de si grand progrès, il est à croire que son issue eut été bien

différente, et la république eut pu craindre avec bien plus de raison encore de succomber dans cette grande lute. Le directoire essaya ce que l'on n'avait point encore tenté, et ce fut de charger un général honoré de l'estime publique de poursuivre cette guerre ; il choisit Hoche. Hoche porta sur cette terre malheureuse ses talens militaires, son humanité naturelle, son caractère actif, mais conciliateur, mais ennemi de toutes représailles. La fameuse journée de Quiberon arriva enfin, et ce fut là le terme de cette guerre.

Je sais tout ce que l'on a débité sur cette journée. Je sais tout ce que l'on doit de respect à la valeur déçue, à l'infortune héroïque : et ce respect est si grand, est si juste, qu'il n'est point de républicain, s'il est doué d'une ame élevée, qui tout en se rejoissant du triomphe de sa cause, qui tout en rendant hommage à l'invincible bravoure des soldats qui combattaient pour elle, qui, disje, n'ait pensé mille fois que de si braves adversaires méritaient une meilleure fortune : et je m'explique bien, je ne parle ici que du courage ; et laissant de côté tout ce qui n'apar-

tient qu'à la politique, je ne considère les combattans que comme des français et ce n'est qu'à des français que se rapporte mon éloge. Mais il est dans cette journée d'autres circonstances sur les quelles il est du devoir de l'histoire de s'étendre sans doute; et je prie encore le lecteur de se souvenir que je n'écris pas l'histoire générale de la révolution mais une portion simplement de cette histoire. Je me contenterai simplement de dire qu'il est des faits, sur l'autenticité des quels il faut appeler l'ongue expérience des siècles, avant que l'histoire les relate, surtout lors qu'ils sont de nature à compromettre l'honneur des nations. Le ferment des passions à cette époque, le vif ressentiment que le parti vendéen dut ressentir de sa défaite, le besoin peut être que le gouvernement directorial éprouva d'autoriser sa sévérité, enfin les nuances innombrables que les acteurs d'une semblable tragédie doivent répandre sur leurs relations rendent et rendront encore longtemps impossible à l'historien de saisir le point exact où la vérité s'est placée. La conduite de la nation Anglaise, à qui l'on fait jouer un si grand rôle

dans cet événement ne peut s'appercevoir au milieu du cahos obscur où tant de rapports contradictoires l'ont enfoncée. Si cette conduite était véritablement telle que les deux partis l'ont représentée, s'il était vrai que les vaisseaux Anglas eussent refusé un asile aux malheureux débris de l'armée royaliste qu'ils venaient de débarquer sur le continent, s'il était certain qu'ils eussent également vomé la foudre et sur les vaincus et sur les vainqueurs, s'il était possible enfin que la cabinet de St. James eût donné un ordre aussi barbare aux amiraux de sa flotte, il faudrait convenir qu'une longue suite de siècles suffirait à peine pour effacer la tache que la cruelle déloyauté d'un semblable gouvernement aurait imprimée au caractère national, et que le peuple Anglais serait condamnable de ne s'être pas justifié aux yeux de l'Europe d'une semblable accusation en exigeant la dissolution subite d'un ministère capable de le compromettre d'une aussi étrange manière au tribunal de l'honneur et de l'humanité ; mais c'est du silence même de ce peuple que naît mon incertitude à cet égard. Ce peuple est

fier ; il est dans son genre de liberté d'être presque toujours en opposition avec le ministère. De grands talens oratoires se rencontrent toujours dans la minorité du parlement, et certes à cette époque il y en avait de justement célèbres ; et le peuple, et l'assemblée de la bourgeoisie à Guild-hall, et ses défenseurs populaires à Westminster, auraient laissé une semblable occasion de censure, et auraient dissimulé l'affront qu'un procédé aussi contraire à la civilisation auroit fait rejaillir sur le peuple Anglais ! pour quiconque aura habité en Angleterre une modération de ce genre ne sera pas croyable ; elle ne serait ni dans l'esprit, ni dans les usages, ni dans les mœurs, je dirai plus ni dans les plaisirs mêmes de cette nation ; et quand on connaît Londres, on sait que souvent on y déclame contre certaines mesures du ministère avec bien plus de véhémence que dans tout autre pays de l'Europe.

Dans le midi la réaction se continuait avec une fureur égale. Il s'y était formé des compagnies, de véritables associations réactives, sous les noms de compagnies d'*enfants de Jesus*, d'*enfants du soleil*, etc. dont l'intime occupation

était d'entretenir le trouble, les desordres, les divisions, et de perpétuer les haines et les vengeances. Où s'étaient formées ces compagnies? d'on venaient elles? ~~qui~~ les salariait? C'est ce que l'on ignorait. Ces compagnies avaient été jetées en France par l'Italie, où elles avaient pénétré par l'Allemagne. Il en était quelques unes, qui avaient emprunté les formes de la franche maçonnerie; mais qui dans leurs réceptions mettaient un mystère, en apparence bien plus redoutable encore; telle par exemple que la société des *Eveillés*. Ce que dans la maçonnerie on appelle, par plaisanterie, *prophanes*, parmi les *éveillés* on l'appelait *dormeurs*. On n'attendait point dans cette société que des candidats se présentassent pour être reçus; c'était elle qui choisissait les personnes qu'elle desirait s'associer, et ce choix tombait sur les caractères dont elle espérait sans doute tirer parti pour les vues qu'elle se proposait. C'était dans les environs de Marseille qu'elle avait fixé son séjour. Jamais elle ne tenait ses assemblées clandestines dans le même lieu; mais c'était toujours dans quelque mesure abandonnée,

ou dans l'épaisseur de quelque bois. Lors qu'elle desirait s'attacher quelqu'un, il trouvait au moment qu'il s'y attendait le moins, soit dans sa poche, soit sur sa cheminée, soit par tout ailleurs, un billet à son adresse conçu à peu près dans ces termes. Le *dormeur* un tel se trouvera à minuit à tel endroit; et toujours quelque menace accompagnait cette invitation si l'on venait à y manquer. Une personne de ma connaissance voulut une fois suivre cette aventure. Il se rendit à une place qu'on lui avait indiquée. C'était une maison déserte et à moitié ruinée. La solitude y régnait. Il y trouva un homme inconnu et bien armé, qui lui ordonna de le suivre, en lui disant qu'ils avaient beaucoup de chemin à faire; en effet ils marchèrent longtemps, et dans le silence; son guide n'ayant pas voulu répondre aux questions qu'il lui fit. Ils arrivèrent enfin à un embranchement de plusieurs routes où il trouvèrent six hommes également armés. Le guide leur dit, compagnons *éveillés*, voici le *dormeur* tel que je vous remets, et il disparut; ces derniers se mirent en marche, en disant au candidat : *Armés vous de courage*

*car vous courez de grands dangers.* Quelque temps après ils entendirent de grands cris et un cliquetis d'épées. *Courons* dirent les nouveaux guides, *ils sont attaqués.* En effet ils arrivèrent quelques instants après dans une prairie un peu écartée de la route, où quelques hommes étendus par terre paraissaient avoir succombé sous les coups de ceux qui venaient de les combattre. *Voilà,* dirent ceux qui paraissaient être les vainqueurs à leur compagnons accourus à leur secours, *comme nous traitons les dormeurs qui refusent de nous obéir. Quel est cet homme que vous amenez? C'est un dormeur* répondirent ils, *qui veut être éveillé.* Ils le conduisirent alors à l'assemblée générale. Elle était composée d'hommes qui lui étaient totalement inconnus. Tout s'y faisait au nom de *l'aigle impérier*; le simulacre de cet oiseau était au dessus de la tête du président. Je n'entrerai point dans les détails de la réception du candidat. Il m'a rapporté qu'un des articles du serment qu'on lui dicta était de combattre à outrance les ennemis de *l'aigle impérier* qu'on lui indiquerait. Quel était cet aigle? on ne lui ex-

pliqua pas cette allégorie. Quand le point du jour arriva l'assemblée se sépara. Chacun se dispersa sans qu'il sut ni qui ils étaient, ni où ils allaient. On lui montra la route qu'il devait suivre pour rentrer dans Marseille, où il revint seul. Depuis il reçut de nouvelles injonctions. Il n'y répondit pas, et il n'en entendit plus parler.

Je ne me suis arrêté un instant sur ces détails que pour donner un aperçu de l'esprit du temps, et des mesures occultes que, pour échapper aux regards de la surveillance, prenaient les hommes chargés d'éloigner la paix, et d'établir en France une terreur nouvelle.

Malheureusement la constitution ne laissait pas au directoire assez de latitude pour remédier à de semblables maux. Il faut lui rendre justice ; il ne cessa de solliciter auprès du corps législatif des loix qui le missent à portée de déployer la vigueur nécessaire en pareil cas ; mais la publicité inévitable de ses messages au conseil des cinq cents, avertissait les ennemis de l'ordre public de se tenir sur leurs gardes, et neutralisait ainsi d'avance l'effet qu'il eut pu se promettre de la sévérité

de ces loix, quand bien même il les eut obtenues. Quand par hazard quelques uns de ces assassins étaient arrêtés et conduits devant les tribunaux des départemens méridionaux d'un côté la malveillance, de l'autre la peur, les faisaient toujours absoudre. Je dis la malveillance, parce que depuis le 9 thermidor les chefs de la faction thermidorienne avaient introduit parmi les magistratures beaucoup d'hommes animés du même esprit qu'eux, et que la punition des réacteurs ne pouvait guère être infligée par les hommes dont le système de la réaction était l'ouvrage. Je dis la peur, parce que les ramifications étendues de ces associations meurtrières, et le nombre de leurs membres secrets que la vraisemblance présentait comme devant être énorme, faisaient craindre aux jurés de s'exposer par la condamnation des coupables à des vengeances aussi sûres que rapides. Ainsi les criminels étaient sauvés non seulement par leurs protecteurs, mais encore par les hommes que leur opinion portait à les condamner.

D'ailleurs le directoire, malgré la haine qu'il a constamment témoignée contre ces ex-

cès, n'annonçait pas dans sa conduite un penchant bien réel pour la sévérité. A l'issue d'une aussi longue révolution, plus de fermeté eut été d'une grande utilité. Il eut mieux valu comprimer pas une sévérité vraiment bienfaitrice les débris des différentes factions, et les amener, par une attitude toujours imposante dans le gouvernement, à s'accoutumer enfin à l'ordre qu'elles avaient si souvent troublé. Le directoire crut arriver au même but en suivant une politique tempérée ; il pactisa pour ainsi dire avec toutes. Il ferma les yeux sur l'impunité des révoltés du 13 Vendémiaire, et laissa tomber en désuétude les décrets d'accusation lancés contre eux ; en s'élevant contre les excès des réacteurs, en appelant sans cesse contre eux la puissance des loix, il feignit d'oublier que la source de ce torrent de desastres était dans Paris même, et que les thermidoriens tenaient entre leurs mains l'urne de ce fleuve de calamités ; sans caresser les Jacobins il eut l'air d'attendre leur tranquillité de leur foiblesse, et de se reposer de leur soumission sur l'honorable attachement qu'il affectait de leur supposer pour la cause de la liberté. Il crut arriver ainsi à se concilier tous

les partis, et parvenir à la longue à les fondre ensemble, à les condamner à l'impuissance, et à ne plus connaître d'autre intérêt que celui du bien public ; et par cette conduite, que l'on pourrait en politique qualifier de relachée, il manqua le but qu'il se proposait. La nonchalance n'est pas de la tolérance. La tolérance doit protéger dans tous la liberté de penser, mais doit diriger dans tous la liberté d'agir. Son chef d'œuvre est de persuader à chacun qu'en concourant au bien général il ne fait qu'agir dans son sens. La tolérance est un joug quand elle n'est que le calcul de la faiblesse, parce que la faiblesse est susceptible de préférences. Si le bras se fatigue en tenant la balance, les bassins cessent de garder l'équilibre. Ainsi la tolérance perdit les Stuarts ; ainsi la tolérance affermit Cromwel.

Cependant l'urbanité renaissait insensiblement. Les inscriptions odieuses s'effaçaient et le mot MORT ne souillait plus les frontons des édifices publics. Les cendres de Marat avaient été exhumées du Panthéon ; son buste avait été traîné aux gémonies, et les ombres illustres de Voltaire et de Rousseau n'étaient plus troublées par le voisinage du squelette.

de ce monstre. Les ridicules formules du gouvernement révolutionnaire n'excitaient plus le rire et l'indignation. On ne lisait plus sur les portes des bureaux : *Citoyen, fermez la porte, je te prie*. Cette terrible sentence, *Guerre à mort à tel ou tel peuple*, écrite partout en majuscules d'un demi pied de proportion, n'attristait plus les regards. Le mot *humanité* commençait à se glisser dans les entretiens ; heureux si dans quelques climats, il n'eut pas été le signal des massacres ; et si l'on n'eut pas dit à la victime, je t'égorge au nom de *l'humanité*. Mais la providence apparemment avait arrêté que le crime prendrait toutes les écharpes, qu'il dépouillerait les salles bonnets rouges, les grossières *carmagnoles* et les dégoûtantes *houppelandes* du jacobinisme, pour se revêtir des fracs de l'élégance ; que l'usage des poignards ne serait plus permis qu'à des mains parfumées, et que pour assassiner il faudrait faire preuve de politesse et d'une éducation soignée.

Au milieu de cette étrange subversion de toutes les idées reçues, une folie d'un nouveau genre saisit tout à coup Paris ; une fureur de spéculations commerciales s'empara subite-

ment de toutes les têtes, et de toutes les classes. La chute effrayante et rapide des assignats, et la mort subite des mandats à leur berceau occasionèrent cette démence. On desirait devenir propriétaire de quelques objets qui du moins eussent une valeur quelconque, et tout le monde se fit commerçant et spéculateur. Cela livra Paris à l'activité la plus singulière et la plus irréfléchie peut-être pendant quelques mois. Ce n'était point un commerce d'échange qui n'engraissait que la ruse et n'était d'aucun avantage à l'état. Souvent les marchandises d'un magasin passaient dans le même jour entre les mains de vingt acquéreurs, sans être déplacées, et chaque acquéreur avait fait pour son compte le bénéfice de quelques méchants assignats, dont la dépréciation constante et journalière remplaçait le lendemain sa fortune dans la même situation où elle se trouvait le matin de la veille ; en sorte que tout se réduisait à s'être donné bien du mouvement pendant vingt quatre heures, sans avoir dans le fait rien gagné. Rien n'était si plaisamment ridicule que de voir les plus jolies femmes renoncer au sommeil et aux douces habitudes de la mollesse ; désertier

leurs alcoves dès sept heures du matin ; courir les rues de Paris ; offrir au premier venu une *belle partie* de tabac, de mousselines, de thé, de poivre, etc. souvent entrer dans un café pour conclure le marché avec l'acheteur, qui plus souvent encore sans déplacer repassait la vente à telle autre femme ou tel homme que la manie du jour amenait près de lui. N'était ce pas une scène vraiment bouffonne, lors que le soir rappelait ces dames au besoin des plaisirs et aux agrémens des cercles que de les voir sortir de leurs *sacs à ouvrage*, que l'on appelait alors des *ridicules*, un bout de chandelle, un hareng saur, ou quelques sardines fumées comme autant d'échantillons, et proposer gravement la vente de quelques quintaux de suif ou de quelques centaines de barils de poisson salé ; tandis que le petit maître surchargé d'ambre tirait de la poche de son élégant *spencer* un *cigare* qu'il allumait à la bougie pour donner une idée de l'excellence de la pacotille qu'il avait à vendre. Les spectacles, les concerts, les promenades, les salons étaient la Bourse où se traitaient ces comiques marchés, et chaque quartier fourmillait de caricatures de ce genre. Cela dura quelques mois avec

une activité dont le caractère français peut seul offrir l'exemple, et cela cessa tout à coup avec la même rapidité, tant l'inconstance a de charmes pour les habitans de Paris. L'agiotage retourna dans son temple dont il était un moment sorti pour cette plaisante excursion. Ce temple était le Perron<sup>(a)</sup> et il y resta jusqu'à la réorganisation complète de la Bourse.

Cependant au milieu des difficultés plus sérieuses dont le directoire était environné, il s'établissait, s'affermissait, et ne se consolidait pas ; ce qui est bien différent. On pourrait croire qu'il n'eut jamais une idée juste de ce qu'il était en effet.

Il se considéra toujours comme le conseil exécutif, et oublia qu'il était plus ; je veux dire le souverain ou LE PRINCE pour me servir de l'expression de Machiavel ; car peu importe le nom, soit qu'un seul, soit que plusieurs soient chargés de cette grande autorité. Il eut des ministres et n'eut point de conseil d'état. En sorte que les loix dont il pouvait avoir besoin n'étant discutées que par lui, il jouait auprès du conseil des cinq cents le rôle,

subalterne qui aurait du être joué près de lui par le conseil d'état. En sollicitant une loi il ne se présentait armé que de sa seule opinion, ce qui n'inspirait pas la même confiance, et avait d'ailleurs le grave inconvénient de donner à tous ceux de ses arrêtés, qui n'avaient pas besoin du concours de la législature, un air d'*arbitraire* dont ils n'eussent pas été entachés s'ils eussent été délibérés en conseil d'état. Qu'arrivait il de là ? C'est que le corps législatif était de fait l'unique *Souverain* ; puisque, divisé en deux portions inégales, il réunissait en lui seul cependant le droit de proposer les loix et le droit de les rejeter, ou d'y apposer ce que l'on appelait le *veto*, ce qui certainement est bien l'un des plus grands actes de l'autorité souveraine. En sorte qu'ainsi le pouvoir exécutif se trouvait réellement dans la dépendance des deux conseils, et pouvait à chaque instant être entravé dans sa marche au gré des intrigues et des passions, toujours bien plus puissantes et plus sûres de réussir auprès des assemblées nombreuses. On pourrait objecter sans doute que la loi étant le grand régulateur du pouvoir

exécutif, et que le meilleur moyen de gouverner étant de faire obéir strictement à la loi sans jamais transiger avec elle, l'indépendance du gouvernement se trouvait par cela seul suffisamment garantie : oui, si la république eut eu cent ans d'existence, comme en Angleterre par exemple où le temps à meuri la législation et conduit les deux pouvoirs à n'avoir plus qu'un même vœu, le salut de la patrie et le maintien de la liberté ; mais en France, à l'époque dont je parle, où il n'existait aucun code encore, où la législation ne se composait que d'un très petit nombre de loix nouvelles, et d'une foule incalculable de loix révolutionnaires dont l'abrogation nécessaire se faisait toujours de plus en plus sentir, où donc était l'indépendance du directoire qui n'avait ni la certitude d'obtenir les loix dont il sentait l'urgente nécessité, ni le droit d'abroger celles dont il sentait l'absurde inconséquence dans les circonstances où il se trouvait placé ? Il était comme cet architecte à qui l'on dirait je veux une maison. Vous la batirez comme vous voudrés ; je laisse votre talent totalement indépendant ; mais à cette condition que quand

vous aurez besoin de matériaux je serai maître de vous les refuser, et que si vous en tirez quelques uns de ce grand magasin que je mets à votre disposition, vous ne pourrez ni les tailler ni les couper pour les assortir aux dimensions que vous jugerez utiles de prendre. Si l'on ajoute à ces principes de destruction la politique un peu ambiguë qu'adopta le directoire on sera peu surpris du peu de durée dont jouit cette espèce de gouvernement. Il ne pouvait se soutenir que par une lutte avec le pouvoir législatif. La constance de cette lutte devait amener des secousses, et ces secousses devaient nécessairement entraîner la chute de l'un ou de l'autre pouvoir. Elle occasiona celle de tous les deux.

Quand à la politique du directoire elle devait lui être également funeste. Au lieu de comprimer, sans tyrannie, mais avec cette forme que la raison prescrit et que l'équité avoue, les hommes connus pour avoir appartenu aux diverses factions que la révolution, et surtout la Convention, avaient enfantées, j'ai déjà fait remarquer qu'il affecta au contraire de les ménager ; il les caressa même souvent. Il se

flattait faussement de se les attacher par cette espece de condescendance, et de les ramener dans les sentiers de l'ordre. Il ne souffrait pas sans doute qu'en se réunissant elles concussent de trop grandes esperances. Mais il leur prodiguait les avis ; il cherchait à les éclairer sur les intérêts de l'état et sur leur propre intérêt. Il mettait enfin les conseils à la place de la sévérité. Interprétant cette tolérance impolitique en leur faveur, les factieux se figurèrent être craints, et leur insolence s'en accrut. La confiance que le directoire avait mis en cette conduite fait honneur sans doute au cœur de ses membres ; on y reconnaît des hommes généreux toujours prompts à se persuader que l'amour de la patrie peut tout sur les individus ; mais le directoire ignorait qu'il n'est plus de patrie pour l'homme que son intérêt, ou ses passions, ou des opinions erronées ont une fois déterminé à la troubler. La plus difficile de toutes les conversions est celle d'un factieux, parce qu'il prend pour des vérités tout ce qui le flatte, pour des lumières tout ce qui l'aveugle, et pour la patrie l'ordre de choses que son imagination se crée. Un plus

grand mal encore était que ces ménagemens apparents du directoire n'étaient pas toujours exempts d'une sorte de perfidie, qu'il flattait quelque fois les uns au détriment des autres, que le lendemain il se rapprochait des élémens dont il s'était éloigné la veille, et que cela donnait à sa conduite un air d'incertitude et de fausseté dont le malheureux effet était d'aigrir les hommes de parti contre lui, et d'altérer la confiance que la grande majorité des français, étrangère à tout esprit de faction, avait été disposée à lui accorder dans l'origine. Il faut un grand talent pour tirer avantage de la duplicité ; c'est un art qui ne fut bien connu que de Tibère, de Louis XI, et de Philippe II ; mais les Philippe II, les Louis XI, et les Tibère sont rares ; et ce serait une acte d'accusation bien terrible contre l'espèce humaine, s'il arrivait que cinq hommes réunis pour gouverner un empire pussent suivre de front un système de perfidie raisonnée.

Au milieu de cette direction juste ou injuste que la conduite du directoire donnait aux jugemens publics sur son compte ; juste, si en effet il avait pris la ruse et l'astuce pour

base de sa politique ; injuste s'il était lui-même, comme cela est plus probable, la dupe de sa propre vertu ; il fit un acte qui l'honore parce qu'il appartient à la justice sans rien devoir à la force, à la crainte, ni à la nécessité ; il rendit à la maison d'Autriche Marie Thérèse Charlotte MADAME, fille de Louis XVI. Le résultat de cette négociation fut l'échange de cette princesse contre les représentans du peuple Camus, Quinette, Bancal, Lamarque et Drouet, le Général Beurnonville, et les ambassadeurs Maret et Sémonville. On se rappelle que les quatre premiers, ainsi que le général, avaient été arrêtés et livrés aux Autrichiens par Dumourier. Drouet avait été fait prisonnier lors du siège de Maubeuge. Les deux derniers, se rendant en ambassade, l'un à Naples, l'autre à Constantinople, avaient été arrêtés, au mépris des droits les plus saints, les plus sacrés parmi les nations même les plus barbares. Les Autrichiens, pour commettre cet attentat, avaient violé la neutralité des Grisons, et ces ambassadeurs avaient été conduits dans les forteresses de l'Autriche, où ils avaient langué pendant de

longues années. La cour de Vienne avait traité ces différents captifs avec une rigueur inexcusable. On avait eu la cruauté de laisser ces huit illustres victimes de la plus noble cause croupir dans le plus absolu dénuement, dans les prisons obscures et mal saines où on les avait plongés. On les y avait abandonnés à la sordide rapacité de géoliers insolents et féroces ; ils y avaient été souvent exposés à la privation des objets le plus nécessaires à la vie. La conduite que l'on avait tenue avec l'infortuné Drouet avait été marquée par un caractère de bassesse et d'atrocité plus révoltant encore s'il est possible. On souffrit, on ordonna sans doute, que pendant deux jours, il fût promené, entièrement nu et chargé de chaînes, dans le camp des Autrichiens ; qu'il y fût livré à toutes les injures, à toutes les insultes, à toutes les tortures, suggérées à une soldatesque impie, par l'exemple honteux que des officiers, que des généraux même, ne rougissaient pas de lui donner. L'exécrable fanatisme d'opinion savoura de la sorte le supplice d'un malheureux, pour le châtier d'une action qui, quand il l'avait commise,

qu'il fût ou non dans l'erreur, ne lui avait paru que l'accomplissement d'un devoir. Il est deshonorant pour un gouvernement quelconque de se venger de cette manière, et c'est une vérité que l'histoire ne peut jamais répéter assez. Quand on croit avoir des griefs contre une nation, on lui fait ouvertement et noblement la guerre ; mais respect aux hommes que la trahison ou les défaites livrent aux ennemis de leur patrie. Ils sont malheureux ; ils sont sacrés.

Ce fut à peu près à cette époque qu'éclata la plus innattendue et la plus singulière des conjurations. Cette conjuration, dont le succès eut été horrible, était ourdie par des hommes que leur peu de lumières et leur profonde misère ne semblaient réserver ni à de grandes combinaisons ni à de grandes tentatives. On ne peut guère les comparer qu'à la secte des Levelers sous Cromwel. Ils en avaient toute l'ignorance, toute l'indiscipline, et toute la stupide politique. Ces hommes avaient été ce que, sous le règne de Robespierre, on appelait vulgairement la populace des Jacobins. Devenus sans appui, sans protecteurs, sans salaire et sans occupation, depuis la dispersion de

leurs maîtres, on pourrait présumer que leur situation désespérée fut le premier nœud de leur intelligence ; et que la plus part d'entre eux sans profession et accoutumés depuis longtemps à la paresse par le lucre qu'ils tiraient de leur emploi, alors supprimé, de perturbateurs subalternes, n'eurent d'abord d'autre plan de conjuration que l'espérance de quelques heures de troubles pendant les quelles le pillage leur procurerait les moyens de subsister. Un homme, pour assouvir son ambition, essaya de mettre à profit les dispositions où il les surprit, et résolut de se servir d'eux pour s'élever au rang suprême. Cet homme se nommait Baboeuf. Il appartenait lui même par sa naissance à la plus basse classe. Il était en crédit parmi les femmes de la halle et les marchandes des ports, par les formes prononcées d'un physique robuste. Il avait le genre d'élégance qui distingue les *petits maîtres* de la courtille, des porcherons, et des guinguettes fameuses. Un grand pantalon à la marinière ; des souliers décoletés, retenus par de longues et larges boucles d'argent ou de métal ; une veste sans basque comprimant

fortement la taille à l'origine des hanches, et déboutonnée sur la poitrine pour laisser passer le jabot de la chemise du dimanche ; une énorme cravate d'un demi pied de haut ; des cheveux plaqués de suif et de pomade, et couverts de poudre ; une queue courte, attachée extrêmement bas, et grossie par la farine dont elle était garnie ; un chapeau rond, ceint d'un large ruban de velours noir ; des traits assez agréables ; un bel œil ; un regard plus effronté qu'audacieux ; un langage approprié à son état, c'est à dire grossier, souvent obscène, toujours ordurier ; enfin toute la tournure de ces individus que parmi le peuple on appelle *faroux* de port ou de chantier ; telle était la figure, tel était le ton, telle était la parure de cet homme, qui voulut, tout comme un autre, tater aussi du pouvoir souverain. Du reste, dans une tête inculte, un génie capable de combinaisons fortes ; aimant le meurtre parce qu'il le prenait pour le glaive qui coupe tous les nœuds gordiens ; louant Robespierre, célébrant Marat, comme un héritier par respect humain chante la mémoire de ceux qui lui laissèrent leur fortune. Sous Robespierre, il

n'avait joui d'aucune considération. La Commune le regardait simplement comme un de ces habitués de cabaret, à qui l'on distribuait quelques assignats pour échauffer l'esprit de leurs semblables, et se disputer en apparence avec des hommes d'un autre genre que l'on payait également pour feindre de prendre dans les lieux publics, tantôt le parti de Louis XVI. tantôt le parti de la Convention ; misérables *compères* dont le rôle était de se laisser toujours battre dans ces espèces de controverses, afin de persuader aux ouvriers, aux maçons, aux charbonniers, aux portefaix, aux commissionnaires, ordinaires spectateurs de leurs déconvenues habituelles qu'ils soutenaient une mauvaise cause. Les triomphes constants de Baboeuf dans ces luttes *patriotiques* l'avaient mis en grande réputation parmi la multitude. Il avait aussi voulu se mêler d'écrire, mais quoi qu'il possédât à fond la langue du *Père du chêne*, il n'avait jamais pu s'élever à la hauteur du style d'Hebert, et avait renoncé à la *gloire littéraire*, pour quelque temps du moins, et s'était contenté du *laurier de l'improvisation*. On voit que dans ce ramas d'an-

ciens agens subalternes d'un parti entièrement désorganisé, depuis les catastrophes successives qui avaient conduit la totalité de leurs chefs à l'échafaud, Baboeuf était le seul homme à caractère que les débris de ce parti que l'on avait déshérité du nom de Jacobin pour lui donner celui d'Anarchiste pût compter dans ses rangs. Les circonstances le plaçaient naturellement à leur tête, et il ne balança pas à se déclarer leur chef. Soit inconséquence, soit témérité, il ne mit aucun secret dans une conjuration dont l'importance en exigeait un si grand. Il divulgua ses projets, ses moyens, ses espérances dans ses écrits particuliers et dans les journaux avec une effronterie peu commune. On conçoit difficilement comment Drouet, dont la délivrance toute nouvelle était l'ouvrage du directoire, put entrer dans une conjuration, dont l'objet était de renverser ce même directoire, de disperser les deux conseils, de déchirer la constitution, et de substituer au gouvernement existant une démagogie illimitée. Il est cependant vrai qu'il y trempa.

Le directoire feignit d'abord de regarder

avec mépris les manœuvres de Baboeuf. Le public partageait cette fausse sécurité. On savait seulement que lorsque ces Anarchistes avaient besoin de communiquer ensemble, ils s'avertissaient par le son de quelques cors de chasse; et toutes les fois qu'on entendait le cor on plaisantait sur ce signal, qui n'était rien moins cependant que l'avertissement d'un pillage et d'un massacre général et prochain. Baboeuf avait ébloui la populace dont il s'environnait, par la promesse du partage des terres; et la loi agraire devait être le premier acte de son autorité. Malheureusement le peuple est toujours dupe de ces sortes d'illusions dont les frippons fascinent son entendement, et ne se souvient jamais que partout où personne ne travaille personne ne mange. Le directoire fut enfin forcé de se rendre à l'évidence et ne douta plus de l'existence de la conjuration et de ses étonnantes ramifications. La frayeur qu'il en ressentit fut aussi ridicule que ses premiers dédains avaient été politiques. Si le succès de cette conspiration pouvait entraîner des conséquences incalculables, il n'en est pas moins vrai que le nombre

des conspirateurs était petit. Sans doute que le jour de l'explosion ils eussent entraîné à leur suite le peuple des faubourgs, suivant la tactique de leurs anciens chefs ; mais cette explosion, il ne fallait pas l'attendre. La garde soldée du Directoire et du Corps Législatif était nombreuse et fidelle ; sept à huit mille hommes de troupes de ligne campaient dans la plaine de Grénelle. Les écrits que Baboeuf, à qui ses complices avaient donné le surnom de Gracchus, dépassaient en expressions furibondes et sanguinaires, tout ce que l'inferral génie d'Hébert et de Marat avait pu produire de plus révoltant. La postérité aura de la peine à croire qu'il se trouvât dans le conseil des cinq cents des députés dont l'esprit répugnait à se persuader que ces écrits fussent séditioneux. Ils n'y voyaient qu'un amour mal-entendu de la liberté ; tant-il existait encore à cette époque d'hommes dont les funestes maximes de Robespierre et des Jacobins avaient vraiment gangrené le jugement, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, et qui ne faisaient aucune distinction entre la licence et la liberté. Il faut rendre justice à ces membres.

Leur aveuglement sur le compte de Baboeuf tenait simplement à l'exagération de leurs idées, et nul d'entre eux n'avait eu la criminelle faiblesse d'entrer dans cette conspiration.

Les conjurés dont la hardiesse osait tout avant le grand mouvement qu'ils projetaient, comme si ils eussent été surs du succès, publièrent un entretien que l'un d'eux avait eu avec le Directeur Barras. Cet entretien fit tort à Barras. D'abord, en sa qualité de directeur, il n'aurait pas du descendre à une conférence avec un homme qu'il savait être en révolte ouverte contre le gouvernement. En second lieu, puisqu'il s'était permis cette fausse démarche il aurait dû s'abstenir du moins des expressions caressantes et même adulatrices dont il usa dans ce colloque. Le français dont la fierté s'alarme facilement, est toujours disposé à croire sa dignité compromise, dès que celui ou ceux qui le gouvernent oublient la leur, et ne pardonna pas à Barras cet étrange oubli des convenances. Les conjurés de leur côté en conçurent cette idée qu'on les regardait comme une grande

autorité, et annonçèrent qu'ils ne traiteraient désormais avec le gouvernement que de puissance à puissance. Ce fut ainsi que Baboeuf s'en expliqua dans une lettre qu'il écrivit au directoire. Quand on songe qu'une scène de cette espèce se joue entre les chefs de l'une des plus grandes nations de l'Europe et quelques hommes plongés dans la plus crasse ignorance, n'ayant d'autre habitation que les mauvais lieux et les cabarets, et croupissans dans une profonde indigence qu'ils n'avaient plus le droit de rendre honorable, on est tenté de sourire de pitié ; et je ne crois pas que l'on puisse rencontrer dans l'histoire un autre exemple d'une farce politique plus absurde et plus ridicule. Enfin le directoire se détermina à prendre l'offensive. Baboeuf, Drouet, et quelques autres furent arrêtés, et conduits au Temple. Les papiers de Baboeuf furent saisis et publiés, et ce fut alors que Paris reconnut toute l'horreur du danger au quel il venait d'échapper. Le jour où l'insurrection devait éclater, le massacre des cinq membres du Directoire, de tous les membres du Conseil des Anciens et des Cinq cents qui avaient pris

part à la journée du 9 Thermidor, de tous les fonctionnaires publics et de tous les particuliers connus pour avoir favorisé cette journée ou s'en être réjouis, devait avoir lieu, et la liste des proscrits dressée d'avance devait être remise aux différens chefs insurrecteurs, selon les quartiers qu'on leur avait assignés. La trésorerie nationale devait être envahie, la caisse enfoncée et l'argent abandonné à la populace; le pillage de toutes les boutiques des rues St. Martin, St. Denis, St. Honoré, Vivienne, et Neuve des petits champs, du Quai des orfèvres, et du Palais Royal était ordonné et devait durer six heures. Des commissaires devaient être envoyés dans les départemens pour y répéter les scènes qui auraient eu lieu à Paris. Tout ce plan avait été tracé par un comité inquisitorial présidé par Baboeuf, dont les opérations avaient toute la redoutable obscurité du Conseil des Trois à Venise; et l'on frémit d'épouvante lors que l'on découvrit les étonnantes relations qu'il était parvenu à se procurer dans toute l'étendue de la France, par ses comités secondaires. Comment une correspondance si multipliée, des agens si actifs,

tant de succursales du comité central, comment, disje, tout cela avait-il pu s'organiser, marcher, agir sans argent ? C'est ce que l'on ne conçoit pas. C'est ce qui de fait est impossible. Il m'est démontré que la conspiration de Baboeuf servit de masque à un autre parti d'une bien plus grande importance ; que si cet homme ne fut pas dans la confiance de ce projet, ce qui n'est guère présumable, du moins on le mit en avant avec beaucoup d'art. Un événement dont je vais rendre compte jettera quelque jour sur cette intrigue aussi ténébreuse qu'embrouillée.

Quand Baboeuf fut arrêté, il se figura que le peuple s'insurgerait pour forcer sa prison et le délivrer. Il se trompa, personne ne bougea ; la raison en est simple, on n'avait plus besoin de lui. Quand il existe une conspiration, et que les chefs de cette conspiration sont arrêtés, elle est anéantie ; les conjurés se dispersent, se cachent, disparaissent ; les chefs sont punis, et tout est fini. Ici au contraire après l'arrestation de Baboeuf, la conjuration ne fit que se nouer d'avantage et agit avec plus d'activité et bien plus de discrétion. Ba-

boeuf n'était donc pas le véritable chef ; il n'était pas une colonne nécessaire. Bien plus ; Barras favorisa l'évasion de Drouet, et le directoire ne réclama pas. Drouet fut traduit, *contumace*, à la haute cour nationale et Baboeuf fut entraîné dans cette procédure qui s'instruisit à Orléans et traina singulièrement en longueur. On sauva Drouet, parce qu'il s'était jeté à l'étourdie dans une intrigue ou il n'avait aperçu que l'intérêt de la liberté populaire, sans se douter assurément qu'il fut question du triomphe du royalisme. Il n'en est pas moins présumable que ce fut le seul et grand mobile de cette conspiration où l'on espéra entraîner le peuple sous l'apât du pillage afin d'avoir des motifs de plus de l'accuser d'insubordination, et d'excès punissables, et des raisons plausibles pour justifier les fers que l'on lui préparait, et qui fussent devenus éternels. Toute cette intrigue Jacobine et *ultra* révolutionnaire rentrait parfaitement dans cette opinion que tous les gens de bien et les vrais amis de la liberté avaient conçue depuis bien longtemps sur les Jacobins et les Cordeliers ; et que j'ai déjà indiquée

en parlant ailleurs des fureurs de ces deux sociétés fameuses et des crimes inouis des Communes de Paris ; et cette opinion était que ces hommes se flattaient de rétablir le trône par ces indignes moyens, et de réussir par l'énormité de leurs attentats à rendre à la nation française la liberté si odieuse qu'elle se jetterait avec joie dans les bras des Bourbons quand ils viendraient à se présenter. Certes l'époque n'était pas mal choisie pour remettre ce plan en vigueur. La terrible guerre de la Vendée, les massacres affreux du midi dirigés contre les anarchistes par des anarchistes nouveaux, et aux quels les anarchistes anciens, couverts d'une autre livrée, eurent peut-être tant de part ; le reste de la France tombant de lassitude sous le poids d'une révolution commencée depuis tant d'années ; toutes les fortunes compromises par la chute entière du papier monnaie ; un gouvernement fondé sur une constitution, que le temps n'avait point encore éprouvée, totalement nouveau, ignorant encore ses moyens, ses ressources, l'étendue et la nature même de sa puissance, et par conséquent bien loin d'être

affermi ; si, disje, l'on considère cet état de choses, on reconnaîtra combien le concours des circonstances offrait de chances favorables au parti royaliste, caché derrière l'effrayant phantôme de la conjuration de Baboeuf que l'on aurait laissée se charger de toutes les iniquités de l'insurrection projetée ; iniquités dont on aurait recueilli le fruit, parce qu'elles auraient débarrassé le royalisme d'adversaires redoutables sans qu'on pût l'accuser d'avoir trempé ses mains dans leur sang ; peut-être même, après l'événement, eut-il affecté de venger leur perte sur les instrumens dont il aurait abusé. Ces misérables n'eussent pas soupçonné à quelle divinité inconnue ils immolaient leurs victimes ; et se fussent aperçus trop tard du piège tendu à leur imbécille crédulité ; piège dont ils n'eussent reconnu toute l'horreur que quand il leur eut été impossible de s'en dégager. On ne saurait répéter trop souvent à la dernière classe du peuple ; que lorsque des hommes empruntent son costume, son langage, ses manières pour lui conseiller de conspirer ; que lorsqu'ils lui disent, c'est vous seule qui conspirés, c'est

pour vous seule que vous conspirés, c'est à vous seule que reviendra l'avantage de la conspiration, ils lui mentent avec impudence ; et qu'ils ne s'adressent à elle que parce qu'ils ont besoin de ses bras pour frapper, mais non pas pour recevoir. Il faut lui répéter sans cesse, qu'elle ne peut jamais conspirer par elle-même, parce qu'elle n'a ni les moyens, ni l'instruction, ni la tenue nécessaire, pour conduire à bien une conspiration quelconque ; et que lors qu'on l'entraîne dans ces grandes machinations, l'oubli est tout au moins le prix que l'on réserve aux services qu'elle aura rendus à ceux qui la mettent en avant sans qu'elle s'en doute. Il faut lui répéter enfin jusqu'à la satiété, que c'est par un misérable abus de mots, inventé par l'orgueil, qu'on l'appelle spécialement le peuple ; qu'elle ne doit cette distinction qu'au mépris que la vanité fait de sa misère ; que le peuple se compose de tous les individus qui constituent le corps d'une nation ; et que si quelque chose rend l'insurrection respectable et sacrée, c'est le concours de la grande majorité d'une nation ; mais que lors qu'elle n'émane que d'une seule

classe, c'est révolte contre le peuple, et non pas insurrection du peuple. C'est une vérité que l'on a toujours cachée au peuple de Paris. Le peuple de Paris a toujours cru qu'il était le peuple français. De là combien de malheurs.

Il le crut encore à l'époque dont nous parlons, et la république pensa être perdue. Ce qui la sauva c'est que les royalistes se présèrent trop ; ils crurent que la conspiration était plus mure qu'elle ne l'était en effet ; ils crurent que l'opinion de Paris était définitivement fixée, tandis qu'elle vacillait encore. Ils prenaient pour l'opinion de Paris ce qu'ils recueillaient dans les salons. Combien de fois cette erreur funeste pour eux, leur fit elle concevoir des espérances dont le résultat fut de les compromettre sans les servir ; combien de fois cette même erreur que trop d'ambassadeurs étrangers partageaient avec eux, leur fit elle présenter à leurs souverains des tableaux de la France, diamétralement opposés à la vérité.

Baboeuf et quelques uns de ses complices étaient arrêtés. Il avait cru qu'à la nouvelle de son arrestation, tout Paris se lèverait pour forcer sa prison et le délivrer. Personne, je l'ai déjà dit, ne

bougea. Il comptait fortement sur la légion de police, corps détestable, composé d'hommes sans aveu, dangereux par leur amour pour le brigandage, et que le directoire venait de licencier à cause de son insubordination. Baboeuf ameuta quelques femmes pour exciter ces hommes à rompre ses fers, mais la crainte du châtiment les retint, et ils furent sourds aux vociférations de ces mégères. Enfin instruit de ces diverses circonstances, Paris se croyait échappé au danger, et regardait la conjuration de Baboeuf comme totalement étouffée; lorsque tout à coup, au milieu de la nuit, les citoyens, dans presque tous les quartiers, sont réveillés par le bruit des pétards et des coups de pistolet. Chacun se lève pour connaître le motif de ces explosions extraordinaires. Que trouve-t-on? Les rues jonchées de cocardes blanches, le drapeau blanc arboré aux portes des établissemens, et des proclamations affichées avec profusion au nom du roi. Cette tentative mal adroite, mal combinée, dont aucun préliminaire n'avait préparé le succès, manqua totalement son effet. La terreur fit rentrer tout le monde chez soi. Chacun craignit que

sa curiosité ne l'eût compromis ; le silence général déconcerta cette mesure intempestive ; et le lendemain matin les cocardes, les pavillons, et les proclamations avaient disparu. La crainte inspirée aux citoyens de Paris en général par cette nuit singulière était d'autant plus naturelle, qu'il y avait très peu de temps ; (le 16 Avril 1796 ; 27 Germinal, au 4) que le corps législatif avait rendu un décret qui prononçait peine de mort contre les provocateurs à la royauté et à l'anarchie ; et que personne n'ignorait qu'elle extension l'on peut donner à ces sortes de qualifications dont le sens n'est jamais déterminé, et dont par conséquent l'interprétation peut-être arbitraire.

Ce qui viendrait encore à l'appui de l'opinion qu'il y avait toujours eu un point de contact entre le royalisme et le jacobinisme, c'est que cette tentative mal adroite ne déssilla point les yeux des anarchistes. S'il n'eut pas régné une intelligence secrète entreux, comment les anarchistes n'eussent ils pas découvert l'ennemi qui marchait à leurs côtés pour ainsi dire et se préparait à profiter pour son compte, des troubles qu'ils se proposaient d'é-

lever dans la capitale? Comment ne se seraient ils pas souvenus que cet ennemi était, et serait le plus implacable de tous ceux qu'ils pouvaient avoir ; et qu'ils avaient bien moins à craindre de la part du directoire et des deux conseils, où l'indulgence parlerait toujours pour eux, en faveur de l'attachement, trop exagéré sans doute, qu'ils affectaient pour la liberté? Au contraire, bien loin de concevoir quelque méfiance de cette imprudente levée de bouclier, elle ne leur servit qu'à donner plus de force aux fils de leur intrigue, et à disposer avec plus d'activité les moyens de la dénouer avec avantage. Le royalisme plus adroit dans sa politique, pour égarer s'il lui était possible l'opinion que l'on concevait dans le public sur le mauvais succès qu'il venait d'avoir, fit répandre le bruit que l'un des hommes qui lançaient les petards avait été arrêté au moment même où il venait d'être blessé par l'une de ces espèces de fusées, dont la détonation s'était faite à l'instant où il l'allumait, et qu'il avait déclaré que ces cocardes, ces drapeaux blancs, ces proclamations, tout ce tapage enfin, était une feinte des anarchistes.

pour provoquer un mouvement pour la délivrance de Baboeuf. On n'a pas besoin, je crois, de s'appesantir sur ce roman pour en démontrer tout le ridicule, et l'on ne conçoit guère comment des écrivains sensés l'ont présenté depuis comme un fait incontestable. On demandera peut-être où se cachaient les chefs royalistes, puisque Baboeuf et quelques autres n'étaient que des automates que l'on dirigeait à volonté ? Le 18 Fructidor dont nous parlerons bientôt pourrait bien donner le mot de cette énigme. D'ailleurs un plan que les royalistes avaient adopté et que l'on qualifia, quand il fut découvert, de conjuration de *Brottier* était déjà tracé, et les bases en étaient arrêtées dès cette époque. (b)

Quoi qu'il en soit les anarchistes ne mirent que plus d'activité dans leurs complots. Ils se serrèrent d'avantage. Ils tentèrent de séduire les troupes que l'on avait fait camper dans la plaine de Grenelle, et crurent y avoir réussi, parce que dans les orgies où ils attiraient ces militaires, ils s'entousiasmaient facilement au mot de *liberté* et criaient avec eux : *A bas les tyrans, à bas les ennemis du peuple et des*

*patriotes*. Enfin ils choisirent la nuit du 24 Fructidor pour leur attaque. Le directoire était prévenu. Il était sur ses gardes ; les postes de sa garde étaient doublés ; les généraux qui commandaient le camp avaient été avertis. Les anarchistes sortent à minuit du faubourg St. Antoine au nombre de quatre ou cinq cents. Ils se divisent en deux colonnes. L'une marche sur le Luxembourg, l'autre au camp de Grenelle. Celle du Luxembourg trouve le garde du directoire sous les armes ; les anarchistes se croient trahis et s'enfuient. L'autre colonne arrive au camp ; y pénètre ; trouve quelques soldats réveillés ; essaye de *fraterniser* avec eux ; (c'est l'expression jacobine,) ils commencent la lecture d'une proclamation qu'ils ont apportée. Tout à coup la générale bat, tout le camp est sur pied. Les anarchistes sont enveloppés. Plusieurs sont arrêtés ; quelques uns sont sabrés ; le reste prend la fuite, et rentre dans l'obscurité, où la frayeur les retiendra, jusqu'à ce qu'une occasion nouvelle les rappelle encore à la lumière.

Ainsi se termina cette conjuration, que l'on honora du nom de faction que ses grossiers

élémens ne lui méritaient guère, mais que sa longue existence, sa ténacité, ses tentatives réitérées pouvaient rendre dangereuse, si elle eût été conduite avec plus de talent et de génie. Le directoire avec plus d'énergie, ou moins gêné peut-être par le vice de la constitution qui le forçait de s'adresser toujours au conseil des cinq cents pour en obtenir des moyens de répression, et de divulguer ainsi lui même les mesures qu'il lui fallait prendre pour assurer la tranquillité publique, le directoire, disje, aurait pu terrasser plutôt cette faction ; mais telle était sa condition précaire, que si par un message il demandait au conseil des cinq cents une loi *d'urgence* contre les perturbateurs, le respect que l'on devait à la liberté individuelle servait souvent de prétexte pour passer à l'ordre du jour ; tandis que d'un autre côté, quand il ne sévissait pas, ses ennemis, parmi les membres du conseil, le dénonçaient lui même, et que par un message on lui reprochait de ne pas connaître ses devoirs, ou de les remplir avec trop de faiblesse.

Quoi qu'il en soit, une commission militaire fut nommée pour juger les anarchistes que

l'on avait arrêtés. Six d'entre eux furent condamnés à mort et fusillés au camp de Grenelle même où ils avaient été pris en flagrant délit. Dans ce nombre se trouvaient trois anciens membres de la Convention, Javogue, Huguet et Cusset. Javogue sous le règne de la terreur avait été l'un des membres les plus redoutés du fameux comité de sûreté générale. On prétend que les deux autres n'avaient été que trop fidèles aux principes de Robespierre dans les différentes missions qu'on leur avait confiées sous le gouvernement révolutionnaire. Le quatrième avait été membre du conseil du département de la Seine. Ces places si importantes, surtout dans une grande capitale, avaient été souvent occupées par les hommes les plus distingués, tels que Messieurs de Liancourt, de la Rochefoucault, de la Cépède, et nombre d'autres de ce calibre. Ce n'était pas des hommes de ce mérite qu'il fallait à la Commune révolutionnaire de Chaumette. Elle avait peuplé cette grande administration d'individus de la trempe de celui dont il est question ici. Il était de la plus profonde ignorance. Je le sais par expérience. A l'é-

poque où la surveillance du Louvre m'avait été confiée par le ministre Roland, cet homme se présenta dans mes bureaux pour réclamer quelque chose au nom du département de la Seine. On l'introduisit dans mon cabinet particulier. Je le priai de me communiquer *les pouvoirs* qui autorisaient sa mission. Il me les exhiba sans difficulté. Je crus de l'honnêteté de l'inviter, à vouloir bien les lire. Non, me répondit-il sans balancer. Lisez vous même. Je lis bien dans l'écriture *moulée* mais je ne suis pas bien *enfoncé* dans l'écriture *à la plume*. Je fus assez heureux pour ne pas éclatter de rire. (c)

On pourrait dire que la providence, en permettant le supplice de cet homme, s'était plu à le punir de son ingratitude. C'était un enfant trouvé qu'une dame riche avait fait élever. Elle l'avait pris en affection. Quand il eut atteint un certain âge, elle le maria, et lui donna l'argent nécessaire pour établir une petite boutique d'orfèverie. Pendant le régime de la terreur, il devint membre du comité révolutionnaire de sa section. Le premier usage qu'il fit de *sa puissance* fut de

dénoncer sa bienfaitrice comme *suspecte*. Il vint l'arrêter, et la conduisit lui même dans une maison d'arrêt. J'ai oublié le nom des deux autres condamnés que l'on fusilla avec les quatre que je viens de citer. La haute cour nationale quelques mois après condamna à mort Baboeuf, et un de ses complices, auteur des écrits publiés par les conspirateurs.

Malgré les inquiétudes que ces conspirations royalistes et anarchiques donnaient au directoire, malgré les désagréments que lui faisait éprouver les fréquentes contrariétés du corps législatif, et les déclamations déplacées que plusieurs membres des cinq cents se permettaient contre lui, il jouissait dans le public de cette faveur qu'obtiennent toujours les gouvernemens heureux dans la guerre ; les brillantes campagnes du général Bonaparte en Italie étaient en effet et par l'étonnante rapidité des conquêtes, et par la multitude des grandes batailles rangées toutes couronnées par la victoire, étaient disje un de ces phénomènes dont on chercherait vainement le pendant dans l'histoire des guerres anciennes et modernes. Quelques autres succès en alle-

tagne, mais non aussi constants ; les négociations deux fois entamées avec l'Angleterre ranimant les espérances bien ou mal placées du commerce, ce grand mobile de la prospérité des nations, mais le plus grand fléau souvent pour la diplomatie parce que son esprit spéculateur voit rarement les relations entre les différens peuples du même œil que la politique des gouvernemens, négociations dont l'issue eut été peut être plus heureuse si le Lord Malmesbury eut été doué d'une tête ou moins de bonhomie eut pénétré, et si les négociateurs français eussent mis un peu plus d'esprit conciliateur à la place de la rigidité républicaine ; les troubles de la Vendée si non totalement éteints, du moins considérablement amortis ; des traités de paix avec quelques puissances heureusement conclus ; l'arrivée de l'ambassadeur de la Porte ottomane ; la présence de quelques ministres étrangers à Paris ; toutes ces diverses circonstances entouraient le directoire d'une assez forte portion de cette dignité qui convient au gouvernement d'une grande nation : et tel est le caractère français, que si le directoire eut

ajouté à ces avantages qu'il devait aux circonstances plus de faste extérieur, il eût obtenu bien plus de crédit encore sur l'opinion publique, et eût centuplé le nombre de ses partisans, c'est à dire des individus qui rejetaient sur la jalousie du conseil des cinq cents les contrariétés sans cesse renaissantes que beaucoup de législateurs lui faisaient éprouver. La liberté de la presse, cette puissante, et on pourrait dire même cette première garantie de la liberté publique contre les envahissemens des grandes autorités, était devenue à cette époque une arme cruelle dont on usait avec excès pour désorganiser tous les rouages politiques, tandis que le devoir des écrivains en usant de cette liberté de la presse, du moins s'ils sont animés de l'amour de la patrie, est d'éclairer et non pas de détruire. L'Angleterre peut servir d'exemple à cet égard. Il n'est point de pays où les feuilles publiques s'expliquent avec plus de franchise, soit pour, soit contre les actes du gouvernement : mais jamais aucun journaliste Anglais ne se permettra d'émettre une opinion capable d'ébranler la constitution. L'édifice constitutionnel est

un objet sacré pour les rédacteurs des journaux. Ils veillent sur les habitans de l'édifice ; ils jugent souvent avec sévérité leurs actions ; mais ils sont d'incorruptibles conservateurs de la masse entière du bâtiment. Les journaux *ministeriels* disent : le gouvernement a pris telle mesure : ils exposent les motifs qui l'ont fait agir ; ils discutent ces motifs ; et prouvent ou essayent de prouver qu'ils sont justes. Les journaux de l'*opposition* blament souvent ; ils établissent également le motifs de leur censure, et s'appuient de toutes les autorités que leur raison et leur instruction leur suggèrent ; mais prêcher le renversement de la constitution, appeler le peuple à la révolte, le tromper par des principes étrangers aux principes d'état établis, ce sont choses qu'ils s'imputeraient à crime. C'était là cependant, sous le règne du directoire, la tâche que les journalistes de Paris remplissaient avec un acharnement dont il est difficile de se peindre la constance. Que signifie la liberté de la presse, de qu'elle utilité peut elle être ? quand elle attaque sans cesse, et ne rencontre nulle part de contradicteur. En Angleterre le

gouvernement est toujours défendu, en France le directoire ne l'était jamais. L'Angleterre jouit donc de la liberté de la presse dans toute sa plénitude. La France sous le directoire ne jouissait que de la licence de la presse : et cela s'explique.

Les journaux s'étaient divisés en deux partis bien distincts et bien opposés ; des deux côtés leurs rédacteurs s'annonçaient avec la morgue la plus ridicule comme les magistrats suprêmes de l'opinion. A les entendre, appeler de leurs arrêts eût été un attentat. Ils avaient l'imbécille fatuité de se croire les régulateurs de la France, et de se figurer que trente millions d'hommes n'auraient pas eu la faculté de penser sans le secours de huit ou dix écrivains serviles dont l'esprit intrigant, haineux, passionné, ou trop souvent mu par le sordide intérêt d'accroître leurs abonnés faisait tout le talent. Journaux royalistes, et journaux anarchiques, tels étaient les journaux de la capitale. Il régnait entre eux une guerre à outrance. La *Quotidienne* et le journal des *Hommes libres* marchaient en tête de ces deux brigades où brillaient le *Publiciste* et le *Pacificateur*, le *Thé* et

le *Fanal*, le *Mercure* et la *Décade*, etc. chaque jour ces journaux se livraient un combat à mort ; mais chaque jour, d'accord sur un seul point, les plus sanglantes satires contre la législature, contre le directoire, contre la constitution, contre les administrations, contre les généraux, contre les armées même, sortaient comme autant de foudres des deux arsenaux. Ils se combattaient avec fureur en mémoire de Louis XVI. et de Robespierre ; mais la trêve était à l'instant renouée quand il fallait frapper les autorités reconnues. Ou chercher ici le contrepoids ? il n'y avait pas un journal républicain. (d) Quand toutes les plumes se divisent pour rappeler deux gouvernemens que la patrie a repoussés, et qu'ils ne se réunissent que pour accuser le gouvernement que la patrie a choisi, ce n'est plus liberté de la presse, c'est licence, c'est indiscipline, c'est révolte. Mais pourquoi, dira-t-on, le directoire n'avait-il pas ses journaux ? la réponse est facile. Salarier un journal ce n'est pas être soutenu par un journal. Un journal que l'on paye ne défend pas ; il discrédite. Mais ajoutera-t-on, il fallait

donc que le gouvernement fût mauvais en effet puisque tous les journaux étaient contre lui ? L'argument serait sans réplique si tous les journaux eussent marché dans le même sens ; mais ils étaient ennemis irréconciliables sur tout le reste. C'était donc les journaux, et non le gouvernement, qui étaient mauvais. Ils luttaient entre eux, pour le triomphe de leur faction, et ne s'accordaient que pour lutter contre le gouvernement de leur patrie. Un grand mal résulte de cet abus de la presse. La punition l'atteint à la longue et l'on dit alors, la liberté de la presse a été violée. Dites bien plutôt qu'elle a été vengée. Au reste si ces journalistes n'eussent attaqué que les choses, on aurait tout imputé à l'opinion ; mais plusieurs s'abandonnaient à des personnalités répréhensibles dans tous les pays. J'ai entendu assurer que le directeur Barras, cédant sans réflexion à l'indignation que lui inspira une personnalité de cette espèce, fit infliger un châtiment rigoureux au journaliste qui se l'était permise. Le directeur Barras eut tort, si le fait est exact. Un membre de l'autorité suprême doit écraser de tout le poids de son

mépris une attaque de ce genre ; ou s'il croit que cela ne lui suffise pas, les tribunaux sont là. Un grand pensionnaire de Hollande reçut une insulte pareille. Il fit réimprimer en gros caractères, et le texte de la calomnie, et le nom du calomniateur, et fit afficher l'une et l'autre à la porte de son hotel. Le libelliste prit la fuite. Celui de Paris fut pendant plusieurs jours l'objet de la risée publique. Sa flagellation prêtait au ridicule. Tout est spectacle en France, et pourvu que le spectacle amuse, c'est assez. On s'inquiète peu de la moralité du drame.

Je n'ai rappelé cette vengeance personnelle que pour donner une idée de l'indécence avec laquelle les journaux se déchainaient contre les membres de l'Autorité Suprême. Malheureusement il était quelques députés dont les passions violentes encourageaient, sous main, les furibondes diatribes de ces écrivains. Les renouvellemens annuels d'une portion des deux conseils ordonnés par la constitution, avaient introduit dans la législature des hommes bien opposés au régime républicain. Le parti royaliste avait exercé son influence sur un

grand nombre de corps électoraux. On se figure sans peine quelle animosité dut régner dans les délibérations des conseils lorsque ces nouveaux membres vinrent y siéger avec des idées si fort en opposition avec celles des anciens membres conventionnels que l'on y voyait encore. L'influence du royalisme s'étendit également sur le choix du magistrat appelé à remplacer le Tourneur de la Manche, dont les fonctions de directeur venaient de cesser suivant la décision du sort. Pour remplir cette place importante on rappela de sa longue ambassade en Suisse Mr. Barthelemy, frère du célèbre Abbé Barthelemy auteur du VOYAGE DU JEUNE ANACHARSIS. Le directeur Barthelemy était un homme de mérite sans doute, mais que la douceur naturelle de son caractère rendait, peut-être, un peu trop étranger à l'énergie nécessaire dans une place de cette importance, surtout à l'époque on il y parvenait. Le parti au quel il devait l'obligation d'y monter, comptait, je crois, beaucoup plus sur sa docilité que sur son travail. L'obéissance est quelque fois d'un plus grand secours que les talens. Après le long séjour qu'il

avait fait en Suisse, où Louis XVI. l'avait nommé son ministre, il arrivait sur un théâtre où il était inconnu, où lui même ne connaissait personne, et à la suite d'une révolution qu'il ne lui appartenait pas de juger. Personne n'ignore que l'esprit, les acteurs, et les événemens de cette révolution ont été constamment dénaturés dans les cours étrangères, et que la vérité à cet égard n'y a pas même été toujours respectée par les agens diplomatiques français, qui résidèrent momentanément auprès de quelques unes. Barthelemy inspirait donc peu de confiance aux républicains. Ils le considéraient comme une créature de l'ancienne cour, que la reconnaissance enchainait aux Bourbons ; il était d'ailleurs un homme nouveau en révolution ; il n'en avait couru ni les chances ni les dangers ; on n'avait aucun gage de son républicanisme ; et la jalousie, qui dans beaucoup de têtes aigrit souvent les justes réflexions de la raison, ne lui pardonnait pas de venir usurper une dignité suprême que les services éminens de tant d'autres semblaient avec plus de justice appeler sur eux de préférence. Ainsi donc Barthelemy, en ar-

rivant au directoire, n'y fut accueilli ni par la confiance nationale, ni même par celle de ses collègues. Il est facile de concevoir que Barthelemy, imbu des principes catholiques, apostoliques et romains, et la Réveillere. Lépaux, souverain Pontife de la secte nouvelle des théophilantropes ; que Barthelemy stilé depuis son enfance à la déférence envers les rois, et Rewbel brulant encore de cet amour de la liberté dont il avait jeté les premiers fondemens sur les rives du Rhin ; que Barthelemy, affichant une grande simplicité de mœurs, et Barras étalant tout le faste des plaisirs ; il est, disje, facile de concevoir que Barthelemy ne pouvait plaire à aucun de ces hommes, et qu'il était presque impossible, de longtemps du moins, que l'intelligence entre eux et lui s'établît. En examinant donc ces élémens hétérogenes que la marche des événemens vient de jeter dans les deux autorités législative et exécutive ; on voit qu'il est impossible que cet ordre de choses dure longtemps. Ce fut bien alors que l'on put reconnaître la grande faute que la Convention avait commise avant le 13 Vendémiaire. De

de deux choses l'une ; ou il fallait que la Convention en faisant la cloture du gouvernement révolutionnaire et en terminant sa session, eut le désintéressement de laisser aux Assemblées Electorales la nomination entière des députés aux deux conseils, ou qu'elle eut l'audacieux courage d'annoncer qu'elle s'arrogeait à elle seule les fonctions législatives pendant dix ans, époque où les Assemblées Electorales se réuniraient pour procéder au renouvellement par tiers. Que risquait elle ? le 13 Vendémiaire ! elle s'y exposa bien pour une mesure incomplète. Dans la première hypothèse, en laissant alors la nomination entière aux électeurs, l'opinion publique était plus fortement prononcée pour la république. Les agents du royalisme n'auraient pas eu le temps de l'altérer ; le 13 Vendémiaire venait d'imposer un silence long à cette faction ; les étrangers n'eussent pas eu le moyen de s'immiscer dans les élections ; les nominations eussent été certainement meilleures ; et l'on n'eût pas été obligé d'avoir recours dans les élections à la funeste ressource des scissions, que dans le fait on pourrait appeler une guerre civile non

armée. Dans la seconde hypothèse, si elle eût retenu pour plusieurs années l'Autorité Législative, elle eût consolidé son grand ouvrage ; le scandale des divisions avec le pouvoir exécutif n'eut point été donné ; l'un ou l'autre pouvoir n'eût pas été obligé de recourir aux insurrections pour se maintenir ; les habitudes républicaines se seraient insensiblement établies ; la nation entière n'eût pris qu'une même direction ; et la paix eut été la conséquence de cette mesure. Je l'ai dit ailleurs, la Convention, en touchant au terme de ses travaux, osa trop, ou n'osa pas assez. La découverte de la conspiration de l'Abbé Brottier, Proli, Dunand, et la Vilheurnois donna plus d'importance à cette guerre ouverte entre une partie des législateurs et le directoire. Ces législateurs ne dissimulaient plus leurs dessins. Après les menaces qu'ils proféraient à la tribune, il n'était plus permis de douter des vengeances qu'exercerait le gouvernement qu'ils se proposaient de rétablir. Dans la position où les plaça pendant quelques jours leurs espérances de succès assez fondées, cette conduite était d'une maladresse impardonnable.

**L**aisser à entendre aux membres d'un gouvernement que l'on veut renverser que la mort les attend, c'est non seulement les inviter à se défendre, mais c'est leur créer une armée d'une foule d'ambitieux qui feindront d'avoir pris part aux dangers pour se donner un air d'importance et partager les fruits de la victoire. Ces considérations, toutes sensées qu'elles fussent n'étaient pas de nature à rendre les factieux plus mesurés. Leur témérité s'appuyait sur Pichegru, que le Général Moreau, dont le cœur appartenait encore alors à la patrie, dénonça lui même au gouvernement. (e) Plusieurs députés se distinguèrent par la virulence de leurs discours. Celui que Gilbert Desmolières prononça le 27 Prairial dépassa toutes les bornes. Le conseil des cinq cents demanda au directoire des explications sur l'âge de Barras, et un esprit persécuteur présida seul à cette inquisition ; un député poussa la mal adresse jusqu'à blamer les victoires de l'armée d'Italie. L'armée laissa percer son humeur d'une semblable ingratitude. On se rappelle l'adresse du Général Bonaparte à ses soldats sur les malheurs dont la France était

menacée dans l'intérieur. L'on n'osa plus répéter à la tribune ce ridicule essai que le conseil avait voulu faire de ses forces. Toutes les lois, toutes les résolutions (c'était le terme dont on se servait alors, il avait remplacé celui de décret) toutes les résolutions que le directoire sollicitait étaient examinées, discutées, critiquées, et le plus souvent rejetées. Cette mauvaise volonté se manifesta d'une manière si contraire au bien public que le directoire, entravé dans toutes ses opérations par cette opposition désastreuse pour l'état, ayant annoncé au conseil des cinq cents que toutes les parties du service public étaient prêtes à manquer, au lieu de prendre en considération l'objet d'un semblable message, on sembla se faire au contraire un jeu cruel d'ajouter aux embarras du gouvernement en proposant de lui ôter la surveillance du trésor national. C'était une véritable démenace.

Cependant au milieu de ces conflits perpétuels, le directoire suivait pas à pas la marche et le développement de la conjuration de Brottier. Au lieu de dire le directoire, il serait plus exact de dire la majorité du di-

rectoire. C'est à dire Rewbel, Barras, et la Reveillère. Barthelemy peu instruit des précautions que l'homme public doit mettre dans ses liaisons dans un pays en proie à une longue révolution qui n'est pas encore parvenue à son terme, recevait avec trop de distinction les députés royalistes pour ne pas inspirer de la méfiance à ses collègues. J'ai déjà remarqué que cette méfiance avait pris naissance dès son arrivée au directoire et j'en ai expliqué la cause, mais cette conduite n'avait fait que l'accroître, et l'on ne peut se cacher que de jour en jour cette méfiance devenait plus excusable. Soit opinion, soit inexpérience Barthelemy ne partageait pas la chaleur des trois autres directeurs pour la conservation de la république, et il n'est donc pas étonnant qu'ils ne lui livrassent pas toujours les secrets des mesures qu'ils prenaient pour la sauver. Il est plus difficile d'expliquer pourquoi cette défiance s'étendait également sur Carnot, et pourquoi tant de gages donnés par ce directeur à la révolution et à la liberté étaient tout à coup oubliés par les républicains. On dit souvent que l'ingratitude est le vice, des ré-

publiques, mais quand on songe que cette ingratitude n'a quelque fois d'autre motif que les passions de quelques rivaux, est ce bien aux républiques que le reproche doit s'adresser ? Que les anarchistes, constans auxiliaires du royalisme quand ce parti prévalait, et en apparence ses ennemis implacables quand il était terrassé, eussent enveloppé Carnot de leur haine, cela se conçoit ; il était républicain trop sincère pour qu'il ne leur fût pas odieux. Mais que des républicains, guidés par des animosités particulières, ayent présenté comme suspect de royalisme un citoyen intéressé, plus que tout autre peut-être, à s'opposer au retour de la royauté, et se soient flattés de trouver des hommes assez crédules pour adopter cette absurdité, c'est ce que l'on conçoit difficilement. Dans les grands intérêts attachés aux relations extérieures, Carnot ne pensait pas toujours comme Rewbel qui partageait avec lui ce travail ; dans les choix des officiers supérieurs de l'armée Carnot n'approuvait pas toujours ceux que Barras regardait comme les meilleurs, voilà les torts de Carnot. Disons le avec franchise ; quand on veut perdre

un homme, et qu'on n'ose avouer le misérable ressentiment qui vous convie à sa perte, il faut avoir recours à une accusation plus grave, et celle de royalisme si *heureusement inventée* par le jacobinisme, était la plus banale comme la plus injuste de toutes celles que l'on pût appliquer à Carnot, pour désenchanter les républicains de l'attachement qu'ils lui portaient. Mais il faut le dire, personne ne fut dupe de ce subterfuge. Quoi qu'il en soit ce fut une des plus belles époques de sa vie, et celle qui lui fait le plus d'honneur. Si son ame eut été moins pure et moins belle, et que pour se garantir ou se venger du traitement qu'on lui préparait et qu'il ne pouvait ignorer, il se fût en effet rangé du parti royaliste et eût entraîné dans cette cause ses nombreux cliens, la république était perdue. Mais il préféra de se sacrifier lui même plutôt que de compromettre la liberté de sa patrie. On ne peut lui reprocher que de s'être abandonné pour ainsi dire lui même, et de s'être livré à une sorte d'apathie qui sans nuire au royalisme ne servait en rien la république. Il est possible

qu'il desaprouvât le mouvement que l'on préparait ; mais combien de ressources n'avait il pas pour s'en emparer, et pour le diriger dans un sens plus raisonnable. Quel service il eût rendu à l'état, et au directoire lui même.

Les mesures sont prises toutes fois. Il n'est plus guere possible de douter des projets du directoire. La destitution du ministre de la police, *(f)* et du ministre de l'intérieur *(g)* est l'augure qui les annonce. Le Général Hoche à la tête de son armée marche sur Paris. Le Général Augereau est auprès du directoire, et le commandement des forces de Paris lui est confié. L'on est sur de l'opinion du Général Bonaparte et de l'armée d'Italie. Brottier, la Vilheurnois et leurs compagnons avaient imprudemment livré leurs secrets à des officiers supérieurs. Le directoire les avait fait arrêter, ils avaient été traduits devant une commission militaire, et condamnés à des détentions plus ou moins longues ; toutes les pièces du procès, et le jugement avaient été mis sous les yeux des législateurs. L'indifférence avec la quelle quelques uns d'entre eux avaient reçu cette communication, la manière

même dont certains avaient désapprouvé les moyens dont on avait usé pour découvrir la conspiration, n'avaient fait qu'achever d'aigrir les esprits. Le directoire se décida donc. On assure que les conseils furent instruits des mesures qu'il prenait, et que les Généraux Pichegru et Willot proposèrent de le prévenir, mais que les autres membres du parti s'y refusèrent en disant : *Il n'oserait*. Cette sécurité me paraît douteuse. Qu'un seul homme raisonne ainsi ; que César, que le Duc de Guise, et quelques autres aient parlé de la sorte ; cela se conçoit. Quand on est seul, la confiance que l'on peut prendre en soi même ; la connaissance que l'on a du pouvoir et du crédit des personnages dous on se croit soutenu ; le mépris que l'on porte à l'ennemi dont la haine vous menace ; l'orgueil même que l'on met à ne pas reculer, peuvent conduire à tenir un semblable discours. Mais lorsque l'avertissement du danger est donné à trente on quarante personnes à la fois, il n'est pas croyable qu'ils y répondent par une semblable jactance, et repoussent les secours que leur offrent des amis qui leur sont unis par un même intérêt.

Il est plus probable que le secret du directoire fut bien gardé, et que si les conseils se laissèrent surprendre c'est qu'ils ignorèrent le jour où l'incendie éclaterait. Ce jour fut le 18 Fructidor de l'an V. 4 Septembre 1797.

A quatre heures du matin le canon d'alarme se fit entendre ; à l'instant les troupes qui étaient à Paris se mirent en mouvement, et les palais occupés par les deux conseils furent investis. Les députés du parti antidirectorial, étaient, comme je le disais tout à l'heure, si peu instruits des démarches de leurs ennemis, qu'il n'y avait alors de rassemblés que les commissions, que l'on appelait des *inspecteurs de la salle*, et que les autres membres se rendirent aux salles de leurs séances ordinaires à l'heure accoutumée sans se douter du sort qui les attendait. La force armée les laissait entrer sans aucune opposition, mais la sortie leur en était interdite. Pichegru était membre de l'une des commissions des *inspecteurs*. Il fut en conséquence arrêté le premier et conduit au Temple, avec quelques uns des *inspecteurs* ; plusieurs réussirent à s'évader. L'on arrêta de la sorte tous les autres députés du parti, à

mesure qu'ils arrivèrent dans leurs salles respectives.

Cependant les députés républicains ou directoriaux avaient été prévenus, et se rassemblèrent, savoir les cinq cents à la Salle de l'Odéon dans le foubourg St. Germain ; et les anciens dans celle de l'école de médecine ; les cinq cents sous la présidence de la Marquë, et les anciens sous celle de Roger Ducos. Ils déclarèrent que des motifs de *sahut public* avaient déterminé ce changement de local, et que les deux conseils existaient là, où ils se trouvaient rassemblés. Ils y reçurent bientôt après un message du directoire qui, les informant des mesures qu'il avait prises, leur transmettait les pièces qui constataient la conspiration, et la liste des députés qui y avaient pris part. Dans l'intervalle le directeur Barthelemy fut arrêté. Le directeur Carnot, prévenu à temps, s'était sauvé. Les conseils débütèrent par approuver l'entrée des troupes dans le rayon constitutionel. Ainsi l'on viola la constitution pour la consoler d'avoir été violée. La garde des deux conseils se rangea sous les ordres de cette fraction, et le Général

Augereau fit arrêter le commandant de cette garde, nommé Ramel, qui avait tenté de s'y opposer. L'arrestation de trente deux journalistes fut ordonnée par le directoire. Les législateurs décrétèrent l'annulation des nominations de quarante huit départemens, et condamnèrent à la déportation cinquante deux députés ; les directeurs Carnot et Barthélemy ; les chefs de la conspiration royaliste, qu'un conseil militaire avait déjà jugés ; les Généraux Morgan et Miranda ; le ministre de la police ; d'Ossonville l'un des chefs de cette police ; et quelques autres personnes.

Indépendamment de Pichegru, on trouve parmi les déportés, les noms les plus recommandables ; tels que Boissi d'Anglas, la Fond la Debat, Siméon, Villaret Joyeuse, Vaublanc, Muraire, et plusieurs autres citoyens chers à la patrie et qui depuis encore lui ont rendu de si grands services. On y comptait aussi Portalis, si respectable par ses vertus, si estimable par ses talens ; mais qui dans la suite ministre des cultes sous Napoléon, fut si funeste à la philosophie par sa déplorable confiance dans les prêtres catholiques, par son aveugle

ment sur la marche progressive de leur fanatisme, et par sa malheureuse condescendance pour les préjugés de son fils dont le bigotisme était à cette époque un objet de scandale pour tout Paris. Si son ministère eût duré plus longtemps, les lumières eussent rétrogradé de dix siècles.

Il faut conserver au respect de la postérité le nom de deux hommes dont la courageuse équité s'éleva vivement, dans les anciens, contre cette condamnation arbitraire. Ce furent le Couteux de Canteleux banquier célèbre, qui monta depuis au rang de sénateur ; et Regnier, ministre de la justice sous l'Empereur. Leurs réclamations furent sans succès. Chénier, fameux par son théâtre, fameux par les calomnies dont on empoisonna sa vie, fameux encore par la haine posthume dont Mr. de Chateaubillant honora sa mémoire, fut plus heureux ; il obtint la radiation, sur la liste des déportés, de Dupont de Némours. Les infortunes de ce vieillard furent un titre de gloire pour l'amitié et pour l'inimitié. Chénier son ami lui sauva la vie, car la déportation était un arrêt de mort ; et pendant tout le

temps qu'il fut en danger de la perdre, le célèbre astronome La Lande, son ennemi déclaré, lui donna un azile et lui porta lui-même à manger trois fois par jour dans son observatoire où il l'avait caché. Honneur à la littérature et aux sciences. Voilà comme se conduisent en France ceux qui les professent. (h)

La rigueur de la loi s'étendit sur toutes les personnes inscrites sur la liste des émigrés, en y comprenant ceux dont la radiation avait été provisoirement prononcée. On leur ordonna sous peine de mort de sortir dans le délai de quinze jours du territoire de la république. On laissa au directoire la liberté de prononcer sur le sort des prêtres perturbateurs. On bannit à perpétuité trois membres de la famille de Bourbon, les seuls qui fussent restés en France, Mde. la Duchesse Douairière d'Orléans, Mde. la Duchesse de Bourbon, et Mr. le Prince Conti ; on condamna à la déportation, les auteurs, entrepreneurs et propriétaires de quarante deux journaux, et pour que tout se passât suivant la *stricte équité* ce fut un journaliste, le député Bayeul, qui fit le rapport

sur ces journalistes. Enfin on décréta que toutes les armées, dans ce grand jour, avaient bien mérité de la patrie. François de Neufchâteau et Merlin de Douay furent nommés membres du Directoire. Les deux conseils après soixante heures de travaux levèrent leur séance, et le 18 Fructidor fut consommé.

Les déportés furent traités pendant leur traversée aux Indes occidentales avec une extrême dureté, et le lieu choisi pour leur exil devait leur annoncer le peu d'importance que l'on attachait à leur vie. En arrivant aux îles ils furent déposés pendant quelques jours à Cayenne, et bientôt après conduits à la Guyane dans les déserts de Synamari. Botany Bay où l'on transporte les malfaiteurs Anglais est un paradis terrestre en comparaison. On leur fournit des instrumens aratoires. C'était insulter impunément au malheur. Chez presque tous les hommes la compassion succède à la vengeance. Chez les factieux, non pas. Une faction ne croit jamais être vengée. Après la vengeance elle déchire encore, elle déchire toujours. Elle est sans pitié, parce qu'elle attend son tour. Elle se

venge des maux qu'on lui a faits et des maux qu'elle attend.

Beaucoup de ces infortunés périrent. Le climat les assassina. Quelques uns réussirent à s'échapper. Un petit nombre se cacha en France. Plusieurs passèrent en Suisse, en Allemagne, en Angleterre. Paris se tut. Il crut au retour de la terreur. La mort de Hoche frappé d'apoplexie à trente ans l'effraya. On n'osa en parler qu'à l'oreille. Moreau arriva ; sa présence déplut. On ne lui pardonnait pas sa lettre contre Pichegru. Les conférences avec Malmesbury se rompirent, on y fut peu sensible. La paix de Campo Formio fut annoncée. Bonaparte parut, et l'enthousiasme fut au comble. S'il eût dit un mot, il régnait deux ans plutôt. Sa réception au directoire fut un spectacle ; on y mit un appareil extraordinaire. On ne trouva point dans le palais de salle assez grande pour cette solennité. On couvrit entièrement avec des bannes l'immense cour du palais du Luxembourg ; elle devint un cirque où un public nombreux put-être introduit ; on la joncha de fleurs, on l'orna de festons et de guir-

landes. On y dressa un autel à la patrie, que l'on surchargea des nombreux trophées de la victoire. La porte de cette cour a quelque chose d'un arc de triomphe. L'art acheva de lui en donner la forme et de lui en prêter les décorations. On y suspendit les drapeaux que le général avait conquis. Ce fut par là que Bonaparte fut introduit. Ce fut là que le directoire, brillant de tout le faste de la grandeur souveraine, entouré de ses ministres, en présence de tous les généraux, des grandes autorités administratives, du corps diplomatique, et de tout ce que Paris réunissait alors d'hommes illustres, le reçut. Quand le général parut, les plus vives acclamations éclatèrent de toutes les parties de ce cirque. Tout le monde se leva ; et le directoire, assis sur des gradins élevés, ne crut pas compromettre sa dignité en rendant cet hommage au héros de l'Italie. Il le reçut debout et découvert. Peu d'instans après le directoire s'assit et se couvrit. Bonaparte se présenta. Son front était modeste, sa démarche assurée. Rien n'annonçait l'orgueil ; mais tout dans ses mouvemens, dans ses regards, dans son ton de voix dénotait

l'homme convaincu de l'étendue de ses services. Il avait refusé la garde d'honneur qu'on lui avait envoyée. Il n'était accompagné que de son aide de camp Marmont, et du ministre des relations extérieures, Taleyrand Périgord. Marmont, Taleyrand ! que de souvenirs ! que de rapprochemens ! Voici une phrase du discours de Mr. de Taleyrand, en le présentant au directoire, que me fournit l'ouvrage de Mr. de la Cretelle. " Loin de redouter  
 " ce que l'on voudrait appeler son ambition, je  
 " sens qu'il nous faudra peut-être le solliciter  
 " un jour pour l'arracher aux douceurs de sa  
 " studieuse retraite. La France entière sera  
 " libre ! peut-être lui ne le sera jamais."

A moins de dire, couronnés le : on ne peut pas s'expliquer plus ouvertement.

Le discours du général fut court, laconique, et dans cette manière serrée qui lui est propre. Il reposa sur quelques grandes idées générales ; la nécessité de combattre les rois pour détruire dix huit siècles de préjugés ; le traité de paix servant de date à l'ère des gouvernemens représentatifs ; la paix assurant la liberté de la France, et de bonnes loix en France assurant

la liberté de l'Europe, voilà le sommaire de ce discours. Il ne parla ni de l'armée, ni de ses conquêtes, encore moins de lui même. On était curieux d'entendre ce qu'il dirait du 18 Fructidor. Il resta impénétrable à cet égard. (i)

Le directoire lui répondit par l'organe de Barras son président. Il parla longuement de tout ce dont Bonaparte n'avait pas parlé, c'est à dire des incalculables avantages du 18 Fructidor ; des triomphes de l'armée ; du génie, des exploits et de la gloire du général ; du vaste champ ouvert à sa carrière héroïque dans les plaines de l'Angleterre où le peuple l'attendait, dit-il, avec impatience pour le délivrer du joug d'un gouvernement oppresseur. En général, ce fut un discours de mots. Le public crut n'y appercevoir qu'une idée ; le désir et la volonté d'éloigner du théâtre des affaires un général dont la réputation commençait à l'importuner. Au reste ce prétendu projet d'une expédition contre l'Angleterre n'était jeté en avant que pour donner le change à l'Europe, et masquer une entreprise d'un autre genre et qui se rapprochait d'avantage

de ces idées gigantesques que la nation française adoptait si facilement depuis l'origine de la révolution. Mais alors c'était encore le secret de Bonaparte.

On lui prodigua les fêtes. C'était la manie du jour. Le corps législatif voulut lui donner à dîner. Il choisit pour *salle à manger* l'immense galerie du musée et ne donna que trois jours pour démeubler une galerie de dix huit cents pieds de long, des chef-d'oeuvres des arts qu'elle contenait. On représenta au comité des inspecteurs des cinq cents, l'impossibilité d'une semblable opération. Le vandalisme était revenu. Ces messieurs ne virent dans ces magnifiques tableaux que de la toile et de la couleur. Ils dirent qu'ils donneraient des grenadiers pour les décrocher. Les administrateurs leur représentèrent que la plus légère avarie à un tableau, occasionerait une perte irréparable ; on se moqua de leurs craintes ; un de ces députés, pour prouver que ces tableaux étaient invulnérables, se laissa tomber de tout le poids de son corps sur l'une de ces grandes machines ; et la creva. Vous voyez, lui dit on, Belle misère.

repondit-il, c'est un trou, on y mettra une pièce. Ce tableau est estimé dans l'inventaire à cent mille écus. Si j'ai bonne mémoire c'est un tableau de LE SUEUR. Ce diner fut de sept cents couverts. Bonaparte y vint. On le plaça au milieu de la table. On remarqua qu'il n'y mangea pas. Je ne prétends pas en rien conclure. Il porta un toast à la république. Les présidents des conseils, aux généraux; et le directoire, aux armées. Après une demie heure de séance il se retira. On se leva à son départ, et les cris de vive *Bonaparte* l'accompagnèrent. Le diner se prolongea jusqu'à minuit. Il n'y eut point de musique, point de couplets; du tumulte de table, quelque ivresse; mais peu de joye. A minuit la table fut livrée à la valetaille, et aux filles publiques que la police mal faite laissa pénétrer. Le désordre fut complet. Jamais ce superbe monument ne courut plus de dangers. La grande salle d'exposition qui précède la grande galerie, et la sépare de la galerie d'Apollon où est exposée l'inappréciable collection des dessins originaux des plus grands maîtres de l'Europe depuis cinq cents ans;

avait servi au décaissement de tous les paniers de vin ; et on en décaissa beaucoup, mais beaucoup. On avait du foin, de la paille, jusqu'à mi-jambes, et au milieu de cette paille d'énormes lampions brulaient sur le plancher à différentes places que l'on avait à peine nettoyées. Les inspecteurs des deux conseils s'étaient emparés de la police. Les conservateurs ne pouvaient rien ordonner ; ils ne pouvaient que surveiller. Ils étaient sur les épines. Je les aidai dans leur surveillance jusqu'à quatre heures du matin. Le plus léger accident pouvait incendier ce monument, unique dans le monde ; les valets et la canaille qu'ils avaient amenée étaient dans un état complet d'ivresse ; il y avait de quoi frémir. Quelle fut la récompense de tant d'anxiétés, d'inquiétudes et de peines ? La voici ; à midi, le lendemain, douze heures après la fin du diner, un député des cinq cents dénonça à la tribune l'administration du musée, pour avoir placé *de champ* contre les murs des magasins les tableaux qu'il lui avait fallu déloger en trois ou quatre jours. Elle fut suspendue, mandée à la barre : que saisje ? l'atro-

ité de la dénonciation, le ridicule de l'avoir écoutée furent tels, que l'affaire ne fut pas plus loin. Et voila la gratitude *républicaine* de cette époque.

Les fêtes se succédèrent. Chaque ministre donna la sienne. Celle de Mr. de Talleyrand fut superbe. Je ne la distingue des autres que parce que deux incidents la firent remarquer. Le premier, c'est que pendant la nuit le feu prit aux écuries de son hotel, par l'imprudence d'un palfrenier. Il s'était endormi en fumant. L'oisiveté s'empara de ce fait pour en tirer mille conjectures toutes plus impertinentes les unes que les autres. Parler sans réfléchir, inventer pour se faire éconter, médire pour intéresser, ce sont des plaisirs que l'on ne se refuse guère à Paris ; trop heureux quand la calomnie ne se mêle pas de broder sur ce canevas. Le second incident offre un peu plus d'intérêt parce qu'il peut donner une idée du caractère de Bonaparte. Au nombre des *virtuoses* que l'on est d'usage en France d'appeler à ces sortes de fêtes pour répandre un peu de gaieté sur ces réunions, où la cérémonie, la gêne des parures, et l'embarras

souvent de rencontrer quelqu'un de connaissance répandent tant d'ennui, se trouvait un comédien célèbre, nommé Dugazon. Cet acteur plein d'esprit, était recherché par les sociétés, pour son talent à improviser de petites scènes bouffones, dont la flexibilité de son organe, et son habileté à contrefaire l'accent des différens peuples, lui permettaient de jouer à lui seul les divers personnages. Il en avait composé une de ce genre sur les préliminaires de Léoben. Rien en effet n'était plus comique. La dogmatique lenteur des ministres autrichiens ; le verbiage astucieux et véloce des ministres italiens, la franchise héroïque, et peut-être même aussi un peu de cette jactance française, tout cela était peint avec une vérité parfaite. Un passage précieux surtout était celui, où, dans un moment décisif, le général en posant son sabre sur la table faisait rouler par terre quelques vases de porcelaine qui venaient de servir pour le déjeuner. La parcimonieuse économie des autrichiens, l'avare fastueuse des italiens, étaient de toutes les plaisanteries la plus piquante. Dès les premiers mots le front de Bonaparte se rem-

brunit. Peu d'instans après il tourna le dos à l'acteur, et s'éloigna en feignant de causer avec quelqu'un ; et la scène en resta là. Il faut convenir au reste qu'elle était assez déplacée chez un ministre des relations extérieures, et devant le général qui venait de signer le paix de Campo Formio ; et si les ordonnateurs de la fête eussent eu quelque sentiment des convenances, ils eussent réfléchi combien elle convenait peu dans un lieu et dans une circonstance semblables. Il y eut dans l'opinion publique deux manières d'interpréter cette inconvenance. Les amis de Mr. de Talleyrand prétendirent qu'il avait complètement ignoré quelle espèce de scène le comédien se proposait de jouer, et supposèrent que la malveillance lui avait secrètement suggéré de choisir celle ci, comme étant de circonstance ; mais dans l'intention perfide de mettre Mr. de Talleyrand dans une fausse position vis-à-vis des cabinets de l'Europe. Les ennemis du ministre soutinrent au contraire qu'il avait eu parfaitement connaissance de la scène, qu'elle avait été répétée devant lui en petit comité, et que malicieuse-

ment il s'y était prêté pour mistifier le général qui avait eu *l'audace* de négocier la paix sans son attache, et pour flatter la jalousie du directoire en persiflant un héros dont la gloire l'offusquait.

Bonaparte était trop éclairé pour ne pas démêler à travers de ces faux semblans d'admiration et de dévouement combien en effet il portait ombrage à quelques hommes. On le menaçait du commandement de l'expédition d'Angleterre ; il connaissait trop bien l'art de la guerre et les difficultés attachées au succès de cette expédition pour ne pas se méfier de tous les fastueux augures de lauriers dont on essayait d'amuser son orgueil, et ne pas sentir que l'on ne cherchait qu'une occasion de lui faire redescendre quelques degrés de l'élévation où il était parvenu, de désenchanter le public sur son compte, et si j'ose m'exprimer ainsi de dépopulariser sa gloire. Ce n'est pas qu'il regardât une descente en Irlande ou en Angleterre comme une chose impossible, et la suite des temps a prouvé qu'il était bien loin de penser ainsi ; mais la tenter, sans avoir la puissance suprême pour en disposer les pré-

paratifs, se charger d'une expédition semblable avec une marine qu'une longue inertie, une désorganisation malheureuse autant amenée par les préjugés que par la révolution, conduite par des hommes pleins de bravoure sans doute, mais privés d'expérience, avec une marine, disje, que cet état devait rendre peu redoutable au peuple le plus accoutumé à braver les mers, et dont les océans sont devenus le séjour habituel ; c'était une de ces imprudences, une de ces fautes qu'il n'était pas donné à Bonaparte de commettre. Il résolut de tirer parti de ce desir secret que l'on avait de l'éloigner pour entreprendre une expédition plus étonnante par sa conception, plus conforme à la grandeur de son génie et de son ambition, plus digne d'occuper une grande place dans l'histoire, et dont l'issue pût peut être lui assurer dans l'orient un trône, qu'il n'espérait pas encore pouvoir se fonder dans l'occident. Quoi qu'il en soit, le plan de l'expédition d'Egypte fut accueilli par le directoire avec une facilité qui ne permet guère de douter de la gêne que sa présence lui faisait éprouver. S'il en eût été autrement, que d'objections un gouvernement sage eût opposées

à un projet semblable ! dira-t-on que l'enthousiasme l'emporta sur la raison ? sans doute venger cet antique berceau des connaissances humaines des longs outrages que lui firent éprouver l'ignorance, la barbarie, et le fatalisme ; reconduire les sciences sur leur terre natale ; arracher les augustes débris des arts aux stupides insultes des fils de Mahomet ; réconcilier le Nil avec la nature en le rendant à la fécondité ; et par la grandeur des souvenirs se pénétrer de la puissance de l'homme, et de la nécessité des lumières ; sans doute, disje, une telle gloire était bien faite pour enflammer ces imaginations ardentes, dont la vaste étendue embrasse et le monde et les temps, recherche dans l'épaisseur des siècles la longue échelle des empires pour remonter vers la sagesse et descend dans les tombeaux des nations pour y trouver des leçons pour l'avenir. Mais un semblable enthousiasme n'est pas l'apanage de tous les hommes. Quand on l'éprouve il peut ajouter au bonheur, mais son absence n'ôte rien au mérite ; et il est douteux que tous les membres du directoire fussent soumis à son influence. Mer-

lin de Douay était livré à toute la gravité des méditations législatives qui ne se nourrissent que de faits positifs. Rewbel était tout entier aux finances, et les jouissances de l'imagination ne sont pas celles des hommes de cette classe. La Reveillere Lepaux, patriarche d'une secte nouvelle avait bien assez à faire avec le ciel sans s'inquiéter des grandes scènes dont le globe avait été le théâtre. Barras occupé de jeux, de luxe et de fortune ne pouvait guère accorder à ce projet que l'attention fugitive que l'homme du monde prête aux objets d'une importance scientifique. Restait donc François de Neufchateau que sa haute instruction, ses goûts littéraires, sa tête éminemment poétique devaient rendre tout de feu pour une telle entreprise et dont le noble cœur étranger aux basses jalousies pouvait la conseiller et l'appuyer sans arrière pensée.

Mais s'il est vrai, ce dont il est permis de douter, qu'un sentiment peu honorable ait présidé à l'ardeur que le gouvernement mit à adopter ce plan et à en presser l'exécution, il faut convenir que de plus dignes vues et de plus honorables espérances inspiraient Bona-

parte, et que ce chef de la plus redoutable des factions débuta dans la carrière de l'ambition par un acte dont l'imposante grandeur commande tout à la fois l'étonnement et le respect. En supposant que dès lors ses vœux s'élevassent jusques au rang suprême, il devait croire que ses belles campagnes d'Italie n'avaient rien fait pour l'approcher du trône ; et quand un homme ne se contente pas d'avoir surpassé Turenne et Condé, c'est qu'il reconnaît qu'il faut encore autre chose que des victoires pour arriver à la pourpre des rois. Je viens de dire : Le chef de la plus redoutable des factions ; et je ne crois pas me tromper. Quelle faction plus formidable en effet que la puissance militaire, d'autant plus à craindre qu'en opprimant on suppose qu'elle protège ; qu'elle appuie toutes ses prétentions sur ce que les hommes envient et chérissent le plus, la gloire et l'honneur ; que pour séduire la jeunesse, il lui suffit de lui montrer ses panaches ; qu'elle ne se compose que de despotes absolus et de séides obéissans ; et qu'elle ravit aux victimes qu'elle s'immole jusqu'à la consolation même d'être plaintes, parce qu'elle semble garantir le repos à tous ceux qu'elle laisse

vivre. Cette faction qui livra le monde à César, l'Arabie à Mahomet, l'Inde à Tamerlan, le Catay à Gengis ; cette faction sur laquelle reposent toutes les monarchies, partout où les peuples se sont laisséeshériter de leurs droits ; cette faction qui ne vit que pour la liberté d'un seul et l'esclavage de tous ; qui achète, soudoye, et récompense jusqu'à la mort tous ses membres pour les empêcher de lui devenir infideles ; cette faction, la seule immortelle de toutes les factions, parce qu'elle se prête avec autant de souplesse que d'indifférence à les créer et à les écraser ; cette faction que la chute du trône avait un moment déconcertée, mais que la victoire de Valmi dans les plaines de Champagne avait dans un seul jour rendue à toute sa vigueur ; cette faction vers la quelle tous les yeux s'étaient tournés avec complaisance, parce qu'on prenait pour le dernier refuge de la liberté l'azile quelle offrait contre les monstres révolutionnaires, que sa fierté toujours noble quoique toujours passive, lui faisait abhorrer ; cette faction que l'on n'éteindra jamais en France, parce que dans tous les temps son caractères'y rattacha

au caractère national comme je le prouverai ailleurs ; cette faction, disje, faisait de jour en jour des progrès plus frappans, et ce fut celle la seule qui sembla digne à Bonaparte d'être l'instrument de ses hautes destinées. Philippe de Macédoine la laissa toute formée à son fils Alexandre. Bonaparte fit à lui seul ce que firent ces deux princes. Il créa comme Philippe, il usa comme Alexandre. La première idée de la conquête de l'Egypte dut lui sourire. Cette expédition lui offrait deux moyens de grandeur entre les quels il serait maître d'opter. Il n'avait point appris à douter d'un succès, et revers, était pour lui un mot inconnu. Si l'intérêt de sa grandeur l'exigeait, il relevait les murs de la Ville aux cent portes, reconstruisait le trône de Memphis et d'Alexandrie, régnait sur l'Egypte conquise et trop heureuse d'être asservie, domptait les Arabes en caressant leurs antiques préjugés, refoulait les Ottomans dans les murs de Bysance, et assis une fois à la porte de l'Asie choisissait à son aise le temps où il lui plairait de disposer du scéptre des descendans d'Aurengzeb, et abandonnait pour jamais l'Europe aux incertaines destinées

que lui cachai<sup>ent</sup> encore ses révolutions commencées. Le trône de France lui paraissait-il préférable ? Il lui laissait alors le temps de se fatiguer assez sous des maîtres inhabiles pour avoir besoin de se reposer dans le génie d'un grand homme, et revenant vainqueur de l'Égypte il voyait la faiblesse de tous les titres s'abaisser devant les siens, et rapportait pour dot à la France les tributs certains des richesses du Nil, la facilité de dominer l'Europe au gré de son intérêt en lui fermant au besoin les greniers de l'Afrique, et la possibilité d'inquiéter en tout temps l'Angleterre sur la tranquillité de ses comptoirs de l'Inde. Un semblable plan porte avec lui un caractère de grandeur que l'on ne peut s'empêcher d'admirer. Il n'eut pas son exécution complète. Sa sortie d'Égypte, pour un homme comme Napoléon, tint plus d'un aventurier, que d'un héros. Qui l'eût dit, qu'il venait chercher un sceptre ? L'étonnement imposa silence, et l'on n'osa point appeler fuite une course, dont le trône fut le terme.

Pour détourner l'attention de l'Europe, on alimenta toutes les conversations de la pro-

chaine expédition contre l'Angleterre. On ne douta plus de cette expédition, lorsqu'on vit le général se rendre lui même à Brest pour inspecter les préparatifs que l'on avait l'air d'y faire. Les véritables se faisaient à Toulon, et le public entier se figurait que ceux ci n'étaient qu'accessoires et subsidiaires. Pendant ce temps Bonaparte ne se dépouilla point de l'enveloppe modeste qu'il avait revêtue en arrivant à Paris. Le jour même ou le Directoire Exécutif arrêta définitivement l'expédition d'Egypte, je dinai avec Bonaparte chez le directeur François de Neufchateau. Il avait réuni ce jour la quelques femmes amies de Madame Bonaparte, et un assez grand nombre de gens lettres, et de savans. A huit heures du soir, le général n'était pas encore arrivé. Le directeur souffrait pour sa société d'une attente aussi longue, et pour la faire supporter avec un peu de patience: Nous avons rendu, dit-il, un décret qui interesse le général. Voilà ce qui l'occupe sans doute. Il est excusable. Quelques momens après on ouvrit les deux battans. On annonce Mde, Bonaparte. Elle entre seule, Pendant le léger

tumulte que le cérémonial jeta dans l'assemblée, Bonaparte entra sans être aperçu, se glissa le long du mur et fut se placer dans un coin du salon. Le directeur fut l'y chercher pour le conduire auprès de la cheminée. Il lui nomma tous les hommes presens et les lui désigna par leurs différens ouvrages. Quelques mots obligeans, mais rares. Quand mon tour vint : Vous êtes l'auteur de l'éloge de Marceau ?— Oui général.—Je l'ai lu. Il est bien de célébrer les braves. Il y eut dans le diner un peu plus de gaieté que d'étiquette. Il parla peu, sourit quelquefois ; et ne mangea presque pas. Rentrés dans le salon, les savans se groupèrent autour de lui. A mon avis, ils le fatiguèrent un peu de questions. Il fut constamment laconique. Je m'étais tenu un peu plus en arrière pour l'examiner plus à mon aise. Il jeta quelquefois l'œil sur moi. Je crois qu'il s'étonnait de rencontrer un homme qui parlait peu. C'est assez mon usage. Il causa quelques instans à voix basse avec le directeur, le coude appuyé sur le manteau de la cheminée. Les visites arrivèrent. Il se mêla dans la foule, et disparut.

Il partit bientôt après. Des artistes, des savans, des hommes de toutes les classes, on pourrait presque dire de tous les âges, briguerent l'honneur de le suivre. L'embarquement se fit à Toulon. Des généraux célèbres étaient sous ses ordres, Kléber, Desaix, Regnier, et nombre d'autres. Il s'embarque. Il paraît devant Malthe, et Malthe, ce boulevard si souvent funeste aux Ottomans en deux jours devient sa conquête. Il poursuit sa marche favorisée par les vents. Il touche les rivages Egyptiens ; Alexandrie est soumise. L'Amiral Bruyx commandait la flotte. (k) Nelson paraît. Il faut combattre. Bruyx commet une imprudence. Nelson en profite. La bataille est perdue. Plus de flotte, plus de retour en France. Il faut vaincre, ou périr.

Vaincre ! Ce n'était pas seulement les Arabes, les Osmanlis, les Mamelucks, qu'il fallait combattre ; c'était un soleil brûlant ; des sables plus ardens encore ; la faim quelquefois ; la soif plus souvent ; et les armées nombreuses ; et les peuples des villes ; et les révoltes plus dangereuses que les batailles. Tout fut vaincu. Le soldat français est un être admirable.

Sa gaieté ne l'abandonne jamais. Il grava sur la porte du Caire, *chemin de Paris*. Quand l'armée découvrit pour la première fois les ruines magnifiques de l'antique Thèbes, elle applaudit comme on applaudit au spectacle. Les arts et les lettres firent leur devoir. L'institut d'Egypte fut fondé. Tous les monumens furent dessinés et décrits. C'est le plus bel ouvrage que les lettres, les arts, et les sciences réunis aient jamais produit. Mais je m'arrête. L'histoire de cette expédition m'écarterait de mon sujet.

Que le départ de Bonaparte eut, comme quelques personnes l'ont prétendu, débarrassé le directoire d'un témoin importun de ses opérations, ou, comme il est plus naturel et plus noble de le croire, que les importants résultats d'une semblable expédition l'eussent seuls déterminé à consentir à l'éloignement de ce général, il n'est pas moins vrai que son absence n'ajoutait rien à son autorité ; qu'au contraire il devenait responsable envers la France de la conservation de cette grande portion de gloire et de conquêtes dont Bonaparte avait enrichi la patrie. Le directoire

ne pouvait se dissimuler que c'était un grand fardeau de plus ajouté à tous ceux dont il était déjà chargé. Et si malheureusement il venait à s'en laisser accabler, il lui était ce me semble facile de prévoir que ce serait là le signal de sa chute, et l'événement n'eut que trop justifié cette crainte. Si il eût été possible de donner le change sur l'auteur d'une semblable entreprise, sans doute les divers cabinets eussent conçu une grande idée de la politique du directoire. Maitresse de l'Égypte, la France réparait toutes les pertes qu'elle avait faites aux Indes occidentales. Elle y transportait la culture du sucre et du café, évitait pour ses importations la longueur des traversées, se débarassait du trafic honteux et barbare de la traite des négres, appelait à soi l'entrepôt du commerce entre l'Europe et l'Asie, se rendait maitresse de la direction de toutes les relations entre ces deux parties du globe, et se plaçant en souveraine au milieu de l'Afrique, mettait pour ainsi dire l'Angleterre dans sa dépendance, en prescrivant à son gré des limites à sa puissance dans les Indes. Telle était la face nouvelle que cette

expédition pouvait donner au monde, et si le directoire ne pouvait se glorifier aux yeux des nations d'avoir conçu ce vaste plan, il était encore honorable pour lui d'en avoir senti toute l'importance; et son exécution était la seule réponse qu'il lui convint de faire aux hommes dont l'inimitié ne voulait reconnaître qu'un méprisable esprit de jalousie dans le consentement qu'il y avait donné. Voilà le seul avantage qu'il pouvait en retirer. Du reste il est assez difficile d'appercevoir ce qu'il pouvait gagner à l'éloignement de Bonaparte, et ce n'était pas ce me semble en travaillant à accroître la puissance de ce général qu'il pouvait arriver à le rendre moins redoutable.

Mais l'injustice de semblables jugemens tenait beaucoup aux circonstances. Le 18 Fructidor était passé, et la grande question que ce jour avait mise en avant était loin d'être résolue. Le corps législatif resterait-il dans la dépendance du Directoire Exécutif? Un coup d'état devenait-il un droit pour le directoire, que la législature ne pût contester à son tour? Le directoire avait agi en cela non comme le chef d'une grande nation, mais

comme le chef d'une faction. Malheureusement l'exemple était donné, et les législateurs de leur côté allaient oublier qu'ils étaient les représentans d'un grand peuple pour user de représailles en factieux. Ainsi la constitution se trouvait déchirée par ses conservateurs naturels, et le vaisseau de l'état allait encore voguer au milieu des orages sans boussole et sans pilote. Les fougueuses déclamations du conseil des cinq cents avaient provoqué le 18 Fructidor ; les mêmes moyens vont amener le 30 Prairial. L'on va prodiguer le nom de tyrans aux hommes dont la république emprunta le bras pour terrasser le royalisme, et le nom de républicains va se trouver usurpé par les hommes dont la constante application va être de préparer les jours qui détruiront la liberté. Mais soyons vrais, et disons que dans l'une comme dans l'autre circonstance, royauté, république, esclavage et liberté, ne furent que des mots. Arracher ou conserver la puissance, voila simplement ce dont il s'agissait.

Cette vérité paraîtra dure ; mais doit on la taire ? Non sans doute. L'indulgence n'est

pas permise à l'histoire. Elle doit dire franchement qu'à l'époque on nous sommes arrivés, le mot de *liberté* était sans cesse proféré par des hommes que tout à l'heure nous allons voir se permettre un acte que le despotisme le plus absolu n'oserait peut être pas se permettre, tandis que de l'autre part nous entendrons chaque jour des hommes invoquer les intérêts de la république pour préparer le jour fameux où la puissance consulaire l'anéantira pour jamais en France.

Le dix huit fractidor avait éteint, ou pour mieux dire ajourné, les espérances des royalistes. Mais en considérant pour un moment cet objet comme une conspiration découverte, la répression devait elle s'en étendre plus loin que contre ceux qui ne se cachaient pas pour en être les chefs, c'est à dire l'abbé Brottier, la Vilheurnois et les autres? fallait il pour cela attaquer la liberté nationale dans l'acte le plus important de son exercice? le directoire executif avait il pu se flatter que la nation s'abuserait à ce point de penser que c'était pour la conservation de cette même liberté, que sans aucun droit, aucune mis-

sion, aucune autorité une fraction de la législature s'était permis d'annuler les élections de quarante huit départemens, et de reléguer sans aucune accusation de forfaiture, et sans aucun jugement légal une foule de ses représentans dans les deserts du nouveau monde? comment? on n'avait pas trouvé au dessous de la haute cour nationale, instituée pour juger les criminels du premier ordre, de s'occuper du procès de Drouet, et de Baboeuf? et l'on avait cru pouvoir d'un trait de plume légaliser la proscription de tant de grands fonctionnaires publics, dont un seul, de l'aveu même des proscrip-teurs, Pichegru, était convaincu d'avoir trempé dans la conspiration. Quelle idée le directoire et la fraction subsistante des deux conseils se faisaient ils donc de la liberté; s'ils se figuraient qu'elle pouvait être ainsi violée dans l'acte le plus essentiel de sa puissance, je veux dire les élections? Que le peuple se trompe dans ses choix, cela est possible; mais ce n'est pas un motif, cela ne donne pas le droit de substituer la volonté arbitraire de quelques hommes à la place de la volonté nationale. Le principe était si évident que la faction

*Fructidorienne* ne se le dissimula pas. Elle connut le mauvais effet que cette journée avait fait sur la nation entière ; elle prévint que ce mécontentement saisirait le seul moyen qu'il aurait de se manifester, c'est à dire les prochaines élections, et qu'il ne laisserait pas échapper cette occasion. Ces élections parurent donc redoutables au directoire. Influencer les corps électoraux n'était pas une ressource certaine ; les agens pouvaient manquer d'adresse ; ou leur adresse pouvait être neutralisée ou déjouée. Acheter ou payer les suffrages était plus difficile encore, avec une nation qui n'était pas accoutumée à ce genre de corruption ; et d'ailleurs quelle somme énorme n'eut il pas falu ? et l'on n'avait pas d'argent. On eut recours à un moyen plus perfide, plus machiavélique, et plus destructeur peut être de la liberté que celui dont on avait usé au 18 Fructidor, je veux dire le procédé des *scissions*. On prépara les esprits de longue main. On fit entendre aux autorités constituées, qui par leurs habitudes, leurs liaisons, leurs relations de famille où d'amitié, exercent une sorte d'influence sur l'esprit public dans

---

les lieux où elles résident, que les royalistes et les anarchistes chercheraient à s'emparer des assemblées électorales; que pour le salut de la patrie, et la conservation de la république, il fallait éloigner des nominations les hommes connus pour être de l'un ou de l'autre parti; et qu'enfin, à la dernière extrémité, si l'on venait à s'apercevoir qu'ils fussent dans le cas de l'emporter dans une assemblée électorale, il valait mieux opérer une scission, laisser les électeurs délaissés par la partie scissionnaire opérer leurs nominations, tandis que de leur côté les scissionnaires feraient les leur, pourvu que les choix tombassent sur des hommes dans le sens du gouvernement; qu'il ne fallait pas s'inquiéter si la scission serait en majorité ou en minorité, parce que cette circonstance ne ferait rien lorsque le temps serait venu de confirmer les élections, et que, pourvu que les choix convinssent, on ne s'occuperait pas à rechercher s'ils avaient été nommés par la minorité ou la majorité.

Assurément il est difficile de violer avec plus d'audace la liberté publique, et je ne crains pas de le dire, les coups d'état sont

encore préférables à ces mesures astucieuses, souterraines et perfides. Les premiers du moins annoncent du caractère dans le gouvernement qui a le malheur et l'imprudence de se les permettre. Il met sa volonté à découvert à ses risques, perils et fortune. Les seconds ont tous les symptômes de la faiblesse, de la bassesse même ; et qu'attendre d'un gouvernement qui ne craint pas de se compromettre jusqu'à ce point de conseiller la ruse et la mauvaise foi à ses subordonnés et à ses agens.

Le directoire ne tira pas un grand avantage de tous les mouvemens qu'il s'était donné pour n'avoir dans les conseils que des hommes qui lui convinssent. Toutes les nominations ne répondirent pas à ses vœux. Le scandale qu'occasiona la scission opérée dans le corps électoral de Paris, en attirant l'attention publique, mit tout le monde dans le secret, et eut le malheureux inconvenient, 1<sup>o</sup> d'annoncer que le gouvernement pour se soutenir ne comptait ni sur la constitution ni sur la nation, mais s'en reposait simplement sur quelques amis, 2<sup>o</sup> de priver les membres nouvellement élus

de la confiance générale, par ce que, loin de voir en eux les représentans du peuple l'on n'y reconnaissait au contraire que les représentans du directoire. En effet à Paris, dès l'ouverture du corps électoral, l'orage avait éclaté. Il avait fallu un temps prodigieux pour vérifier les pouvoirs. Presque tous furent contestés sur les allégations les plus ridicules, et sous les prétextes les plus frivoles ; ce tumulte dura plusieurs jours, et lors que l'instant vint de s'occuper des scrutins pour les élections la tourmente redoubla. Pendant ce temps on faisait circuler le bruit que les *terroristes* étaient en majorité dans l'assemblée et que par conséquent les nominations seraient détestables. Il est vrai que la majeure partie des électeurs par la puérile affectation, qu'en se retirant chaque soir elle mettait à chanter dans la rue la trop célèbre *marseillaise* semblait donner quelque poids à cette médisance. Mais une chanson suffit-elle pour changer en réalité ce qui n'est encore qu'en supposition ? quoi qu'il en soit, au bout de quelques jours la scission se prononça à sept heures du soir. L'assemblée générale siégeait dans l'église

de l'Oratoire ; la scission se transporta au Louvre, s'empara de la salle des séances publiques de l'institut national, et y ouvrit ses séances. Cambacerès dont la sagesse, la prudence et la mesure avaient été remarquées à la Convention Nationale, présidait l'assemblée générale ; et quand on vit qu'il ne suivait pas la scission, cela fit un plus mauvais effet encore. Quoi qu'il en soit cette scission fit ses nominations. Elles furent heureuses à ne considérer que les hommes en eux mêmes, mais quand à l'intérêt de la chose publique il n'en était pas ainsi. Plusieurs d'entre eux n'avaient jamais figuré sur le théâtre politique, et l'on sent que si dans une semblable carrière les vertus doivent être comptées pour beaucoup, elles ne suffisent pas cependant, et qu'il est encore d'autres qualités qu'il faut y porter. D'après le système que l'on avait adopté, les opérations de l'assemblée générale furent annulées, et celles de la scission furent admises. Les mêmes désordres eurent lieu dans vingt endroits différens, et dans plusieurs l'animosité que l'on avait semée entre les électeurs fut telle, qu'elle dégénéra en voyes de

fait, et que l'on en vint jusqu'à se battre ; cela seul suffirait pour prouver combien le directoire avait eu tort de provoquer clandestinement une semblable mesure. Mais qu'arriva-t-il ? c'est que dans beaucoup de départemens des hommes avaient eu l'art de se couvrir d'un masque ; que leur hypocrisie usurpa les suffrages, et qu'ils arrivèrent au corps législatif avec des sentimens entièrement opposés aux vues du directoire.

Cependant les négociations deux fois entamées avec l'Angleterre et deux fois rompues indisposaient encore contre le gouvernement. Le commerce désirait la paix, et dans la mauvaise humeur générale on ne se donnait pas la peine d'examiner si l'obstacle pouvait naître du cabinet de St. James, et l'on était bien plus enclin à rejeter la faute sur l'impéritie des ministres employés par le directoire. Il eut été pourtant assés raisonnable, ce me semble, de se souvenir que l'Angleterre à cette époque était dirigée par l'un des plus grands hommes d'état que cette île ait produit, qu'il avait hérité des grands talens de son célèbre père et de sa haine pour les fran-

çais, mais non pas de son penchant pour la démocratie, je dirais presque pour la démagogie ; genre d'opinion qui peut être eût réconcilié la France avec le comte de Chatam s'il eût vécu sous le règne de la Convention. Avant de condamner le directoire, on pouvait bien au moins examiner s'il était si facile de lutter contre le génie de Mr. Pitt, et si ce grand ministre n'avait pas secrètement quelque motif politique d'entamer ces négociations, et de les conduire avec une telle adresse que la rupture ne pût lui en être imputée, et de réussir, par cette issue deux fois malheureuse, à mettre constamment le gouvernement français dans une fausse position vis-à-vis des autres cabinets de l'Europe, et redoubler le mécontentement de la nation française contre lui en persuadant aux uns tout aussi bien qu'à l'autre, que la guerre était le seul état que le directoire désirât. Il est un art d'associer un gouvernement aux succès des projets que l'on dirige contre lui et de lui susciter une conduite telle, que sans s'en douter il soit lui même complice des calomnies dont on a besoin de l'entourer.

Le directoire, à ces fautes réelles, et à celles qu'on lui supposait, en ajouta une bien plus funeste encore, sans aucun avantage pour lui ni pour l'état, et dont le malheureux effet fut d'ajouter à l'inimitié de l'Angleterre, de mettre de nouvelles entraves au commerce, de consommer la ruine des villes maritimes, et d'une foule de particuliers. Ce fut la confiscation des marchandises anglaises ; système que dans d'autres temps Napoléon suivit avec bien plus de violence encore et avec un aveuglement non moins fatal. On se figurait par là nuire au commerce anglais. Il n'y avait pas assurément d'opinion plus fausse. On ne nuisait qu'aux commercans français, et quand l'empereur dans la suite étendit cette mesure désastreuse à tous les pays conquis et qu'il fit bruler sans aucun profit quelconque, et pour le seul plaisir de détruire, ces marchandises anglaises, il ne fit aucun mal à l'Angleterre. Il n'en fit qu'à lui seul, en accumulant sur sa tête cet énorme fardeau de haines et de vengeances qui finit à la longue par l'écraser.

L'exécution de cet arrêté du directoire était physiquement impossible. S'imaginer que

les détenteurs de marchandises anglaises viendraient d'eux mêmes en faire la déclaration, c'était le comble de la dérision. Pour arriver à les atteindre, il fallait donc créer une inquisition ; c'est ce que l'on fit, et ce fut une faute de plus. Elle ne servit d'un côté qu'à enrichir quelques fripons, et de l'autre qu'à introduire la mauvaise foi dans le commerce, dont la loyauté depuis la révolution ne s'était pas accrue. Les marchands pour échapper à la confiscation, ou cachaient les marchandises anglaises qu'ils pouvaient avoir, ou attendaient tranquillement la visite des commissaires inquisiteurs : s'ils les cachaient, ils les vendaient en fraude aux acheteurs dont ils avaient la confiance ; et cette fraude tournait toujours au détriment des manufactures françaises, parce que pour satisfaire souvent à l'avidité du public, irritée doublement et par un esprit de mode ridicule, et par un esprit de contradiction irréfléchi, ils lui vendaient comme marchandises anglaises des marchandises fabriquées en France. S'ils attendaient les commissaires, moyennant quelques sacrifices pécuniaires, peut être ils échappaient à la per-

quisition ; ou bien si leurs marchandises étaient saisies, la majeure partie pouvait en être dérobée par les commissaires même, s'il s'en fut trouvé par hasard quelques uns d'infidèles ; tandis que ces marchands ainsi dépouillés, simulaient quelques marchandises françaises comme anglaises et les vendaient à leurs chalans un prix exorbitant, pour se dédommager de la perte que la confiscation leur avait fait éprouver. Ainsi comme on le voit cette mesure non seulement ne rapportait rien à l'état, mais elle était destructive de la morale publique, parce qu'elle entraînait après elle la fraude et la corruption, et nuisible aux manufacturiers dont elle refroidissait l'émulation en mettant leurs plus beaux produits sur le compte de l'étranger. (1)

Tant de fausses démarches, la maladresse des opérations de finance et notamment la création du grand livre, quelques mauvais succès dans la guerre, l'insurrection de Rome que l'imprévoyance n'avait ni devinée ni prévenue, dans la quelle le malheureux Duphot jeune militaire de la plus haute espérance fut massacré, et dont l'explosion força l'ambassadeur

de France, Joseph Bonaparte, de revenir à Paris, la profonde ignardise du ministre de l'intérieur, que je me dispenserai de nommer parce qu'assez de personnes le nommeront, ministre dont l'extrême ridicule rejailissait sur le directoire, les exactions de tout genre commises en Suisse, non seulement impunies, mais au contraire tolérées ou peut-être même autorisées, l'armée Turco-Russe désolant l'Italie, le féroce Suwarow déchirant par lambeaux le théâtre que n'a guère les héroïques exploits des français avaient illustré, la bataille de Novi perdue, où Joubert déjà si fameux fut moissonné si jeune encore, voila les griefs reprochés au directoire, que la sévère censure dénonçait chaque jour au tribunal de l'opinion publique, et dont la vérité trop incontestable servit d'aliment, ou peut-être de prétexte, à la violence du parti d'opposition qui se prononça contre lui dans ce conseil des cinq cents qu'il s'était asservi au 18 Fructidor, et que par le système des scissions il s'était flatté de retenir sous son joug. Lucien Bonaparte sembla se déclarer le chef de ce parti d'opposition. On en fit

honneur alors à ses principes républicains, et à sa haine contre le pouvoir arbitraire ; mais il est permis de penser que ni l'un ni l'autre sentiment ne l'affectaient, et qu'il sacrifiait *in petto, au Dieu inconnu*. Ainsi se fondait dans l'ombre et dans le silence une faction nouvelle, non comparable sans doute aux factions dont l'atrocité avait jusqu'alors ensanglanté la France, mais cent fois plus étendue, cent fois plus inébranlable en apparence, dont le développement inattendu ne demandera qu'un jour, dont la puissance menacera la liberté de l'Europe, la seule où depuis la révolution l'on rencontre le génie, l'héroïsme, les talents et l'audace réunis, la seule enfin à qui l'on eût pu pardonner de prendre pour devise : A L'IMMORTALITÉ.

Le sort avait au bout d'un an retranché François de Neufchateau du directoire ; et ses talents, dont l'usage lui était impossible au Luxembourg, allaient du moins cesser d'être gênés dans le ministère de l'intérieur. En sortant du directoire, il fut nommé à ce ministère, et y remplaça l'homme ignorant que je signalais tout à l'heure. Son premier travail

fut de faire disparaître toutes les traces de bêtise que cet homme laissait après lui. (m) Dans des temps plus heureux que n'eût pas fait François de Neufchateau, puisqu'il parvint à faire tant encore sans ressources, sans moyens, sans argent, et je dirais presque sans appui, sans cesse contrarié par un gouvernement dont la *sagacité* ne saisissait pas toujours l'utilité de ses plans, et par un corps législatif devenu essentiellement jaloux de tout le bien que l'on projetait ailleurs que dans son enceinte. François de Neufchateau fit à cette époque ce que l'on n'eût peut-être pas obtenu de Colbert. Et quand il n'aurait fait que supporter le poids d'un colosse, dont toutes les parties commençaient à se disjoindre, c'eût été même déjà un véritable miracle.

Avant de prendre possession du ministère, il avait eu sur les rives du Rhin des conférences avec le ministre d'Autriche, relatives à une insulte que le Général Bernadote, ambassadeur de France à Vienne, avait reçue ; et grâce à son esprit conciliateur cette affaire avait pris une tournure avantageuse. Un congrès s'était ouvert à Radstat pour traiter de

la paix avec le corps Germanique. L'Autriche y avait envoyé ses ministres, mais quand le traité de Campo Formio fut rompu, qu'elle eut protégé l'entrée des Russes en Italie, favorisé sous main les mouvemens insurrectionnels de Rome, et engagé les Lazzaroni de Naples à résister à l'armée de Championnet, la cour de Vienne rappela ses ministres, et le congrès continua toujours sous la protection de la Prusse, jusqu'à ce que les événemens de la guerre ayant amené les troupes Autrichiennes sur le territoire de Radstat, leurs autorités militaires au mépris du droit des nations se permirent de dissoudre ce congrès et d'ordonner aux ministres français de partir dans le jour. Cette violation manifeste du droit des gens avait été précédée de l'arrestation du courier chargé des dépêches diplomatiques des ambassadeurs, et fut suivie d'un crime inouï jusqu'alors parmi les nations civilisées. Nous allons en parler tout à l'heure.

Cependant la dissension, entre les conseils et le Directoire Exécutif, prenait chaque jour un caractère plus prononcé et plus alarmant. Lucien Bonaparte, Français de Nantes, Boulay

de la Meurthe étaient considérés comme les chefs de ce parti d'opposition. Joseph Bonaparte, entré au conseil des cinq cents au retour de son ambassade à Rome, s'était joint à ce parti, et le tableau qu'il avait fait de l'Italie et de la perte des conquêtes de son frère n'avait servi qu'à aigrir encore les esprits. Treilhard avait été nommé directeur, en remplacement de François de Neufchateau. Comme citoyen et comme avocat c'était un homme de mérite. Mais pour gouverner, le mérite ne suffit pas, et la profession d'avocat est peut-être un obstacle. Un membre du Directoire me parlant un jour des entraves qu'apportaient aux actes d'un gouvernement, composé de cinq membres, les habitudes que la profession d'avocat fait contracter aux hommes, me disait : " Ils sont " trois ici, avec qui il est impossible de rien " finir. Ils traitent toutes les affaires de gou- " vernement, comme on traite un procès. " Met-on un objet en délibération ? L'un " parle sur, l'autre pour, et le troisième con- " tre. Il résulte de cette manière de procéder " une lenteur, une obscurité, un *imbroglio* " dans les délibérations, qui nuit à toutes les

“ affaires, dont le succès dépend presque tou-  
 “ jours de la rapidité de leur marche. C’est  
 “ en vain qu’on veut leur faire entendre raison  
 “ à cet égard. La fureur de parler l’emporte  
 “ sur l’évidence ; chaque matière devient pour  
 “ eux l’objet d’un plaidoyer. Les trois quarts  
 “ du temps la séance se lève sans avoir rien  
 “ résolu ; c’est à recommencer le lendemain ;  
 “ heureux encore s’ils ne reviennent pas armés  
 “ de nouveaux arguments puisés dans les  
 “ *pandectes*, pour approuver ou improuver une  
 “ bataille.” Dans ce portrait, malheureuse-  
 ment trop vrai, de ce qui se passait au directoire  
 on reconnaît la manie de tous les avocats ; et  
 certes, Merlin de Douay, Treilhard et la Ré-  
 veillère Lepaux, n’étaient pas étrangers à cette  
 manie.

D’un autre côté, la fureur de la Reveillère de  
 passer dans le monde pour fondateur d’une  
 religion, l’exposait sans cesse aux sarcasmes  
 d’un peuple naturellement malin ; l’homme  
 qu’il voue au ridicule est une victime immolée  
 sans retour. Sans doute, la plus saine philo-  
 sophie ne pouvait rejeter aucun des principes  
 fondamentaux de sa religion nouvelle. C’était

celle des Albigeois, que St. Bernard n'avait pas dédaigné d'approuver, dans la chaire même d'Alby; elle était encore perfectionnée par le concours des lumières si étendues à l'époque où on la ressuscitait. Mais à quels hommes le moderne pontife en avait-il confié le prosélitisme? Tout ce que le jacobinisme avait produit d'êtres repoussans composait ce sacerdoce, et des hommes qui tant de fois s'étaient montrés couverts de sang aux regards de Paris, revêtus aujourd'hui d'une longue symare de lin, venaient dans les temples prêcher la vertu, l'humanité, et les charmes de la vie patriarchale. Quelle confiance donner à de tels missionnaires? D'ailleurs, comme si l'intolérance était une lèpre incurable que toutes les sectes religieuses contractent, même dès leur berceau, une légère velléité de fanatisme aiguillonnait déjà le zèle des théophilantropes, et le spectacle d'un concile qu'il plaisait aux évêques constitutionnels de donner dans la cathédrale de Paris, était l'objet des plaisanteries de ces lévites d'un jour. En fait de religion, on passe bientôt de la plaisanterie à

la critique amère, et de la critique à la persécution.

On voit, par tout ce que je viens de dire, que si le directoire ne méritait pas en entier les reproches qu'on lui adressait, dans beaucoup d'autres points aussi il prêtait le flanc à la censure. Mais ce dont on ne peut s'empêcher d'être constamment étonné quand on étudie l'histoire des factions, c'est de la manière dont elles travestissent les intentions de leurs adversaires, afin de dénaturer les faits de telle sorte qu'elles puissent parvenir à leur donner pour ennemis ceux la même qu'ils ont le plus chaudement défendus. Qui croirait que l'un des motifs principaux de cette guerre déclarée par les cinq cents au Directoire Exécutif, était la haine qu'on l'accusait de porter aux patriotes ; il se faisait un jeu, disait-on, de les indiquer sous le nom d'*anarchistes* aux poignards des royalistes. Assurément, taxer de haine pour les anarchistes un gouvernement tout nouvellement coupable du 18 Fructidor, c'est à dire d'une révolution toute anarchique, et l'accuser de désigner les patriotes aux

royalistes, tandis que les royalistes qu'il vient de proscrire languissent dans les fers et sont à peine rendus dans les déserts de Synamari, assurément, disje, c'est une logique à la quelle on ne se serait jamais attendu. Quand le conseil des cinq cents raisonnait ainsi, n'était-ce pas comme s'il eût dit au directoire, vous êtes anarchiste, donc vous détestez les anarchistes, vous venez de frapper de votre massue les royalistes, donc vous protégez les royalistes. Il faut en convenir ; il n'est que l'esprit de parti capable de tirer des conséquences semblables de la conduite de ses antagonistes ; et le déraison est ici égale à l'aveuglement.

Cependant l'incendie de l'Odéon, et le forfait de Radstat, firent un moment diversion à ces démelés. L'incendie d'une salle de spectacle est un de ces événemens malheureusement trop fréquens, pour que le public se plaise à y chercher d'autres causes que celles qui se présentent naturellement à l'esprit, telles par exemple que la maladresse dans les artifices que l'on emploie, l'oubli de quelques amières mal placées, ou quelques autres négligences semblables pendant les représentations,

ou lorsqu'elles viennent de se terminer. Aussi est-ce presque toujours alors que ces sortes d'incendies se manifestent. Il n'en fut pas de même de celui ci. Il éclata à sept heures du matin, non pas dans la partie du théâtre proprement dite, mais dans le parterre et aux secondes loges. L'odéon était, et est encore, une des plus belles salles de Paris. Elle est comptée parmi les chef d'œuvres de De Wailly l'architecte, <sup>(n)</sup> que peu de jours avant la mort avait frappé. Construite spécialement pour la comédie française, cette salle n'était point destinée à la représentation de ces drames à grandes machines dont l'exécution est toujours dangereuse. La veille de l'incendie, on y avait représenté pour la première fois une comédie en cinq actes, intitulée **L'ÉGOÏSTE**. Cette nouveauté était tombée ; et quoique cette représentation eut été orageuse, aucun excès n'avait pu contribuer à l'accident dont elle fut suivie. Des personnes ont seulement déposé que dans le parterre des amis de l'auteur ayant dit, cette pièce se relèvera à la seconde représentation, d'autres hommes avaient répondu : Ce ne sera pas ici toujours ; mais que

dans ces sortes de circonstances, il se tient tant de propos insignifiants, que celui ci n'avait pas été relevé. Il a été de même constaté qu'à minuit, suivant l'usage, la visite s'étant faite, l'on n'avait trouvé aucun indice de feu, mais que simplement un homme s'était présenté en témoignant beaucoup de joye de l'arrivée de la patrouille, parce que, disait-il, il s'était endormi, et qu'il aurait été fâché d'être obligé de passer là la nuit, que cet homme était sorti avec les visiteurs, et que n'inspirant aucune défiance on l'avait laissé aller.

Entre six et sept heures du matin, l'attention fut appelée par l'épaisse fumée que l'on vit s'exhaler par les combles. Il fallut éveiller les concierges. Ils ne soupçonnaient pas même que le feu fût dans l'intérieur. Les portes furent ouvertes, et dans le premier instant on laissa, avec un peu trop d'imprudence sans doute, entrer toutes les personnes qui se trouvèrent, ou sur la place, ou dans les environs ; en sorte que si quelqu'un était caché dans la salle il lui fut facile de sortir sans être aperçu. Les banquettes et le plancher du parterre, la majeure partie de la charpente

des loges, et une portion de l'avant scène étaient déjà embrasés. Les secours furent inutiles ; le foyer était déjà trop énorme. A neuf heures et demie le comble s'écroula ; et ce fut alors que les torrents d'eau lancés par le jeu de quarante pompes commencèrent à maîtriser le feu. L'extrême solidité des quatre murs de la cage empêcha leur dilatation. S'ils se fussent lézardés, il est présumable que les deux superbes bâtimens qui, de droite et de gauche, sont unis au théâtre par deux grandes arcades auraient été incendiés, et il est difficile alors de savoir jusqu'où le feu aurait pu porter ses ravages. On assure que des ouvriers, dès les premiers instants que l'on pénétra dans la salle, en essayant de couper le feu dans quelques quartiers de l'édifice, trouvèrent des matières combustibles placées sous les banquettes de la première galerie. Au reste l'heure où le feu commença, et les parties qui furent embrasées les premières prouvèrent assez que cet incendie ne pouvait s'imputer ni à un accident ni à une négligence. Mais quelles mains en accuser ? C'est ce que jusqu'à présent l'on n'a pu découvrir. Seulement

lorsqu'il fut possible de fouiller dans les différentes issues où la flamme n'avait pas pénétré, on trouva dans un escalier dont les portes des deux extrémités se trouvèrent fermées, le cadavre d'une femme, que la frayeur, ou le désespoir de ne pouvoir se sauver, ou peut-être l'extrême chaleur et l'épaisseur de la fumée avaient frappée de mort. Le hasard, ou quelque intention criminelle, avait-il conduit cette femme dans cet endroit? Elle ne fut reconnue par personne. Innocente, sa disparition eût dû occasioner quelques recherches; et il n'en fut pas question. Elle était donc étrangère à Paris. Mais le lieu où on la trouva, sa mort malheureuse, et le silence que l'on a gardé sur son absence, ne suffisaient pas sans doute pour baser un soupçon.

L'impossibilité où l'on fut d'assigner la véritable cause de cet incendie, et le penchant ordinaire du public à supposer du merveilleux à tous les événemens dont la cause demeure inconnue, fournirent matière à vingt supposition ridicules. On l'attribua d'abord à des jalousies particulières de théâtres à théâtres;

mais en révolution la malignité publique veut des motifs d'une importance plus relevée aux événemens dont elle s'occupe. La plus folle de ces conjectures, et celle cependant qui obtint le plus de faveur, fut que cet incendie avait été dirigé contre le directeur Barras. Pour entendre comment on espérait donner quelque vraisemblance à cette assertion, il faut savoir que l'aile droite du grand palais du Luxembourg aboutit à la rue de Vaugirard, presque en face de l'odéon, dont la partie spécialement occupée par le théâtre borde également cette rue d'une largeur peu considérable ; elle forme la seule séparation entre la salle et l'aile du palais. Cette aile était habitée par le Directeur Barras. On supposait en conséquence que les Jacobins ou Anarchistes, comme on les appelait alors, furieux contre ce directeur qu'ils accusaient de royalisme, avaient médité et exécuté ce grand attentat, dans l'espérance que le feu, vu le peu de distance, gagnerait rapidement le logement du directeur ; qu'alors leur intention était, à la faveur du tumulte, et sous le prétexte de donner des secours, de pénétrer chez lui, de

mettre la main sur ses papiers pour aider en apparence à les sauver, et de les emporter pour pouvoir les visiter à leur aise et saisir ceux qui seraient de nature à le compromettre. Je n'ai pas besoin sans doute de m'appesantir sur cette fable pour en faire sentir l'absurdité. Les Jacobins de leur côté en débitèrent une non moins ridicule. Ils prétendirent que le feu avait été mis par les royalistes pour détruire de fond en comble le monument impie où leur proscription avait été décidée au 18 Fructidor. Dans le premier roman on voit du moins un but dans le crime que l'on suppose. Dans le second il n'en est point ; se venger sur un bâtiment, sur des pierres, ce n'est pas se venger. Mais dans ces sortes de circonstances, il faut que le peuple des salons amuse son oisiveté et sa crédulité de contes, que leur platitude ferait dédaigner même par le peuple des cabarets. Quand à moi je crois qu'il ne faut pas chercher la cause de cet événement ailleurs que dans la perversité de quelques scélérats obscurs, que les grandes commotions révolutionnaires avaient enfanté, et qui devenant de jour en jour plus rares

laissaient alors ces brigands sans emploi et sans autre ressource que le crime. Le pillage des loges(o) où sont communément renfermées les riches et brillantes garde-robes, les bijoux, et les effets les plus précieux des acteurs et des actrices d'une grande capitale, put bien tenter les voleurs nombreux qui pendant quelque temps inquiétèrent Paris, infestèrent les grandes routes, désolèrent les provinces sous différentes dénominations. Il en fut toujours ainsi à l'issue des révolutions ou le sang ne fut point épargné, et à la suite des longues guerres. C'est l'écume dont le lac se dégage quand la tempête a tourmenté ses eaux. Peut-être l'incendie de la riche chapelle de St. Sulpice, celui du cirque au Palais Royal, celui du théâtre de Lazari aux Boulevards, et quelques autres événemens semblables qui se succédèrent à peu de distance, n'eurent-ils pas d'autre cause. Mais la fureur d'expliquer toutes les calamités à l'aide des opinions politiques était alors la manie à la mode.

D'après cela il est facile de juger combien d'autres absurdités l'on répandit lors de l'as-

sasinat des plénipotentiaires français à Radstat. Il ne fut point de puissance en Europe à l'abri des accusations. Bonaparte avait été l'un des premiers ministres envoyés par le directoire à ces conférences, et l'on pouvait espérer l'établissement d'un état solide de paix des talens d'un général qui venait de conclure le traité de Léoben; mais nous avons vu que d'autres destinées l'entraînaient ailleurs. Le directoire lui donna pour successeurs Bonnière, Roberjeot, et Treilhard. Ce dernier fut rappelé pour monter au directoire, et fut remplacé à Rastadt par Jean de Bry. Depuis longtemps il était facile de prédire que ces conférences n'auraient point un dénouement favorable. Les plénipotentiaires français avaient annoncé qu'ils regarderaient comme une déclaration de guerre si l'on ne s'opposait au passage des troupes Russes par l'Allemagne, et deux notes officielles à ce sujet remises successivement au congrès par eux ne laissaient aucun doute sur l'intention du gouvernement français. Le ministre de l'empereur ayant été rappelé par sa cour, la députation de l'empire annonça le 23 avril, 1799, la suspension de ses séances,

et le même jour les trois ministres français annoncèrent aux membres du congrès leur départ prochain. Dans l'intervale Rastadt fut occupé par un détachement de troupes autrichiennes, dont le commandant se permit d'ordonner aux trois ministres de sortir de la ville sous vingt quatre heures. Ils partirent en effet le 28, à dix heures du soir, après avoir vainement demandé une escorte, qu'on leur refusa constamment sous l'assurance qu'ils étaient parfaitement en sûreté. On les retint plus d'une heure à la porte de la ville, avant de faire parvenir à l'officier de garde l'ordre de les laisser sortir. A cent pas de la ville les hussards de Szecklers, arrêtent leurs voitures, ouvrent les portières, appellent chaque ministre par son nom, les font descendre, et les massacrent sous les yeux et presque dans les bras de leurs épouses. Ici ce sont bien des assassins, mais non pas des voleurs. Leurs voitures ne furent pas pillées ; on ne s'empara que de leurs papiers. Deux de ces infortunés expirèrent sur le champ, et leurs corps furent abandonnés sur la route. Le troisième, Jean de Bry, ne dut qu'à un évanouissement

et ensuite à sa présence d'esprit la conservation de sa vie. Après la retraite des assassins, il se traina jusqu'à un bois voisin où il passa la nuit, et le lendemain il gagna Rastadt, où il se réfugia chez le ministre de Prusse ; ses blessures furent pansées et les secours de la plus généreuse humanité lui furent prodigués.

Tous les détails des diverses circonstances qui accompagnèrent un aussi grand attentat, jusqu'à ce jour sans exemple parmi les nations civilisées, et étranger même à la plupart des peuples sauvages, furent recueillis avec la plus scrupuleuse exactitude par les différens ministres plénipotentiaires qui se trouvaient encore au congrès. Ce procès verbal daté de CARLSRUHE le 1 Mai, 1799, est signé par L. Ex, Ex. Le Comte de Goertz, le Baron de Jacobi, de Dorm, de Rosenkrantz, de Rechberg, de Rehden, du Baron de Galzen, du Comte de Salms-Laubach, de Otto de Gemmingen, de Krunn, et du Comte de Taube. En lisant cette série d'atrocités dont la vérité est attestée par des hommes d'un rang si élevé, et revêtus d'un caractère aussi sacré, l'on ne peut s'em-

pêcher de frémir ; et lors qu'il est presque impossible de n'y pas reconnaître, si non la connivence du commandant autrichien avec les auteurs de ce grand crime, tout au moins la plus coupable indifférence pour le sort de trois ambassadeurs, on ne doute pas qu'une punition prompte et exemplaire ne vienne bientôt venger la majesté de tous les souverains outragée par un forfait de ce genre. Cette vengeance est encore attendue.

Le gouvernement et les deux conseils se réunirent pour donner le plus grand éclat au juste ressentiment de la nation française. Ils dénoncèrent cet attentat à toutes les cours de l'Europe. Cependant le nom seul des militaires qui l'avaient commis concentrait les soupçons sur un seul point. On vit avec surprise que la conduite de ces militaires ne fut ni improuvée ni démentie. Un voile impénétrable s'étendit sur la cause de ce funeste événement. Ce silence étonnant ouvrit un vaste champ aux calomnies. Il en fut d'atroces, que la gravité de l'histoire ne doit pas même se permettre de répéter, encore moins de réfuter. On fouilla dans l'esprit de

toutes les factions, on récapitula toutes les anciennes inimitiés de certains peuples contre la France, pour parvenir à découvrir les motifs d'un semblable guet à pens et ce cahos de suppositions de tout genre ne fit qu'épaissir l'obscurité, dont les fils de cette trame odieuse seront peut être éternellement enveloppés. Sans doute depuis vingt cinq ans l'expérience avait prouvé qu'il était peu d'actions criminelles que l'audace des factions ne se permît quand leurs intérêts l'exigeaient. Mais ici quel intérêt? jacobins, royalistes, conventionnels, modérés, républicains, constitutionnels, était il un de ces partis à qui l'assassinat des plénipotentiaires pût importer? pourquoi l'enlèvement de leurs papiers? qu'esperait-on y découvrir? était il quelques concessions que le directoire pût faire à l'Autriche qui fussent dans le cas de nuire à aucune de ces factions? qu'une tierce puissance se permit un enlèvement semblable pour s'assurer si dans les négociations entre la France et l'Autriche il ne se tramait rien de contraire à ses droits ou à ses prétentions, cela ne justifierait pas la violence, mais cela l'expliquerait ; au lieu q

- pour un parti français quelconque, le crime aurait été en pure perte. Connaître les négociations ? à quoi bon ? aurait-il eu le pouvoir de s'y opposer ? réussir à les rompre ! mais elles l'étaient avant l'exécution du crime. Nuire au directoire ? mais on met toujours la raison du parti de celui que l'on opprime.

Au reste dans un événement de ce genre il est naturel que le gouvernement outragé appuie ses soupçons sur les apparences. Il est autorisé sans doute à reconnaître à la livrée de ceux qui commirent l'attentat, la puissance d'où partit l'ordre de le commettre. Mais en pareille circonstance l'histoire ne procède pas comme les gouvernemens. Il lui faut d'autres preuves. Les accusations de gouvernement à gouvernement sont fugitives ; mille circonstances les atténuent, les effacent même. Mais les arrêts de l'histoire sont indélébiles ; et quand l'historien dit, telle chose est, il ne lui suffit pas d'être convaincu, il doit l'être dix fois. On assura dans le temps que le Prince Charles, qui commandait alors les armées de l'Empereur, écrivit au Général Masséna pour désavouer le massacre des pléni-

potentiaires. C'est un soin ce me semble que le gouvernement Autrichien aurait du prendre, et ne pas s'en remettre à un général d'armée. La chose en valait bien la peine. Mais dans la démarche du Prince Charles, et dans le silence du cabinet Autrichien, je ne vois ni motif d'innocenter, ni motif d'accuser l'Autriche.

Quoi qu'il en soit cette fatale tragédie que tant de contes déplacés, inconvenans, absurdes même suivirent, ne fit qu'accroître les rumeurs contre le directoire. La rupture avec l'Autriche, le peu de succès des négociations avec l'Angleterre, l'entrée des Russes dans la Lombardie, la perte de toutes les conquêtes d'Italie, la fortune incertaine en Allemagne, le ministère de Scherer, les exactions en Suisse, autorisèrent les violentes sorties du conseil des cinq cents contre le pouvoir exécutif, et alimentèrent les clameurs générales. Le directoire cependant semblait annoncer par son attitude l'intention de ne pas céder à l'orage, et pour se maintenir d'employer même la force s'il était nécessaire. Quelque fois des bagatelles font une vive impression sur l'esprit

public. L'on avait célébré avec beaucoup de pompe l'entrée à Paris des monumens des arts recueillis en Italie. Le cortège, ou pour mieux dire la longue colonne de ces divers objets escortés de tout ce que Paris possédait d'hommes illustres dans les lettres, dans les arts et dans les sciences, partit à sept heures du matin du jardin des plantes, et n'arriva qu'à cinq heures du soir au Champ de Mars où le ministre de l'intérieur François de Neufchateau la reçut. Au nombre des devises, écrites sur des *insignes*, que l'on portait en tête de chaque groupe ou divisions de chars, on avait remarqué ce vers de Voltaire, qui précédait le buste antique de *Marcus Junius Brutus* :

IL TUA LE TYRAN ET NON LA TYRANNIE.  
 Cette inscription offusqua le directoire, on ne sait trop pourquoi. Personne assurément n'y aurait pensé. Il eut la maladresse de la faire retirer pendant la marche même du cortège en présence du public. C'était bien gratuitement donner matière à la calomnie, et malheureusement de semblables maladroites de sa part étaient fréquentes.

Sieyes avait été rappelé de son ambassade

à Berlin pour remplacer Rewbel au directoire. Il avait fallu à cet ex-directeur toute sa présence d'esprit, je dirai mieux, toute son innocence, pour repousser les inculpations dont on l'accabla quand il reprit séance au conseil des cinq cents. Il imposa enfin silence à ses ennemis ; mais ces sorties donnent la mesure de l'esprit du temps. Sieyes accepta la place. Sans doute les motifs qui l'avaient déterminé dans l'origine à la refuser n'existaient plus pour lui. On revint alors sur la nomination de Treilhard faite depuis longtemps. La conjuration contre la majorité du directoire devint chaque jour plus entreprenante. La nomination de Treilhard fut déclarée *illégale*, par les mêmes hommes, qui quelques mois avant l'avaient nommé légalement. Les directeurs Merlin de Douay, et la Reveillère Lepaux, attaqués avec lui protestèrent contre toutes ces atteintes portées à la constitution en ce qui les concernait, et jurèrent de mourir à leur poste. Les conseils de leur côté se constituèrent en permanence. Tout annonçait une crise prochaine. Il faut rendre justice aux trois directeurs. Ils sacrifièrent à la paix

publique et à l'amour de la patrie leurs prétentions, qui n'étaient pas assurément sans fondement. A l'instant où l'on s'y attendait le moins, ils donnèrent leur démission, et ce fut le premier triomphe de la faction qui commençait à se former dans l'état en faveur de Bonaparte, et à la tête de la quelle se trouvaient ses frères Lucien et Joseph.

Les trois directeurs furent remplacés par Gohier, Roger Ducos, et le Général Moulins. Roger Ducos est un homme d'un caractère doux, d'un commerce facile, sincère ami de la patrie, doué de toutes les qualités qui rendent un homme recommandable, mais n'ayant pas la fermeté desirable dans un chef de gouvernement, et soumis aux avis de Sieyes par la confiance illimitée, qu'il lui porte encore, j'imagine, mais que du moins il lui portait alors, et qui lui tenait lieu de conviction qu'il était impossible à cet homme d'état de se tromper. Ce fut donc un appui que l'on donna à Sieyes bien plus qu'au gouvernement. Moulins avait les qualités d'un brave militaire, mais cela ne suffit pas pour gouverner ; et l'art de gouverner ne s'apprend pas dans un jour, ou pour

mieux dire ne s'apprend pas. Le public le croyait très partisan des Jacobins. Il n'était partisan que de la liberté, ce qui est bien différent. Quant à Gohier, mon témoignage serait suspect. On sait que j'ai été et que je suis encore son ami intime. Mais la vérité veut que je déclare ici que je n'ai point connu d'homme dont le cœur fut plus droit, les intentions meilleures, et la philosophie plus franche. La patrie était tout pour lui et il lui eût sacrifié sa vie. Sa sagacité lui faisait au premier coup d'œil appercevoir les abus. Mais une sorte de défiance de lui même contraignait souvent l'activité que l'on doit mettre à les prévenir ou à les détruire. Il était rarement content de ce qu'il écrivait. Quand il s'occupait dans le silence de la méditation des meilleurs moyens à choisir pour une mesure nécessaire à prendre, il éprouvait la même incertitude que lorsqu'il composait un discours, ou quelque autre objet de ce genre ; et si j'osais m'exprimer ainsi, je dirais presque qu'il faisait autant de ratures à ses réflexions qu'à ses manuscrits ; au reste quand il était venu à se convaincre que le parti qu'il

adopté était le meilleur il y tenait fortement, et cette force de caractère éclata surtout au dix huit Brumaire. Homme loyal et franc, les odieuses finesses de la politique lui furent étrangères pendant le peu de temps qu'il fut à la tête du gouvernement. Son abord était ouvert, son affabilité sans aprêt, sa parole assurée.

Ainsi s'opéra cette révolution du 30 Prairial an 7. 18 Juin 1799. Quelques hommes qui se disaient républicains, renversèrent de véritables républicains, qu'il remplacèrent pourtant encore par de véritables républicains, non pas pour l'intérêt de la république, mais pour gagner du temps, et arriver sans donner d'ombrage aux jours prochains où la république allait disparaître pour jamais.

Les anarchistes ne sommeillaient point ; ils avaient profité de ces jours de division pour récupérer un peu d'importance. Avant le 30 Prairial le directoire les signalait sans cesse, pour affecter un grand attachement à la république, et les cinq cents les défendaient sans cesse pour affecter un grand respect pour la liberté. De part et d'autre on ne travaillait

que pour soi. On abusait de la crédulité de ces Jacobins, dont l'orgueil se croyait quelque chose. Ces misérables dupes des partis ne s'apercevaient pas, que lorsqu'il cesseraient de leur être nécessaires, d'un mot ils les feraient rentrer dans la poussière. Mais le public qui ne juge que sur les objets qui le frappent physiquement ne voyait pas sans une vive inquiétude la résurrection et les rassemblemens de ces hommes dont le règne avait été si funeste. Dans la véritable position où l'on se trouvait à leur égard, cette inquiétude était fondée. Ils s'assemblaient publiquement au *manège*. On savait que les discours les plus véhémens étaient chaque jour prononcés à leur tribune, et que tous les principes de 93 s'y reproduisaient avec la plus coupable audace. On voyait chaque jour la législature repousser les dénonciations que l'on portait contre eux avec une indifférence, avec une partialité même, que l'on avait peine à concevoir, et ce qui ajoutait encore à l'anxiété générale c'est que l'on prétendait que depuis le renouvellement du directoire, les membres nouveaux penchaient en leur faveur.

Une circonstance puérile en elle même vint encore renforcer cette opinion, et aggraver les craintes que cette indulgence prétendue du Directoire avait fait naître. On répandit dans le public qu'un des nouveaux membres du Directoire avait assisté à l'une de leurs séances. D'abord on ne se disait son nom qu'à l'oreille, bientôt il fut répété tout haut, et bientôt il passa pour constant dans Paris que le directeur Gohier les avait visités. Un instant de réflexion eût suffi pour démontrer l'impossibilité d'une telle démarche. Mais dans quel instant de la révolution s'est-on donné la peine de réfléchir. On crut donc à ce bruit, et depuis des écrivains l'ont répété comme une vérité incontestable ; en sorte que ce mensonge est presque devenu un fait historique. Voici ce qui donna lieu à cette fable. Gohier était alors, et est encore, membre d'une société savante, connue sous le nom de SOCIÉTÉ PHILOTECHNIQUE. Les membres de cette société étaient dans l'usage de dîner ensemble une fois par mois, et la maison *Le Gacq* située le long de la terrasse des feuillans au jardin des Thuilleries était le lieu où ils se réunissaient.

ent. J'avais alors l'honneur de présider cette société. Gohier était justement aimé de ses confrères. Ils craignirent que sa nouvelle dignité ne les privât du plaisir de l'avoir à ce diner, et me chargèrent de le pressentir à ce sujet. Gohier s'empressa de répondre à cette marque d'estime et d'attachement et se rendit au diner. La maison du restaurateur *Le Gacq* touchait presque au *manège* où s'assemblaient les jacobins. La voiture du directeur resta donc toute la soirée à la porte du restaurateur *Le Gacq*, et par conséquent presque à celle du bâtiment du *manège* que l'on a démoli depuis, quand on a ouvert la rue de *Rivoli*. Les passans furent facilement trompés par la vue de cette voiture ; ignorant que ce directeur assistait à un diner chez *Le Gacq* ils supposèrent qu'il était aux jacobins, et publièrent comme un fait ce qui n'était qu'une erreur de leur imagination : et trop souvent les bruits publics n'ont pas de fondement plus réel.

Cependant ces jacobins devinrent chaque jour plus entreprenans. Ils abandonnèrent le *manège* et transportèrent leurs séances dans

l'église des jacobins, rue du Bacq. Ils inondèrent le conseil des cinq cents de dénonciations contre les ex-directeurs Treillard, Merlin de Douay, la Réveillère Lepaux, contre le ministre Scherer, contre Rapinat, et contre une foule de leurs amis. Mr. de Taleyrand ministre des relations extérieures à cette époque, ministre des relations extérieures sous tous les régimes, sous le directoire, sous le consulat, sous l'Empereur, sous Louis XVIII, ne fut pas exempt de ces dénonciations. Il venait de quitter le portefeuille, pour le resaisir bientôt ; et lorsqu'un homme paraissait dans la disgrâce c'était une circonstance que les jacobins ne laissaient guère échapper pour le persécuter. Les cinq cents mettaient une importance à ces dénonciations dont personne ne pouvait s'expliquer le motif. Il eut été facile à deviner si l'on eût connu le but que voulaient atteindre les chefs de la faction nouvelle. En laissant la terreur s'accumuler de jour en jour, ils disposaient de plus en plus les esprits à accueillir comme le sauveur de la France l'homme qu'ils se proposaient de lui donner pour chef. Quand cette tactique eut

produit son effet, Fouché de Nantes qui venait de monter au ministère de la police générale, tout à coup et sans consulter le Directoire, sans s'embarasser de ce qu'en penserait le conseil législatif, mais certain de leur arrière pensée, fait fermer l'église jacobine de la rue du *Bacq*, et c'en est fait des jacobins. Fouché ne s'était pas trompé. Le conseil des cinq cents, que tant de fois la proposition faite par l'ancien Directoire de mettre un frein à la témérité de ces factieux, dont la décrépitude menaçait d'être encore si funeste, que cette proposition, disje, avait tant de fois révolté, apprit sans sourciller la déconvenue de ses prétendus protégés. Le Directoire, que cette mesure, dont la responsabilité restait toute entière à Fouché, délivrait de censeurs toujours fatiguans et souvent dangereux, garda le même silence approbatif. Les jacobins virent qu'ils avaient été joués, mais il n'était plus temps, et ils se replongèrent dans l'obscurité. Les journalistes payèrent seuls les folies de ces énergumènes ; plus de soixante furent déportés à l'île d'Oleron.

Les finances ne s'amélioraient pas. La fortune des armes était mêlée de succès et de revers. Les troubles de l'intérieur se renouvellaient de momens en momens, et donnèrent lieu à une loi digne des *grands* jours du comité de salut public, la loi des otages, l'une des plus barbares et des plus arbitraires que la révolution ait enfantées, qui rendait responsables des crimes d'autrui ceux qui le plus souvent n'avaient pu y prendre part. Si le directoire fut forcé de faire l'application de cette loi à 17 départemens, cette sévérité ne fut point imputée aux directeurs nouveaux. Elle rejaillit toute entière sur leurs prédécesseurs, dont la conduite, disait on, avait ammené ces déchiremens. Il en fut de même de la défection de la flotte Batave qui n'aurait point eu lieu, assurait on, s'ils eussent placé, auprès des armées victorieuses, des commissaires plus intelligens et plus probes. La position des nouveaux directeurs était donc meilleure ; tout ce qui était mal, on en accusait les anciens ; tout ce qui était mieux, on était enclin à en savoir gré aux nouveaux.

Cependant la confiance publique était perdue. La constitution avait été tellement violée que ce seul mot prêtait à la dérision. On était indifférent à la victoire, on était indifférent aux défaites. Commerce était le seul mot dont les oreilles fussent flattées. Il semblait que le rétablissement de la France, que la renaissance de l'ordre, que la certitude du repos, que le bonheur de tous dépendissent uniquement du commerce. Je fus cette année membre du corps électoral de Paris. Il n'y fut question que de commerce. Dès que l'on mettait le nom d'un citoyen en avant pour appeler sur lui les suffrages, on ne demandait point s'il était homme d'état, s'il connaissait les loix, le bareau, la diplomatie, l'administration ; on demandait s'il était commerçant, et pendant les quinze jours que dura notre session, on nous répétait sans cesse dans le monde, donnez nous de bonnes gens qui sachent comme on vend le drap, la toile, le sucre, le café. Voilà ce qu'il nous faut. Cela valut à un Mr. Arnould, auteur d'un livre sur *la Balance du Commerce*, qu'assurément les onze douzièmes des électeurs n'avaient pas lu, sa nomination

à la législature, et quand nous déclinâmes dans les sociétés les motifs de notre choix, il sembla que ce fût un moderne Solon dont nous eussions fait la découverte. Telle était la manie du jour. On reconnaît à cette disposition des esprits, la fatigue du corps social. Il ressemblait à un homme affaîssé sous le poids de la maladie. On ne reconnaît qu'il existe encore qu'à quelques fantaisies passagères qu'il éprouve.

Au milieu de cet engourdissement général la ténébreuse faction qui préparait le changement de régime, pour s'assurer jusqu'à quel point elle pouvait compter sur le peuple, fit répandre adroitement le bruit de la mort de Bonaparte. La désolation fut entière; on crut que tout était perdu; c'était la planche de salut à la quelle toutes les espérances se rattachaient, et elle était submergée! Que devenir? Voilà ce que la faction voulait connaître; et le dénouement approche. Sieyès, et peut-être Roger Ducos, étaient seuls dans le secret. Barras feignait de l'ignorer, pour se ménager des faux fuyans à tout événement. Gohier et Moulin n'avaient les yeux fixés

que sur les armées, où la victoire semblait se rallier. Le Prince Charles commet la faute de voler avec quarante mille hommes au secours de Philisbourg. Masséna et le Courbe en profitent. Ils attaquent Suwarow, et la mémorable bataille de Zurick est gagnée. Brune en Bretagne défait et comprime les Chouans. Ces nouvelles glissent sur l'esprit public. L'apathie résiste; l'énergie est éteinte. Bonaparte arrive. C'est la foudre; et le délire de la joye succède à la paix des tombeaux. Le peuple de Paris est seul capable de ces brusques transitions. Il est insensé l'homme qui prend les acclamations de ce peuple pour des marques d'amour. *Vive le Roi, Vive la Ligue.* Voilà sa devise. Henri IV, le connaissait bien. (p)

La joye tint de la folie. Mais c'était la joye de l'égoïsme. Il ne faut pas que Bonaparte s'y trompe, ce n'était point une joye d'amour; le peuple de Paris n'aime personne. Il s'aime, voilà tout. Ses démonstrations ne sont relatives qu'à lui. L'espérance de son bonheur, voilà ce qui l'occupe; mais non pas le bonheur de celui qu'il salue: et si ses

espérances changeaient dix fois pas jour, dix fois par jour il changerait de salutations. La France, par un aveuglement que l'on ne conçoit pas, a laissé Paris usurper l'initiative de tous les mouvemens, ensorte que si Paris fait une faute, toute la France la répète. Il semble que Paris soit la patrie. Voilà ce que produit le funeste système des capitales ; funeste pour les rois et pour les peuples, puisqu'ils prennent, presque toujours, les caprices de la capitale pour la volonté nationale. Si ces caprices sont imités par les provinces, tant pis pour les peuples, ils se courbent sous le plus insupportable de tous les esclavages puisque c'est une ville qui s'élève entre le monarque et la nation. Si les provinces se refusent à l'exemple donné par cette capitale, tant pis pour les rois, puisqu'ils se trouvent placés entre la volonté d'une ville et l'opposition du royaume. Quel droit une ville a-t-elle au privilège du séjour du monarque dans ses murs ? Tout dépend de la solution de cette question. Si un monarque visitait successivement toutes les cités de son empire, la patrie serait partout. Sans Paris, Bonaparte n'eût jamais régné.

Paris aimait-il Bonaparte ? Non. Mais il s'ennuyait du directoire, comme il s'était ennuyé de la Convention, ennuyé de Louis XVI, ennuyé de Louis XV, et comme nous le verrons dans la suite s'ennuyer de Napoleon, et ainsi de suite jusqu'à la consommation des siècles ; à moins que les rois n'ayent enfin le bon sens de se souvenir que Paris n'est pas la France. Paris s'en apercevrait alors.

On a dit : la révolution du 18 Brumaire. Oui, ce fut une révolution à la manière romaine. César, des prétoriens armés, des patriciens à genoux, des tribuns en révolte, et un grand peuple qui applaudit ; voilà les acteurs et les spectateurs : et cette grande scène changea la face du monde. Bonaparte usurpa le trône. Cela n'est pas exact. On mit le trône à ses pieds. Que peut de plus l'adulation ? Le peuple, pendant les jours qui suivirent son arrivée, détela sa voiture vingt fois, et le traina en triomphe. La foule ne désespérait pas de la rue *Chanteraine* qu'il habitait et que l'on nomma rue de la *Victoire*. A sa sortie, à son passage, à sa rentrée, on le saluait.

des titres de *Père de la Patrie*, de *Sauveur de la France*, de *Héros Immortel*. A cette époque, on ne raisonnait pas ainsi aux bords du Nil. On n'y approuvait pas sans doute qu'il eut délaissé son armée pour venir *sauver* la France. Mais l'infortune ne juge pas toujours sainement du *patriotisme*. L'enthousiasme allait croissant. Le directoire le reçut avec honneur, avec des démonstrations de *joye même*. Le directoire était en séance. On le fit asseoir ; il prit place à la table du conseil. Toutes les portes des salles qui précédaient restèrent ouvertes *Par ordre*, pour laisser aux nombreux commis des bureaux le plaisir de le voir. Qu'on se transporte un moment en idée sur le lieu de la scène. Je la décris. Je l'ai vue. C'est un général en chef. Il est parti avec une armée ; il la conduit en Orient ; il revient sans elle. On ne lui fait pas la plus légère question ! et devant qui paraît-il ? Devant le gouvernement ! Notre GRAND CORNEILLE savait mieux comme on gouverne. Nicomede est un héros. Il commande une armée. Il la quitte. Il revient à la cour.

Prusias est un prince faible. Nicomede est son fils. Le peuple l'adore. Prusias le fait réter.

Les fêtes se multiplièrent. La législature choisit pour donner son gala l'une des plus grandes églises de Paris, St. Sulpice. Moreau vint à ce banquet. La remarque n'est pas utile. Deux ans après . . . mais n'anticipant pas sur les temps. Il ne fallait pas de conjuration pour élever Bonaparte au rang d'empereur; tout le monde conspirait. Il y eut pendant conjuration, et jamais il n'en fut plus secrète. Lucien Bonaparte fut nommé président du conseil des cinq cents, et Lebrun du conseil des anciens. Le Brun avait une longue expérience. Il fit son apprentissage sous le Chancelier Meaupou, le destructeur des parlemens sous Louis XV. Celui-là était un grand maître en despotisme. A ces deux chefs, joignez deux directeurs, quelques généraux de l'intimité, les deux autres frères, et non Jerome; c'était un enfant. Ajoutez quelques amis, et le seul des ministres essentiel dans ce cas. Le reste n'était que des subalternes, des instrumens. On se tint en garde

contre les trois autres directeurs. On craignit la fluctuation ordinaire de Barras ; on craignit l'indiscrétion jacobine de Moulins. On aimait Gohier, mais on craignit ses principes. Il présidait le Directoire. Aucun avis n'y parvint. Le 17 Brumaire dès six heures du matin, Sieyes et Roger Ducos partent du Luxembourg à cheval. La promenade est le prétexte. La garde du Directoire déserte à sept heures. Elle se rend aux Thuilleries. Ce sera bientôt le quartier général. A huit heures les trois directeurs ne savaient rien encore. Cela est simple. La police ne marchait plus dans leur sens. L'attention de Gohier fut cependant éveillée par une circonstance légère en apparence. Elle lui inspira quelques soupçons. La veille à dix heures du soir, Mde. Gohier recoit un billet de Mde. Bonaparte. C'est une invitation à déjeuner pour le lendemain, mais à sept heures du matin. L'heure est un peu indue pour des femmes. Le billet est pressant. On lui recommande d'amener avec elle la petite *Elisa*, sa charmante enfant. " Nous passerons la journée ensemble, disait " Mde. Bonaparte." Elle conjurait Mde. Gohier

de faire tout ce qu'elle pourrait pour décider son mari à venir au déjeuner. " Il sera libre à dix heures. Le président directeur retournera pour le conseil quand il le jugera convenable." L'heure du déjeuner, la recommandation instante de ne pas venir sans son enfant, ses vives sollicitations pour lui même, lui firent faire quelques réflexions. Elle craint quelque chose pour mon épouse et mon enfant ; cela est évident, se dit-il. Elle croit qu'ils seront plus en sûreté près d'elle qu'au Luxembourg. On desire ma présence : pourquoi ce mystère ? " Il faut y aller, dit le directeur à son épouse. Tu trouveras facilement un prétexte pour m'écrire deux lignes ; un billet, en apparence insignifiant. Un seul mot suffira pour me mettre au fait." Mde. Gohier partit à sept heures. Elle fut fidelle à l'instruction. Trois quarts d'heure après un homme à cheval apporta au président le billet suivant. " Mde. Bonaparte est désespérée que tu ne sois pas venu. Je t'écris de sa part pour te presser encore. Le déjeuner sera charmant. La famille est ici. Tout le monde est gai. *Les généraux sont en*

“ *grand uniforme.* Le général est dans son  
 “ cabinet, il m’a fait prier de t’inviter à venir ;  
 “ tu lui feras plaisir. *Il travaille maintenant*  
 “ *avec Lucien.* Il ira sans doute à la cam-  
 “ pagne, la cour est pleine de chevaux de main.”  
 Voilà, si non le texte, du moins le sens lit-  
 téral du billet.

Le président ne resta pas longtemps dans l’incertitude. Il reçut un message du Conseil des Anciens. C’était l’expédition du décret de translation du corps législatif à St. Cloud. La constitution donnait ce droit au Conseil des Anciens. Le Général Bonaparte était chargé par le décret de l’exécution de cette mesure ; il s’était déjà présenté à la barre des anciens et avait protesté de son zèle. Les troupes partirent pour St. Cloud.

A la réception du message le président fit convoquer le Directoire. Il ne se trouva que Moulins. Sieyes et Roger Ducos étaient partis. Barras fit dire qu’il était indisposé. Cependant il fallait pour l’exécution du décret qu’il fut revêtu des sceaux de l’état, et pour cela la loi voulait la majorité des membres du Directoire.

J'arrivai au Luxembourg à huit heures et demie du matin, selon mon usage; rien n'avait encore transpiré. L'ignorance était complète. Le président vous demande, me dit-on. Je venais de traverser Paris. Tout était tranquille. Je montai à la salle du conseil. Moulins sortit; le ministre de l'intérieur, qui n'était resté que quelques minutes avec les deux directeurs, le précédait.

Le président m'aperçut. " Une proclamation au peuple de Paris, me dit-il. Quatre lignes. Cela suffira. Annoncer que la mesure est commandée par l'intérêt de l'état. Prescrire la tranquillité, le calme. Les mots d'usage." Il me montra le décret. " Venez, vous ferez la proclamation dans mon cabinet. Cela ira plus vite." Je fis la proclamation, et la lui remis. Quelques instans après des troupes arrivèrent, et s'emparèrent des différens postes du Luxembourg. Gohier fit mettre ses chevaux; il fit avertir Moulins. Ils se rendirent aux Thuilleries avec les sceaux. Ils étaient certains d'y trouver Sieyes et Roger; et le décret fut scellé.

Il y eut une altercation assez vive entre

Gohier et Boulay de la Meurthe. Le Directoire était assemblé. Boulay dans une conversation assez animée, s'étant permis de dire qu'il fallait faire *maison nette*, Gohier lui répondit avec fierté *vous partés donc aujourd'hui*. L'entretien s'échauffant, Boulay eut l'air de révoquer en doute que la puissance du Directoire existât encore. Cette puissance, reprit Gohier, je la tiens du peuple, je ne la quitterai que par son ordre, et je vais vous prouver que je l'exerce encore. Dans l'instant, il envoya au Général Bonaparte l'ordre de venir rendre compte au Directoire des mesures qu'il prenait pour assurer la translation. Bonaparte, plus politique, plus fin que Boulay, se hâta d'obéir. C'était pour la dernière fois sans doute. Les questions de Gohier, comme président, furent laconiques, mais pleines de dignité ; les réponses du général furent simples et modérées. Ces deux hommes furent à leur place.

Cette démarche ferme de Gohier, qu'il n'eût pas affecté de faire dans un moment semblable sans les observations aigres et impolitiques de Boulay, fit craindre quelque ré-

sistance de sa part, et dans les fonctions qu'il remplissait alors au directoire cette résistance eut apporté quelques obstacles au succès complet du changement que l'on méditait. On touchait au jour de la force, et la force les aurait brisés sans doute; mais elles eussent laissé une impression défavorable dans quelques esprits; et malgré l'engouement général, on ne pouvait pas se flatter qu'il n'existât pas un parti d'opposition.

La constitution voulait, que dans le cas où le corps législatif viendrait à être transféré hors de Paris, le directoire exécutif eût à le suivre. On sut que Gohier se disposait à se rendre à St. Cloud. On lui fit insinuer de ne pas sortir de Paris, Il répondit que son devoir était d'obéir à la loi et qu'il y obéirait. Alors il fut consigné dans son palais. Sa personne fut respectée. Un officier de l'état major fut simplement chargé de veiller sur lui. Le premier jour on n'empêcha pas même ses amis de l'approcher, et je restai chez lui jusqu'à onze heures du soir.

Deux directeurs se trouvaient dans les nouveaux rangs. Le président était retenu aux arrêts chez lui; le directoire était donc dés-

organisé de fait. C'était ce que l'on voulait. Dans la matinée du 18, Barras fit sa négociation à part. Bonaparte lui devait de la reconnaissance ; il l'avait protégé contre les préventions ou la haine de Carnot, et lui avait fait avoir le commandement de l'armée d'Italie, origine de sa gloire et de sa fortune. Barras avait un secrétaire intelligent, homme d'un caractère ferme et prononcé, nommé Bottot, que Bonaparte auprès de qui il avait fait quelques missions en Italie estimait et aimait assez pour l'avoir depuis son retour d'Egypte visité dans sa maison de Chaillot où je me trouvai une fois avec lui. Ce fut ce secrétaire que Barras députa au général. Bonaparte ne lui cacha rien du changement que l'on allait opérer, lui montra la dissolution du directoire assurée ; lui dit qu'il fallait que Barras s'en tirât avec honneur, qu'il envoyât sa démission avant l'événement, qu'il lui donnerait une escorte de dragons jusqu'à sa belle terre de Grosbois, que là ils traiteraient ensemble amicalement de son existence future, et qu'il n'aurait pas à se plaindre. Bottot revint. Vous n'avez que deux partis à prendre, dit-il à Barras : vous démettre ou résister.

Ce dernier est moins sur, mais peut être plus noble. Si vous le voulez, en moins d'une heure je vous rassemble quelques centaines d'amis, vous marcherez à leur tête, et vous tenterez la fortune. Barras réfléchit quelque temps. Ce moyen pouvait couter du sang, sans ruiner le parti contraire. Il pouvait être sans avantage pour la chose publique. Il préféra sagement la démission, et l'humanité doit lui en savoir gré. Elle fut envoyée. L'escorte promise arriva, et Barras partit pour Gros bois.

(q) Les journaux semblables aux Parsis, constamment prosternés devant le soleil levant, publièrent qu'il avait été insulté par le peuple et que sans l'escorte il eut couru des dangers dans le faubourg St. Antoine. C'est un mensonge. Il ne traversa point le faubourg, non par crainte, le peuple ne le haïssait pas. Il prit en partant par le Boulevard neuf, très voisin du Luxembourg, le suivit jusqu'à la barrière St. Bernard; dans cet espace de plus d'une lieue ne rencontra par quarante personnes sur ce Boulevard que malgré sa beauté l'on ne fréquente pas; sortit de Paris; gagna le port à l'Anglais, et arriva tranquillement à Gros bois. C'était au reste le chemin qu'il

suivait toutes les fois qu'il se rendait à cette terre.

Le 18 le conseil des cinq cents se rassembla dans la salle de l'orangerie à St. Cloud, et le conseil des anciens dans une des salles du palais. Lucien Bonaparte presidait les cinq cents. Les troupes étaient en bataille dans la cour du chateau, les grenadiers à la porte de l'assemblée. L'ouverture de la séance fut extrêmement orageuse. L'aspect de l'appareil militaire importunait les hommes encore amis de la liberté que possédait l'assemblée. Quelques orateurs achevèrent d'enflammer les esprits. Lucien tenta de les calmer. Il devint l'objet des reproches les plus vifs, des plus sanglantes apostrophes. Bonaparte entre. Il entre seul. Les dissidens l'entourent. Les cris à *bas le dictateur à bas le tyran* se font entendre. Vingt poignards sont levés sur lui. Voilà la grand faute ; elle perdit tout. Elle rendit les militaires acteurs dans cette scène. Les grenadiers enfoncent la porte. Bonaparte est délivré. Lucien se depouille de la toge. Il sort, harangue les troupes. Elles arrivent au pas de charge ; quelques députés qu'on appelle *factieux* sont arrêtés, d'autres

s'échappent ; la salle est évacuée ; l'assemblée est dissoute, le militaire est maître, et la révolution est consommée.

Les membres du parti se réunirent bientôt après, se constituèrent de nouveau, et en informèrent par un message le conseil des anciens. L'abolition du directoire fut décrétée, ainsi que la radiation des députés insurgés. Le gouvernement provisoire fut composé de trois consuls. Bonaparte, Sieyes et Roger Ducos. Le conseil s'ajourna jusqu'au 1<sup>er</sup> ventose, et dut être remplacé pendant cet interrègne par une commission intermédiaire de 25 membres. Le conseil des anciens sanctionna toutes ces mesures et décréta que dans ce jour le Général Bonaparte avait bien mérité de la patrie ! ces nouvelles parvinrent dès le soir même à Paris. Les rues retentirent des cris *vive Bonaparte* et la moitié de la ville fut illuminée sans ordre de la police.

Les consuls, que la prorogation de la législature investissait du pouvoir dictatorial, rentrèrent au Luxembourg le 19 au soir. L'arrêt du directeur Gohier fut levé. Personne ce jour là n'avait pu l'approcher. La porte m'avait été refusée à neuf heures du

matin, mais avec des formes honnêtes. Je lui écrivis un billet pour l'informer simplement que j'étais venu. Je le présentai ouvert à l'officier de l'état major de garde auprès de lui. Il m'invita à le cacheter ; il ne le lut pas. Je n'y mis point de cachet. Je crus que la décence le voulait ainsi. Dès le même soir le général fut instruit de ce billet. Il m'en sut bon gré. Je dirai ailleurs comme cela parvint à ma connaissance. Gohier sortit aussitôt du Luxembourg, mais sans avoir donné sa démission. L'événement la rendait inutile sans doute ; mais il est bien à lui de ne pas l'avoir donnée. La puissance qui le renversait n'était pas la puissance qui l'avait élevé ; et il agissait d'après les principes.

En moins de vingt quatre heures, les mœurs du Luxembourg changèrent ; les égards que la noble liberté établit entre les citoyens disparurent ; l'orgueil des rangs, la vanité des honneurs, les remplacèrent.<sup>(r)</sup> Dès lors commencèrent ces nuances tranchantes entre le directoire et le consulat. Paris s'en aperçut bientôt. L'exemple cependant n'en fut pas donné par Bonaparte, mais peut être alors

n'était-ce pas lui dont le cœur se flattait le plus vivement d'arriver à gouverner la France sans partage. Sa popularité survécut deux ou trois ans encore à son élévation. Il ne s'en dépouilla qu'en revêtant la pourpre. Encore dans la suite, quand il y fut parvenu, le Maréchal Duroc l'accompagnait-il dans les rues de Paris à toutes les heures du jour, à cinq heures du matin comme à dix heures du soir. Quoi qu'il en soit, Paris dans l'enchantement croyait au 20 Brumaire que la révolution qui venait de s'opérer avait été faite *par* et *pour* Bonaparte. Deux hommes seuls, qui l'avaient puissamment secondé, Sieyes et Lucien, ne croyaient pas à cette vérité et se figuraient n'avoir travaillé que pour eux. Le consulat provisoire, aussi bien que le règne de Louis XIII. eut sa journée des dupes ; à cette différence près que le Cardinal de Richelieu en se jouant de ses ennemis resta toujours le second de l'empire, et que Bonaparte en se jouant des siens en devint le premier.

Le directoire ne fut point regretté. Il gouverna mal. Ce fut tout à la fois la faute des hommes et des circonstances. On crut que ce mode de gouvernement succédait à

la Convention, tandis que la Convention régna toujours. Il n'est donc pas exact de dire qu'au 18 Brumaire, le directoire fut renversé. Ce fut la Convention qui périt enfin. Qu'importent les noms et les formes, quand les hommes et l'esprit ne changent pas ; et sous le directoire que trouve t-on ? les hommes de la Convention, les passions de la Convention, l'esprit de la Convention. Les déchiremens perpétuels entre une portion de la puissance législative et le pouvoir exécutif, que furent ils autre chose, que la permanence du 13 Vendémiaire ? Il n'y manquait que les armes. Que fut le 18 Fructidor ? encore une victoire de la Convention sur les hommes du 13 Vendémiaire. Que fut le 30 Prairial ? encore une victoire de la Convention semblable à celle qu'elle avait dans le temps remportée sur la commune, à la seule différence qu'elle fut moins sanglante. Le peuple français vit avec joie renverser le directoire, mais il ne se rendait pas compte de sa joie. Il ne s'apercevait pas que ce qu'il avait pris pour le directoire n'était que la Convention, et que c'était de la Convention dont il venait d'être définitivement délivré.

Il était comme ce mourant qu'une crise rend à la vie, et qui ne sait pas le véritable nom de la maladie dont il était tourmenté.

Les vérités dures que Bonaparte adressa au gouvernement dans son discours aux anciens, dans son adresse aux français, dans sa proclamation aux armées, dessillèrent les yeux à tout le monde. On vit que la prétendue constitution de 95 n'avait été mise en avant que pour se jouer plus long-temps de la crédulité populaire, et se perpétuer dans le pouvoir ; que constamment invoquée et violée avec la même impudeur, les conventionnels ne l'avaient conçue que dans leur intérêt et non dans l'intérêt national ; et que dans la journée du 18 Brumaire les fureurs des opposans n'eurent ni la république, ni la liberté, ni la constitution pour objet, mais ne furent que l'épouvantable agonie de la Convention expirante. La tyrannie des mots s'éteignit avec elle, et fit place à la tyrannie des sabres. On ne fit que changer d'esclavage. Le dernier plut davantage, parce qu'il marchait conduit par la gloire, et que la gloire fait tout supporter aux français ; et cependant selon l'usage, on

ne manqua pas de dire cette fois comme on avait dit dans toutes les grandes commotions : **NOS FERS SONT BRISÉS.** Peuple extraordinaire ! peuple admirable, même dans ton irréflection ! tu combattis pendant vingt quatre ans pour la liberté et tu ne fus libre que vingt quatre heures, le quatorze Juillet 1790. Il est de la nature du peuple français de s'aveugler surtout. Il crut que Bonaparte venait de le rendre à la liberté, et jamais souverain n'énonça sa volonté avec une fierté plus despotique qu'il ne le fit à la révolution de Brumaire. Je vous avais laissé, dit-il, des trésors, des conquêtes, des armées ; qu'avez vous fait de mes soldats, de mes conquêtes, de mes trésors ? Il vous sied bien d'invoquer la constitution, vous qui l'avez lacérée, etc. N'est-ce pas ainsi qu'au mois de Decembre, 1813, il parlait encore au corps législatif ? dans les deux circonstances il était empereur

---

## LIVRE VI.

---

LE 18 Brumaire fut pour les factions la tête de Méduse. Le mouvement cessa, elles furent glacées.

Mon ouvrage est donc fini? non. Il me reste à peindre la faction d'un homme contre l'Europe, et la faction de l'Europe contre un homme.

Les fureurs humaines vont prendre un caractère de grandeur inconnu jusqu'ici. Ce ne sont plus les ignobles lutes d'un Robespierre ou d'un Marat. Les échafauts qu'ils dressèrent vont paraître trop étroits pour le nombre des victimes; il faut à la mort des plaines, des provinces pour théâtre; ce sont des peuples entiers que sa voracité réclame. L'ambition d'un homme va lui livrer les générations en

masse ; et désormais les enfans au berceau seront marqués de ces mots : COMBATTRE ET MOURIR.

Je vais esquisser rapidement le règne de cet homme extraordinaire. Je le peindrai sans ménagement, mais sans aigreur. Je laisse l'exagération à la flatterie et à la haine. Les libellistes et les esclaves ont pris dans les annales de sa vie la part qui leur appartenait. Je saisis la mienne. La vérité me la gardée.

Bonaparte fut un phénomène. Je dis qu'il fut. Quand on abdique le trône, on sort de la vie. La postérité a commencé pour lui.

Il semble que la nature en le créant voulut prouver jusqu'ou peut s'étendre et la puissance de l'homme et la puissance du ciel ; la puissance de l'homme pour oser, la puissance du ciel pour confondre.

L'élévation et l'étendue de son génie furent l'origine de ses malheurs. Elles l'accoutumèrent à se croire infailible, et dès lors il se fit un monde idéal. Il l'organisa comme il croyait qu'il eût du l'être ; et par conséquent il ne se trouva plus en rapport, ni avec son

siècle, ni avec ses contemporains. De là sa manière tranchante, et sa volonté inflexible. Du sentiment exagéré de sa supériorité, naquit le goût de la domination. Son ambition ne lui parut que la manifestation du vœu de la nature. Il se figura que régner était sa vocation, et qu'on naissait roi, comme on naît poète, comme on naît musicien. Il savait beaucoup. Il interrogeait peu, mais par politique, et pour exercer avec despotisme la puissance des réponses. Ne balançant jamais, il étonnait toujours. Lois, institutions, diplomatie, histoire de tous les temps, sciences, beaux arts, rien ne paraissait lui être étranger. Son universalité était une tyrannie. Elle commandait le silence aux hommes instruits. Les connaissances les plus simples prenaient un air de création en passant par sa bouche. En l'écoutant, on croyait marcher de découvertes en découvertes. L'admiration n'accordait rien à l'examen, et la confiance apparente de Bonaparte dans l'excellence de ses opinions tenait lieu d'expérience aux hommes ordinaires. Leur conviction venait, non de

ce qu'il disait, mais de la manière dont il le disait.

Il fut grand par anticipation parce que, si j'ose parler ainsi, l'ambition fut toujours l'avant garde de ses pensées. Il en mit partout, jusques dans l'infortune. Les conquérans les plus fameux, les plus célèbres désolateurs du monde, se contentèrent d'une chute ; il lui en falut deux. Il porta la gloire jusques dans l'éclat des revers ; et ne voulant ressembler à personne, il recommença sa catastrophe, pour qu'elle se fît à sa manière. Un jour je le voyais examiner les diadèmes de quelques hommes de l'antiquité. Il prit la couronne d'Attila et la posa sur sa tête. Comment ? Il avait la tête plus grosse que moi. Je ne l'aurais pas cru, dit-il avec rudesse, mais en souriant. Le sourire était amer. Il était fâché d'être forcé de céder quelque chose à Attila. Il avait tort ; Attila lui a tant cédé.

Quoi qu'en aye dit la jalousie des vaincus, quelque soit l'infamie des mensonges publiés par les libellistes à gage, ce fut le plus grand capitaine du monde. Il laissa loin de lui et le

vainqueur de Porus, et le héros de Cartage. César ne lui ressembla que par la fortune, et Pompée que par l'orgueil. Du reste dans la guerre ils n'eussent été que ses lieutenans. S'il eût eu pour témoins de ses batailles le grand Condé et Turenne, Condé eut toujours applaudi, et Turenne souvent frémi. Son éloquence militaire, à la férocité près, était celle de Timur-Ling. La différence du langage ne tenait qu'à la différence de siècles ; l'expression était la même. Marlborough est le seul des grands généraux connus, avec le quel on puisse établir quelque parallèle. Même tactique, même coup d'œil, et peut être encore même indifférence pour l'effusion du sang. Blenheim et Jena se ressemblent, et bien plus encore Malplaquet et Elau. Bonaparte eut souvent battu le Prince Eugène. Il n'en est pas de même pour Marlborough. Il est regrettable pour l'étude de l'art militaire que le grand Frédéric et Bonaparte ne se soient pas mesurés. Il est plus regrettable encore pour l'humanité. Si ces deux hommes eussent été contemporains, elle eut eu moins de larmes à répandre. La guerre n'eut été

faite que pour la gloire, et non pas pour les vengeances de la vanité. Les campagnes de Bonaparte seront écrites. Dans quelques siècles sa place militaire sera fixée. Ce ne seront plus alors des prêtres, des avocats, des intrigans de cour, de petits auteurs de boulevard, des milliers d'oisifs que la vue d'une espingole ferait fuir, qui s'aviseront de juger des talens militaires. Le temps aura flagellé toutes les sottises de ces mannequins, et l'on n'en parlera plus. Mais que Dieu le garde des Quinte-curce. Le mensonge et l'adulation n'ont ils pas assez longtemps empoisonné l'air qu'il respira. Qu'ils respectent du moins son tombeau. Il n'a plus de cordons ni de dotations à leur donner. Il n'a donc pas besoin de panegyristes. Il ne lui faut qu'un Arrien. Il s'en trouvera sans doute.

Il régne depuis un jour, et déjà sa cour l'emporte sur celles de l'Asie. Là se trouvent, et tous les généraux qui triomphèrent à ses côtés, et tous les hommes que d'anciens souvenirs, que de grandes espérances, que le besoin de consolider leurs modernes fortunes, que la voix de l'intérêt, que la crainte du

pascé, que le tourment de l'avenir rallient autour du pouvoir naissant. Chacun vient suspendre ses destinées à la sienne ; et la nécessité de le maintenir au faite de la puissance nait tout à coup de la nécessité que chacun éprouve de se conserver soi même. On ne pèse pas s'il doit régner ; mais il faut qu'il régne parce que c'est le besoin de toutes les passions. Là se trouvaient aussi quelques hommes éclairés, quelques amis du bien public, quelques talens supérieurs. Ils sont aussi ses partisans, parce que la grandeur des exploits est toujours en France un piège que les belles ames n'évitent jamais.

Je dis qu'il régne, qu'importe le titre ? Consul provisoire, consul pour dix ans, consul à vie, empereur enfin, le pouvoir est le même. Ce pouvoir plut aux militaires, il promettait la guerre ; il plut aux magistrats, il promettait des places ; il plut aux grands, il promettait des honneurs ; il plut aux propriétaires, il promettait protection ; il plut au peuple, il promettait du travail. Dans cette cour le Duc de Valmi, le Duc de Danzick, le Duc de Conégliono, Kellerman, Le Fèvre, Moncey,

ces premiers héros de la liberté figuraient en tête de la liste de tant de généraux fameux, leurs élèves et leurs émules. Là Bernadotte, et Murat appelaient l'heure des combats, et ne se figuraient guères que dans une antichambre ils attendaient des trônes. Oudinot, Victor, d'Haupoul, Augereau, Ney, Masséna, et tant d'autres, cherchaient dans les yeux de César à quels lauriers nouveaux ils étaient destinés. Mais Eugène l'enfant chéri, mais Lanes, l'ami de tous les temps, étaient plus voisins du cœur. Lanes surtout dont la fortune des combats aurait dû respecter l'honorable vie, pour conserver aux courtisans un exemple qu'ils ne reçurent jamais que de lui, un favori conservant sous un maître absolu sa fière et noble indépendance. Tous ces hommes l'avaient vu vaincre, tous ces hommes avaient vaincu sous lui. La fraternité des armes avait fondé l'attachement, et la subordination des camps préparé l'esclavage ; le premier pas était fait, et le militaire ne s'aperçut qu'il avait un maître que par l'accroissement des honneurs, des richesses, et de la considération.

Là se trouvait aussi ce que Paris possédait encore d'hommes illustres dans les sciences et dans les arts. Précieux débris de cette France savante, si cruellement décimée par la hache révolutionnaire, ils croyaient en rentrant dans le palais des rois se retrouver pour la première fois, et depuis longtemps accoutumés à traiter Bonaparte d'égal dans le Temple des Muses, groupés sans défiance autour de lui, leur fierté lui savait gré de les avoir réunis dans le Temple de la Gloire. Ainsi, réfugié dans le sein d'une apparente modestie, on eut dit qu'il ne s'entourait que de compagnons et d'égaux, tandis que son unique soin était d'enchaîner à son char et Bellone et Pallas ces divinités protectrices des conquérans et des ambitieux.

Le gouvernement provisoire ne dura qu'un instant. Né le 10 Novembre 1799, le lendemain le ministère fut formé. Le Général Berthier eut le département de la guerre; Mr. de Talleyrand Perigord, les relations extérieures; Forfait, la marine; Gaudin, les finances; Cambacérés et Fouché, conservèrent la justice et la police. Une nomination étonna

davantage ; ce fut celle de Mr. de la Place au ministère de l'intérieur. Ce savant célèbre avait jusques là consacré sa vie à la culture des hautes sciences. Il connaissait assurément beaucoup mieux la marche des corps célestes que celle des rouages d'une administration ; mais à peine y avait il vingt quatre heures que Bonaparte avait trempé ses lèvres dans la coupe du pouvoir que déjà la vérité ne l'approchait plus. Il avait jeté les yeux pour ce ministère sur François de Neufchateau ; et les talens supérieurs qu'il y avait déployés deux fois lui donnaient des droits à cette préférence. Le consul en parla. Mais un homme, devenu fameux par ses perfidies, ennemi constant de tous les princes qu'il à servis, détestant François de Neufchateau par la seule raison que c'était un homme de mérite, le peignit à Bonaparte comme tombé dans une caducité précoce, et incapable de gérer aucun emploi ; et pour consommer son ouvrage présenta pour ce ministère un homme, illustre sans doute, mais que le genre de ses travaux rendait totalement étranger à ceux qu'on allait lui imposer. Ainsi il se donna tout à la fois le

plaisir, et d'être le premier à donner un conseil funeste au consul, de nuire à un homme d'état dont le mérite l'offusquait; de jeter un ridicule sur un savant en le poussant dans une carrière que sa nullité administrative le força d'abandonner un mois après, et de desservir la chose publique dont il prévoyait avec chagrin l'amélioration prochaine. Et voila comme on parvient à la longue à se faire un grand nom, et à persuader à l'Europe que l'on est le phénix de la politique.

Le gouvernement provisoire fut un véritable interrègne. Il n'enfanta que quelques unes de ces proclamations, dans les quelles, suivant l'usage, les chefs de l'état promettent que tout sera parfait, et une foule de ces adresses où les autorités secondaires promettent, au nom du peuple et en leur nom, qu'ils seront toujours les plus fidèles des esclaves.

La commission législative pressa son travail; ou pour mieux dire Bonaparte pressa la commission, et le 13 Decembre elle le présenta. Cette constitution conservait le Triumvirat Consulaire, mais avec une répartition inégale d'autorité entre ses membres. Elle créait un

Sénat Conservateur, composé de quatre vingt membres ; un Tribunal de cent membres et un Corps Législatif de trois cents. Le Sénat veillait sur l'intégrité de la constitution. Le Consulat proposait la loi. Le Tribunal la discutait et le Corps Législatif la sanctionnait. Le Sénat et le Tribunal étaient permanens. Le Corps Législatif ne l'était pas. La discussion lui était interdite. Il n'avait que le droit d'examen, et rejetait ou approuvait par la voye du scrutin. La constitution entourait le pouvoir exécutif d'un Conseil d'état composé de trente membres, dont la nomination était dévolue au premier consul.

Le 13 Décembre, Bonaparte appela à la dernière conférence sur ce projet de constitution les hommes qu'il se proposait de nommer au conseil d'état et au sénat ; et ils le savaient. Plusieurs orateurs, et Siéyes entr'autres parlèrent en faveur du projet. Ce dernier s'étendit sur les qualités que l'on devait chercher dans l'homme que l'on appellerait au consulat suprême ; les longs services rendus à la révolution, les idées libérales, les connaissances diplomatiques et législatives, furent

mises au premier rang. C'était rappeler habilement qu'il avait été de l'assemblée constituante, qu'il avait travaillé à la constitution de 1791, qu'il revenait de l'ambassade de Berlin, et qu'enfin s'élevant au dessus des préjugés il avait renoncé au sacerdoce. Bonaparte debout, appuyé sur son sabre, parla des hommes qui font vainere. Ce ne fut qu'un mot, mais ce mot suffit. Il fut à l'instant proclamé premier consul. Sieyes déjoué, se leva de la place qu'il occupait, et s'approcha de la cheminée. On le proposa de suite pour second consul ; il répondit froidement qu'il ne se reconnaissait pas les talens nécessaires pour une place de cette importance. Bonaparte usant à l'instant même de l'autorité dont on venait de l'investir, le nomma président du Sénat. Sieyes repartit avec aigreur qu'on ne présidait pas un corps qui n'existait pas. Ici se termina cette comédie politique. Cambacérés fut nommé second consul, et le Brun qui présidait les anciens au 18 Brumaire, troisième consul.

On procéda de suite à la formation du Sénat. Sa composition singulière offrit beaucoup de

noms célèbres, mais elle fut une conséquence des principes ambitieux de Bonaparte ; on pourrait croire qu'il voulut s'attacher toutes les classes de la haute bourgeoisie ; ce fut au moins dans leur sein qu'il choisit une partie des sénateurs ; ainsi l'on vit des peintres, des poètes, des banquiers, des notaires, des marchands, etc. venir siéger dans cette chambre des pairs : et plus d'une fois cet amalgame prêta au ridicule, par l'extrême nullité de certains indivisus qu'il y introduisit. Le conseil d'état fut rapidement formé. Les nominations avaient été faites d'avance, Le tribunat et le corps législatif se composèrent des débris des précédentes législatures, réélus par les assemblées électorales. Les Consuls furent installés le 25 Decembre, et la constitution présentée au peuple français fut acceptée, selon l'usage. A cette même époque Washington descendait au tombeau. Ainsi, par un contraste singulier un grand peuple dans le nouveau monde pleurait le fondateur de sa liberté, tandis qu'à la même heure sur l'ancien continent une grande nation chantait le destructeur de la sienne.

Cependant les événemens vont se presser. La révolution s'est faite dans les idées comme dans les hommes ; l'Europe attend, la France espère, et le consul débute par caresser toutes les espérances. Il écrit au roi d'Angleterre, c'est la paix qu'il lui propose. Un traité honorable termine l'horrible guerre de la Vendée ; le calme est rendu au couchant de la France. La liste des émigrés est irrévocablement fermée. Les prisonniers Russes vêtus, armés, équipés, partent pour Petersbourg et par leur délivrance inattendue vont éveiller la reconnaissance dans l'âme de Paul I. La banque de France est créée. Des canaux sont projetés. De grands travaux se présentent aux ouvriers. Le commerce de Lyon, de Nantes, de Rouen, de Bordeaux, si long-temps désolé reçoit quelques consolations ; les fonds publics augmentent, de grandes fortunes particulières se fondent ;(s) et le consul dont l'assurance croit en proportion de la satisfaction publique quitte le Luxembourg, et prend solennellement possession du palais des rois.(t) Ce fut le premier symptôme de ses espérances ambitieuses. Déjà dans sa tête l'Europe était con-

quise. Disons le cependant pour n'y plus revenir, et justifions une fois pour toutes la France de ce long attachement pour Bonaparte, que l'Europe n'a jamais pu concevoir, et que de jour en jour elle conçoit moins encore. L'Europe n'a commencé à connaître Napoléon, que par les malheurs qu'il a fait tomber sur elle. Il ne lui devait pas de bienfaits ; elle n'en a par conséquent reçu que des calamités ; donc la terreur et la haine sont les seuls sentimens qu'il a du lui inspirer. Mais en France est-ce ainsi qu'on en pouvait, qu'on en devait même juger dans les premières années de sa puissance ? On tranche aujourd'hui sur l'opinion qu'il fallait avoir de lui ; on argumente de son ambition, comme si toute la France, en 1800, eût eu le secret de cette ambition. Il est bien facile à tant de gens, qui depuis deux ans s'érigent en oracles, de prononcer sur Bonaparte, quand les événemens ont prononcé avant eux. A les entendre, ne dirait-on pas qu'ils avaient deviné son ambition ? ils en décrivent maintenant le développement, comme s'ils avaient eu la sagacité de le prévoir. Ils eussent donc été plus

habiles que Bonaparte, dont l'esprit tout entier était employé à la cacher à tous les yeux. Quand un homme par ses actions s'annonçait comme le réparateur des maux dont un peuple était victime depuis dix ans, quand chacun de ses actes semblait tendre à réunir tous les débris, à reconstruire tous les ressorts, à calmer toutes les haines, à adoucir toutes les blessures, à réconcilier tous les partis, prétendre que dans tout cela il ne fallait voir que des intentions perverses, c'est prêter à l'esprit humain une préscience au dessus de la nature, ou lui supposer une cruauté de méfiance dont heureusement il n'est pas entaché. Je le répète; l'Europe n'a connu Bonaparte que par la guerre; elle ne lui a dû que de la haine. La France, avant d'arriver à se convaincre de son ambition par la succession non interrompue de la guerre, n'avait pu voir que ses bienfaits; donc pendant long-temps elle ne lui dut que de l'amour. Voilà ce que l'étranger feint de ne pas entendre; mais il est une vérité que malgré sa hardiesse je ne tairai pas : combien de puissances s'élèvent aujourd'hui contre sa tyrannie, qui dans le fonds de

l'ame se réjouissent qu'elle ait existé. En France à qui dut-on sa tyrannie? à ses vils esclaves, aujourd'hui ses plus chauds détracteurs. Qui souffrit de sa tyrannie? la France doublement; puis qu'elle en supporta et la double robusticité, et la double agonie. A qui sa tyrannie fut elle profitable? l'histoire de l'Europe répondra dans cent ans.

Au reste, la conduite de l'Europe pendant les quinze fameuses années qui viennent de s'écouler est remarquable par sa singularité. En 1800 l'Europe en armes, en réunissant toutes ses forces, accéléra le développement de son ambition, et quinze ans après l'Europe armée les réunit encore pour en accélérer la punition. Ainsi l'Europe s'est également liguée contre lui, et quand il n'était rien, et quand il était tout; ainsi on a mis la France dans cette cruelle alternative, ou de tout concéder à la tyrannie d'un homme pour échapper au joug de l'Europe, ou de subir le joug de l'Europe pour se délivrer de la tyrannie d'un homme. Est-il possible que les puissances, en se refusant en 1800 à la paix, qu'il feignait, je le veux, de désirer, n'aient pas senti

qu'elles le servaient au delà de ses vœux ? comment ces hommes, dont la prétendue perspicacité se targue aujourd'hui de n'avoïr jamais été la dupe de son ambition, n'ont-ils pas vu qu'en lui laissant libre le champ de la guerre on forçait la France à ne trouver aucune réponce raisonnable à lui faire quand il lui dirait : Vous le voyez ; pour avoir le paix il faut combattre : et qu'ainsi l'on fournirait à son ambition démesurée le double avantage, et de justifier la guerre aux yeux de la France par l'éclat de ses conquêtes, et de lui cacher pour toujours que toutes ses actions n'avaient eu pour but que le trône en ayant l'air de ne le recevoir que comme le prix de ses services. Il eut été, ce me semble, d'un homme de génie comme Pitt de n'opposer à Bonaparte que la force d'inertie ; de lui présenter constamment par l'attitude de l'Angleterre l'espérance prochaine de la guerre, et d'être assez son ennemi pour ne la lui accorder jamais ; de l'accabler sous le poids de la paix ; et l'enfermant ainsi malgré lui dans le cercle de ses frontieres, de le deshérer de l'heroïsme pour le deshérer de l'enthousiasme ; et de l'empêcher d'acheter le

trône à sa manière en le rendant indigent en victoires. On a suivi une politique toute contraire ; il semble que l'on se soit entendu pour ouvrir à la fois toutes les portes où son ambition frappait ; il en est sorti comme un torrent. Qu'à-t-on gagné à cette politique ? qu'il a roulé la France sur l'Europe pour assouvir cette ambition, et qu'il a fallu que l'Europe se roulât sur la France pour y mettre un terme.

On vient donc de le placer dans la possession, mentalement si désirée par lui, de cet adage *si vis pacem para bellum* et il en profitera longtemps. Pour avoir la paix il faut faire la guerre, va-t-il dire. Et les circonstances vont donner à ce discours l'air de la vérité aux yeux de la France. Les Russes, les Turcs et les Autrichiens ont envahi l'Italie ; Masséna résiste seul dans Gènes. Kray commande les armées de la Germanie. Le Prince Charles se retire.(u) L'armée de Condé passe au service de l'Angleterre. Bonaparte sourit,

Il fixe l'état militaire de la France. 110 demi brigades d'infanterie de ligne, c'est à

dire 333 bataillons de 1200 hommes chaque ; 30 demi brigades d'infanterie légère ; 8 regimens d'artillerie à pied ; 8 d'artillerie à cheval ; 2 regimens de pontoniers ; 84 regimens de cavalerie ; voila pour une année. C'est le budget de la mort. Tout à coup une armée de 60,000 hommes est décrétée. C'est à Dijon qu'elle s'assemble, c'est Berthier qui la commande. Où frappera t'elle ? c'est le secret ; et quel homme à jamais mieux gardé les siens ? le général Autrichien Mélas arrive au pied du Alpes. Kray moins heureux est battu à Moerskirch. Le Rhin est repassé. Le Courbe, St. Suzane, et St. Cyr occupent le Brisgaw. Le consul part ; en deux jours il est à Genève. Tout à coup l'armée franchit le St. Bernard, le Simplon, le St. Gothard, le Mont Cenis. Artillerie, cavalerie, munitions tout est passé, Gènes tombe, mais la bataille de Marengo (v) se donne. Elle est gagnée. Tout change. Melas cède Turin, Tortone, Aléxandrie, Milan, Pizzighitone, Plaisance, Coni, Savone, Urbin et Gènes. Le vainqueur fonde la république cisalpine, repasse en France, visite Lyon, ordonne à ses antiques monumens de se relever,

caresse cette ville orgueilleuse de sa splendeur passée et de ses calamités modernes, reçoit en souverain les hommages de son peuple immense, évite à son oreille monarchique le nom de république, ne lui parle que de patrie, reprend ensuite le manteau encore utile de la modestie, arrive à Paris sans être aperçu, et redouble l'enthousiasme en feignant de s'y dérober.

Mais un objet d'une haute importance pour son élévation future occupait déjà sa pensée. Il connaissait assez la multitude pour savoir qu'il est une foule de choses qu'elle révère, par la seule raison quelle ne les comprend pas. Dans tous les temps, par exemple, les charlatans religieux ou profanes, usèrent de la pompe des cérémonies pour éblouir le peuple, mais ils y attachèrent constamment des idées métaphysiques, afin que le peuple ne pouvant percer l'obscurité de ces idées, fut conduit par son ignorance même à considérer comme des objets sacrés, non seulement les solemnités en elles mêmes, mais encore les acteurs principaux de ces solemnités. Bonaparte en calculant d'avance la marche progressive de son élévation, prévint qu'il viendrait

un jour où il lui serait nécessaire d'avoir une garantie de la soumission du peuple. Il conçut que cette garantie, il la trouverait dans les dispositions habituelles de ce peuple à la crédulité, et que plus son élévation paraîtrait inattendue et nouvelle, plus il faudrait que la puissance destinée à la consacrer eut d'importance idéale au jour de son sacré. Il jugea que si des cardinaux ou des archevêques avaient été suffisans jusqu'alors pour ces sortes de cérémonies, il n'en était pas de même pour un homme comme lui, et que ce ne serait pas trop que du chef même de l'église pour donner au peuple la juste mesure du respect religieux qu'il devrait lui porter. Mais pour arriver à ce but, il fallait avoir un pape à sa dévotion. Pie VI n'était plus ; Bonaparte pensa qu'en laissant le choix de son successeur à la discrétion du conclave, il pouvait tomber sur tel homme qui ne serait rien moins que disposé à se prêter à ses vues. Il fallut donc avoir recours à l'adresse. On feignit que la tranquillité publique à Rome était trop incertaine pour confier à ses murailles la tenue du conclave. On flatta le peuple de Venise en se-

mant le bruit que sa sagesse le rendait plus digne d'un pareil dépôt ; mais la véritable raison pour choisir cette ville fut de s'écarter des cabales de la prélature romaine. On s'assura de quelques cardinaux ; il est tant de moyens temporels pour s'assurer d'un cardinal. Je ne parle par des moyens spirituels ; qui ne sait qu'un cardinal ne laisse jamais *fléchir* dans son esprit *les intérêts du ciel* pour plaire aux puissances mondaines ? Le règne de l'empereur en a fourni la preuve. A peine trouverait-on une vingtaine de cardinaux qui se soient prosternés à ses pieds : et qu'est ce qu'une vingtaine de cardinaux sur la masse du sacré college qui s'élève à peu près à quarante. Le plus difficile était de trouver un homme selon son cœur ; enfin l'on découvrit un certain Cardinal Chiaramonte, qui ne s'attendait guère à tant d'honneur.(x) Il avait toute la bonhomie, toute la docilité convenables pour le rôle aux quel il serait appelé dans la suite. Il fut donc pape, et n'en fut pas fâché. On apprit cette exaltation sans plaisir ni déplaisir. Jamais on n'avait entendu parler de lui, personne ne le connaissait ; c'était un petit

malheur sans doute, mais qu'un poète bel esprit se chargea de réparer; et grâce à lui la France apprit bientôt que les mots italiens *Chiara Monte* voulant dire, en français *Clair Montagne* ou *Clair Mont*, il était évident que le pape nouveau descendait en ligne directe de l'antique maison française connue sous le nom de *Clermont*. *Stupeté!*

S'il est vrai que dès lors le désir de conquérir l'Europe fut entré dans le cœur du consul, il voulut que lorsque l'heure serait venue de donner l'essor à cette grande ambition, l'on pût croire qu'il y était entraîné par la force des circonstances, et non pas par sa volonté; et pour fournir plus d'aliment à l'amour public dont l'accroissement devenait chaque jour plus sensible, et pour élever cet amour à un tel degré de force que la nation française en étant venue à ne plus séparer sa cause de la sienne le suivit dans la suite avec un dévouement toujours égal sur les champs de bataille où il prétendait l'entraîner, l'on vit l'homme dont la guerre était la passion favorite, la jouissance suprême, l'élément par excellence, affecter pendant nombre de mois de poursuivre

la paix avec autant d'ardeur que s'il eut attaché et sa gloire et son bonheur à la fixer sur ses états. La victoire de Marengo semblait même avoir donné plus d'énergie à son vœu de pacifier le monde. On admirait davantage le héros, dont la main renonçait aux lauriers pour consoler l'humanité. Par les monumens que déjà son génie ordonnait, par les encouragemens qu'il prodiguait à l'industrie, par l'attention souveraine qu'il accordait à l'agriculture, on prophétisait la splendeur à laquelle il ferait arriver la France pendant la longue paix que l'on se flattait de lui devoir bientôt. Elle fut confirmée avec l'Espagne et le Portugal; elle fut entamée avec l'Angleterre; elle fut conclue avec le Nord et la Russie; elle continua avec la Prusse; elle se négocia avec l'Autriche. Les préliminaires en furent signés à Paris, l'Autriche ne les ratifia pas, et cette mal adresse servit Bonaparte selon ses desirs. Il ne lui fut pas difficile alors de faire retomber sur le cabinet de Vienne le mécontentement qu'inspirait à la France la prolongation de la guerre. Il fallut encore des batailles; celles de Biberach et de Hohenlinden

furent gagnés ; la paix de Lunéville et bientôt celle d'Amiens eurent lieu ; et la France se crut au comble du bonheur.

Un événement aussi atroce qu'extraordinaire avait précédé cette grande réconciliation de la France avec l'Europe ménagée par le consul, et prêtait à sa conduite un véritable caractère de magnanimité ; parce qu'en la lui voyant suivre il était naturel de présumer qu'il avait triomphé des ressentimens qu'il lui eût été pardonnable de conserver. Je veux parler de l'attentat du 3 Nivose an 9, 24 Decembre 1800. La place du carouzel n'était pas telle qu'on la voit aujourd'hui ; réservée par les batimens dont elle était encombrée, elle donnait entrée à la rue St. Nicaise qui existait encore. Elle était une des avenues nécessaires pour arriver au Palais des Thuilleries. Cette rue était étroite, et formait un coude à l'entrée de la place. Ce fut ce coude que les assassins choisirent pour théâtre de leur crime. Dans la matinée du trois Nivose, un homme en habit d'ouvrier amène à ce coude une petite charette à bras, assez semblable à celles dont se servent les porteurs d'eau, et

chargée d'un petit tonneau à peu près égal à ceux dont ils font usage ; cet homme, après avoir feint de reprendre haleine un moment, s'évade, et laisse la petite voiture à l'entrée de la rue. L'on est si accoutumé à Paris à voir les porteurs d'eau laisser ainsi les leur, quand ils vont au cabaret, que personne ne prit garde à celle-ci. Seulement, comme elle gênait le passage, les premiers chartiers qui arrivèrent la rangèrent le long du mur où elle resta de la sorte toute la journée. Les marchands voisins l'y virent constamment, mais comme par sa forme elle n'inspirait ni défiance ni curiosité, elle n'inquiéta personne, pas même les agens de police inspecteurs de la voye publique. C'était le jour de la première représentation de l'oratorio de Saül à l'opéra, et l'on savait que le consul devait y aller. Dans la soirée, les conjurés placèrent, depuis la porte du palais jusqu'à l'entrée de la rue St. Nicaise, des hommes d'espace en espace, pour faire arriver plus rapidement à celui chargé de mettre le feu à la machine infernale l'avis de l'instant précis où le consul monterait en voiture. Il sortit à huit heures ; Mde. Bonaparte

devait le suivre peu d'instants après. Ce soir le consul fut conduit par un nommé *Germain*, son cocher de prédilection. Alors, la petite voiture avait été mise par les conjurés en travers de la rue. *Germain* extrêmement adroit, connaissant le goût du consul pour aller très vite, et d'ailleurs un peu pris de vin, le mena avec une rapidité singulière, et apercevant cette petite charette évita de l'acrocher avec une dextérité que l'on conçoit à peine, et passa avec la rapidité de l'éclair. Le consul était déjà rue de Richelieu devant la façade du théâtre français, quand l'explosion eut lieu. Il fit arrêter, s'informa de ce que c'était ? On lui répondit qu'un tonneau de poudre venait de sauter dans la rue St. Nicaise. Il ordonna à un de ses gardes d'aller de sa part inviter Mde. Bonaparte à ne pas sortir, et poursuivit sa route jusqu'à l'opéra ; cependant Mde. Bonaparte en passant par la rue de l'Echelle vint le joindre, et par attachement, et pour calmer l'inquiétude qu'elle éprouvait. La nouvelle de l'événement parvint bientôt à l'opéra où le bruit de l'explosion l'avait pré-

cédée. On se ferait difficilement une idée de l'enthousiasme du public, quand instruit du danger que le consul avait couru et rassuré sur ses jours par sa présence, il put se livrer à sa joie. Les applaudissemens, les cris de *Vive le Consul, Vive Bonaparte*, ne cessèrent pas un instant, pendant une heure à peu près qu'il resta à l'opéra, et redoublèrent encore quand il se leva pour sortir. Il faut en convenir ; jamais dans Paris il ne reçut un témoignage aussi général de l'amour du public, que dans cette fatale soirée. Il fallut longtemps, avant que la vérité sur ce désastre parvint aux extrémités de Paris. La première question était partout, *Et le Consul ? Il est sauvé* répondait-on, et l'on sautait au col de celui qui vous donnait cette assurance.(y) Quoique l'heure fut avancée, les habitans des quartiers les plus éloignés accoururent au palais pour s'assurer par eux mêmes qu'il ne lui était rien arrivé. En sortant de l'opéra, et dans les rues qu'il lui falut suivre pour retourner à son palais, il trouva une foule immense dont les acclamations, les cris, les ap-

plaudissemens, lui prouvèrent la joye que l'on ressentait de le savoir échappé à un complot aussi atroce.

De tous les moyens de perdre son ennemi, le plus criminel, le plus odieux sans doute est l'assassinat ; mais lorsque pour exécuter un semblable forfait, lorsque pour atteindre cet ennemi on fait sauter tout un quartier, lorsque de sang-froid on sacrifie sept à huit cents personnes pour arracher la vie à un seul homme, un semblable crime acquiert un caractère de férocité que l'on n'aurait jamais soupçonné possible dans un siècle de lumières, et parmi des nations civilisées. Les maisons voisines de l'explosion s'écroulèrent ; les batimens de la rue St. Nicaise dans toute son étendue, la portion de la rue St. Honoré où elle aboutissait, les vastes batimens de l'hotel de Longueville, des écuries d'Orleans, des hotels de la Valliere, d'Elbœuf et de Crussol, furent ébranlés jusque dans leurs fondemens. Une foule de personnes furent écrasées sous les décombres, et dans ce quartier, l'un des plus passagers de Paris, et à une heure semblable où les rues sont encombrées de passans que

les plaisirs du palais royal, le voisinage de cinq grands spectacles, la multitude des cafés, et leurs affaires particulières enfin appellent, on concevra sans peine quelle énorme quantité de personnes durent être tuées, mutilées, blessées, et par les débris de la machine infernale elle même, et par l'écroulement des murs, et par la chute des fenêtres, des volets, des cheminées, des ardoises, et même par le seul effet de l'effroi : plusieurs femmes enceintes, par exemple, périrent de cette manière, soit dans les maisons, soit dans la rue, avec les innocentes créatures qu'un avortement précipité plongé subitement au tombeau avec leurs malheureuses mères. Le lendemain les rapports évaluèrent de quatre à cinq cents le nombre des personnes victimes de cet affreux événement.

Ce n'est qu'en écrivant l'histoire, c'est à dire lorsque l'inévitable lenteur du travail et l'impérieuse nécessité de la réflexion tiennent, pour ainsi dire, l'esprit suspendu sur les événemens que l'on décrit, que l'on peut vraiment connaître combien l'homme est injuste dans ses préjugés. L'Angleterre ! tel

et le cri général en France ; telle fut plus malheureusement encore peut-être la pensée du consul. Que ce complot exécrable ait été ordonné en Angleterre, tout porte à le croire, et sans doute il n'est guère possible d'en douter. Mais que l'Angleterre, ou pour mieux dire que le gouvernement d'Angleterre, l'ait approuvé, encouragé, autorisé, salarié, je n'aurais vu, que j'en douterais encore. Je sais tout ce que l'on peut dire sur la politique anglaise ; on citera, et les machines infernales lancées contre St. Malo, et le bombardement de Copenhague, et les brulots sous-marins destinés à l'incendie de la flotille de Boulogne, et les fusées à la Congréve, et vingt autres inventions semblables ; mais dans tout cela ce sont des expéditions militaires, qui ne doivent être que leur injustice apparente qu'à la rapidité de leur exécution, et des instruments de guerre que la fureur toujours croissante des combats réclame du génie inventif des nations, pour accroître leurs moyens d'attaque ou de défense. Hélas ! l'homme sans doute n'a déjà que trop multiplié les instrumens de la destruction, sans lui en prêter encore de plus

meurtriers ; mais enfin puisqu'on a dépouillé la guerre du titre de crime, qu'elle mériterait si bien pourtant, il faut donc ne voir que des actes légitimes dans tout ce qu'elle ose, dans tout ce qu'elle essaye, dans tout ce qu'elle exécute ; et d'après cela, parce que le gouvernement anglais aura usé de machines infernales pour soumettre une ville, ce n'est pas un motif pour l'accuser d'aposter des brigands au coin d'une rue pour assassiner le chef d'une grande nation. Mr. Pitt et le Comte de Chatam son père détestèrent la France. Tant qu'ils furent au ministère, ils lui firent tout le mal qu'il leur fut possible. La France a eu le droit de leur rendre haine pour haine ; elle a eu le droit de maudire l'activité avec laquelle ils soulevaient les nations de l'Europe contre elle, la prodigalité avec laquelle ils semaient l'or pour troubler par leurs agens sa tranquillité intérieure, pour salarier des écrivains occupés à combattre, à dénaturer, à morceler ses principes, pour détacher de sa cause les hommes dont l'importance politique pouvait la rendre plus redoutable. Mais si cette conduite irritait la France, n'est-ce

pas celle que tous les peuples suivent pour nuire à leurs ennemis, et qu'elle suivit elle-même à tant d'époques, puisque malheureusement on est convenu que la guerre légitime toutes ces moyens. Mais croire que les ministres d'une grande nation soient descendus à commander un assassinat, qu'ils se soient avilis au point de se mettre en contact avec d'infâmes brigands, pour approuver, commander, et payer un guet à pens! Oh! que le ciel me retire toutes les facultés dont il me doua, si l'iniquité d'une pensée semblable pouvait jamais deshonoré mon ame. Ils n'ont pas connu la fierté de Pitt ceux qui raisonnèrent ainsi. Pitt eut fait châtier à l'instant l'insolent dont l'audace eût osé lui conseiller une bassesse. Ce grand homme a fait son métier, il a tourmenté la France; il a cru le devoir à l'intérêt de sa patrie; il était anglais; c'est ce qu'un français ne devrait jamais oublier. Ignore-t-on que le célèbre Fox, ministre à son tour, instruisit le consul d'un projet contre sa vie qu'un misérable était venu lui confier? Pitt avait non moins de magnanimité, et s'il n'a rien dit de la machine infernale, cela ne

prouve pas qu'il l'ait approuvée; cela prouverait au contraire qu'il l'aurait ignorée. On parle sans cesse de l'Angleterre en France, et la France est de tous les pays celui où l'on connaît le moins l'Angleterre. L'on n'y a pas la plus légère idée, ni des ses mœurs, ni de ses loix, ni de sa police, ni de sa liberté. On ignore surtout que le gouvernement anglais, si puissant en politique, si redouté en Europe, et si redoutable en effet, est cependant le seul esclave que l'on connaisse en Angleterre. Tout ce que les gouvernemens des autres états peuvent se permettre, est précisément ce qui est interdit au gouvernement anglais. La liberté publique, voilà la chaîne qu'il lui est impossible de briser. Cette liberté, il faut qu'il la respecte dans tous les individus; et un complot qui se formerait pour ainsi dire sous ses yeux contre une autorité quelconque étrangère à l'Angleterre, s'il prétendait le gêner, le suspendre, l'arrêter, la liberté jalouse regarderait une telle audace comme une atteinte à ses droits, et poserait en principe qu'un complot, tant qu'il n'est pas exécuté, n'est encore qu'une opinion. (2)

Quelque fût la jouissance que l'attachement de Paris eût fait goûter au consul dans la soirée du trois nivose, la nuit qui la suivit fut terrible. Il la passa levé. Un de mes amis ne le quitta pas, et m'a peint cette nuit qui peut donner la clef de bien des événemens. Tantôt plongé dans un silence farouche, tantôt agité, se promenant à grand pas, les *misérables*, les *misérables* ! furent les mots qui sortirent vingt fois de sa bouche, et il n'en proféra presque point d'autres. Malgré la saison, la nuit fut superbe. Plusieurs fois il ouvrit les fenêtres pour respirer l'air ; ses nerfs le tourmentaient. Mde. Bonaparte ne le quitta pas. Le second et le troisième consuls s'étaient présentés. Il les avait trouvés au palais à son retour de l'opéra. En les voyant il avait affecté un air serein. " Eh bien que dites vous d'une semblable extravagance ? encore s'il n'eut s'agi que de moi, passe ; mais tant de victimes ! " Les consuls répondirent quelques mots vagues ; ces mots de circonstance que tout le monde sait. Leur présence le gênait ; il les congédia bientôt. Le ministre de la police était entré ; il l'entretint

quelques minutes dans une embrasure de fenêtre ; le ministre sortit. Il revint vers deux heures du matin. Ils restèrent enfermés un quart d'heure dans son cabinet. Ils causaient encore en sortant. Le consul tenait une poignée de billets de caisse. Il les remit au ministre ; " Envoyez de suite chez les blessés. " Vous m'en donnerés la liste. S'il n'y a pas " assez, vous ajouterez. Qu'ils sachent que " cela vient de moi." Ses frères étaient entrés. Lucien lui demanda quelques détails. Il le brusqua. Il présenta la main à Joseph et ne lui dit mot. Il parla doucement à Louis. " Cela t'incomode de veiller. Vas-te coucher." Ils restèrent cependant assez longtemps encore à causer avec M<sup>de</sup>. Bonaparte. Elle était au coin de la cheminée. Il faisait froid. Il s'assit quelque fois, mais rarement. " Ne vaudrait-il pas mieux être en Egypte ? " dit il plusieurs fois à l'ami dont je tiens ces " détails. Ils le veulent, ils me le payeront " . . . . bien cher ! " A trois heures, il eut faim. On lui servit un poulet et quelques bagatelles. Vous ne mangés pas ? dit il à M<sup>de</sup>. Bonaparte. Non, répondit-elle, je préfère

du thé. — “ Du thé ! est ce que vous êtes anglaise ? Etes vous sourd ? dit il rudement à un valet de chambre. Du thé à Mde. Bonaparte.” Il but du vin de Bordeaux. C’était un extraordinaire. Il ne buvait communément que de l’eau. Il demanda du Porto. “ Un tel, (je tais le nom de la personne) buvez de ce Porto. Ils n’en ont pas de si bon.” De qui entendait-il parler ? je laisse au lecteur à le deviner. Il s’approcha de la cheminée, se mit dans une bergère, et dit, je vais dormir, et s’endormit dans l’instant. Au reste cela ne doit point étonner. Il dormait à volonté. C’était une faculté qui lui était particulière ; et ce que l’on aura peine à croire, et qui cependant est de la plus exacte vérité, c’est que cet homme, dont l’infatigable activité a rempli la terre d’étonnement, était de tous les hommes celui dont le pouls était le plus lent. A sept heures, quand le jour parut, il monta à cheval, suivi de son Mameluck Rustan, et fut visiter quelques travaux. A neuf heures il rentra et se mit au travail.

Les chefs principaux de la conjuration échappèrent aux recherches, et nous ne les

verrons reparaitre sur la scène que dans la suite. Quelques subalternes furent arrêtés et fusillés, entrautres un peintre assez jeune encore, nommé Topineau Le Brun, dont les talens étaient assez estimés, et s'étaient annoncés par un tableau de grande machine, représentant Caius Gracchus, victime d'une sédition populaire. Cet homme, disait-on, avait figuré parmi les terroristes de 93. C'en fut assez pour impliquer les jacobins dans cette conjuration.

La pacification de l'Europe suivit de près ce grand attentat. Le traité de Lunéville entre le consul, l'empereur et l'empire fut signé le 9 février : celui de Florence et des deux Siciles eut lieu le 28 Mars. Celui du Portugal avec la France et l'Espagne réunies le 7 Juin ; celui avec la Bavière le 24 août ; ceux avec la Russie le 8 Octobre et avec la Turquie le 9 ; enfin le traité d'Amiens avec l'Angleterre le 27 Mars. Tels furent les actes importans où la France, comme je l'ai fait observer plus haut, crut reconnaître le sacrifice que le consul faisait de ses ressentimens particuliers à la félicité publique et à l'humanité ; et l'amour pour lui n'en devint que plus vif. Une amnistie gé-  
né-

rale pour l'émigration, et la loi sur l'instruction publique ajoutèrent encore à cet amour : et c'était ainsi qu'il amenait la France pas à pas à presser elle même son élévation. En parvenant de la sorte au but où tendaient tous ses vœux, il se flattait d'étendre un voile sur son ambition, qu'il paraîtrait n'avoir cédé qu'à la volonté générale du peuple français, et que l'Europe croirait que l'on aurait fait violence à sa modestie en le forçant d'accepter la couronne.

Le premier mécontentement qu'il donna au peuple fut le rappel des prêtres. La révolution avait apporté d'étranges changemens dans les idées religieuses. Le peuple, celui des campagnes surtout, s'était accoutumé à se rendre le dimanche aux églises, où il chantait les différens offices sans le secours d'aucun prêtre. Si dans quelques endroits il s'en trouvait par hasard, on les payait librement ; mais dans la plupart des villages les paysans les avaient totalement oubliés, et lors qu'on leur rendit des curés et qu'il falut les payer, ou du moins ajouter à leurs pensions trop modiques, ils témoignèrent beaucoup d'hu-

meur. Dans les villes, le scandale fut plus grand encore. La seule vue d'un prêtre excitait le rire ; le rencontrait-on dans la rue, on s'arrêtait et il devenait l'objet des plaisanteries de la multitude. Le ministère des cultes fut institué. Portalis fut le premier qui l'exerça. C'était de tous les hommes celui qui y convenait le moins. Il était dévot. Il était aveugle. Son fils plus bigot encore était son secrétaire général, et pouvait abuser de la cécité de son père. Le concordat à peine en vigueur, fut violé avec une impudeur peu commune. L'hôtel, les bureaux, la table du ministre, ne désemplissaient pas des prêtres les plus fanatiques. Le concordat, par exemple, défendait expressément aux prêtres de porter à l'extérieur l'habit ecclésiastique. Ils s'en moquèrent. Leurs soutanes, leurs chapeaux bizarres, leurs calotes modernes, ridicules par leur énorme volume si opposé à la petitesse de celles dont ils se servaient sous l'ancien régime, leurs larges ceintures, enfin tout cet attirail dont on avait totalement perdu le souvenir, attirait à chaque instant les huées de la populace. Les ministres des diffé-

entes sectes protestantes eurent le sagesse de se renfermer strictement dans la lettre du concordat ; mais, les prêtres catholiques, incorrigibles dans leur vanité prétentieuse, toujours prompts à abuser des faveurs qu'ils reçoivent et incapables de renoncer à leur orgueilleux despotisme, protégés par ce ministère imbécille et caffard se figurèrent avoir reconquis tout à coup leur ancienne *importance*, aigrirent bientôt les esprits en cherchant à s'immiscer dans l'intérieur des familles, en voulant rebaptiser les enfans, recommencer les communions, sous prétexte que toutes ces choses étaient comme non avenues parce qu'elles avaient été faites, disaient-ils, par des prêtres assermentés, ou parce que la loi seulement les avait consacrées. A peine étaient ils sortis de la poussière, d'où le consul mal conseillé venait de les retirer, qu'ils reprirent leur esprit persécuteur ; ils tourmentèrent les pères et les mères en les inquiétant sur le salut de leurs enfans ; ils alarmèrent les époux sur la validité de leurs nœuds ; ils dénièrent les sacremens aux mourans en haine de telles ou telles opinions ; ils refusèrent la sépulture aux morts, excommuniés

selon eux à cause des professions qu'ils avaient exercées pendant leur vie, et les obsèques de Melle. Chamerois furent l'objet d'une scène fanatique dont le scandale s'est répété depuis aux funérailles de Melle. Raticour. Des plaintes s'élevèrent de toutes parts, et le consul vit qu'on l'avait trompé (¹) mais il n'était plus temps. On crut généralement que ce dangereux intérêt pour les prêtres lui avait été inspiré par le consul le Brun. Il est certain du moins que la cour de ce troisième consul se composait de tous les personnages que leur naissance, leur émigration, leur royalisme rapprochaient de l'ancien régime. On crut encore que c'était à le Brun que Portalis avait dû son élévation au ministère. S'il est vrai que ces rumeurs publiques eussent quelque fondement, il faut convenir que le Brun ne pouvait pas rendre un plus mauvais service à Bonaparte. Pendant tout le temps de sa puissance il n'a point eu d'ennemis plus constants, plus acharnés, et plus dangereux que les prêtres. Au confessionnal ils prêchaient la désobéissance à ses ordres ; dans la chaire, la crainte du châtiment les retenait ; ils n'osaient pas le nomi-

mer, mais leur fanatisme tonnait contre les principes philosophiques sur les quels il fondait chaque jour ses institutions et ses loix. Dans les sociétés, il n'avait point de détracteurs plus opiniâtres. Ses travaux, ses projets, ses guerres, ses exploits, ses victoires ; tout était l'objet de leur censure amère. Ils ne respectaient pas même ses mœurs. S'ils eussent justifié cette conduite par un honorable sentiment pour la patrie, ou par un attachement raisonné pour la famille des princes qui la gouvernèrent autrefois ; mais non. Ce n'est pas dans l'esprit du clergé qu'il faut chercher un patriotisme éclairé, un royalisme pur et détaché de tout intérêt personnel. Si l'on jete un oeil attentif sur l'histoire en général, et celle de France en particulier, partout on retrouvera les prêtres uniquement occupés de leurs seuls intérêts. Leurs incendiaires prédications sous Charles VI, l'abus de leur puissance sous Louis XI. leurs buchers sous François I. les déplorables catastrophes de Henri III. et de Henri IV. et mille autres exemples que l'on pourrait citer, prouveraient assez que peu importe aux prêtres que la patrie soit bien ou mal

gouvernée ; qu'ils ne font pas plus d'estime de bons rois que des méchans ; qu'ils n'envisagent que les contradictions qu'ils en éprouvent, et que la vengeance de ces contradictions est dans tous les temps le seul objet qu'ils poursuivent. Ils deshonorèrent la vieillesse de Louis XIV en lui inspirant leur intolérance ; ils flétrirent la vie du Régent en lui donnant, sous la pourpre romaine, l'exemple de la débauche ; ils bannirent Louis XV. du cœur de ses sujets parce qu'il n'allait pas à confesse ; ils abusèrent de la faiblesse de Louis XVI. en ne lui donnant que les conseils les plus dangereux dans la déplorable situation où les circonstances placèrent cet infortuné monarque. Malheureux les rois qui s'abandonnent aux prêtres ; esclaves s'ils supportent leur joug, victimes s'ils le brisent.

Les prêtres seuls rendirent la Vendée odieuse à ceux même qui attendaient leur délivrance des succès de cette guerre. Lorsque les prêtres, grâce à la mauvaise administration de Portalis, reparurent dans Paris, ce ne fut pas simplement par le ridicule que la populace les flagella. Ils devinrent quelquefois l'objet de scènes tragiques, occasionées par le sou-

venir des barbaries que dans la Vendée ils exercèrent sur les prisonniers que l'armée royaliste faisait sur les républicains. Je n'en citerai qu'une, elle suffira pour donner une idée des autres. L'Abbé Bernier, depuis Evêque d'Orléans, passe à pied dans la rue du Bacq. On réparait alors le pavé de cette rue. Cette opération embarrassait le passage. Forcé de marcher plus lentement, il lui falut gravir quelques monceaux du sable nécessaire au pavage. A l'instant où l'on s'y attendait le moins, un des ouvriers paveurs saisit un de ces pavés que l'on allait placer, s'approche de l'Abbé Bernier, et sans proférer une parole soulève ce pavé, et de toutes ses forces le lui lance sur la tête. Bernier renversé, nageait dans son sang. On l'enlève, on l'emporte. La foule se rassemble autour du paveur : que vous a fait cet homme ? lui demande t-on, pour vous être porté à cette violence ?—Mon frère était soldat, répond-il froidement, il fut fait prisonnier. Cet homme le fit fusillier avec une centaine d'autres prisonniers pendant l'élévation d'une messe qu'il disait. On arrêta ce paveur. Il fut interrogé, et ne fit point

d'autre réponse au magistrat. Faites moi punir, ajouta-t-il. Je le mérite ; on ne doit pas se faire justice soi même ; mais je vous le déclare, si l'on ne me fait pas mourir, toutes les fois que je rencontrerai l'assassin de mon frère, je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour le tuer. On retint cet homme quelques jours en prison, mais l'on n'osa pas le mettre en jugement. On craignit que la publicité des motifs qui donnaient lieu à ces sortes de scènes, ne soulevât le peuple contre les prêtres qui se montreraient dans la rue, et qu'il remplacât les huées par des voyes de fait. La police employait toutes ses ressources pour étouffer la connaissance des ces fatales représailles, mais il était impossible que les témoins qu'elles avaient gardassent le silence.

Jusques là l'on avait cru que Bonaparte avait le grand art de juger les hommes, et de ne donner à chacun d'eux que les emplois aux quels ils étaient propres. L'excellence de quelques uns de ses choix prouva qu'il le possédait et qu'il en faisait usage, quand son intérêt l'exigeait ; mais d'autres furent si contraires à l'opinion que l'on se faisait de lui, que l'on

perçut bientôt que l'on avait pris le  
 ange sur les principes qu'on lui suppo-  
 t, et qu'il ne les avait affectés que parce  
 ils étoient utiles à son ambition. Par ex-  
 emple, on avait cru longtemps, à en juger  
 r ses loix, ses institutions, et sa conduite  
 vée même, qu'il ne se dirigeait que d'après  
 philosophie. Mais à mesure que sa puis-  
 ce s'accrut, il fut aisé de reconnaître qu'à  
 star de tous les princes il commençait à  
 indre cette philosophie, et l'on vit qu'il  
 vaillait à l'étouffer avec autant d'ardeur  
 : dans l'origine il avait feint de l'encenser,  
 de la protéger. On avait excusé sur l'a-  
 ié fraternelle l'indulgence avec la quelle  
 apportait les scandales journaliers que don-  
 t le ministère de l'intérieur, confié à son  
 e Lucien Bonaparte. Là regnait une  
 alité sans exemple. Moyennant de l'ar-  
 t on était sur de tout obtenir. On enle-  
 t aux hommes les plus recommandables  
 prix de leurs services, pour en faire la  
 ye des méprisables saltinbanques dont le  
 istre faisait sa société. Un secrétaire  
 nommé Ciompi, et un nommé Duquesnoi, dont

le banqueroute occasiona la mort peu de temps après la chute du ministre, disposaient de tout. C'était peu ; par une perfidie inouïe on imputait cette vénalité aux seuls hommes qui dans le ministère en étaient exempts, afin d'avoir un prétexte pour les chasser, et se débarrasser de leur présence. Ce fut ainsi, par exemple, que on ne rougit pas de descendre à accuser un chef, nommé Camus, de s'être laissé corrompre par un don de soixante mille francs pour faire obtenir un marché à un fournisseur ; et qu'on joignit à l'iniquité de chasser cet homme innocent, la révoltante impudeur de donner une place à celui là même qui avait touché ces soixante mille francs. On murmurait contre de semblables abus, mais le titre de frère du consul était un abri sous le quel Lucien bravait la censure publique.<sup>(2)</sup>

On ne garda par les mêmes ménagemens pour d'autres nominations du consul. On a vu plus haut combien celle de Portalis avait affaibli la confiance que l'on avait eue en sa philosophie. Ce fut bien pis dans la suite, lorsqu'après la mort de ce ministre, l'empereur nomma

Portalis le fils, directeur de la librairie. Alors toute liberté de presse et de pensée fut anéantie. La moindre apparence de philosophie fut un titre de proscription. Nul ouvrage ne put paraître s'il n'était marqué d'un cachet monachal. Le journal de Geoffroy, si funeste dans tous les temps à la patrie, à la littérature, et au bon sens ; ce journal que l'on souffrit pendant plusieurs années, avec une indécence que l'on ne conçoit pas, insulter chaque jour dans un stile de porte faix à la mémoire des deux plus grands hommes du dernier siècle, Voltaire et Rousseau dont les cendres reposent au Panthéon, ce journal dis-je fut le seul protégé par Mr. le Directeur. Les gens de lettres outragés tous les matins par ce libelle permanent, constamment repoussés par les censeurs nommés par ce directeur se condamnèrent au silence. Le mal en vint à ce point, que les libraires alarmés pour leur commerce, se réunirent et présentèrent des mémoires à l'empereur pour faire cesser cet état de choses. Comme cette branche de commerce rapporte de l'argent au gouvernement, Mr. le Directeur fut sacrifié, non pas à la philosophie, mais à

l'intérêt. Qu'importe? On en fut délivré; et il disparut avec la gloire d'avoir fait pendant quelques mois rétrograder la France au quatorzième siècle.

Un choix heureux de Bonaparte, quand il n'était encore que consul fut celui de Fourcroy. Il lui confia l'instruction publique. Ce savant illustre était encore au dessus du siècle qui l'avait vu naître. Il débarassa toutes les méthodes d'enseignement des préjugés qu'elles retenaient, et dont l'influence est si dangereuse pour les enfans, parce qu'elle se grave pour jamais sur leur imagination flexible. Il ne délégua l'éducation qu'à des hommes exempts d'esprit de corps, au dessus des routines, capables de former des citoyens, des hommes instruits, de dignes fonctionnaires publics. Il voulut que l'éducation fut uniforme; et d'après les principes sur les quels il la baza il la rendit tout à la fois nationale et constitutionnelle. Au reste, personne n'ignore que Fourcroy était un des premiers savans de l'Europe, et que c'est à lui que la chimie a dû l'avancement immense qu'elle a obtenu depuis quarante ans. Quelques années après, quand

Bonaparte voulut organiser plus en grand l'instruction publique et recréer l'université, ce fut Fourcroy qu'il chargea de dresser le plan de ce grand édifice. Il s'en occupa avec un zèle, une constance, une application égales à sa haute intelligence. Il employa plusieurs mois à cet important travail. Tout le monde en conséquence s'attendait à le voir nommer grand maître de l'université ; malheureusement il s'y attendait lui même, et lui seul dans le fait y avait des droits incontestables. Quel fut l'étonnement général en voyant Bonaparte appeler à cette place Mr. de Fontanes, homme d'esprit sans doute, mais dont la réputation littéraire, très préconisée par des proneurs, se bornait cependant à une imitation en beaux vers d'une pièce d'un célèbre poète anglais, et ne le mettait pas de niveau avec la place que Bonaparte lui donnait. La révolution française qu'il avait en partie passée chez l'étranger ne lui devait aucune reconnaissance ; il n'avait eu aucune part au travail dont cependant il allait recueillir tout le fruit ; enfin on redoutait ses principes anti-philosophiques ; et cette nomination paraissait d'autant plus

singulière, que son attachement pour Bonaparte était douteux aux yeux d'un grand nombre de personnes. Au reste le choix de quelques personnes à, qui le nouveau grand maître confia la direction d'une partie des lycées, ne fut rien moins que rassurante. Beaucoup de pères virent que l'on allait faire de leurs enfants des moines ou des jésuites. Mais Bonaparte ne voulait que des soldats. Il n'était pas sain de lui résister, et l'éducation militaire, dont les inconvénients sont encore moins grands que ceux d'une éducation jésuitique, vint heureusement garantir cette portion de la génération naissante des momeries dont on se proposait de l'accabler, et sauva aux pères le malheur de se trouver exposés dans la suite à reconnaître qu'ils n'avaient donné le jour qu'à des tartufes ou à des familiers de l'inquisition.

Fourcroy ressentit vivement l'injustice et l'affront que Bonaparte lui faisait, en confiant à un autre l'exécution d'un plan qui lui avait coûté tant de veilles et de méditations. La noble fierté de son caractère ne lui permit pas de descendre aux plus légères réclamations ;

mais sa sensibilité profonde ne put dévorer une ingratitude aussi marquée. Sa santé s'altéra. Ses nombreux amis, son fils, ses sœurs, son épouse dont il était adoré ne purent triompher de ses chagrins. Encore dans la force de l'âge, il s'avança vers sa dernière heure. Conseiller d'état, sa faiblesse l'empêcha à la longue de remplir les devoirs de cette place. Bonaparte s'aperçut de son absence. Il sut qu'il était malade. Il en parla à Corvisart son premier médecin. Honneur à Corvisart dont la généreuse franchise ne lui déguisa pas les justes sujets de mécontentement dont la vie de Fourcroy était empoisonnée. Bonaparte traita cela de bagatelle. Qu'il se console, dit-il à Corvisart. Allez lui dire que je le nomme Directeur Général des mines. Réparation tardive ; Fourcroy était mort le matin. Cette indifférence de Bonaparte à la nouvelle des chagrins de Fourcroy fait peine. Il s'estimait donc bien peu pour être surpris que la perte de sa confiance pût affecter un galant homme.

Un autre de ses choix généralement approuvé fut celui qu'il fit du comte de la Cépède pour grand Chancelier de la légion

d'honneur. Une institution, dont la puissance ne s'exerce que sur l'imagination, et repose entière sur les idées que l'homme attache à l'honneur et à la gloire, ne pouvait être confiée qu'à celui dont la délicatesse était exquise ; que sa naissance chevaleresque rattachait à tous les sentimens dont l'héroïsme se compose ; à qui le long usage des convenances avait appris à modifier sa politesse au gré de toutes les classes ; qu'à un homme enfin, en harmonie par l'élévation de son ame avec tous les guerriers, par la bonté de son cœur avec tous les citoyens utiles, et par les connaissances de son esprit avec tous les gens instruits. La Cépède tenait un rang illustre parmi les savans de l'Europe ; il en tenait un plus précieux encore parmi les hommes les plus vertueux de la France. Bonaparte aurait pu dire de lui ce que Henry IV disait de Sully. Je l'ai toujours présenté avec avantage à mes amis et à mes ennemis. Mr. de la Cépède est du très petit nombre de ces hommes d'état, que l'on déplace, mais que l'on ne remplace pas, et que les disgraces n'atteignent jamais, parce que leurs disgraces sont toujours injustes. Je

m'honore d'être jusqu'à la mort Pélisson pour ce ministre qui jusqu'à la sienne ne sera jamais Fouquet.<sup>(3)</sup> C'est le seul des choix faits par Bonaparte dont on ne l'a jamais vu se départir. Il mit à sa conservation une opiniâtreté qui lui fait honneur. Dix fois il refusa la démission de ce ministre, que ses passions douces rappelaient sans cesse aux charmes d'une vie paisible et studieuse.

Bonaparte déjà maître de la France sous un titre républicain marchait, d'un pas égal, vers la souveraineté d'Italie. C'est le seul des potentats qui se soit jamais permis d'ordonner à une nation de se transporter hors de chez elle, pour venir recevoir de lui les lois qu'il voudra lui donner. Ce grand acte de despotisme est si extraordinaire, qu'il reçoit de sa nouveauté même un caractère de grandeur que l'on ne peut s'empêcher d'admirer ; et, ce qui peut-être est plus extraordinaire encore, c'est que l'Italie obéit. Elle vint à Lyon dans ses députés, se prosterner à ses pieds ; et cette assemblée que l'on nomma **CONSULTE** reçut des mains de son vainqueur une constitution, une organisation, et un nom nouveau

qu'elle reporta dans sa patrie. La république Italienne remplaça la république Cisalpine, et sollicita de la bienveillance de Bonaparte, comme un insigne faveur pour elle, qu'il daignât accepter la place de président de la république nouvelle. Il lui accorda *cette grace*.

Dans cet empressement de voler au devant des fers de Bonaparte la France n'a rien à envier aux autres nations ; et la même année va le voir élever au consulat pour dix ans et au consulat pour la vie. La flatterie croissait en proportion de sa puissance. Le corps législatif n'attendit pas à être provoqué pour lui décerner cet hommage d'une confiance illimitée, que le sénat, déjà façonné à une obeissance imperturbable, s'empressa de sanctionner, en enchérissant encore sur les législateurs par le Sénatus Consulte qui lui donnait le droit de se choisir un successeur. Quand on rapproche cette adulation du corps législatif, dont j'expliquerai ailleurs les véritables motifs, avec la seditieuse opposition de quelques uns de ses membres au mois de Décembre 1813, pour peu qu'on ait le cœur français on ne peut résister à l'indignation.

que l'on éprouve. Il est bien temps de se plaindre de la tyrannie d'un homme, quand on la conduit par la main au faite de la tyrannie. Cette haine pour la tyrannie, il fallait l'avoir en 1802. Alors la France eût été sagement gouvernée, parce qu'il avait toutes les qualités nécessaires pour gouverner sagement. Alors dix guerres désastreuses n'eussent pas été entreprises, et quelques millions d'hommes vivraient encore : mais attendre que toutes les générations françaises soient décimées par les combats, que l'Europe entière soit désolée, qu'un deuil universel couvre la terre ; attendre que le sang dispute aux fleuves le droit d'arroser les moissons, que chaque mère soit poursuivie sur sa couche par le spectre de ses enfans immolés par la guerre, que chaque matin vous rappelle aux funérailles du jour, quand on est encore fatigué des funérailles de la veille ; attendre que la présence des ennemis imprime aux premiers reproches toute l'ignominie de la lâcheté ; c'est unir à la honteuse bassesse des esclaves flagellés, la honteuse bassesse des esclaves révoltés. Où est l'excuse du corps législatif ? Le tribunal ne

lui donnait-il pas l'exemple de la courageuse résistance? Bonaparte frappa le tribunal. Eh bien! qu'importe? Il tomba du moins avec gloire. Mais vous! qui affectez aujourd'hui de vous plaindre de la tyrannie, votre cœur ne vous à jamais rien dit contre elle. O honte! Il a falu que les esclaves du Nord vinssent apprendre à des français qu'ils n'étaient pas faits pour être esclaves. Quand on n'a pas eu le courage de briser ses fers, on à mauvaise grace de les maudire; et c'est être toujours esclave que d'attendre l'humiliation de la patrie pour affecter l'orgueil de la liberté.

Que l'on avoue avec franchise que l'on regrette d'avoir connu trop tard la chaîne que l'ambition, la politique profonde et l'adresse dirigée par toutes les ressources du génie imposèrent à une grand nation; mais qu'on ne dise pas que l'on a vu forger cette chaîne avant que le poids s'en fit sentir; cela n'est pas vrai; et il serait heureux pour ceux qui le disent qu'on leur prouvât qu'ils profèrent un mensonge. S'il en était autrement, ils s'avoueraient criminels. Prévoir la tyrannie, et

concourir à la développer, à l'affermir, à la rendre inattaquable, c'est s'accuser de haute trahison envers la patrie ; et l'on renonce au droit de se plaindre de la tyrannie quand on s'en déclara volontairement complices. Remettons les hommes et les choses à leur place. Refusons à ces hommes cette vanité de prévoyance, dont ils se targuent aujourd'hui, et accordons leur ce qui leur appartient. C'est à dire cette inconséquence, cette légèreté de jugement que le français apporte dans tous les événemens et qu'il appliqua plus que jamais à son admiration pour Bonaparte. Et comment deviner l'homme, que l'on voyait chaque jour se renforcer en modestie ; décéler par ses actions la pesanteur du pouvoir ; chercher à s'en soulager en accroissant sa popularité ; multiplier la familiarité de ses communications avec les grandes autorités ; rapporter tout à la gloire de la république ; tandis que les puissances voisines se teignent insensiblement de ses couleurs, affecter de n'en refléter d'autres que celles qu'il reçoit du peuple français ; ne parler de l'asservissement de l'Italie, des loix imposées à la Suisse, de la rupture avec l'An-

gleterre, de l'envahissement du Hanovre, des préparatifs de Boulogne, de la malheureuse expédition même du Général le Clerc aux îles, que comme des hommages rendus à la liberté des peuples ; peindre sans cesse la mer esclave, pour s'annoncer comme le vengeur de l'humanité désolée ; appeler sur lui la gratitude du commerce, en caressant son intérêt par la brillante idée de la liberté des mers ; celle des ames religieuses par le rétablissement du culte ; celle des sages par la profession des idées libérales ; celle de tous les partis par l'adroite politique de n'en écarter ni de n'en craindre aucun ? Il savait bien mieux que ces prétendus devins qu'en livrant la France à la magie de l'admiration il ravissait aux hommes la puissance de l'étudier, et qu'en les forçant de consacrer tous leurs momens à le louer il ne leur en resterait aucun pour le pénétrer. L'on n'avait pas à faire à un chef de factieux ordinaire. Ce n'était pas assez de quelques fragmens de peuple pour composer sa faction, il lui fallait des peuples entiers ; que l'on se respecte donc assez aujourd'hui pour convenir que l'on était sous le charme,

et que l'on a cédé au torrent sans prévoir dans quel abîme il le précipiterait.

Cette expédition aux îles que commandait le général le Clerc, beau frère de Bonaparte, entreprise pour soumettre les nègres, ne fit au contraire qu'accélérer le complètement de leur indépendance. Les différentes interprétations que l'on donnait à la mort, en apparence prématurée, de Toussaint Louverture, n'étaient par faites pour inspirer la confiance aux chefs noirs; l'insurrection du Cap fut décisive. Des salines commandait les nègres. Obéir pour obéir ils préférèrent se donner pour maître un homme de leur couleur, et telle fut l'origine de ce petit empire qui s'élève maintenant aux Antilles, et qui fera peut-être un jour payer bien cher à l'Europe l'espèce de mépris avec le quel on en parle encore aujourd'hui. L'insalubrité de l'air fut plus funeste que la guerre à l'armée de le Clerc. La fièvre jaune la détruisit presque en entier. Officiers, soldats, employés, tout en fut atteint. Le général même en fut victime. Les foibles débris de ce grand armement passèrent sous le commandement du général Rochambeau, et le sort.

des armes dans la suite les conduisit dans les prisons de l'Angleterre.

La France à cette époque receuillait également les restes de la fameuse expédition d'Égypte. Les généraux Regnier et Menou les conduisaient. Desaix avait revu la France bien plutôt. Il avait scellé de son sang la victoire de Marengo remportée à l'heure même où Kleber, le successeur de Bonaparte au Caire, tombait sous les coups d'un assassin. Il pénétra dans le jardin où le général se promenait, lui remit une lettre, et le poignarda dans le moment où il en faisait la lecture. Ce misérable était un jeune osmanli, sans aveu, sans fortune, et musulman de religion ; il commit ce crime par fanatisme, et crut faire une action agréable au prophète en tuant un *infidèle*. Il fut arrêté et supplicié. La mort de Kleber fut un malheur pour le consul. On supposait qu'il ne l'aimait pas. Mais l'invraisemblance trahissait la malice des conjectures. On déroba autant qu'il fut possible aux regards le spectacle déchirant des tristes débris de cette armée si brillante de jeunesse, et de force à son départ. Le cœur était déchiré en voyant

les infortunés qui avaient survécu au climat et aux combats, revenir presque tous mutilés, privés de la vue que la reverbération des sables leur avait ravie, et à peine couverts par de misérables haillons. Mais qu'était il besoin du soin que l'on prenait pour épargner ce chagrin au peuple, ou pour mieux dire, pour épargner au consul les reproches que méritait son ambition, origine première de cette expédition. Une chose bien plus *importante* occupait nos français. C'était l'abjuration du général Menou. Le général Menou mahometan, ayant subi le baptême de sang, portant le nom d'Abdalla, et en musulman fervent possesseur de plusieurs épouses, voila dans le retour de l'armée d'Egypte ce qui méritait attention!!!

Cependant les années marchaient, et insensiblement le consul disimulait moins. Les messages au Sénat étaient plus impératifs. La haine contre le Tribunat se prononçait plus ouvertement. Déjà l'on signalait dans ce corps le parti de la cour, et celui de l'opposition. Les tribuns usaient assez souvent dans leur discours de cette formule : *Tribuns du peuple.*

Cette expression fut d'abord livrée aux plates et amères diatribes des journaux salariés. Bientôt après elle fut officiellement interdite. Ils s'étaient exprimés avec beaucoup d'indépendance lors qu'il avait été question du consulat à vie, et surtout lors de la discussion du code civil. On redoutait bien plus encore leur audace républicaine à l'approche du grand événement qui se méditait, et dont quelque bruit perçait déjà dans le public. On affecta de les laisser tomber dans une sorte de disgrâce. Les jours de grandes audiences le consul ne leur adressait que quelques mots insignifiants. A la cour on les traitait assez hautement d'héritiers des jacobins. Leurs orateurs passaient pour terroristes. C'était disait on, un corps totalement incohérent avec la constitution actuelle; avec cette masse turbulente il est impossible au consul de faire tout le bien qu'il desire. S'agit il de contredire quand il faut tout réparer? à quoi bon payer si cher une assemblée dont l'unique affaire est d'entraver la marche de l'administration? avec les quinze cent mille francs que coûte le tribunal, le

consul aurait de bonnes chaloupes canonnières, et cela vaudrait bien mieux. Ce corps est une superfétation dans l'ordre actuel. Ces discours que le consul laissait tenir autour de lui sans les faire cesser passaient de la cour à la ville ; on les répétait, on les colportait dans toutes les sociétés ; et c'est ainsi que l'on préparait le public à voir avec joye la chute du tribunat quand il plairait à Bonaparte d'en indiquer l'instant.

Sur ces entrefaites la conjuration de Cadoudal éclata. Les fronts se renbrunirent et les regards devinrent plus sombres. Il ne s'agissait point ici de ces sortes de conspirations royalistes dont la Convention et le Directoire feignirent tant de fois de s'occuper sans que le public les imitât. Aujourd'hui toutes les attentions s'éveillèrent quand on vit les noms de Pichegru et de Moreau mêlés à ceux des conjurés. Pendant la puissance de Bonaparte deux especes de *dictons* se sont maintenus parmi le peuple avec une ténacité peu commune, sans rien perdre de l'impression qu'ils faisaient sur les esprits. Tant que Bonaparte ne fut que consul, on répétait à tous propos : mon

Dieu! que deviendrions nous si on venait à le perdre? quand il fut empereur la phrase changea, on dit alors : mon Dieu! que deviendrions nous s'il mourait sans enfans. Ces phrases triviales étaient un véritable talisman. Avec la première, on avait trouvé le secret de faire considérer comme un bienfait les mesures inquisitoriales que prenait souvent la police. Avec la seconde on réussit à justifier la dissolution du mariage de l'impératrice Josephine. Jamais la première de ces phrases ne fut plus souvent répétée dans les groupes populaires que pendant le procès de Moreau. Elle était le refrain de tous les discours; et si quelques uns des partisans de ce général élevait la voix pour le disculper, soit dans les groupes, soit dans les cabarets, soit dans les environs du palais de justice d'où la foule ne désempara pas tant que durèrent les débats du procès, il se trouvait toujours là quelques hommes dont le costume semblait tenir à la classe des ouvriers qui feignaient d'approuver ce que disaient les défenseurs de Moreau, mais en revenaient toujours à la phrase habituelle; vous avez raison, disaient ils, mais enfin si

nous venions à le perdre, que deviendrait on ? que deviendrait la France ? et les auditeurs de dire : oh ! oui, ce seroit un grand malheur. Que resultait il de là ? c'est qu'en grossissant ainsi dans l'imagination du peuple l'embarras où se serait trouvée la France en perdant Bonaparte, on rendait tout à la fois et le consul plus précieux, et les accusés moins intéressans, puis qu'ils étaient soupçonnés d'avoir voulu attenter à sa vie.

Ce procès eut cela d'odieux, c'est que la réputation militaire des deux généraux qui s'y trouvaient compromis, donnait à penser à beaucoup de gens qu'un sentiment de basse jalousie avait déterminé Bonaparte à souffrir qu'on les mit en jugement. Mieux conseillé, et quand bien même il eut été convaincu qu'ils avaient trempé dans la conjuration, il aurait du affecter de regarder la chose comme impossible ; affirmer hautement que l'idée d'un crime ne pouvait entrer dans des ames si généreuses, et les prendre l'un et l'autre sous sa sauvegarde souveraine. L'avantage qu'il eût retiré d'une semblable conduite est incalculable. Il est certain que les amis de

Moreau étaient nombreux, que leurs propos donnèrent quelques inquiétudes à la cour, et que l'on pouvait craindre un soulèvement en sa faveur si les juges eussent prononcé son arrêt de mort. Il n'eut pas lieu. La condamnation ne porta qu'un exil d'une durée limitée. Ses partisans se contentèrent de dire, qu'on n'avait pas osé le condamner. Mais je me meffie de ce propos même ; il eut été déplacé dans leur bouche ; car si l'on n'avait pas osé le condamner, il était donc condamnable ; et cette conséquence que l'on pouvait en tirer, rendait le propos totalement à l'avantage de son adversaire.

Mais l'on ne touchait pas encore au dénouement de ce drame, lorsque le Sénat en corps vint mettre la couronne impériale aux pieds de Bonaparte. La surprise fut générale. Si quelquefois dans les conversations particulières, on avait-dit Bonaparte sera roi, Bonaparte sera empereur, si l'on avait prétendu même lui assigner un titre et décider d'avance s'il prendrait celui d'Empereur des Gaules on s'il ferait revivre le titre d'Empereur d'Occident, il n'en est pas moins vrai que ces

sortes de discussions n'avaient rien de sérieux et qu'elles ne paraissaient pas s'écarter de la classe de ces questions que dans le monde on ne met en avant que pour exercer l'esprit. Il est certain que personne n'était préparé à ce grand événement, que dans toute la France les opinions individuelles n'envisagèrent que sous le point de vue qui leur était relatif. Les républicains virent dans un moment s'évanouir leurs plus douces illusions. Le titre de consul flattait leur oreille parce qu'il se rattachait à des idées de grandeur et de liberté dont ils avaient acheté chèrement la jouissance par quatorze ans de tourmentes révolutionnaires, tandis que celui d'empereur, inséparable pour ainsi dire du souvenir de César, n'offrait plus la même garantie à l'indépendance dont ils croyaient jouir. Il répugna moins aux partisans de la royauté, parce qu'ils allaient retrouver les formes monarchiques. Bonaparte n'était pas peut-être le roi qu'ils voulaient, mais enfin d'anciens souvenirs s'effaçaient insensiblement parmi les nombreux émigrés rentrés ; on leur rendait une cour, des titres, des cordons, des hon-

neurs ; les rangs allaient cesser d'être confondus, et ils se resaisissaient du moins d'une faible partie des objets dont le sacrifice leur avait été si pénible. Les chefs de l'armée, que les rayons du trône allaient environner d'un éclat plus imposant ; les hommes de l'ordre civil que de grands services, ou de grands talens, avoient fait monter à des emplois éminens dont une dinastie nouvelle garantissait la durée ; les modernes enrichis dont l'orgueil apercevait le berceau d'une noblesse nouvelle ; les artistes dans tous les genres dont la gloire et la fortune se trouvent mieux du fasté des empires que de la simplicité des républiques ; le commerce de luxe dont les nombreuses branches ont besoin pour prospérer de la pompe des cours, et qui semblables au lière dont le développement est plus vigoureux sur les vastes murs des antiques tours que sur les murailles modestes des cabannes, cherchent pour s'étendre davantage la vaste enceinte des palais ; toutes ces classes virent naître l'empire avec joye, plus frappées à coup sur de la création d'un régime ou leur égoïsme trouvait son intérêt qu'alarmées du succès inattendu de

l'ambition d'un homme que personne n'avait calculée. Bonaparte, en mettant ainsi tout-à-coup une si grande distance entre le peuple et lui, perdit en amour ce qu'il gagna en majesté ; la confiance ne s'altéra point encore ; mais le respect amena la crainte ; et en troquant le titre de grand homme contre le titre d'empereur, il ravit à ses actions les jugemens de l'enthousiasme pour les livrer aux arrêts de la sévérité. En s'élevant il se mit en spectacle, et l'on jugea l'acteur sans lui tenir compte de la difficulté du rôle.

Il est ordinaire que dans Paris l'événement du jour absorbe à l'instant la vive impression que faisait l'événement de la veille. Cela tient à ce goût pour l'inconstance, à cet amour des changemens qui distinguent le peuple de Paris des autres peuples, même français. C'est une ressource dont les divers gouvernemens ont plus d'une fois usé pour distraire son attention de certaines circonstances, sur lesquelles il leur importait qu'elle ne s'appesantit pas. Ce fut ainsi, par exemple, qu'en 1813 le fameux procès de Michel Jeune, adroitement jeté au milieu de Paris, détourna tous

les regards des opérations de la guerre. Pendant cet intervalle, Leypsich eut le temps de vieillir et l'on n'y songea pas. Cette fois, il n'en fut pas de même. Le phénomène de l'apparition de la pourpre impériale ne refroidit point l'intérêt que l'on portait au procès de Moreau. C'est qu'ici la curiosité n'avait sa source que dans l'esprit de parti ; que dans les peuples comme dans les individus cet esprit de parti dénature les traits distinctifs du caractère, et qu'enfin en dernière analyse, l'empereur dans ce grand procès se trouvait en jugement tout aussi bien que Moreau. La mort de Pichegru vint jeter sur cette affaire une teinte de cruauté dont Napoléon ne put éviter la défaveur. Je ne souillerai pas la noble profession d'historien en prêtant à des bruits publics le caractère de la vérité, et en cherchant à m'approcher de conjectures en conjectures jusqu'à la main de qui l'ordre d'un crime aussi révoltant aurait pu tomber. Je dirai simplement que jamais roman ne fut plus invraisemblable, que celui du genre de mort que l'on attribua à ce général. Quand un mensonge criminel veut accuser un homme

d'avoir mis un terme à sa vie, il faut du moins qu'il lui rende la mort physiquement possible. On prétendit qu'il s'était étranglé avec sa cravate, et que pour la serrer avec plus de force il avait employé un rouleau de bois à peu près semblable à celui dont se servent les moissonneurs pour lier les gerbes. On ne peut rien inventer de plus absurde. Malheureusement pour Napoléon, l'attentat non moins révoltant et peut-être plus inutile encore de la mort du Duc d'Enghien, qui suivit de si près celle de Pichegru donna une autorité incontestable à l'opinion de ceux qui l'accusèrent d'avoir donné l'ordre de celle de ce général. Mais il y a cette différence entre ces deux grands crimes d'état, que l'un à eu pour ainsi dire l'Europe pour témoin, et que l'autre s'est commis dans l'ombre; c'est à dire entouré de ce mystère qui n'est connu que de la tyrannie et la rend plus odieuse et plus épouvantable encore. En pareil cas l'impartialité de l'historien, quand la preuve des faits lui manque, doit à la postérité la connaissance des diverses interprétations données à un événement quelconque à l'époque même où il se passa. Je

viens de dire qu'en général les soupçons s'attachèrent à la personne de Napoléon ; je dois maintenant rendre compte d'une autre version que l'on ne répandait qu'avec une extrême circonspection, que l'on ne se disait que dans l'intime confidence, et qui ne trouva que peu de crédit parce qu'on la crut fabriquée pour innocenter l'empereur. Quoi qu'il en soit, la voici.

Pichegru, lors de sa proscription au 18 Fructidor, avait laissé des amis dans le Conseil des Anciens. Plusieurs de ses compagnons d'infortune à Sinamary avaient revu la patrie ; quelques uns même y occupaient alors des emplois importants. Il ajoutait à ce nombre de partisans quelques amis qu'il s'était acquis en Angleterre, pendant le séjour qu'il y avait fait en s'échappant de la Guyane. Quelques personnes prétendirent, comme je le disais tout à l'heure, que lorsqu'il fut arrêté à Paris, lors de la conjuration de Cadoudal, ses amis qui jugèrent que sa perte était certaine, résolurent de le sauver. Il ne leur fut pas difficile en se cotisant de former une somme assez forte pour tenter le Concierge de la prison où il

était détenu. L'on s'en assura en effet ; c'était le plus difficile. Ce Concierge, pendant les jours qui précédèrent l'évasion du général, prétextant, dit-on, que des ordres lui recommandaient de redoubler de sévérité dans sa surveillance sur Pichegru en commit la garde à son guichetier de confiance, et dès lors l'entrée de sa chambre ne fut plus permise qu'à cet homme, et les autres guichetiers ses camarades ne s'inquiétèrent plus de ce qui pouvait s'y passer. On se procura à l'hôtel dieu un cadavre à peu près de la taille du prisonnier que l'on acheta pour les dissections de l'amphithéâtre. On l'introduisit facilement pendant la nuit dans la prison dont le Concierge avait ennivré tous les guichetiers à l'exception de celui qui était dans la confidence. On revêtit ce cadavre des habits que Pichegru était dans l'habitude de porter, on le plaça sur le lit, et le guichetier lui arrangea autour du col la cravate de la manière dont je l'ai dit plus haut, se figurant qu'à cet aspect on ne douterait pas qu'il ne se fût étranglé. Ce fut ainsi que le lendemain l'état du corps fut constaté lorsque l'on fit la visite, et l'on fut si convaincu

qu'il s'était donné la mort que l'on ne s'occuppa point de vérifier l'identité du cadavre, que l'on enterra rapidement. Le guichetier, à ce que rapportait la version que je cite, avait préféré d'arranger ainsi le cadavre à l'idée bien plus naturelle de le pendre à la muraille, dans la crainte que dans cette position, se trouvant plus en vue, la supercherie ne fut plus facilement découverte par les personnes qui viendraient dans la chambre le lendemain. Ainsi, aurait été sauvé le prisonnier si l'on pouvait en croire à ce rapport. Bien longtemps après je me suis hasardé de demander à la personne de qui je tenais cette anecdote, fausse ou vraie, si elle savait ce qu'il était devenu. Elle me répondit qu'il était passé dans l'Inde par la voye de Constantinople, qu'il y avait pris du service dans la compagnie Anglaise, mais que depuis plus d'un an l'on n'en avait point reçu de nouvelles. Au reste on donnait dans le temps pour raison de la timidité avec laquelle on rapportait ce fait, la crainte de compromettre vis-à-vis de l'empereur les proscrits de Fructidor revenus en France, et de les exposer à son ressentiment.

Débuter ainsi dans la carrière impériale, c'était y débiter sous de sinistres auspices. Etre soupçonné d'avoir sacrifié Pichegru à la haine et à la jalousie, et d'avoir immolé d'Enghien à l'ambition, c'était charger les alarmes présentes de prophétiser les alarmes de l'avenir, et le mécontentement public se manifesta par le peu d'acclamations qui se firent entendre à son passage la première fois qu'il se rendit en grande cérémonie au Sénat. Le sentiment pénible que la mort de Pichegru avait fait éprouver ; la condamnation des conjurés dont le supplice de plusieurs affligea parce que c'était une belle occasion pour Napoléon d'user pour la première fois du droit de faire grâce ; la funeste impression qu'avait faite la catastrophe du Duc d'Enghien, dont on apprit tout à la fois et l'arrestation, et l'arrivée à Vincennes, et la fin tragique, voilà quelle fut la cause de la froideur de peuple, que la magnificence du cortège avait attiré ; et l'on n'obtint qu'à prix d'argent quelques uns de ces cris d'allégresse qu'à peine deux mois avant la multitude lui prodiguait encore avec tant d'empressement. Il est certain que la mort du Duc

d'Enghien frappa de stupeur tout Paris. Il n'était pas une seule maison où cet événement ne fut l'objet de l'entretien. On parlait du Duc d'Enghien partout, excepté dans les lieux publics : la tyrannie était commencée.

On cherchait vainement quels pouvaient avoir été les motifs d'un acte, on l'on retrouvait tous les caractères de la perfidie, de la barbarie, et de la cruauté : de la perfidie, puisqu'il passait pour constant que le territoire de Bade avait été violé, et que l'on avait abusé de la violence et de la faiblesse du grand Duc pour enlever le Duc d'Enghien ; de la barbarie, puisque l'on affirmait que le Duc d'Enghien en arrivant à Vincennes avait demandé comme une faveur spéciale d'entretenir l'empereur pendant une demie heure, et que quand'il y va de la vie d'un homme il est en effet barbare de repousser un entretien, qui peut amener telle explication capable peut être de le sauver ; (4) de la cruauté, parce que dans l'opinion générale livrer un homme à une commission, ou ordonner qu'on le tue, c'est précisément la même chose. Pourquoi refuser de voir un jeune homme, intéressant par ses vertus et

on courage, prisonnier, désarmé, et dont l'arrestation n'entraînait aucune conséquence? était-ce une crainte de se laisser attendrir? mais dans un souverain une semblable crainte est barbare. Pourquoi le faire périr? qu'avait l'empereur à redouter? nulle armée ne menaçait les frontières. Avait-il un parti dans l'intérieur? son voisinage de la France se rattachait-il à la conjuration de Cadoudal? mais cette conjuration était découverte, les chefs avaient été jugés, elle n'existait plus. Pourquoi faire mourir un homme dont l'existence avait totalement cessé d'être à craindre? alors ce n'est ni punir, puisqu'il n'y a point de délit; ni se venger, puisqu'il n'y a point d'outrage; ni se débarrasser, puisqu'il n'y a point de rivalité; c'est assassiner, voilà tout.

Napoléon n'a pas ignoré que non seulement toute la France, mais encore toute l'Europe l'accusait. Comment a-t-il gardé le silence? a-t-il pensé qu'une justification dégraderait la majesté impériale? elle l'eut relevée au contraire. Si elle n'eut pas été généralement admise, elle aurait au moins divisé les avis; elle eut entraîné des discussions dont il eut pu

tirer avantage ; mais n'en présenter aucune, c'est avouer tacitement que l'on sent la faiblesse de toutes celles que l'on pourrait hasarder. Quand la raison d'état conduit un souverain à se permettre de semblables actes, s'il est vrai que jamais la raison d'état puisse justifier un attentat, question qu'il n'appartient qu'à Machiavel, Philippe II. ou Richelieu de résoudre, quand, dis-je, la raison d'état commande de semblables actes, l'acte une fois commis, la raison d'état cesse ; alors à quoi bon la taire, et ne pas dire avec franchise : la dignité de ma couronne, la sûreté de ma personne, la tranquillité du peuple que je gouverne couraient tels dangers ; et il ne restait d'autre parti pour les faire cesser que celui que j'ai pris. Napoléon ne donna pas cette explication : il se tint sur la réserve, même avec ses plus véridiques amis. Ils étaient en bien petit nombre, mais enfin on en comptait jusqu'à trois à sa cour. Eh bien, dit-il le lendemain à l'un d'eux, eh bien, que dites vous de l'événement de cette nuit ? je souhaite que vous n'ayiez pas à vous en repentir, lui répondit celui qu'il venait d'interroger.

Napoléon ne repliqua rien, et changea de propos.

Le motif de la haine de Napoléon pour le Duc d'Enghien ne pouvait se trouver que dans le procès de Georges Cadoudal. Je connaissais un des commis qui travaillèrent pendant trois ou quatre mois au dépouillement des pièces originales de ce procès. En causant avec lui, il me dit que dans son travail il avait eu connaissance de l'un des mémoires que Pichegru avait présentés à Moreau pour le déterminer à entrer dans la conjuration. Que par ce mémoire il paraissait que Pichegru avait formé le projet de placer sur le trône, à l'exclusion de la branche aînée des Bourbons, le Duc d'Enghien, qu'il préférerait à cause de la capacité de son génie, de ses dispositions pour l'art de la guerre, et de l'intérêt plus intime qu'il inspirerait à une nation belliqueuse, par les souvenirs qu'elle gardait de l'héroïsme de ses ancêtres. Il présentait à Moreau comme possible, comme présumable même, la renonciation de la branche aînée en faveur du Duc d'Enghien. " L'Europe sera " satisfaite en voyant un fils du grand Condé

“ sur le trône de France. Peu lui importe  
“ le quel? et d'ailleurs quand il sera roi, ce  
“ sera à lui à défendre ses droits.”

Je n'ai pas vu cet écrit prétendu. A-t-il jamais existé? s'il exista, la mémoire de ce commis après un an d'intervalle au moins était-elle fidelle? n'était ce point aussi une fable qu'il inventait, pour se donner un air d'importance en me faisant croire qu'il avait été initié dans quelques secrets? mais en admettant pour un moment que cet homme dît la vérité, et en supposant que ce mémoire eût été connu de Napoléon, cela suffisait-il pour le déterminer à faire mourir le Duc d'Eughien? un prince est-il passible de toutes les chimères dont l'imagination d'un chef de parti peut se repaître? où était l'approbation du Duc? était-il vraisemblable même qu'il eût donné les mains à un projet qui l'eût mis lui même en opposition avec le prince que, dans son opinion sans doute, il devait regarder comme son souverain? quand l'existence de ce mémoire serait démontrée, quand on aurait la certitude que Napoléon en eût eu connaissance, cela ne le justifiait pas. Si cette justification est

possible, lui seul en possède la clef, il n'appartient qu'à lui de révéler ce secret. Qu'il y prenne garde. Les preuves de son innocence seraient-elle incontestables, il s'est placé dans une telle position envers les hommes, qu'elles paraîtraient toujours controuvées si elles étaient publiées par d'autres que par lui. Le titre seul de son défenseur serait un droit à l'incrédulité, et lui même s'il lui était donné d'établir cette innocence d'une manière irrécusable, il n'échapperait point au pyrrhonisme de la plupart des contemporains ; mais cela ne doit point l'arrêter. L'Europe entière l'accuse d'un crime. S'il se tait, à cette accusation l'histoire ajoutera la sienne. Elle le doit. C'est un devoir qu'elle remplira. Lui seul peut la forcer à en remplir un autre.

L'on s'épuisa en conjectures de tout genre pour deviner au quel de ses courtisans on pouvait assigner la coupable bassesse de lui avoir donné le conseil de commettre ce crime. Avant tout il aurait fallu savoir s'il avait pris conseil de quelqu'un. En général on parut s'accorder à faire à deux hommes le déplorable honneur d'avoir été consultés dans cette

affaire, comme si une consultation semblable pouvait avoir eu des témoins pour en savoir quelque chose. On ne peut se figurer avec quelle impertinente assurance une foule de gens à Paris annoncent ainsi ce qui se passe dans le cabinet des souverains ; on leur entend dire avec un sang-froid risible, le roi a dit telle chose à monsieur tel ; ils étaient tête à tête. Cela est certain. Ainsi d'après ces gens si bien instruits, l'empereur eût consulté selon les uns, un de ses plus dévoués serviteurs, et, selon les autres, un de ses ennemis le plus caché mais le plus constant. Quand à ce dernier, s'il est vrai qu'il fût son ennemi, il ne pouvait lui donner un conseil plus capable de lui nuire. Quand au premier, dont le caractère est pacifique et naturellement timide, il n'est pas présumable qu'il l'eût encouragé à cette action. Sa tête est froide ; il en eût calculé les suites ; il en eût prévu les conséquences. Il lui fut fidèle tant que son attachement ne fut point en contradiction avec ses devoirs. Il est inutile de nommer ces deux hommes. Peut-être furent ils bien étrangers à cet événement. D'après le caractère connu

de Napoléon, il m'est démontré qu'il ne consulta personne dans cette circonstance. Au reste, devenu empereur il cessa de se gêner. Il reprit le caractère qu'il tenait de la nature, et que jusques là il avait maîtrisé pour arriver à maîtriser le monde. Il était dans son essence de prendre en toutes choses son parti rapidement.<sup>(5)</sup>

Nul souverain n'à mieux que lui réduit en pratique le sens de ces mots, qui n'étaient qu'une formule sous la plupart des rois: *de notre certaine science et pleine puissance*. Sous son règne ils furent retranchés des édits impériaux? sa volonté était absolue. Il le prouvait par ses actions, il n'avait pas besoin du secours des mots.

Les premières faveurs impériales furent pour les militaires, et les premiers coups d'autorité contre les magistratures populaires. Il créa dix huit maréchaux de France ou de l'Empire, et cassa cent tribuns. Alors, mais seulement alors, on eut le secret de son règne. Son élévation à l'empire fut soumise à la sanction du peuple. Mais il ne fut pas sain de

se tenir sur la négative. Le général Simon, et Carnot en ont fait la triste expérience. La légion d'honneur fut mise en vigueur, et les premières décorations furent distribuées dans le temple des invalides, avec tout l'appareil des pompes solennelles. Dans la situation nouvelle où Napoléon allait se trouver placé, cette institution ne pouvait avoir été conçue que par un homme de génie.

Elle pouvait appeler autour de son trône nouveau les hommes que d'anciens attachemens en tenaient peut-être encore éloignés, mais que leurs opinions monarchiques accoutumeraient insensiblement à l'y voir assis, puis qu'elle leur garantissait le retour de ces distinctions dont la perte leur avait été si sensible; d'un autre côté en appelant les républicains à l'usage de ces mêmes distinctions, et par les principes mêmes de l'institution leur épargnant la honte de déroger à l'austérité des leur, il les compromettait néanmoins assez pour qu'ils craignissent de séparer désormais leur cause de la sienne et pour les forcer au silence sur la resurrection d'une classe de

privilegiés. Ce n'était pas une conception ordinaire que celle d'un ordre, qui alliait ainsi les principes de l'inégalité des conditions si chers aux grands, avec les principes de l'égalité si chers aux petits. Il se garda bien dans l'origine d'établir un système d'hierarchie dans la composition de cette légion. Il s'en reposa sur la vanité des hommes du soin de la solliciter ; et sur que l'uniformité des croix blesserait bientôt leur orgueil, il leur laissa le soin de désirer que la prééminence des grades eut pour enseigne la prééminence des métaux. Il eut donc l'air de n'avoir d'autre but que de réduire en pratique une grande idée libérale, en mettant les vertus de pair avec la gloire, et en faisant marcher sur la même ligne dans la carrière de l'honneur, et les arts et l'héroïsme, et les services de la paix et les dévouemens de la guerre.

Mais sa profonde politique attendait de cette institution un avantage qui n'était relatif qu'à lui seul, et c'est en cela que cette grande conception était véritablement son chef d'œuvre. En appelant dans chaque régiment un

assez grand nombre de simples soldats à la décoration, il s'emparait non seulement de leur imagination, mais encore de celle des soldats qui n'étaient pas élus, et les enchainait tous au char de la guerre, ceux-ci par espoir d'obtenir, ceux là par orgueil d'avoir obtenu. Il avait donc trouvé l'art de se créer ainsi tout-à-coup quatre ou cinq cent mille seïdes, heureux et jaloux de braver la mort à son premier signal. Mais le complément de cette combinaison profonde, c'est que cette puissance illimitée qu'elle lui donnait sur l'imagination de la soldatesque actuelle, elle l'étendait encore sur l'imagination des générations, trop jeunes encore pour entrer dans les camps. Les soldats décorés, rappelés dans leurs foyers ou par leurs blessures, ou par des congés, ou par le terme de leurs services, en se disséminant sur la surface de l'empire, portaient dans le sein de leurs villages le spectacle du prix attaché à la valeur, et la vue seule de ce ruban mettant en fermentation la tête des jeunes gens, leur faisait quereller le temps d'être trop lent à les appeler aux armes ; ainsi les soldats

mêmes dont l'empereur ne pouvait plus user, devenaient encore pour lui les instrumens créateurs de ses cohortes futures. L'armée était devenue par l'impulsion de son génie une vaste propagande, où chaque régiment tenait un dépôt de missionnaires, qui successivement allaient inspirer la soif des combats jusqu'au fond des plus petits hameaux. Une décoration, un titre honorifique, un revenu assuré, un privilège de siéger dans les assemblées communales, que de moyens de séduction exercés par un seul homme sur les enfans de ce village qu'il habite. Il n'aura pas besoin de leur vanter les lauriers de Mars. Qu'il laisse agir son ruban. Il parlera mieux que lui. Napoléon connaissait bien les français quand il institua la légion d'honneur. Maintenant s'il médite de conquérir l'Europe, il peut sans crainte dépenser une armée chaque campagne ; il en a de rechange pour l'avenir. Jadis un puérile ornement, une bagatelle, une misère, ajoutées par un recruteur à l'uniforme dont il était revêtu, attiraient à lui une foule de jeunes gens. Ils sacrifiaient huit ans de

leur liberté au plaisir de porter un plumet, un pompon. Mais aujourd'hui, voir un ruban à son semblable ; attacher à ce ruban une idée de gloire ; le sacrifice de la vie n'est pas trop pour s'en procurer un. Tel est le français. Voila ce que Napoléon savait à merveille. Que ce soit ou sagesse ou folie, raison ou préjugé, en France dès que le magique mot HONNEUR s'attache à quelque chose, il n'est plus entre les hommes que deux manières d'être : rivaux, ou égaux.

Tout ne fut pas parfait cependant dans ce chef d'œuvre de politique. Cet homme si despote, tremblait lui même sous un maître. Son ambition le mettait dans la dépendance de l'armée. Sous le masque de l'audace, il dissimulait son esclavage ; ses flagorneries fréquentes envers le soldat décelaient son secret ; heureusement pour lui le soldat dans son honorable bonhommie attribuait à l'amour de l'empereur ce qui n'était que l'effet de sa politique alarmée. Longtemps avant que la légion d'honneur fut instituée, il avait imaginé de récompenser les actions d'éclat par des

armes d'HONNEUR. On entendait par armes d'honneur, des fusils, des mousquetons, des sabres, des pistolets, dont les montures étaient en argent. Il y avait jusqu'à des baguettes d'honneur pour les tambours et les timbaliers. On joignait à cette récompense un diplôme dans le quel l'action récompensée par l'arme était relatée. Ces faveurs étaient accordées sur la présentation des généraux, commandans les différentes armées. L'empereur pour caresser cette classe de militaires, et pour appeler à lui seul l'amour que le soldat pouvait porter au général dont il croyait que la protection lui avait valu l'arme, décréta, quand il institua la légion, que tous les soldats qui avaient obtenu des armes d'honneur seraient légionnaires de droit. Cette adulation était maladroite. On sent à merveille qu'un très mauvais sujet peut-être très brave, très téméraire. Moins il aura de principes, plus il se moquera de la vie ; un tel homme se jettera sur un canon, un drapeau, un bataillon avec une intrépidité étonnante ; il joue le tout pour le tout. S'il réussit, tant mieux. Il gagnera toujours quelque chose, quand ce ne serait que

plus d'impunité dans sa licence. S'il est tué, tout sera fini. Que lui importe ? Il n'a rien à perdre ni à regretter. Que l'on ne croie pas que j'exagère. La plus grande partie des légionnaires de droit était composée d'hommes de cette trempe. S'il leur eut fallu obtenir la décoration d'après les qualités exigées par la loi, je ne dis pas simplement par le témoignage rendu à leur bravoure, mais encore à leur bonne conduite, à leur exactitude dans le service, à leur respect pour la discipline, il n'en est pas un seul peut-être qui en eut été jugé digne. J'ai été pendant dix ans chef de la discipline des membres de la légion ; et je dois dire avec vérité que cent fois j'ai été pénétré d'admiration en voyant que sur une masse de vingt à trente mille individus peut-être, dont les trois quarts se composaient de militaires subalternes, à peine le grand chancelier avait-il dans une année une centaine d'écarts à réprimer ; et de quelle nature encore étaient ces écarts ? Des rixes de cabaret, ou d'autres bagatelles de ce genre.<sup>(6)</sup> Je ne citerais pas vingt délits graves arrivés pendant les dix ans que je suis resté en fonctions ; et

n'ai jamais mieux senti quelle irrésistible autorité le sentiment de l'honneur exerce sur le militaire français, puis qu'il suffisait souvent de le rappeler une seule fois à ceux dont on se plaignait qu'ils étaient membres de la légion pour qu'ils se corrigéassent pour jamais des défauts qui leur étaient reprochés. Mais je ne puis dire avec la même franchise que sur trois plaintes il y en avait presque toujours deux qui concernaient des légionnaires de droit. Insensiblement ils se seraient éteints, et l'inconvénient eut cessé. Mais il était grave à la naissance d'une institution, qui plus que toute autre, avait besoin pour être respectée que la conduite de ses membres en imposât à la censure et à la malveillance.

Un autre tort, ce fut de souffrir que dans les discours que l'on prononça lors de la première distribution aux invalides, les orateurs qualifiassent les membres nouvellement nommés *Elite de la nation*. Cela donna beaucoup d'humour et fit faire des parallèles peu avantageux pour les élus. Il est certain, que dans le nombre des spectateurs, que la curiosité avait attirés à cette cérémonie, il se trouvait des

hommes bien supérieurs à certains hommes que l'on décorait, et qui avaient à juste titre le droit de s'étonner que tel peintre, dont tout le mérite était de calomnier la France dans les salons, que tel musicien, couvert de la livrée d'un souverain ennemi, que tel personnage encore enrhumé pour avoir nouvellement quitté le bonnet rouge, que tant d'autres êtres de cette espèce, enfin, fussent devenus tout-à-coup l'élite de la France. Chez un peuple aussi susceptible que le français, il faut se garder d'employer ces expressions bannaies, que la véritable éloquence d'abord abandonne aux rhéteurs, et qui d'un autre côté sont d'autant plus dangereuses qu'elles insultent au mérite sans récompense, sans prouver le mérite récompensé. Cette expression appela tous les regards sur les favorisés, et la vaniteuse affectation dans les uns de multiplier les cordons sur leurs vêtemens, et la bassesse des autres qui soigneusement les cachaient dans leurs poches pour échapper à la honte de s'en décorer, ne les sauva ni les uns ni les autres de l'amère censure, justement due à la nullité de leurs droits. On eut tort de prodiguer

ainsi cette décoration à certains personnages. Cela prouva que personne ne l'avait sollicitée.

Un spectacle d'un autre genre se prépare. Le couronnement approche, et le Pape arrive. Alors la précédente indulgence de Napoléon pour les usurpations des prêtres ressuscités, son silence sur l'indécente négligence avec laquelle le ministre Portalis laissait enfreindre le concordat par ces prêtres, silence si étonnant dans un homme que l'on commençait à connaître si jaloux de l'obéissance; tout s'expliqua dans un instant. Le Pape arrivait, et il n'eut pas été juste de dédaigner, ou de fatiguer par une exacte discipline la milice d'un souverain auxiliaire dont on avait besoin pour achever de détrôner la liberté, qui régnait encore dans quelques têtes françaises. Le Pape par sa présence, ses oraisons, et son huile magique allait lui porter le dernier coup, et ne s'attendait pas à coup sur que la perte de la sienne serait la récompense de sa pontificale docilité. L'empereur le reçut bien. Il le logea au palais des Thuilleries dans le pavillon de Flore. Le Pape occupa un appartement

que l'on aurait pu appeler l'appartement de famille, puisque la plupart des rois et des reines Napoléon l'ont habité. Pendant son séjour à Paris, le Pape fut servi par la maison de l'empereur. Ces deux souverains mangèrent plusieurs fois ensemble, et se virent souvent. Tout se passait à merveille, quant à l'extérieur ; mais le malin Napoléon, maintenant arrivé à son but, et certain que le Pontife ne pouvait plus renoncer au rôle qu'il lui destinait, l'abandonnait sans pitié à lui même, sans le prémunir contre le caractère léger, bouffon et caustique d'une capitale, où l'on saisit avec une rapidité sans exemple le côté ridicule des hommes et des choses. On laissa la foule s'assembler au bas de son appartement, exiger vingt fois par jour qu'il parut au balcon, applaudir à son excessive complaisance, rire aux éclats chaque fois qu'il se montrait, lui demander sa bénédiction, et pousser souvent l'insolence jusqu'à lui crier *Bis*, comme s'il n'eut été question que d'un misérable histrion. On laissa de cupides marchands obtenir de son inexpérience qu'il bénit des grosses de chapelets, qu'ils faisaient porter jusques dans

son antichambre, et vendaient presque sons ses yeux un petit écu pièce. On le laissa donner une audience publique dans la grande galerie du muséum, pour procurer aux courtisans le plaisir de rire de la figure bizarre d'une centaine de vieilles femmes qui vinrent lui baiser les pieds. On l'invita plus d'une fois au cercle de la cour, pour jouir de son embarras pendant les danses voluptueuses des virtuoses de l'opéra. Enfin un soir on l'exposa au ridicule extrême d'entrer chez l'impératrice Josephine appuyé sur le bras du célèbre la Lande, sans avoir la charité de le prévenir combien la réputation d'athéisme de ce savant rendrait ce rapprochement piquant pour la malignité publique. Ainsi tandis que Napoléon l'entourait en apparence de tous les rayons de la gloire impériale, il l'immolait sans pitié au persiflage de la cour et de la ville.

Le jour du couronnement, le froid était rigoureux. Le pape sortit à dix heures du matin du palais des Thuilleries pour se rendre à la basilique de Notre dame. L'empereur ne sortit qu'à onze heures. Ainsi le pape eut le temps d'attendre. Il eut au reste cela de

commun avec les plus grandes autorités. La difficulté que les voitures éprouvent pour arriver à la cathédrale, à cause du peu de largeur des rues qui y conduisent, avait forcé les maîtres des cérémonies d'indiquer à chaque corps des heures différentes, afin qu'ils pussent s'y rendre sans embarras, et sans que la multitude des voitures obstruât les passages. En sorte que les maires des bonnes villes, par exemple, d'après l'ordre prescrit, y arrivèrent à six heures du matin, les tribunaux à sept, la cour des comptes et la cour de cassation à huit, le corps législatif à neuf, le conseil d'état à dix, le sénat à onze. D'après cela on conçoit combien durent souffrir toutes ces personnes dont la majeure partie fut obligée de séjourner pendant six, huit, et jusqu'à dix heures, par un froid de 10 à 12 degrés dans une église, l'une des plus vastes de l'Europe. On en fit l'observation à l'empereur. Il répondit en riant : Bon ; les voilà bien malades. Le soldat campe bien sans feu sur les neiges du Tyrol. Au reste la pompe de cette imposante solennité fut vraiment incroyable. Tout ce que le faste de l'Asie peut déployer

de richesses était reuni dans cette enceinte. La colossale élévation du trône, adossé à la porte principale, occupant toute la largeur de la nef, et dont le dais, la tenture, les draperies étaient de velours pourpre entièrement brodé d'or ; cette immense multitude de fonctionnaires publics dont les costumes d'étiquette étaient étincelans d'or et d'argent ; l'énorme quantité de diamans, magnifique parure des femmes que le froid n'avait point arrêtées ; les brillantes couleurs des tapis ; la magnificence des tapisseries ; la richesse du sacerdoce ; cette foule de cardinaux, d'archevêques, d'évêques entourant le pape ; cette garde superbe, dont le trône était environné ; cette reunion de héros de tout age présente à ce triomphe, et ajoutant à ce spectacle admirable les illustres souvenirs des exploits sans nombre qui l'avaient précédé ; tel fut le coup d'oeil qu'offrit cette cérémonie. L'empereur fut sacré, mais ne se laissa pas couronner. Il prit fierement la couronne impériale sur l'autel et se la plaça lui même sur le tête. Cet instant est celui que le célèbre peintre David a choisi pour son tableau du

couronnement, ou, pour être plus exact, c'est celui où l'empereur, après avoir saisi la couronne, se retourne pour mettre le diadème sur le front de l'impératrice prosternée à ses pieds. Ce chef d'oeuvre a trente pieds de proportion.

Le cortège de l'empereur et celui du pape ne rentrèrent au palais des Thuilleries qu'à six heures du soir. Dans le cortège du pape quelques accessoires prêtèrent encore aux raileries du peuple que l'on n'avait point eu l'attention de prévenir sur des objets aux quels ses yeux ni ses usages n'étaient point accoutumés, et qu'on aurait dû l'inviter à respecter. Par exemple un prêtre italien, nommé *Monsignor Sproni*, aux cheveux noirs, gras et plats, coiffé d'un chapeau assez semblable pour la forme ridicule à ceux des cochers de Londres, monté sur un petit mulet caparaçonné jusqu'à terre, et conduit par la bride par deux palefreniers de l'empereur, portait la grande croix d'or dont le pape marche toujours précédé; et par sa contenance caffarde et jésuitique excitait vivement le rire de la populace. Par hazard il prend fantaisie sur le boulevard au mulet

têtu de ne plus vouloir marcher. Les palfreniers, qui n'y voyent pas de conséquence s'apprêtent à lui donner quelques coups de cravache. C'est alors que la sainte et risible colère de M. Sproni redouble les éclats. *No la tocate*, s'écriait il, *No lu tocate ; e Sacrata*. Qui conque connaît le peuple de Paris, jugera facilement, qu'il était difficile de lui persuader qu'une mule fut une chose sacrée, et ce que durent être les triviales et extravagantes plaisanteries aux quelles les exclamations de Monsignor Sproni donnèrent lieu. Le mulet heureusement marcha et mit un terme à cette indécente et indévote scène. Après le sacré, le pape, dont on n'avait plus besoin, fut délaissé par l'empereur et par la cour. Pour se dérober à l'ennui dont il était dévoré, il se répandit dans les églises de Paris, et pour se distraire bénit des chapelles, célébra des messes hautes et basses, dit des saluts, donna des bénédictions, fit son metier enfin par désœuvrement.

Pie VII. comme pape, fit une grande faute en venant à Paris. Il aurait du réfléchir que la puissance de la thiare, ébranlée par les

coups que lui portent depuis plus de cent ans tous les sages de l'Europe, ne peut plus exercer de magie qu'en se tenant ensevelie sous les murs de Rome. C'est là le théâtre des papes où l'acteur n'a de prix que par les décorations dont il est entouré. Là, le pape peut faire encore quelque effet ; la magnificence de ses temples et de ses solennités, le faste des palais qu'il habite, son titre même, au quel se rattachent tant de souvenirs effrayans, peuvent entretenir encore une sorte de prestige. Les hommes en évidence doivent souvent beaucoup aux objets dont ils sont environnés. Combien de voyageurs à Rome n'ont ils pas fait honneur aux papes d'un respect qu'ils ne rendaient qu'à la majesté des arts, et rapportaient aux pontifes la sensation que leur inspiraient les chef d'œuvres de Raphael ou du Bramante. Dès que Pie VII. fut à Paris, le phantôme de pape disparut. Il ne resta plus que l'homme. Dans les premiers jours la curiosité seule attira la foule sous ses fenêtres. Au bout d'un mois on n'y pensait plus. Dans ses courses apostoliques après le sacre, les églises furent désertes, malgré l'indécence et scandaleuse pré-

caution que la plupart des curés de Paris avaient de faire afficher: *tel jour sa sainteté officiera dans telle église*. Ne dirait-on pas qu'il s'agissait d'un spectacle et d'un comédien. Quoi qu'il en soit, la présence d'un pape à Paris a complété le triomphe de la philosophie. Le coup est porté, c'est pour jamais. Les hommes qui se flatteraient de remettre le peuple français sous le joug théocratique s'abuseraient. Ils le tenteront, en feignant de s'asservir eux mêmes à des momeries, et croiront entraîner par l'exemple. Ils le tenteront, en livrant l'éducation publique à des prêtres, et en infectant l'esprit des enfans de toutes les erreurs que ces hommes enseignent pour établir leur domination ; mais les livres ne seront pas brûlés, la presse ne sera pas brisée, et quelques pages de Voltaire et quelques jours passés dans un régiment, auront bien vite rectifié les vices de l'éducation.

Le sort du pape à Paris fut une conséquence du temps où il y vint, tandis que Napoléon sembla se plaisir à marcher en sens inverse du siècle où il vivait. Sa conduite dans

cette circonstance ne fut ni celle d'un grand homme, ni celle d'un homme éclairé. Il crut se mettre audessus de Charlemagne, en n'allant pas comme lui chercher la couronne impériale à Rome, et se mit au dessous en faisant venir le pape à Paris. Charlemagne pour rendre son pouvoir plus sacré, tira tout le parti qu'il pouvait tirer de l'ignorance de son siècle, et sa politique sut la mettre à profit sans paraître s'éloigner des opinions de son temps. Napoléon dérogea aux lumières du sien, en perpétuant cette vieille erreur que les rois ont besoin du concours des prêtres pour être sacrés aux yeux des peuples; comme si les souverains protestans, les rois de l'Asie, les plus grands monarques de l'antiquité, étaient ou avaient été moins sacrés pour leurs sujets que les princes catholiques. Ils croient devoir à cette cérémonie du sacre le droit d'user de cette formule: *par la grace de Dieu, roi etc.* comme si tout homme n'était pas ce qu'il est par la *grace de Dieu*. On est esclave à Maroc par la *grace de Dieu* comme on est roi à Madrid. Si Dieu ne le voulait pas, on ne serait ni roi ni esclave; toutes les onctions

possibles ne changent rien à la chose ; l'on n'est pas roi par la *grace de Dieu* mais par la volonté des peuples. C'est une vérité que l'orgueil ne parviendra jamais à étouffer. Le peuple seul serait en droit de dire, c'est par la *grace de Dieu* que je te fais roi, car si mon choix lui déplaisait il m'en inspirerait un autre.

Napoléon pour satisfaire son ambition n'a pas craint de faire rétrograder les lumières. C'est un grand tort pour un homme comme lui ; il perpétuait un préjugé qui n'a du naissance qu'à l'esprit dominateur des prêtres, qui, pour se rendre plus importants aux yeux des peuples, leur firent entendre que les rois pour être obéis avaient besoin d'être empreints de leur sceau, et parvinrent ainsi en abusant de la crédulité à se mettre au dessus des rois même. Il fallait que Napoléon se passât de cette cérémonie ; que par un règne puissant et libéral, évitant des guerres inutiles et désastreuses, se faisant admirer et respecter au dehors, méritant et conservant l'amour d'un grand peuple par toutes les ressources de son

immense génie, il prouvât que l'on peut être roi et grand roi, sans l'intervention d'un pape. Il a perdu la papauté en la livrant au ridicule; la réaction passagère que tel ordre de choses pourrait opérer sur les idées ne ramènerait pas les papes aux siècles des Boniface, des Grégoire IX. des Innocent X. Les hideuses passions n'étoufferont pas les lumières. Si la France est écrasée sous le poids de l'Europe, ce n'est pas pour l'intérêt des papes que l'Europe l'écrase. Le pape importe peu à l'empereur d'Allemagne, qui n'a pas encore vengé les insultes faites à son antique prédécesseur le fameux Frédéric; qu'importe le pape à l'arianisme de l'Empereur de Russie? au roi luthérien de Prusse? à la religion anglicane du parlement de l'empire britannique? dans cette année de crise épouvantable, tous sont froissés et vainqueurs et vaincus. Qu'est-ce qu'un prêtre au milieu de cette commotion inouïe? dans dix ans, dans moins peut être, tout sera raffermi sur ses bases. Les objets reparaitront sous leur véritable aspect. Et les papes rentreront dans le cercle que le double intérêt et

des rois et des peuples leur prescrit. Je le répète donc ; Napoléon perdit la papauté en l'exposant au ridicule. Il avait un moyen plus noble d'arriver au même but ; c'était de se passer du pape, et de régner grandement, et sans reproche.

Ils partirent chacun de leur côté ; Napoléon pour aller à Milan ceindre son front de la couronne de fer, et le pape pour aller officier le jour de pâques à Lyon dans l'église de St. Jean. L'histoire est écrite pour les rois. Ce sont les hommes qui la lisent le moins. S'il en était différemment, Napoléon et le Pape eussent pu faire quelques rapprochemens assez singuliers. Chiaramonté eut pu se rappeler que dans cette même église de St. Jean, Innocent IV. vit les ambassadeurs de vingt rois prosternés à ses pieds, lui demander en vain la grace de l'empereur d'Allemagne ; qu'en sortant le roi de Bohême lui tint l'étrier, et que Louis IX. prit la bride de son cheval et le conduisit à pied et nud tête dans les rues. Napoléon dans la cathédrale de Milan eut pu se souvenir que jadis St. Ambroise en défendit l'entrée à l'empereur Theodose, jusqu'à

qu'il eut fait pénitence de la mort de quelques hommes. Chiaramonté ne trouva point de rois pour lui tenir la bride, ni Napoléon de St. Ambroise pour le mettre en pénitence; et l'un et l'autre purent se dire: les temps sont bien changés.

Il fut encore question, pendant le séjour de l'empereur à Milan, d'une nouvelle machine infernale. Si véritablement elle exista, elle fut du moins découverte assez à temps pour n'être pas aussi funeste que celle de Paris. Pour cette fois, on fit grâce aux Anglais; et on imputa cette machine à la reine de Naples. On ne peut se figurer combien de fois ces imputations hasardées de crimes, ou réels, ou supposés, se sont renouvelées depuis vingt cinq ou trente ans. On s'effraye en songeant à la démoralisation qui semblait s'être introduite alors en Europe. Un crime politique, ou non, se commettait-il? on l'imputait à telle personne, à telle puissance, avec une assurance que l'on conçoit à peine, et qui n'était égale qu'à l'indifférence avec laquelle l'accusation était reçue, et le peu de soin que l'on mettait à la repousser. On était de glace

pour la réputation. On ne s'inquiétait ni d'attaquer celle d'autrui, ni de conserver la sienne ; on dirait que pendant cette portion de siècle on affectait de dédaigner ce que les hommes de tous les temps avaient constamment respecté. Violer les conventions, les traités, les promesses, les sermens ; tout cela n'était qu'un jeu. Haine ou vengeance, tels étaient les seuls sentimens ; pour les satisfaire tout était approuvé, et l'honneur et la gloire étaient toujours contens. Ce fléau est-il éteint ? j'en doute. Mais ou nous conduira ce système déplorable ? et que deviendront les peuples, si les gouvernans et les gouvernés se font un jeu de regarder la loyauté comme une duperie. Quoi qu'il en soit de cette machine infernale, on fut en France fort réservé à cet égard. Ce fut par ordre peut-être. On en parla peu parmi les grands. Les journalistes se turent ; et s'il est vrai que ce ne fût point un de ces mensonges qu'un intérêt d'un moment invente et laisse mourir le jour même qui la vu naître, il faut croire qu'une politique puissante obligea sans doute à en étouffer la connaissance.

L'expédition de Boulogne était cependant ce qui dans ce moment occupait le plus fortement la pensée de l'empereur. Il visita tous les ports avec une promptitude qui n'appartenait qu'à lui. Jamais homme n'a parcouru d'aussi grands espaces en aussi peu de temps. Il ne restait qu'un ou deux jours, tout au plus, dans chaque ville, et cependant il descendait dans les plus petits détails. Mais dans ces sortes de circonstances malheur à ceux, qui, mal instruits de leur besogne, balançaient dans les réponses qu'ils avaient à faire à ses questions.<sup>(7)</sup> Heureux s'ils en étaient quittes pour être rudement tancés, et si leur destitution ne les punissait pas de leur ignorance, ou quelquefois même de leur timidité. Elle était pardonnable. Son ton était sec, ses demandes brusques ; il passait souvent tout-à-coup d'un objet à un objet entièrement opposé. Et son œil perçant et scrutateur, semblait, pour ainsi dire, se plonger dans le fonds de l'âme de celui qu'il interrogeait. Il était assez naturel qu'il rencontrât des hommes que sa présence déconcertât. En pareil cas on le

ramenait facilement à la justice. A Granville par exemple il intimida tellement un fonctionnaire public qu'il resta totalement sans réponse. Il le destitue. Le préfet du département lui représente, que cet homme est très instruit, qu'il remplit parfaitement la place qui lui est confiée, et qu'il serait malheureux pour la ville qu'il en fut privé. L'empereur le fait appeler sur le champ. Vous avez peur, lui dit-il. Pourquoi? Ce n'est pas moi qui vous interroge. C'est la patrie. Je ne suis que son interprète. Vous la servirez par vos réponses. On n'a pas peur devant ceux qu'on oblige. Je vous rends votre place. Rassurez vous, et répondez. C'était dans ces occasions qu'il était admirable. Il visita avec la même rapidité Flessingue, Nieuport, Furnes, Ostende, Ipres, Dunkerque, Calais; il est à Boulogne. Partout il verse dans l'âme du soldat la flamme qui le dévore. Partout il lui montre les côtes de l'Angleterre, comme le terme de ses travaux, comme le complément de sa gloire, comme la Sinaï moderne du sommet de laquelle il pourra dicter ses lois au monde.

et lui commander de se livrer désormais au repos. Boulogne offrait alors un spectacle inoui dans les fastes des empires. Ni l'antique Grèce rassemblée toute entière dans les campagnes de l'Aulide et méditant la chute des murs de Dardanus, ni les nombreuses proues dirigées par Duilius vers les rives de Carthage ; ni César lui même guidant les aigles romaines sur les flots Britanniques, ne fournirent l'image des préparatifs immenses que les fureurs de l'ambition, les espérances de la haine, et la fièvre de la gloire ont réunis sur ce point du globe. Il ne n'agit point ici de cet informe amas de vaisseaux de tout rang si cher au sombre orgueil du fils de Charlequint, de cette flotte dont le nom d'*invincible* deshonorait la honteuse défaite, non : rien ici pour ainsi dire n'est accordé à l'espérance ; tout est à craindre, parce que tout est prévu. La victoire est commencée, la nature est déjà vaincue. Ce port de Boulogne, où n'a guère de frêles barques de pêcheurs trouvaient à peine un abri, maintenant recèle dans son sein une forêt de mâts dont les voiles n'attendent plus

que le souffle des vents. Les combinaisons de l'art, la force-hydraulique des écluses, ont refoulé dans les mers ces énormes bancs de cailloux, usés et roulés par les flots que soulèvent les tempêtes, et dont les siècles avaient étendu l'épaisse barrière devant cette anse jusqu'alors ignorée ; des batteries hérissées de canons couronnent cette côte, et d'étage en étage descendant sur la rive, vont unir leurs foudres à celles que lanceront ces forts tout-à-coup sortis du sein de l'océan, et dont les masses semblent à l'œil trompé l'avant garde de cette flotte, dont-ils protègent la manœuvre et défendent l'approche. Là sont cent mille hommes maintenant et piétons et marins dont l'œil dévore l'espace, dont l'audace defie les dangers, dont les cris appellent le départ. Il n'est plus temps de mettre en question si la descente est possible. Elle est possible avec l'homme à qui la vie des hommes ne coûte rien. Combien de ces fragiles embarcations seront foudroyées par ces colosses où l'Angleterre attache sa défense ; mais combien passeront, échapperont, arriveront ; et si elles arrivent, qui peut prévoir l'issue de ce phé-

nomène ? C'est alors que se présente le spectacle le plus imposant que l'homme puisse donner à la terre, je veux dire le génie aux prises avec le génie ; l'un accumulant toutes les forces de la guerre pour vaincre, l'autre réunissant toutes les puissances de la politique pour repousser. La politique ! comment Napoléon, n'a-t-il donc jamais réfléchi que l'on peut gagner cent batailles, et qu'on ne triomphe pas d'une politique de cent ans. Achille se bat, mais Ulysse conseille. Que peut la force contre l'adresse. Ulysse triomphera d'Achille. Napoléon croit que l'Angleterre tremble ; l'Angleterre sourit. Il ne voit pas que dans ce moment si terrible en apparence, elle lui élèverait au besoin des statues ; il ne voit pas qu'elle n'a point de plus grand ami que lui ; que l'expédition de Boulogne est le plus signalé service qu'il puisse lui rendre, et qu'il est l'irrécusable et dernier témoin qu'elle va traduire au tribunal de l'Europe pour confirmer la vérité de ses paroles. Depuis cent ans, dira-t-elle, je n'ai cessé de vous prévenir ; je vous l'ai répété cent fois ; craignez la France, craignez les peuples de la

France, l'ambition de la France, la grandeur de la France. Eh bien ! Vous aisje trompé ? Voyez, et prononcez vous même. Si Napoléon eut été grand en politique comme il était en guerre, il aurait reconnu que l'Angleterre en occupant sans cesse l'Europe de la France, avait eu le grand art d'empêcher l'Europe de s'occuper d'elle ; qu'en livrant tous les peuples à la distraction des combats, elle avait écarté tous les regards du plan quelle avait suivi avec une admirable constance ; qu'insensiblement elle s'était emparée de toutes les positions militaires du globe, sans inspirer pour ainsi dire d'inquiétude ; que maîtresse de l'Europe par la possession de Gibraltar et de Malthe au midi, et par la possibilité de fermer à son gré le Sund dans le Nord : que maîtresse de l'Afrique par le cap de Bonne espérance, et par l'île Maurice ; de l'Asie par la presque île de l'Inde et l'empire du Mogol ; des deux Amériques même quelle départage par la situation du Canada, il ne restait plus d'espoir de renverser un colosse dont les bras ceignaient le monde, et dont les pieds s'étaient enracinés jusqu'au centre de la terre ; partout

où il lui avait plu de les arrêter. Voilà la grande leçon que Napoléon aurait reçue de l'Angleterre sur l'art de vaincre ses ennemis, et d'anéantir les rivalités. Il aurait appris que ce n'est pas en leur défendant impérieusement de s'agrandir qu'on réussit à les en empêcher; mais en leur arrachant en silence tous les moyens d'y parvenir. Il aurait vu avec étonnement qu'il ne manquait plus à l'Angleterre pour le complément de ses desirs, et pour affermir à jamais sa domination sur le monde, que le règne d'un homme comme lui. Qu'elle en jouisse de cette puissance, elle le mérite par l'admirable constance que depuis Elisabeth elle a mis à l'obtenir. Moi je pleure sur ma patrie, auguste victime de tant de maux que sa noble générosité lui mérita si peu. Que parle t-on du despotisme, de l'usurpation, de l'orgueil de Bonaparte? Voilà dans la masse générale de l'intérêt des nations une chose bien importante, que les petites haines, les petits ressentimens, les petites vengeances de quelques hommes. Eh! qu'importe à la prospérité des peuples qu'un drapeau soit de telle ou telle couleur, qu'un tel

homme reprenne son titre ou que tel autre le perde ou le conserve? Ne dirait on pas que le monde doit crouler pour un ruban de plus ou de moins à la boutonnière de certaines gens? Napoléon fut despote. Oui, mais tout passe, la tombe serait arrivée, le despote eut disparu. Mais ce qui ne passera jamais ce sont les incurables playes que sa fausse politique a faites à la France; c'est dans son rêve éternel de la destruction de l'Angleterre, que je reconnais en lui le fléau de ma belle patrie. C'est son éternelle démence de traiter Albion toujours en ennemie, quand il devait tout sacrifier pour ne la traiter qu'en égale. Que tous les peuples du continent se vantent d'avoir vaincu la France; laissons les dire. On n'est pas vainqueur quand on écrase. Qu'ils croient l'avoir humiliée, cela ne peut-être. La grandeur ne fuit pas dans l'adversité. Ce qui peut humilier la France c'est d'être arrivée à une époque où elle a été forcée de compter le nombre des mauvais français. Quand à moi, je ne reconnais de vainqueurs que l'Angleterre. Que tout le reste soit moins fier. Il n'a été

que l'instrument du vainqueur. Quand on est payé pour combattre, on n'a pas le droit de s'asseoir sur le char de la victoire. On l'a vendu, il n'appartient plus. Angleterre! ta bataille dure depuis cent ans. Tu triomphes. Ainsi le veut le ciel. Mais toi tu te connais en héroïsme du moins! tu estimeras toujours la France.

Elle éloigna habilement le danger. Une nouvelle coalition se forma entre l'Angleterre et la Russie. L'Autriche y accéda bientôt. L'Empereur d'Autriche en avait signé le traité le 9 Août 1805, et le 8 Septembre son armée entra en Bavière pour obliger l'Electeur à joindre ses forces à celles de l'Autriche. Ce Prince se sauve à Wurtzbourg, se déclare pour la France, et ses états sont envahis. Il faut rendre justice à l'Empereur. Jamais dans ces sortes de crises, jamais dans ces grandes circonstances, nul homme ne le surpassa en activité. Le camp de Bologne est levé.<sup>(8)</sup> L'armée part en poste; le Rhin est déjà passé, que l'on croit à Vienne que Napoléon est encore sur les côtes de la Manche. L'armée y était encore le 27 Août,

et le 8 Octobre la bataille de Wertingen était gagnée. Ce fut la première de cette campagne.

Ces sortes de prodiges étaient un des grands moyens de Napoléon pour entretenir l'enthousiasme. L'Angleterre par l'habileté de sa politique se vit ainsi débarrassée du voisinage inquiétant d'un ennemi téméraire, et tout le poids de l'orage tomba sur l'Empereur d'Autriche, et par contre coup sur l'Empereur de Russie, dont l'armée vint à cinq cents lieues de chez elle chercher la mort sous les murs de Vienne. Les victoires se succédèrent avec une rapidité qui semblerait romanesque, si l'Europe entière n'en avait pas été témoin. Gunsbourg, Memmingen, Nordlingen, Ulm, Dirnestein, prêtèrent leurs champs à la victoire, tandis qu'en Italie le Général Masséna écrasait le Prince Charles ; et trois mois n'étaient pas écoulés depuis le départ de l'armée française des côtes de Boulogne quand Napoléon fit son entrée à Vienne. Elle avait passé le Rhin le 27 Septembre, et le 13 Novembre elle entra dans la capitale de l'Autriche. Ce fut dans cette marche dont chaque jour fut marqué

par des triomphes que Murat pensa payer de sa tête l'audace d'avoir combattu sans ordre. L'empereur furieux voulut l'envoyer devant un conseil de guerre. Comme généralissime son courroux était pardonnable. Si Murat avait été battu il compromettrait le sort de l'armée. La campagne était perdue : et qui peut prévoir les suites que cette faute aurait eues. Heureusement il fut vainqueur, et la victoire plaida pour lui ; mais il falut du temps avant qu'elle fléchit le superbe monarque, et Murat fut obligé d'acheter encore sa grace par des victoires nouvelles. C'est par de semblables inconséquences que Murat est devenu dans la suite si funeste à la France et s'est enfin perdu lui même ; et c'est surtout à sa déplorable jalousie contre le prince Viceroy qu'il faut imputer toutes les fautes qu'il a commises. Si, par exemple il eut été fidèle à la promesse qu'il avait faite à Napoléon de tenir pendant cinq jours à Wilna, qu'il abandonna vingt quatre heures après, la retraite de Russie n'aurait pas eu les épouvantables résultats dont elle fut marquée et les sept huitièmes de l'armée française eussent été sauvés. Si en 1813, il

n'eut pas, par la plus inconcevable et la plus honteuse des défections, abandonné la cause de la France sa patrie, qu'il eut joint franchement son armée à celle d'Eugène, et que de concert ils eussent marché à Vienne, la France était délivrée. Il a payé bien cher sa fatale démence. Mais comment a-t-il pu croire qu'il serait mieux servi par ses plus cruels ennemis, que par ses plus chers amis.

La bataille d'Austerlitz mit fin à cette campagne, l'une des plus admirables de toutes celles que Napoléon a faites sous le rapport du talent militaire. De puis l'Arno jusqu'au Danube, de puis la forêt noire jusqu'aux extrémités de la Moravie il frappa l'Empereur d'Autriche dans toutes ses possessions. Les trois potentats les plus puissans de l'Europe se trouvèrent en présence à cette bataille d'Austerlitz. Elle porta quelques temps en France le nom de bataille des trois empereurs. Le nom d'Austerlitz a prévalu. Là Napoléon dicta vraiment ses lois à l'Europe. L'empereur François II. vint le visiter à son bivouac et lui demanda la paix et pour lui et pour l'Empereur de Russie. Il l'accorda avec

magnanimité, je ne balance pas à le dire. Si l'on doit juger ses fautes avec sévérité, il faut le louer quand il est véritablement grand. Il n'imposa rien à l'Empereur de Russie ; il décida seulement que l'armée russe retournerait chez elle en marchant par étapes. Au faite de la gloire, il donna aux souverains à cette époque un grand exemple de modération. Nous le reverrons encore égal à lui-même à Tiksi. Depuis il a commis deux grandes fautes. L'injustice des guerres d'Espagne et de Moscow a obscurci une si haute renommée. Peut-être n'a-t-on plus le droit de les lui reprocher. Il les a expiées. C'est maintenant à la postérité à le juger. Dieu veuille qu'elle ne dise pas qu'on lui a fait payer bien cher et ses fautes, et sa gloire, et sa clémence. Dieu veuille surtout qu'elle pardonne à cette poignée de français qui firent assez bas pour ramper à ses pieds tant qu'il fut puissant, et assez vils pour l'insulter quand il fut abattu.

La bataille d'Austerlitz si admirable par le génie qui la prépara, par le talent qui la dirigea, et par la bravoure qui la décida, fut

gagnée le 2 Décembre 1805. C'était le jour anniversaire du couronnement de Napoléon. Le soldat, dont il fut de tout temps adoré, célébra cette anniversaire, par une illumination d'une espèce nouvelle, formée avec des brandons de paille, qui pendant quelques instans firent paraître le camp français tout en feu. Ce spectacle inattendu occasiona quelques inquiétudes aux autrichiens et aux russes. Ils en ignoraient le motif. Napoléon ne s'y attendait pas lui même, et ne connut l'intention des soldats que le soir en parcourant la ligne. La tranquillité avec laquelle il passa la nuit qui précéda la bataille est une chose extraordinaire. L'on n'avait pas eu le temps de lui construire une baraque. C'était pendant le jour qu'il avait exécuté cette retraite simulée, dont l'armée russe fut la dupe, et dont le stratagème l'attira dans le piège. En arrivant dans la position qu'il occupa le soir, on lui fit à la hâte une espèce d'abri qui le garantissait à peine des premières atteintes du vent, mais non pas du froid, naturellement sévère au mois de Décembre sous cette latitude. En descendant de cheval, il s'enve-

loppa dans son manteau, s'assit dans un méchant fanteuil de paille que l'on avait trouvé dans un village, et appuya ses jambes sur un tronc d'arbre que l'on avait abattu. Le Général Berthier à ses côtés, assis sur une caisse de tambour, devant une petite table de bois, expédia quelques lettres qu'il lui dicta. Il s'entretint pendant quelques temps avec plusieurs généraux qui survinrent, donna des ordres à quelques aides de camp ; et s'endormit aussi tranquillement que s'il eut été dans l'un de ses palais, et libre de soins pour le lendemain. A la pointe du jour il se reveilla, monta à cheval, donna ses derniers ordres, la bataille commença, à une heure elle était gagnée.

Ce fut à ce bivouac que l'empereur d'Allemagne vint le trouver. Napoléon lui dit ; “ je vous recois dans le seul palais, que j'habite de puis deux mois.” L'empereur lui répondit en riant, “ vous tirez si bon parti de votre habitation, qu'elle doit vous plaire ; ” ce fut auprès du feu de ce bivouac qu'ils convinrent ensemble des bazes de la paix, et de la retraite de l'armée russe, dont les débris

se trouvaient cernés par le corps du Général d'Avoust. Quand l'Empereur François II. l'eut quitté, et que le Général Savary eut été porter à l'Empereur de Russie l'assurance que son armée était libre de se retirer, il dit à quelques officiers présens : " Je fais une faute " pour lui plaire. J'aurais pu suivre ma vic-  
" toire et prendre l'armée russe et autrichienne.  
" Mais enfin quelques larmes de moins seront  
" versées." Le mot est certain, je le tiens d'un témoin auriculaire. Il n'est pas inutile de le rapeller on 1815. On n'a pas été aussi sensible aux larmes de la France.

Dix grandes batailles et plus de vingt combats peut-être, avaient précédé cette journée d'Austerlitz qui termina cette campagne de trois mois, changea l'organisation entière de la Germanie, donna naissance à des royaumes nouveaux, abaissa l'Autriche, et rejeta pour quelques années encore la Russie dans ses climats glacés. Je laisse aux chronologistes le soin de conserver les noms de ces batailles diverses, et à l'histoire générale des temps le droit de les décrire.<sup>(9)</sup>

Le traité de Presbourg suivit de près l'entrevue des deux empereurs. François II. céda les anciens états de Venise, la Dalmatie et l'Albanie Vénitienne au Royaume d'Italie ; la principauté d'Eichstett, une partie du territoire de Passau, le Tyrol et la ville d'Augsbourg à l'Electeur de Bavière. Par ce traité l'Electeur de Bavière et le Duc de Wurtemberg furent déclarés rois. Tout ce que l'Empereur d'Autriche possédait dans la Suabe, le Brisgaw, et l'Ortenau fut partagé entre les nouveaux rois de Bavière et de Wurtemberg, et le grand Duc de Bade ; et le traité fut déclaré commun à ces trois souverains. Enfin l'indépendance des républiques Batave et Helvétique fut reconnue. Ainsi se termina le 26 Décembre 1805 cette fameuse campagne commencée le 6 Octobre précédent par la prise de quelques hommes du régiment de la Tour, faits prisonniers par les premières patrouilles françaises qui débouchèrent de la forêt noire. Comme on le voit, elle ne dura pas trois mois. Elle donna des trônes à deux princes de la Germanie et doubla leurs terri-

voires ; elle servit utilement la Suisse que ses montagnes n'ont pas toujours garantie des ressentimens de l'Autriche, ennemie née de sa liberté. Toute la France, toute l'Europe a vu ces deux rois venir dans la suite grossir la cour de Napoléon. Paris les combla d'honneurs, de fêtes, de distinctions ; quand les divers Landamah y parurent, ils reçurent des français tout l'accueil que les magistrats d'un peuple, célèbre pour avoir conquis sa liberté, devaient attendre d'une grande nation dont la puissante protection le garantit dans tous les temps des tentatives de ses antiques oppresseurs. Eh bien ! Sept ans n'étaient pas écoulés que ces mêmes rois s'unirent aux ennemis de ce Napoléon pour l'accabler ; servirent des puissances dont les ressentimens contre lui étaient justes, mais dont la justice, étrangère à ces rois modernes, ne les dispensait pas de la reconnaissance ; conduisirent leurs soldats au sein de cette France pour combattre ces soldats d'Austerlitz dont le courage et le sang avaient cimenté leur puissance, et pour ravager les cabannes de ces laboureurs dont les fils av-

aient vaincu pour leur valoir la couronne. Huit ans n'étaient pas passés que l'on vit la Suisse, dont l'hospitalité fut vantée pendant tant de siècles, renoncer à cette première de toutes les vertus, et refuser azile, proscrire, chasser tous les français, sous prétexte que leurs opinions n'étaient pas l'opinion à la mode. Que la Russie se soit armée, il était juste ; elle avait des vengeances à exercer : que la Prusse se soit armée, il était juste, elle avait à recouvrer son rang parmi les grandes puissances : que l'Autriche se soit armée, il était juste, elle avait ses anciens états à recouvrer : que l'Angleterre se soit armée, il était juste, elle avait la balance politique à maintenir. Mais la Bavière, le Wurtemberg, Bade, la Suisse ! la Suisse surtout ! de quelque nom qu'il plaise à la politique de qualifier cette conduite, je doute que la philosophie et l'humanité ne s'accordent dans tous les siècles à la traiter d'ingratitude. Et quel est le parti qu'embrasse la Suisse ? Elle se déclare pour la puissance, dont les armées, na-guère, se moquant de sa neutralité violèrent son territoire ; et contre

qui se déclare t-elle? contre la puissance, dont la loyauté respecta cette même neutralité, et qui cependant si elle eût pénétré en Suisse pour marcher au devant de ses ennemis, les eût retenus loin de ses frontières. Oh! quelle est funeste la morale que cette conduite de la Suisse envers la France introduit parmi les nations; cette morale qui tend à leur apprendre, qu'un peuple peut-être puni de son respect pour l'indépendance des autres peuples, que son intérêt est la souveraine loi qu'il doit écouter, et que lors que la nécessité parle il peut sans remords étouffer ce que l'honneur, la foi jurée et la sainteté des alliances commandent. Lorsque l'on fait tant de bruit de la tyrannie de Bonaparte, on devrait ce me semble éviter de tant lui ressembler. Mais quels excès commis par Napoléon n'ont pas été surpassés depuis six mois par les prétendus vengeurs du monde? Eh! quelles représailles la Bavière, le Wurtemberg, Bade, la Suisse, avaient ils à exercer contre la France; sans la grandeur qu'ils ne tiennent que d'elle, seraient ils apperçus aujourd'hui

dans les rangs de ses ennemis? Auraient-ils assez d'importance politique pour se faire remarquer dans cette grande coalition? et leur petitesse ne les rendrait-elles pas invisibles, pour ainsi dire, dans l'énorme masse des grandes nations dont ils ont embrassé la fortune.

Après cette célèbre campagne, Napoléon fut reçu à Paris avec un enthousiasme difficile à peindre, et l'admiration forgea les fers dont par la suite tant de gens ont affecté de maudire le poids. Lorsque pour satisfaire à des ressentimens particuliers, ou pour caresser les opinions du jour, ou pour arriver aux honneurs et aux emplois sous les autorités nouvelles, on se décide à flétrir la mémoire d'un maître dont on n'a plus rien à craindre ni à espérer, il est bien facile de se présenter comme un homme supérieur, dont le génie avait deviné d'avance le jeu des ressorts que l'ambition de ce maître, ou si l'on veut de ce tyran, ferait jouer pour parvenir au rang suprême, et s'y maintenir par le despotisme. Quand on fut témoin des événemens, il en coûte peu de pré-

tendre qu'au besoin on les eut prophétisés, et l'on trouve toujours des gens assez simples pour vous en croire sur parole. Mais l'on sait depuis long-temps ce que l'on doit penser de ces accusateurs, dont la voix ne se fait entendre que sur la tombe des despotes. On sait assez que ces mêmes tyrans pendant leur vie n'eurent point d'adulateurs plus empressés ni plus rampans. Telle fut Rome sous les Césars, telle est Constantinople sous les Sultans. Les Prétoriens renversaient ils les uns, les Janissaires immolent-ils les autres, soudain l'on voyait sur les bords du Tibre et l'on voit encore aux rives du Bosphore, la foule des esclaves accourir, pour trainer dans la fange le cadavre de celui que la veille encore elle servait à génoux. Le sombre et farouche Tibère a-t-il cessé de vivre; quels hommes portent les premiers coups aux statues de ce monstre? Ce sont les affranchis qui le matin encore, le front dans la poussière, quémandaient l'inappréciable faveur de l'un de ses regards. Tels sont les hommes. On ne les changera pas.

Au reste il ne faut pas accuser la France d'avoir seule contribué à encourager et à affermir le despotisme de Bonaparte. Cet homme à pu dans son orgueil se croire le maître du monde, quand il à vu les plus puissans monarques venir jusques dans son camp lui demander la paix. Ce ne fut pas la France qui conseilla aux Rois de Bavière et de Wurtemberg de venir en personne à Paris caresser la vanité de Napoléon. Les grands potentats ne l'ont pas consultée, ce me semble, pour accourir des quatre coins de l'Europe à Erfurt, comme on le verra bientôt, pour y recevoir on pourrait presque dire les ordres de ce même Napoléon. La France a telle forcé l'Empereur d'Autriche, à lui donner sa fille en mariage, et quand l'Archiduc Charles s'honorait à Vienne de représenter Napoléon dans l'église des Augustins à la célébration de l'Hymen de son auguste sœur, la France pouvait elle croire, présumer même, que quatre ans à près tant de têtes couronnées qui le traitaient alors de majesté, d'ami, de frère, de fils, n'auraient plus d'autre titre à lui donner que celui de

brigand. Si ce fut un crime à la France d'avoir secondé son ambition, et d'avoir courbé sa tête sous son despotisme, il me semble que ceux qui l'en punissent si sévèrement aujourd'hui n'ont pas dans un certain temps différé d'opinion avec elle. Qui de la France, ou des monarques de l'Europe, a donné l'exemple de l'estime? Quoiqu'il en soit, il fut empereur, ou ne le fut pas. S'il ne le fut pas, pourquoi les cours étrangères l'ont elles traité ainsi, et devaient-elles attendre si tard à punir l'usurpateur d'un titre sacré qu'elles ne voulaient pas lui accorder? Mais s'il fut empereur, si on le reconnut pour tel, quel reproche a-t-on à faire à la France? qu'on le renverse, qu'on le détrône, si la politique l'exige; mais que par respect pour la majesté des rois, on ne souffre pas que la méprisable tourbe des libellistes salisse des noms les plus dégoûtans, les plus infâmes, celui à qui l'on ne peut désormais ravir le caractère indélébile de la royauté. Quelqu'ancienne que soit une race sur un trône, encore faut-il bien qu'elle ait eu un chef qui lui ait transmis la royauté; et en supposant qu'on

puisse impunément avilir la majesté royale dans Bonaparte, parce qu'il est le premier de sa race qui en fut revêtu, c'est convenir implicitement qu'on aurait pu sans danger en agir de même à l'égard de l'ayeul de celle dont l'antiquité est vénérée. Il fut empereur. Peut on empêcher qu'une chose qui fut n'ait été. Quand l'Assemblée Législative abolit la noblesse elle fit ce quelle ne pouvait pas faire. Elle pouvait bien défendre qu'à l'avenir la noblesse ne fut accordée à personne, parce que cela était possible, mais pouvait elle empêcher qu'un homme ne fut né d'un père noble. Il en est de même de Napoléon. On peut bien défendre qu'on lui obéisse comme empereur, mais on ne peut pas empêcher qu'il ne l'ait été.

Cette fois l'armée française à son retour resta presque en entier sur les frontières. La politique incertaine de la Prusse fit prévoir à l'empereur qu'une rupture prochaine pourrait s'en suivre, et l'un de ses grands talens était d'être toujours sur le champ de bataille avant ses ennemis. Le traité de Presbourg avait été signé le 26 Décembre 1805, et les troupes

françaises évacuèrent Vienne le 12 Janvier 1806. Les vainqueurs ne fatiguèrent pas longtemps les vaincus par leur présence, et le 26 l'empereur arriva à Paris. Cependant alors la Prusse n'avait pas à se plaindre de Napoléon ; elle s'enrichissait de l'électorat d'Hanovre qu'il lui avait cédé. Le 1 d'Avril le Roi de Prusse par sa proclamation se mit en possession de cette belle et grande province, comme de son côté le Roi de Bavière, indépendamment du vaste territoire que la victoire d'Austerlitz et le traité de Presbourg lui avaient valu, y ajouta encore la principauté d'Anspach qu'il tint entièrement de la munificence de Napoléon. Cette année fut consacrée à la nouvelle organisation topographique, amenée par le traité de Presbourg ; la Bavière, et le Wurtemberg, occupèrent les nouveaux états qui leur étaient échus en partage ; le Marquis de Badé et le Prince de Hesse d'Armstadt prirent le titre de grands ducs. Le Prince Eugène réunit les états Vénitiens au royaume d'Italie. Le Prince Joseph entra dans Naples dont bientôt après il fut proclamé Roi. Le

Prince Louis reçut la couronne de Hollande. La Confédération Germanique fut approuvée et signée par les princes d'Allemagne. Mr. de Talleyrand dut à la bienveillance de l'empereur le titre de Prince de *Bénévent*, le Maréchal Bernadotte celui de Prince de *Pontécovo*. Enfin la première violation, au traité de Presbourg, fut opérée par l'Autriche trois mois après la signature du traité. Les bouches du Cataro, qui devaient être remises aux troupes françaises, furent livrées aux Russes par le commissaire Autrichien.

Des historiens ont pris la victoire d'Austerlitz et la paix de Presbourg pour date de l'introduction du régime militaire en France, et l'ont attribué à ce despotisme de Napoléon, qu'à les entendre rien désormais ne pouvait plus contrarier. Quand on écrit l'histoire, le premier devoir est de ne pas s'écarter de la vérité. Quelques succès que Napoléon eût obtenus, quoi que son orgueil alors pût avec raison lui persuader qu'il était le dispensateur des destinées de l'Europe, je demanderai si tous les élémens d'opposition à son système de tyrannie n'existaient pas encore en France?

Le Sénat, le Corps Législatif étaient ils privés de la puissance qu'ils tenaient de la constitution ? Les autorités départementales avaient elles perdu le droit de transmettre les vœux de leurs administrés aux ministres ; et si l'asservissement de ces ministres les eût déterminés à un silence coupable, une semblable réticence pouvait elle durer long-temps ? Enfin le peuple même, sur le front du quel les rois lisent toujours leur arrêt, ne pouvait-il pas, par la froideur de sa contenance, annoncer son mécontentement. Alors du moins, en supposant ce despote aussi terrible qu'on la représenté, surtout depuis que les ambitions individuelles, la soif inextinguible des honneurs et des dignités, et l'insatiable amour de l'or, n'ont eu plus rien à en attendre, alors, disje, il y eut eu du courage, de la noblesse, de la fierté, à l'arrêter dans le cours de ses prétentions exagérées et liberticides. On aurait du moins évité l'insigne bassesse de commencer à lui résister, lorsque les revers l'eurent atteint. C'était en revenant d'Austerlitz, qu'il eût été digne d'une grande nation de lui faire sentir l'autorité de son opinion ; mais après le désas-

tre de Moscow et de Leipsick se prononcer contre sa tyrannie, c'était se conduire en esclaves qui se figurent n'avoir plus rien à craindre, plutôt qu'en hommes libres justement indignés du joug. Heureusement ce reproche ne tombe que sur une poignée d'hommes, et non sur la France en général. Mais la vérité est que ce système de gouvernement militaire qu'on lui impute avec tant d'aigreur aujourd'hui fut l'ouvrage de la totalité du peuple français bien plus que le sien. L'amour pour la gloire militaire fut dans tous les temps un des grands traits du caractère français. Si les défaites n'ont pas la puissance de l'éteindre, il va jusqu'à l'enthousiasme quand la victoire le seconde. Tel était l'état de la France après la campagne d'Austerlitz ; tel on le reverra encore après la paix de Tilsit. On attribue maintenant à l'adulation la condescendance des grandes autorités pour les projets de Napoléon. Il est plus juste de dire qu'en leur qualité de françaises elles partageaient le délire général. Les soldats, l'armée, les généraux, le souverain guerrier et toujours triom-

phant, tels étaient les uniques objets de l'amour public. Essayer dans de semblables momens de persuader au français cette grande vérité, que la liberté publique dérive des loix et que le pouvoir militaire est le plus aveugle comme le plus pesant des pouvoirs, c'est se décider à passer pour mauvais citoyen, et le grand argument de la gloire lui servira toujours pour combattre les craintes des publicistes. A de semblables époques, la plus légère démarche des grandes autorités pour comprimer l'ambition guerrière de Napoléon eut été regardée tout au moins comme indifférence pour la gloire nationale. Ce n'est pas Napoléon qui était alors le tyran, c'était, et ce sera toujours, l'engouement national pour la gloire. Ce sentiment généreux, mais si funeste est en général si vif que quelques années après, lors du retour de la campagne de Dresde, quand quelques hommes du Corps Législatif se prononcèrent contre la fureur belliqueuse de Napoléon ; cette démarche, tout au moins indiscrete dans la circonstance ou la France se trouvait, ramena dans son parti la grande majorité de ceux que les malheurs récents en

avaient éloignés, parce que la vengeance de la gloire compromise se faisait entendre avec encore plus d'autorité que le sentiment même des maux que l'on éprouvait. Qu'on ne dise donc pas qu'à ces grandes époques d'Austerlitz et de Tilsit l'adulation présidait seule aux déterminations des grandes autorités, et de la nation elle même. Elles obéissaient à cette tyrannie bien plus forte que celle de Napoléon, à cette tyrannie qu'exercera constamment le peuple français, je veux dire la jalousie de passer pour la première des nations parmi les nations guerrières.

Lorsque Napoléon, pour recruter ses armées, anticipa sur les années de la conscription, que risquait le Sénat à s'y opposer? le ressentiment de l'empereur: que lui importait? fera t-on croire aux hommes que la partialité n'aveugle pas, que l'empereur eût brisé le Sénat, eût détruit les autorités, eût déchiré la constitution qu'il regardait comme son ouvrage, et eût provoqué par un acte semblable une commotion populaire, une insurrection enfin, le seul des dangers qu'il ait redouté dans sa vie. Quand l'empereur, dans la

froide barbarie de son ambition, demandait ainsi des avances sur les générations, ce n'était point à l'empereur que le Sénat, que les préfets des départemens, que les jeunes gens mécontents pendant un jour et consolés le lendemain,<sup>(10)</sup> que les parens même dans leur affliction, obéissaient; c'était à la force de ce préjugé : *il faut vaincre*. Que la France raisonne bien ou mal, elle raisonne ainsi. Je ne citerai pour exemple que les deux jugemens qu'elle a portés sur Moreau. Croit-on que l'intérêt que ce général lui inspira lors de son procès lui fût personnel? nullement. La nation ne voyait que la perte d'un instrument qui l'avait fait vaincre. C'était un ressource de moins qu'elle avait pour ajouter à sa gloire militaire. Voilà l'unique objet dont elle était occupée. Mais lorsque Moreau à réparé à la suite des russes, toute cette grand estime s'est à l'instant effacée. Elle n'a plus vu en lui qu'un transfuge, qu'elle a d'autant plus détesté qu'il venait prêter ses talens aux étrangers pour diminuer cette gloire militaire dont elle est si jalouse. Au reste quelques honneurs que le changement

de circonstances veuille rendre aujourd'hui à la mémoire de Moreau, il n'en sera pas moins constant que Moreau a combattu contre sa patrie. On sourit de pitié à cette puérile excuse, qu'il n'en voulait qu'à Bonaparte; mais pour atteindre Bonaparte, ne lui fallait-il pas combattre cent mille français? pour atteindre Bonaparte n'enseignait-il pas aux ennemis la route qu'ils devaient suivre pour porter les fureurs de la guerre dans le sein de la France? que l'on torture tant que l'on voudra les principes de l'honneur pour anoblir cette conduite, il restera toujours vrai qu'il a porté les armes contre sa patrie. C'est une tache que la gloire n'a pas effacée pour le grand Condé, elle ne sera pas plus habile pour Moreau. Du temps de la chevalerie l'on ne se conduisait pas ainsi. Un preux eût dit *je n'en veux qu'à Bonaparte*; il lui eût envoyé un cartel; ils se fussent battus, il en eût délivré le monde, ou fût succombé avec gloire. On dira vainement que Moreau servait une cause légitime. Alors certes personne en France n'était dans le secret de Moreau. Mais *modus in-rebus*; placés Moreau à la tête

d'une armée française; que cette armée ait dans ses rangs la famille des Bourbons, et qu'elle s'avance pour lui rendre le trône, alors la conduite de Moreau est intacte. Mais l'armée russe, les armées coalisées n'étaient pas en Saxe les armées des Bourbons. Elles ne l'étaient pas encore la veille du 15 Mars 1814. Moreau a donc combattu sciemment contre sa patrie, dans des armées qui étaient bien loin alors de s'être prononcées pour le triomphe de cette cause légitime, que l'on fait aujourd'hui l'honneur à Moreau d'avoir prétendu défendre. Soyons plus vrais; et disons que Moreau, placé sous l'égide de l'Empereur Alexandre entrevoyait, dans le renversement de Bonaparte d'autres espérances que celles qu'on lui prête si généreusement aujourd'hui.

Si Napoleon à son retour d'Austerlitz donna une couleur militaire à tout ce qu'il créa, ce fut bien moins pour accroître son autorité, qui certes à cette époque n'avait guère besoin d'un semblable secours, que pour se réconcilier avec le peuple au quel il avait déplu par le concordat, et par son apparent rapprochement vers les prêtres. Ce fut une

petite amende honorable qu'il fit au caractère national, dont l'orgueil savoura l'encens que le souverain offrit à ses idées chevaleresques. Qu'il ait profité de cette disposition des esprits que l'on retrouve toujours la même en France depuis tant de siècles, pour rendre sa volonté plus indépendante encore, je le veux, mais que ce fût un système prémédité pour réduire la France à l'esclavage, je le nie. Napoléon la servait selon son goût, selon ses desirs, et si le régime militaire est un régime favorable à la tyrannie, comme il serait facile à tout homme ami de la liberté de le prouver, la France le reçut de son incurable manie pour la gloire des batailles, bien plus que de l'empereur.

Au reste, l'esclavage, en dernière analyse, ne consiste que dans l'obligation forcée de faire ce qui déplaît. Nul peuple à coup sûr ne fut plus libre que le peuple romain pendant la longue période du régime républicain, et nul cependant ne fut plus esclave du régime militaire. A-t-il jamais senti cet esclavage? non, parce que la guerre était son élément. Elle était le grand moyen de police

à Rome. Prevoyait on quelque tumulte populaire? les consuls déclaraient une guerre quelconque, et soudain le calme renaissait, et toutes les volontés étaient réunies. Il n'est pas douteux qu'à la longue cet engouement la courba sous la tyrannie des empereurs; mais corrige-t-on le caractère national? En France il en est de même, mais il n'en est pas moins vrai que les français, tout aussi bien que les romains, ne considérèrent jamais le régime militaire comme une des ressources du despotisme<sup>(11)</sup> tandis qu'il est beaucoup d'autres moyens dont le même despotisme essaierait d'user qui dans l'instant répandraient l'alarme, et contre les quels toutes les volontés se réuniraient subitement. Telle fut par exemple l'espèce de faveur, que Napoléon sembla pendant quelques jours accorder au sacerdoce; elle révolta tous les esprits; et ce fut bien moins alors la tyrannie de Napoléon que l'on redouta que la tyrannie des prêtres, la plus insupportable comme la plus honteuse de toutes. Il eut cette faiblesse. Le Brun, comme je l'ai dit ailleurs, secondé par Taleyrand, lui persuada qu'en France tout le monde était

dénot, et que le retour des prêtres serait un bienfait que l'on recevrait avec transport. Il crut plaire à la nation et s'aperçut bientôt qu'on l'avait et qu'il s'était trompé ; sa conduite au retour d'Austerlitz n'eut d'autre objet que de caresser une opinion nationale pour faire oublier la contrariété qu'il avait fait éprouver à l'opinion contre les prêtres ; opinion que les lumières, l'expérience, et leur conduite avant et depuis la révolution ont également rendue nationale. Ainsi s'exposera toujours en France à l'inimitié populaire tout gouvernement qui laisserait appercevoir une propension à laisser prendre à cette classe d'hommes une sorte de prépondérance. Ce serait dans cette imprudence que se retrouveraient malheureusement les germes de révolutions nouvelles.

L'empereur, à son retour d'Austerlitz, s'attacha donc à flatter ce goût invincible de la France pour la gloire militaire, soit dans le caractère qu'il donna aux monumens, soit dans l'esprit qu'il imprima aux institutions. L'érection de l'arc de triomphe du carouzel fut décrétée. Il décida que personne ne passerait sous cet arc de triomphe avant qu'il eût

servi à l'entrée de l'armée, lors de son retour en France. Les bas reliefs dont il devait être, et dont il fut décoré, furent consacrés aux grands exploits de cette campagne, la capitulation d'Ulm, l'entrée dans Vienne, la paix de Presbourg, etc. Il ordonna qu'il serait surmonté du char de la Victoire, attelé des quatre chevaux de Corinthe. Il sut dans la suite que l'on avait fait fondre sa statue, dans l'intention de la placer dans ce char; il la fit briser, et défendit également qu'on lui en érigeât une sur la colonne. Elle n'y fut placée dans la suite qu'à son inscu et pendant son absence, d'après l'ordre du prince archichancelier. Le nom de Colonne de la grande armée fut donnée par lui à ce magnifique monument, l'unique sur la terre dans son genre; le public a préféré le nom de colonne d'Austerlitz, comme indiquant plus directement le grand événement qu'elle était destinée à rappeler, et ce nom est resté. Il décida que le Temple de la gloire serait construit sur l'emplacement de la Madeleine. La Grèce n'a point imaginé d'édifice plus *grandiose* pour transmettre à la postérité le souvenir des

héros. Dans toute l'étendue de ce Temple, immense dans ses proportions, des tables de marbre blanc encastrées dans les entrecolonnemens et descendant depuis les corniches jusqu'au parquet, devaient porter les noms de tous les braves, morts glorieusement sur les champs de bataille. Leur éloge devait être prononcé tous les ans dans ce Temple, en présence des grandes autorités ; et des prix devaient être distribués aux orateurs, dont le talent les eût le plus dignement célébrés. La garde en eut été confiée à la Légion d'Honneur, dont le palais eût été construit sur la place dont l'enceinte eut précédé le Temple. La magnifique maison d'Ecouen où les filles des membres de la Légion d'Honneur étaient élevées, fut organisée, et le plan de celle de St. Denis destinée au même usage fut arrêté ; la restauration de la superbe église, ancienne sépulture des rois, fut commencée, et l'empereur ordonna que des autels expiatoires de la profanation des tombeaux y fussent placés, que les fleurs de lys fussent rétablies sur les vitraux, et les statues des monarques replacées sur leurs pedestaux. Il fit réintégrer sur les

inurs des galeries du Louvre les chiffres de Henri II, et de Diane de Poitiers. Le vaste boulevard, ouvert sur les ruines de l'exécrable Bastille, le quai qui le termine, la place ouverte de l'autre côté du fleuve devant le jardin des plantes, reçurent les noms de Bourdon, de Valhubert, et de Morland, généraux tués à Austerlitz, tandis qu'à l'autre extrémité de Paris, le quai qui conduisait au pont d'Iéna reçut celui de Billi, général dont une mort glorieuse avait également arrêté la carrière dans cette grande journée. Le bigotisme fut chassé de l'instruction publique ; il fut remplacé par la pureté des principes religieux, par l'exemple des bonnes mœurs donné par les maîtres, par l'étude des sciences utiles à la patrie, et par les formes militaires, seules convenables aux enfans d'une nation belliqueuse. L'arc de triomphe, connu sous le nom vulgaire de porte St. Denis, fut restauré, la statue de Louis XIV rétablie, et tous les attributs de la gloire de ce monarque, toutes les allégories, toutes les devises relatives à ses conquêtes, restituées ou réparées ; enfin les statues de tous les généraux fameux furent

commandées aux arts, et la peinture fut chargée de retracer les batailles ou la gloire et la fortune les avaient couronnés. La ville de Paris s'empressa de joindre ses hommages à ceux que l'empereur se plaisait à rendre à la bravoure ; et la première pierre de l'arc de triomphe de l'étoile, l'un des plus grands connus dans le monde, fut posée. Dans tout cela, l'on voit bien de grands honneurs rendus à la vertu guerrière ; mais rien à coup sur n'indique le régime militaire, tel qu'on l'entend en Angleterre.

Cette puissance à cette époque fit une grande perte ; Mr. Pitt encore dans la force de l'âge descendit au tombeau. Il mérita comme le Comte de Chatam son père la réputation de grand ministre et hérita de sa haine pour la France. Sa mémoire doit être respectée. Nul homme n'aima plus sincèrement sa patrie, et cette grande vertu doit faire excuser des préventions que l'humanité autant que la philosophie désavouent. Il me semble qu'une politique, dont tous les efforts tendraient à rapprocher les hommes de tous les pays, et à les réunir s'il était possible par des

intérêts communs, serait préférable à celle qui ne voit de grandeur et de prospérité pour un état que dans l'abaissement et l'humiliation des autres peuples. Voilà ce que l'on devrait, on ce que l'on aurait du gagner aux progrès des lumières ; mais malheureusement on est forcé de le dire, la politique semble chaque jour marcher en sens inverse de ces mêmes lumières ; jamais elle n'affecta plus de désintéressement dans ses paroles, et ne fut plus spoliatrice dans ses effets. On parle du démembrement des états, on s'enrichit de leurs provinces, avec le même sang-froid que s'il s'agissait d'un acte de justice. L'Europe n'a pas le droit de se plaindre de cet ordre de choses. Elle a souffert le partage de la Pologne, et le partage de la Pologne a démoralisé la politique. Quoi qu'il en soit cette observation générale ne s'applique pas à Pitt. Il considérait sa nation comme devant être la première de l'Europe. Ce sentiment, il devait l'avoir ; il est naturel, il est honorable ; il a du tout oser, tout entreprendre, tout faire, pour arriver à son but ; mais jamais dans un conseil, dans un congrès, dans un traité, Mr.

Pitt n'eût donné son assentiment à une grande injustice sociale, et le droit de dépouiller sans autre titre que le droit de convenance est un droit dont il n'eut jamais fait usage. Il avait une grande fierté de caractère, et cette qualité ne s'accorde guère avec la duplicité diplomatique.

Je ne sais pas si Pitt fut jamais bien jugé en France. Je sais qu'on lui rendait haine pour haine. On avait persuadé aux français qu'il ne voulait entendre qu'à une guerre d'extermination. Je crois qu'il était trop grand homme pour avoir adopté une idée aussi révoltante, et dont les résultats eussent été si funestes à l'Angleterre. Il n'est pas de l'intérêt de l'Angleterre que la France soit effacée de la liste des nations. Je pense que Pitt voulait arriver à une paix longue et solide, qu'il se figurait ne pouvoir parvenir à ce but qu'en lassant la France par une guerre opiniâtre. Peut-être eut-il obtenu bien plutôt le prix de ses travaux, si il lui eût été donné de juger avec impartialité des prétentions de son ennemie.

Sa mort fit une grande sensation en France.

On ne s'en réjouit pas. Le caractère généreux du peuple français le garantit de ces sortes de bassesses. Mais l'ou calcula l'effet qu'un semblable événement pourrait produire sur la situation politique de l'Europe, et l'espérance de la paix fut le résultat de ces réflexions. Ces espérances s'accrurent encore à l'avénement de Mr. Fox au ministère. Non moins éloquent que son prédécesseur, également grand homme d'état, aussi ardent ami de la gloire et de la prospérité de sa patrie, mais les envisageant sous un autre point de vue, les faisant dépendre d'autres principes, différent d'opinion avec Pitt sur les moyens de les lui assurer, on crut entrevoir le jour où la noble franchise de cet homme célèbre en harmonie avec la fierté de Napoléon qui ne lui permettait pas de déguiser ses volontés dans les négociations, amènerait la réconciliation, et rendrait le repos au monde. Ce jour si désirable sans doute serait né. La providence ne le voulut pas. Une mort inopinée frappa Mr. Fox. Le système politique de Pitt reprit faveur dans le ministère Anglais, et la paix fut ajournée encore.

On est humilié de voir cette providence arrêter dans leur cours des projets fondés sur la loyauté et la grandeur d'ame et laisser triompher les intrigues dont le succès souvent ne dépend que de la ruse et de la vénéralité. Il semble qu'elle compte les vertus humaines pour rien. Ne la condamnons pas, elle à ses vues ; elle marche à ses fins par des voies qu'il ne nous est pas permis de juger. Le Marquis de Lucchesini était alors Ambassadeur de Prusse en France ; de petites ruses, d'obscures malices, un incorrigible pointillage de mots, faisaient le fonds de sa politique. A Paris, en apparence toujours en extase devant le *puissant génie* de l'empereur, tous les superlatifs italiens ne lui suffisaient pas pour célébrer sa gloire, ses talens, sa grandeur. Chaque jour il portait à ses pieds le vœu de la Prusse pour entretenir une paix profonde avec *ce grand homme*. Avec sa cour ce n'était plus cela. Il lui transmettait toutes les épigrammes, toutes les calomnies, toutes les plates conjectures qu'il receuillait dans les salons de Paris, où dans tous les temps l'inutilité des hommes, et la frivolité des femmes amusèrent leur oisiveté de

leurs ridicules critiques, et de leurs risibles arrêts sur la conduite des gouvernemens. Voila ce qu'il présentait à sa cour comme l'esprit général de la France. A l'en croire, elle était épuisée ; l'empereur était sans argent, sans ressources, sans armée ; le mécontentement était dans toutes les classes ; et jamais l'instant de combattre avec succès n'avait été plus propice. La guerre commença donc. Son début fut la victoire d'Iéna. Le reveil fut terrible pour la Prusse, et Mr. de Lucchesini peut satisfaire sans doute de ses conseils diplomatiques, renonçant aux rives de la Sprée, fut à Florence recommencer l'étude de Machiavel. Il mourut en Italie peu de temps après.

La célèbre bataille d'Iéna, quoique dans le fait elle fut la première décisive de cette mémorable campagne de Prusse avait été précédée des combats de Hoff, de Schneitz, et de Saalfeld, où le Prince Henri de Prusse fut tué, et de la bataille de Weimar où les Saxons souffrirent beaucoup. Mais la victoire d'Iéna décida du sort de la Prusse entière ; la perte de cette puissance dans cette journée mémorable fut énorme. Il n'y a point d'exemple d'une

bataille où l'armée vaincue aye perdu trois cent pièces de canon, soixante drapeaux, quarante mille prisonniers, vingt mille tués ou blessés. La prise d'Erfurt, de Halle, de Leipsick, de Spandau, de Berlin enfin, suivirent de près. L'empereur, pour rappeler aux Prussiens leurs anciens revers en Champagne se donna le malin plaisir d'y faire une allusion assez singulière en entrant à Berlin. En quatre vingt douze, époque de la présence du Roi de Prusse en personne et de son armée en Champagne, d'où le Général Kellerman, vainqueur à Valmi, les força de se retirer, tous les bataillons qui marchèrent pour les repousser sortirent de Paris, en chantant la belle hymne, *Allons enfants de la patrie*, si fameuse à cette époque, et que par son influence sur le soldat français on aurait pu comparer aux chants de l'antique Tyrthée. Ces bataillons associaient alors à cet air héroïque un air plus gai, plus dansant, et plus trivial, que l'on appelait la *Carmagnole*. Pendant toute la journée de Valmi la musique des régiments ne fit point entendre d'autres airs. L'abus que les terroristes firent dans la suite de ces deux chansons les flétrirent, et

pendant longtemps les patriotes purs eussent rougi de les chanter. Ce ne fut donc pas sans une surprise extrême que l'on apprit à Paris qu'en entrant à Berlin ces deux airs avaient été les seuls que, par ordre de l'empereur, la musique de la garde impériale avait exécutés. L'intention n'échappa à personne. En reproduisant aux Prussiens dans leur capitale les airs que les français leur avaient fait entendre en les repoussant hors de leur territoire, c'était une plaisanterie de vainqueur qui ne coutant aucune larme à l'humanité, se rattachait au caractère français par son allusion épigrammatique. On sut un gré infini à l'empereur de cette plaisanterie. Tel est le peuple français. Cet épisode guerrière l'intéressa pendant quelque jours beaucoup plus que l'importance de la conquête.

L'énumération de toutes les villes prises et de tous les combats, constamment couronnés par le succès, qui suivirent la bataille d'Iéna n'entre point dans le plan de cet ouvrage. Je ne m'y arrêterai donc pas. Je rappellerai simplement que le Général Blucher fut battu à Lubeck par Murat depuis Roi de Naples, par

Bernadote aujourd'hui Prince héréditaire de Suède, et par le Marechal d'Avoust, et que le lendemain le même Général Blucher capitula à Rattkow avec vingt un mille Prussiens sous ses ordres qui mirent bas les armes. Les Russes accoururent au secours de la Prusse et ne furent pas plus heureux. La bataille d'Eylau si sanglante, et la bataille de Friedland si savante, terminèrent cette campagne; non moins fameuse que celle d'Austerlitz. Napoléon laissant derrière lui la Prusse entièrement conquise, la Hesse occupée, la Saxe soumise, la Pologne protégée et la Silésie entamée, arriva sur les bords du Niémen, et la se conclut la paix de Tilsit.

La conférence entre Napoléon et Alexandre, qui précéda la rédaction du traité, eut lieu sur le fleuve même, au milieu duquel on avait construit un pavillon où les deux souverains arrivèrent en même temps. L'empereur Napoléon était accompagné de Murat grand duc de Berg, de Berthier prince de Neufchatel, du Maréchal Bessières, de Duroc grand maréchal du palais, et de Caulaincour grand écuyer. Les deux armées étaient en

bataille sur les deux rives du fleuve. Les deux empereurs passèrent une demie heure ensemble, et une estime réciproque parut les unir. Elle existait en effet. Ces deux caractères francs et généreux étaient faits pour s'entendre. Mais la politique!!!

L'Empereur Alexandre le lendemain fit son entrée à Tilsit. Les plus grands honneurs lui furent rendus. Napoléon fut le recevoir sur le bord du fleuve. La garde impériale, la plus belle, comme la plus brave des troupes que jamais souverain ait possédée à son service, bordait la haye. Un palais avait été préparé pour Alexandre, et depuis le 29 Juin jusqu'au 9 Juillet une amitié sincère s'établit entre les deux princes, et le Roi de Prusse qui s'était rendu à Tilsit parut également partager ces sentimens. La paix fut signée par les trois souverains. L'Empereur de Russie et le Roi de Prusse reconnurent par ce traité Joseph Napoléon, Roi de Naples; Louis Napoléon, Roi de Hollande; le Prince Jerome Napoléon, Roi de Westphalie; et le Roi de Saxe, Grand Duc de Varsovie. Ce

traité de paix fut déclaré commun au Roi de Saxe, et aux différens princes souverains qui faisaient partie de la Confédération du Rhin et étaient alliés de l'Empereur Napoléon. Le nombre des prisonniers Prussiens faits pendant cette campagne, s'élevait à cinq mille cent soixante et dix neuf officiers et à cent vingt trois mille quatre cent dix huit sous-officiers et soldats. Ce calcul est conforme à celui porté dans le tableau que présenta à l'Empereur le Prince Berthier, major général de l'armée. Ces prisonniers furent rendus. Le Roi de Prusse fut rétabli dans son royaume, L'Empereur de Russie témoin et content de la loyauté de Napoléon retourna dans sa capitale. Le Roi de Saxe fut investi des nouveaux honneurs que le traité lui accordait. Le nouveau Roi de Westphalie fit son entrée à Cassel, et épousa la Princesse de Wurtemberg. Des garnisons furent laissées dans différentes villes fortes d'Allemagne ; l'armée reprit la route de la France, et l'empereur arriva à Paris, où l'admiration et l'amour public, qu'il méritait encore à cette époque, le reçurent avec enthousiasme.

Ces grands événemens se passèrent en 1807, et quand on réfléchit que sept ans après, ce même triomphateur fut conduit captif à mille lieues de l'Europe dans une petite île de la mer atlantique, que ses frères, ses sœurs, furent dépouillés de leurs propriétés individuelles, forcés de fuir de cantons en cantons sans trouver un azile, ou mis sous la plus stricte surveillance comme des malfaiteurs dans les lieux où on leur permettra de vivre ; que cette immense foule de héros qui combattirent avec tant de dévouement pour la gloire de la France furent impunément traités de brigands, de bandits par de méprisables libellistes, et que ce renversement de tous les principes fut toléré par les augustes souverains qui se faisaient gloire alors de les couvrir de leur estime, de les combler d'honneurs, de les revêtir de ces vides que sur le trône ils s'honorent eux-mêmes de porter ; quand on songe enfin que cette grande catastrophe fut préparée de longue main par des courtisans comblés des bienfaits de celui qu'ils se sont fait un jeu de conduire à sa perte en exaltant ses

passions et en creusant chaque jour le piège où leur main faussement amicale l'entraînait insensiblement, on reste muet d'étonnement ; on s'humilie devant le grand moteur des destinées humaines, et l'on attend en frémissant quel sera le dénouement de ce grand spectacle qu'il offre à la raison bornée de l'homme.

Ici vont commencer les grands torts de Napoléon. Que manquait il à sa gloire ? il avait obtenu ce dont aucun conquérant n'avait jamais joui. Alexandre avait ravagé l'Asie, l'avait mise aux fers et non pas pacifiée, n'avait rien fait pour le bonheur de la Macédoine, et préférant les voluptés de Babilonne à l'amour de ses premiers sujets, léguait en mourant la guerre au monde en irritant par un mot plus brillant que sage l'orgueil de ses lieutenants. En comparant sa situation à celle du fils de Philippe, il devait donc trouver la gloire à la quelle il était parvenu bien supérieure à celle du vainqueur d'Arbelles. En méditant de nouvelles guerres, était-ce César qu'il prétendait imiter ? mais César triomphateur de Pompée et de l'Égypte, vainqueur des Morins et des Gaules, au lieu de

trouver dans Rome ces transports d'amour que Napoléon trouve à Paris, n'y rencontre que des sénateurs jaloux de sa puissance, et va porter le guerre en Perse pour disséminer ses ennemis sur le globe. César cherche un trône, Napoléon est affermi sur le sien. L'exemple de César eût donc été mal choisi. Ce que la politique commandait à César la politique devait le défendre à Napoléon. A quoi donc attribuer cette guerre d'Espagne, cette nouvelle guerre de Russie dont l'injustice a révolté toute l'Europe contre l'homme que toute l'Europe admirait et redoutait à l'époque où nous sommes parvenus? A quoi l'attribuer? à cet esprit de vertige qui s'empare de tous les hommes, quand l'ivresse de la puissance et de l'orgueil les empêche d'apercevoir les véritables limites qu'il n'est pas donné à la gloire de franchir, et aux perfides suggestions des misérables flatteurs dont l'obscur vanité se repait en silence du plaisir de voir commettre de grandes fautes à l'homme que son génie a placé si loin d'eux, et dont l'énorme supériorité les irrite et les fatigue. Sans doute entre cette guerre d'Espagne si criminelle, si longue et

si meurtrière, et cette guerre de Russie si désastreuse, la campagne de Wagram viendra placer encore une belle époque ; mais déjà la victoire se montrera plus rebelle ; moins obéissante il faudra l'acheter et l'on sait trop ce qu'elle coûte. Les contrariétés, jusques alors inconnues, se montreront tout-à-coup. On sera forcé à Lobau d'apprendre qu'il faut quelque fois ajourner la victoire ; et le Danube, en se débordant, donnera le premier l'exemple de la révolte contre la fortune de Napoléon.

Une des conséquences du traité de Tilsit fut d'armer la Russie et la Prusse contre l'Angleterre et de fermer au commerce de cette puissance les ports de la Baltique. Napoléon, pour déterminer la Suède à embrasser la même politique, la menaça d'une invasion et s'empara de Stralsund, tandis qu'à l'autre extrémité de l'Europe il préparait déjà sous les murs de Bayonne l'armée destinée à envahir le Portugal, et en confiait le commandement au Général Junot qui depuis fut Duc d'Abrantès.<sup>(12)</sup> Infatigable dans sa marche vers l'immortalité, peut être aujourd'hui si pesante pour lui, il ne lui suffisait pas

d'aspirer à ce qu'il n'existât pas une guerre en Europe sans quelle le rappelât à la mémoire des hommes, il voulait encore que son nom fut attaché à toutes les entreprises recommandables par leur utilité, et surprenantes par leur conception. Paris devient pour ainsi dire le centre du monde, d'où partiront toutes les communications qui rattacheront à sa splendeur et à son commerce toutes les nations dont la France est entourée. Tous les canaux s'achèvent. Les productions de la Belgique se montrent pour la première fois sur la Seine. L'Ourque vient prêter ses flots à la salubrité de la capitale. Le pont de Sèvres est commencé. Celui de St. Cloud terminé. Les routes de Wesel, de Mayence, de Turin, d'Aléxandrie, sont ouvertes. Les plaisirs de la paix viennent aussi ajouter à l'enthousiasme qu'inspirent et les prodiges de la valeur, et les miracles des arts, et les phénomènes des travaux publics. Les fêtes données aux armées, dépassèrent en magnificence tout ce dont Paris jusqu'alors avait pu garder le souvenir ; et tout-à-coup Napoléon incapable de repos, part comme un trait, ar-

rive à Milan, voit Venise, visite le royaume d'Italie, et poursuivant l'Angleterre partout, s'acharnant à l'exiler du continent depuis Crunstadt jusqu'aux pieds des Pyrénées, va tenter encore de lui fermer tous les ports de la Méditerranée.

Cette haine de Napoléon pour l'Angleterre fut l'une de ses plus grandes erreurs. Je crois qu'il s'exagéra trop à lui même la position dans la quelle son idée supposait l'Angleterre. Il crut que l'assistance du continent lui était indispensable. Il ne la considéra que comme une maison de commerce ou de banque, dont la banqueroute devient forcée si on lui ferme les caisses de tous les capitalistes. La prohibition, et surtout la saisie et la combustion des marchandises anglaises était la plus fausse, la plus viciense et la plus funeste de toutes les mesures. Qu'importait à l'Angleterre? ce n'était pas elle que l'on ruinait. Les marchandises importées sur le continent sont, en grande partie du moins, payées ou par échange, ou par effets commerciaux, ou comptant; le reste de la dette n'est pas éteint parce que la marchandise est saisie après qu'elle est reçue. La

perte n'était donc réelle que pour les commerçans du continent, et plus l'on diminuait la masse de ces marchandises anglaises plus l'on servait l'Angleterre, en multipliant pour elle les circonstances ou il lui faudrait les remplacer dans les magasins vidés par la confiscation. Cette mesure ne tournait qu'au bénéfice des fripons, dont l'avidité trouvait toujours le secret d'éluder l'exécution du décret. D'ailleurs quelle folie de faire bruler, de détruire enfin des objets, dont on pouvait tirer une si grande utilité. Puisque l'on faisait aux particuliers cette grande injustice de confisquer ce qu'ils avaient acquis sans défiance et sous la garantie des relations commerciales, pourquoi ne pas employer ces marchandises utilement? les draps, les toiles, les cuirs, les chapeaux, ne pouvaient-ils pas servir pour le soldat? les thés, les cafés, les sucres, ne pouvaient ils pas être distribués à un prix modique à la classe indigente, privée depuis si longtemps en France de ces sortes de denrées. Mais ruiner des particuliers, sans aucun avantage pour l'intérêt général, détruire pour l'unique plaisir de détruire, avec la certitude de nuire à ses sujets et aux sujets

de ses alliés, sans avoir celle de nuire à ses ennemis, ce n'est pas là, ce me semble, de la politique, c'est du vandalisme. C'est imiter ces enfants taquins, dont la malice dérobe un joujou pour l'unique plaisir de le briser. Ce n'était pas ainsi ce me semble que Napoléon pouvait faire repentir l'Angleterre de ses arrêts du conseil. Je crois qu'il eut du réfléchir qu'on ne force pas une nation à faire banqueroute, quand le commerce des trois autres parties du monde lui reste ouvert.

Il me semble que si Napoléon avait voulu nuire à l'Angleterre, bien loin de s'abandonner à ce projet gigantesque et inexécutable de l'exiler du continent, il fallait plutôt donner dans l'excès contraire. Il fallait lui ouvrir toutes les issues ; il fallait la souffrir dans tous les marchés de l'Europe, et fournissant habilement ces marchés d'objets manufacturés sur le continent, et rivalisant avec elle par les qualités de ces marchandises, en établir les prix en concurrence avec les siens, les tenir adroitement toujours au dessous, et si pendant quelques années cette manière de procéder eût exigé quelques sacrifices, il eut été

bien plus facile de faire entendre aux manufacturiers des différens états alors sous l'influence de la France, que la solidité et la prospérité future de leurs manufactures dépendaient de ces sacrifices passagers, que de persuader aux commerçans qu'il était d'une saine politique, non seulement de leur défendre toute liaison avec l'Angleterre, mais encore de se laisser dépouiller des marchandises qu'ils en avaient reçues pour les anéantir. Combien de fois en France, combien de fois Napoléon lui même, en s'élevant contre les prétentions de l'Angleterre, n'a t-on pas, et n'a t-il pas argumenté d'après ce principe, que le pavillon couvre la marchandise. Pourquoi l'enseigne du commerçant ne conviendrait elle pas également la marchandise. Une loi conforme à l'équité naturelle sur un élément, cesse t-elle de l'être si l'on en fait l'application sur un autre élément. Saisissés sur terre des armes, des fusils, des canons s'ils proviennent d'une nation avec la quelle vous êtes en guerre, comme vous le faites à la mer, quand la force vous permet d'user du droit de visite. Mais les marchandises sont un produit des

métiers et des arts, et les arts et les métiers ne connaissent point de nations ennemies.

Il est présumable que si Napoléon, dans le désir ardent que, depuis l'explosion du 3 Nivose, il éprouva constamment de se vanger de l'Angleterre, eût pris conseil de quelques hommes profondément versés dans la science du commerce, il l'eussent infailliblement détourné de ce système des prohibitions inutilement pernicieux. Aujourd'hui que toutes les portes sont ouvertes sur son compte à toutes les calomnies comme à toutes les vérités, on entend des hommes encore tout chamarrés des honneurs dont il les a surchargés, des hommes dont l'existence ne repose que sur les richesses dont il les accabla, et qui sortis de la poussière, grâce à sa munificence, après avoir sous son règne fatigué les regards du public par le spectacle de leur impudente arrogance, de leur hauteur ridicule et souvent de leur crasse ignorance et de la dépravation de leur mœurs, traînent maintenant dans la fange de la plus noire et de la plus vile ingratitude les titres, les cordons, délateurs irrécusables de leur impérial esclavage, et de leurs Napoléon-

ides adulations, on les entend, disje, répéter, que dédaignant toute espèce de conseil, il était inaccessible à la vérité. Certes le choix qu'il fit de quelques uns de ces hommes pour certains emplois est la plus grande autorité qu'ils pourraient citer en preuve de ce qu'il ne prenait conseil de personne ; et loin de se plaindre que la vérité ne pouvait l'approcher, ils doivent bien au contraire en rendre grâce au ciel ; sans cela le même jour eût vu naître et tomber ces charlatans de cour ; et dans la suite alors la chute de Napoléon les eût surpris dans un tel degré d'abaissement qu'ils n'eussent pas eu l'espoir de se faire écouter en l'insultant lâchement, quand ils se sont figuré qu'ils n'en avaient plus rien à craindre. Soyons plus justes et surtout moins menteurs, disons que Napoléon au contraire cherchait sans cesse la vérité, mais que cet impénétrable mur de flatteurs, que l'avidité sordide retenait autour de lui, s'était tellement épaisi, qu'il était devenu impossible à cette vérité de le percer. Ce sont ceux là même qui l'accusent de l'avoir dédaignée, dont la main la repoussait sans cesse, et dont la bassesse frémissait qu'elle

parvint jusqu'à lui. Napoléon est après Henri IV. le seul monarque à qui le peuple ait fait l'honneur dans ses murmures de dire : ah ! si l'Empereur savait cela ! ceux surtout qui dès lors méditaient sa perte, et dont la perfidie creusait en silence l'abîme on ils voulaient l'entraîner, frémissaient à l'apparition de quelque figure inconnue qui par hasard parvenait à l'aborder. Je parlais tout à l'heure des commerçans. Plus d'une fois il énonça le désir de les entendre, et il serait difficile de peindre avec quel art les obscurs conjurés dont il était entouré parvenaient à l'en dégouter. Ils tremblaient qu'ils ne lui eussent ouvert les yeux sur la fausseté de son système en vers l'Angleterre, et l'un de leurs grand moyens pour accélérer sa ruine était de l'entretenir dans sa ténacité à le suivre.<sup>(13)</sup> Il est curieux de les entendre aujourd'hui, pour se blanchir du culte qu'ils lui ont rendu, avancer dans leurs écrits qu'ils n'osaient pas lui parler. Comment ? ils restaient auprès d'un maître, ils acceptaient des emplois, des missions, des ambassades, des ministères d'un homme, au quel ils n'avaient pas le droit de

faire une représentation utile ; et ils ont la bassesse de l'avouer. C'est donc de leur pleine volonté qu'ils se courbaient sous son joug de fer. C'était un tyran, disent-ils. A qui la faute ? qui les retenait auprès de ce tyran. Pourquoi n'avaient-ils pas l'honnêteté, la probité de s'éloigner d'un tyran qui, si on les en croit, ne leur commandait que des crimes. En l'abandonnant, peut-être lui eussent-ils ouvert les yeux. Mais pour faire cette retraite généreuse, dont cette probité leur faisait un devoir, il eut fallu renoncer à puiser chaque jour dans les flots du pactole. L'or embellissait l'esclavage aux yeux de ces messieurs. Le tyran alors n'était pas à leurs avis aussi tyran qu'ils veulent le faire croire, et leur indignation contre la tyrannie est un peu trop tardive pour qu'on la croie bien sincère. Quand on fut les auteurs de tous les maux qui désolèrent la patrie, il est commode de les rejeter sur l'homme qui n'existe plus ; mais parmi les maux dont la France est accablée, elle ne compte encore ni l'ignorance ni l'imbecillité, et les jesuitiques

récriminations de tous les cagots titrés, et de tous les libellistes mitrés, ne portent pas, malheureusement pour eux, la date d'un siècle de crédulité.

Ce fut par ce concert unanime de dangereuses adulations, par cette union indissoluble d'esclaves toujours à genoux devant ses conceptions, par cet assemblage d'hommes constamment d'accord pour lui persuader qu'il était infallible, assemblage composé tout à la fois et de pervers, horriblement patients dans la lente marche de leur trahison, et de croyans à sa fortune qui ne voyaient en lui qu'un être surnaturel destiné par le ciel à changer l'ordre de l'univers, et s'étaient fait un fanatisme de leur dévotion à son génie et de leur soumission à ses volontés, ce fut enfin par cette conviction également partagée par la cour, et le peuple et l'armée, que rien n'était supérieur à ses lumières, rien d'impossible dans ses projets, rien que de juste dans ses prétentions, qu'on l'accoutuma à regarder l'Europe comme son domaine, les rois comme ses vassaux, les peuples comme ses instrumens,

Comment eût-il pensé différemment ? comment eût-il connu la modération dans ses desirs ? Plus ils étaient extravagans, plus ils passaient pour inspiration divine. Adorer Napoléon était l'orgueil de la cour ; seconder Napoléon, le principe de toutes les autorités ; croire à Napoléon, la religion des français ; mourir pour Napoléon, l'unique vœu de l'armée ; craindre Napoléon, l'habitude de tous les peuples. Que l'on s'étonne après cela de l'injuste guerre d'Espagne, de la ridicule comédie du concile, et de la désastreuse expédition de Russie. Toute la terre s'unit pour enivrer un homme, et quand au fort de son ivresse il s'est précipité dans l'abîme, on lui impute à crime de n'avoir pas conservé son équilibre et sa raison !

On croit en général, surtout en Angleterre que cette guerre d'Espagne lui fut suggérée par Mr. de Talleyrand. En prêtant son château de Valencay, pour servir de prison à Ferdinand VII. il a donné lieu à ce soupçon.

Dans ce gigantesque projet de réunir sur sa tête la monarchie universelle, et de ne

laisser aux rois à qui il permettrait de rester sur le trône d'autre rôle à jouer que celui de ses lieutenans, il n'était pas possible que Napoléon ne fit entrer l'Espagne dans la liste des nations qu'il lui fallait asservir. On avait caressé son orgueil en le comparant à Henri IV. et en lui persuadant que ce grand roi avait conçu ce même plan de changer l'organisation de l'Europe, et de la délivrer du joug de la maison d'Autriche; plan qui n'était resté sans exécution que parce que le funeste attentat qui l'avait privé de la vie l'avait empêché de réaliser cette vaste entreprise. Quand on vit ses regards convoiter l'Espagne, ses conseillers devinèrent sans peine que par l'injustice de cette guerre il acquerrait un titre de plus à la haine de l'Europe et ferait un grand pas vers sa perte. Ils se hâtèrent donc d'exalter la gloire d'une telle entreprise. Ils lui peignirent le peuple espagnol comme gémissant sous le joug monachal, et brûlant depuis plus d'un siècle de le briser. Ils lui persuadèrent que l'Espagne entière l'appellait dans ses vœux secrets à sa

délivrance ; qu'il lui suffirait de paraître pour que cette nation brave et généreuse, mais comprimée par le despotisme théocratique, se déclarât à l'instant ; que la maison régnante, foible, dégénérée, en proie aux divisions, esclave d'un favori odieux à la nation, fatiguant l'Espagne bien plus qu'elle ne la gouvernait, était le moindre des obstacles. Enfin pour achever de le pousser à cette grande iniquité, ils caressèrent sa passion suprême, sa haine pour l'Angleterre. C'est l'unique moyen, lui dirent ils, d'attirer au dehors ce peuple qui, retranché derrière l'océan a jusqu'à présent échappé à la fortune de vos armes. Son orgueil le fera voler au secours des castillans. Alors on pourra le joindre corps à corps. Battu, écrasé par vos invincibles phalanges, ses armées viendront tour à tour se fondre, s'anéantir dans la péninsule, et bientôt épuisée d'hommes, compromise dans ses trésors par les énormes et inévitables dépenses d'une semblable guerre, manquant à la fin des provisions que la cloture des ports du continent ne lui permettra pas de se procurer chez l'étranger,

l'Angleterre se verra forcée de recourir à la paix ; vous l'aurez vaincue sans exposer une seule chaloupe, et elle sera trop heureuse d'implorer votre clémence et de se soumettre aux conditions qu'il vous plaira de lui dicter. Il n'en fallait pas tant pour déterminer un conquérant que devorait l'ambition d'un pouvoir illimité, que tourmentait le désir d'une gloire extravagante, qu'aveuglait les fureurs d'une haine irréconciliable ; et la guerre d'Espagne fut résolue. Mais c'est ici que Napoléon va imprimer à son caractère une tache vraiment indélébile. Ce guerrier dont les traités de Presbourg et de Tilsit attestaient la franchise et la loyauté, dont la magnanimité avait après Austerlitz respecté la liberté de l'Empereur de Russie, ce héros qui n'avait point abusé des revers de l'Empereur d'Autriche, et l'avait rétabli sur son trône, que les lauriers d'Iéna n'avaient point empêché de rendre au roi de Prusse une couronne que les hazards de la guerre lui avaient ravie, ce monarque que tant de gens accusaient d'imprudence au récit de sa modération, ce

Napoléon enfin renonçant tout-à-coup à cette noble renommée va descendre à connaître la ruse; il va tendre des pièges à la bonne foi; il va se charger du nom honteux de spoliateur; et la politique de Louis XI. et de Ferdinand V. sera l'arme dont il va maintenant se servir pour détrôner des rois dont l'amitié pour lui avait été jusqu'alors sans nuage. Comment une semblable éclipse peut elle tout à-coup obscurcir un caractère que jusqu'alors on avait admiré? est ce ici la nature qui rentre dans ses droits, et les vertus dont le Danube et le Niemen furent témoins n'étaient elles qu'un rôle appris pour mieux en imposer aux humains. Cette transition subite du plus noble désintéressement à la plus honteuse duplicité, est un phénomène qu'on ne peut expliquer qu'en se rappelant de quels hommes il était obsédé. L'Europe, qui n'a vu Napoléon qu'à la tête des armées, l'accuse d'avoir été le fléau de l'humanité, et l'Europe a raison. Les courtisans de Napoléon font aujourd'hui chorus avec l'Europe; s'ils n'ont pas raison, ils ont bien leurs raisons. Les alliés

croyent avoir brisé le grand instrument des vengeances célestes. Bien des gens en France leur diraient s'ils osaient parler ; Vous n'avez brisé que le grand instrument de quelques petites ambitions secrètes. Jeu bizarre des destinées humaines ! Napoléon va expier à St. Helene les guerres d'Espagne et de Russie, et les véritables auteurs de ces guerres sont aujourd'hui l'objet de l'encens de l'Europe. Voilà ce que c'est que de posséder le grand art de savoir crier à propos : *Tolle ! crucifige.*

Un de ces hommes, enfans gâtés de la fortune, gouvernait depuis nombre d'années la maison régnante sur l'Espagne. Godoi, né dans la classe des simples gentilshommes, s'était élevé du poste peu marquant de garde du corps jusqu'à la plus haute faveur, et revêtu du titre de Prince de la Paix, premier ministre, homme de génie enfin, délivrait Charles IV des soins pénibles du gouvernement, charmait la Reine par les agrémens de sa personne, captivait le roi par sa précieuse utilité, et déplaisait aux grands d'Espagne qui n'estiment les talens que quand ils sont accompagnés d'

une haute naissance, et ne pardonnent jamais le pouvoir dans un homme dont le sang est moins illustre que le leur. On était parvenu à aigrir l'esprit de l'Infant, prince héréditaire, contre le Prince de la Paix. Se déclarer contre ce favori, c'était de la part du prince des Asturies se déclarer contre le roi et surtout contre la reine. Livré aux conseils d'un prêtre ambitieux, le chanoine Escoquis, l'infant ajouta à cette première imprudence celle plus grande encore de faire publier un pamphlet où se trouvait l'histoire des intrigues de ce favori. La fermentation fut grande. Les esprits se divisèrent ; les uns restèrent fidèles à Charles IV. D'autres plus ambitieux, croyant appercevoir plus de moyens de fortune en suivant la révolte du Prince des Asturies, se déclarèrent en sa faveur. Le Prince de la Paix conserva de son côté de l'empire sur ses nombreuses créatures, mais prévoyant cependant depuis longtemps que sa puissance un jour pourrait être attaquée, il s'était en politique habile ménagé un protecteur redoutable dans Napoléon, et ses ennemis l'ont accusé depuis d'avoir trafiqué

avec lui de la couronne d'Espagne. Ce royaume était donc divisé en trois partis bien distincts. Napoléon se rendit à Bayonne pour être plus à portée de profiter des circonstances, et de diriger les nombreux agens dont il inonda Madrid. Le Prince des Asturies lève enfin le masque. Sa rebellion éclatte. Proclamé par son parti sous le nom de Ferdinand VII, il fait investir le palais de son père, et l'y retient prisonnier jusqu'à ce qu'il ait abdiqué la couronne. La reine ne fut pas à l'abri des insultes ; et le Prince de la Paix attaqué, fugitif et blessé, n'échappa qu'avec peine aux poignards des assassins qui menaçaient sa vie. Charles IV, la reine, et le Prince de la Paix vinrent à Bayonne implorer la protection de Napoléon. Certes, s'il l'eût voulu, jamais il ne se présenta un plus beau rôle à jouer pour un souverain. Secourir un monarque, un père infortuné, le replacer sur un trône d'où l'impie filiale venait de le chasser, venger tout à la fois la majesté royale, la vieillesse auguste, et l'autorité paternelle indignement outragées, et couronner un aussi noble ouvrage en in-

spirant de justes remords au Prince des Asturies, le ramenant soumis aux pieds de son père, et le reconciliant avec lui, cette conduite eut couvert Napoléon d'une gloire immortelle. Mais cette gloire même, en l'honorant aux yeux de toute l'Europe, eût achevé de l'affermir sur son trône, et ce n'était pas ce que ses ennemis voulaient. Ils se gardèrent donc bien de lui inspirer cette démarche magnanime. Il convoitait l'Espagne. Ils abondèrent dans son sens. Ils lui dissimulèrent toutes les difficultés. Les grands d'Espagne furent mandés à Bayonne; on leur donna une constitution comme si déjà on les eut vaincus. Murat à la tête d'une armée occupa Madrid sous prétexte de maintenir la paix. Ferdinand suivi des princes de sa famille n'eut d'autre parti à suivre que de se rendre lui-même à Bayonne, où il perdit la liberté. Charles IV fut à Compiègne; on l'y traita en roi pour sauver les apparences, et Ferdinand fut envoyé prisonnier chez Mr. de Talleyrand à Valencay. Toute l'Espagne se souleva. L'empereur y entra lui-même, non plus en médiateur, mais en conquérant. Il combattit aux portes

même de Madrid et dicta ses loix en vainqueur. Le seul acte dont l'humanité dut lui rendre grace, fut l'abolition de l'inquisition. Les Anglais arrivèrent et l'on sait les suites de cette guerre si funeste à l'Espagne, à la France, à l'Angleterre même, malgré la gloire qu'elle s'y est acquise.

Une guerre aussi imprévue, une invasion aussi subite et aussi peu motivée, répandit l'alarme dans toute l'Europe, et tous les souverains reconnurent que si l'on ne mettait pas un terme à ce système d'envahissement, le sort des toutes les couronnes dépendrait désormais du caprice de Napoléon. L'inquiétude fut plus vive encore, quand on le vit considérer le trône d'Espagne comme vacant, appeler son frère Joseph pour l'investir de cette couronne, et donner à Murat celle de Naples que Joseph venait de quitter. Si le désir de faire des rois ne se bornait pas aux princes de son sang, et qu'il s'étendît encore jusqu'aux généraux de son armée, alors où ce désir s'arrêterait-il, et l'Europe aurait elle assez de royaumes pour suffire aux largesses impériales, et satisfaire à l'ambition des lieutenans? Telles étaient les

réflexions dont tous les cabinets de l'Europe étaient tourmentés. Cependant en France l'adulation allait toujours croissante. Les chefs ténébreux de la faction *Anti-Napoléonienne* alimentaient sourdement autant que possible cette frénésie. Ils venaient par la guerre d'Espagne de le vouer à l'irréconciliable inimitié de tous les rois. Il fallait l'ennivrer par l'encens de la nation qu'il gouvernait, afin que convaincu de l'approbation et de l'admiration de la France, qu'il savait être l'une des nations la plus jalouse de l'honneur et la meilleure appréciatrice des actions généreuses, il se figurât que la conduite qu'il venait de tenir avec les princes d'Espagne n'était que la conséquence en lui d'un génie supérieur à tous les hommes, et que son imagination se créât un Napoléon imaginaire, si j'ose m'exprimer ainsi, comme elle lui créait tous les peuples, non tels qu'ils étaient, mais tels qu'il voulait qu'ils fussent. Jamais le sénat ne se montra plus prodigue de louanges. Jamais plus de discours, plus d'adresses de félicitations. Jamais plus de vers, plus de pièces de circonstance, n'inondèrent Paris, n'encombrèrent les théâ-

tres spécialement esclaves,<sup>(14)</sup> ne refluérent des provinces dans la capitale. Jusques là Napoléon n'avait été qu'un homme extraordinaire, qu'un héros, quand il avait poursuivi et terminé des guerres avec loyauté. Il commet la plus profonde iniquité, et tout-à-coup c'est un Dieu! Une nation, une grande nation éclairée, superbe et généreuse ne s'aveugle pas à ce point s'il n'est des hommes qui ayent intérêt à ce qu'elle s'abandonne à une erreur de ce genre, et dont les habiles agens lui suggèrent sous main un esprit nécessaire au succès de leurs projets: et si l'on veut se convaincre que ce vaste concert de vœux, de bénédictions, d'éloges outrés et si déplacés dans une telle occasion étaient l'effet des combinaisons de la perfidie qui cherchait à l'enlacer de plus en plus dans ses filets, c'est que jamais le sacerdoce, jamais les prêtres, ces implacables ennemis de cet empereur à qui seul cependant ils devaient leur rétablissement, jamais, disje, les prêtres ne firent fumer plus d'encens pour lui sur les autels, n'adressèrent plus de prières à l'éternel pour sa conservation, n'offrirent plus souvent son

nom dans la chaire de vérité au respect de la multitude, qu'à l'époque de la guerre d'Espagne. On ne pouvait parvenir à le déconsidérer aux yeux des nations, des rois mêmes accoutumés à le craindre et à l'admirer, on ne pouvait rendre sa chute inévitable dans l'avenir qu'en l'enhardissant au crime par les applaudissemens de tout un peuple. Ce n'était pas assez pour les conjurés d'empêcher toutes les vérités de l'approcher, il fallait encore pour le succès de leur dessins rendre muette pour lui la vérité même de sa conscience, et ils y parvinrent. Il n'était pas sur que la mort du Duc d'Enghien n'eût été suivie de quelques remords. Toute la France alors s'était tue. Il ne fallait pas courir le même danger cette fois, et il fallait qu'une acclamation générale lui persuadât que la proscription des princes d'Espagne était un grand acte de vertu. Alors quand il s'agira de la guerre de la Russie, il ne balancera pas, et il volera lui-même au devant du coup qu'on lui prépare. Et c'est ainsi que la ténébreuse et noire faction, tout à la fois anti-républicaine, anti-impériale, anti-nationale, marche à ses fins, et

s'inquiète peu si en irritant, dans ce *Tamerlan* de l'Europe, la soif des combats et l'avidité fureur des conquêtes, elle livre au glaive de la guerre toutes les générations existantes, et étend l'incendie et le ravage depuis le Cap Nord jusqu'aux colonnes d'Hercule ; s'inquiète peu si la patrie sera dévastée, déchirée, humiliée, si ses richesses, son commerce, ses monumens seront anéantis, si quelques centaines de mille hommes encore periront ; peu lui importe. Que tout s'abîme pourvu qu'un homme soit renversé ; que la subversion totale de l'Europe s'accomplisse, pourvu qu'elle se conserve dans les places et les honneurs qu'à force d'intrigue et de bassesse elle accumule sur sa tête.

L'Autriche se déclara trop tôt ; et sa précipitation remit en problème les succès de la faction. Ce n'était pas en attaquant Napoléon que l'on pouvait se promettre sa chute, parce que la nécessité de se défendre mettait la justice de son côté. C'était en l'incitant lui même à attaquer les autres puissances, parce que l'homme est toujours disposé à suspecter la justice des motifs de celui que

provoque la guerre. Napoléon était à Valladolid quand la nouvelle de l'agression de l'Empereur d'Autriche lui parvint. Il part à l'instant, fait trente lieues à franc étrier, traverse les Pyrénées, court nuit et jour, et arrive comme la foudre à Paris. Il convoque le Sénat, l'instruit de cette guerre nouvelle, remplit toutes les trompettes de la renommée de plaintes amères contre cette violation manifeste des traités, s'élève avec véhémence contre l'injuste invasion de la Bavière et du Wurtemberg, obtient les hommes et les Senatus Consultes dont il a besoin, quitte Paris, franchit le Rhin, et déjà il est sur les bords du Lech, qu'à Vienne on le croit encore au fond de la Castille. Il faut le répéter; c'était dans ces momens de crise qu'il était vraiment étonnant, et qu'il déployait cette incroyable activité à laquelle il dut presque toujours ses succès; elle prenait sa source dans ce caractère impatient, altier, dominateur, que l'apparence du plus léger obstacle irritait. Cette activité, il la communiquait à tous les ressorts dont-il avait besoin; mais aussi quelle formidable puissance se-

conduit cette activité. La campagne qu'il va faire suffirait seule, pour en donner une idée. On croyait à Vienne que toutes ses forces s'étaient enfoncées en Espagne ; l'on se flattait de pénétrer au cœur de la France avant qu'elles pussent arriver à son secours ; et c'est au contraire Napoléon, dont les armées vont s'élancer des frontières de l'Italie et de la France pour attaquer l'agresseur jusques dans sa capitale ; et cette diversion par la quelle les politiques Autrichiens s'imaginent débarrasser l'Espagne, ne la délivrera pas d'un seul soldat français.

Qui l'eut jamais pensé ? Lorsque n'aguères Napoléon, environné des immenses rayons d'une gloire qu'aucun nuage n'obscurcissait encore, s'entretenait à Erfurt des charmes de la paix avec l'Empereur Alexandre et ce vertueux Roi de Saxe, que son magnanime respect pour la sainteté des traités et la religion des sermens à depuis accablé de tant d'honorables infortunes, lorsqu'en visitant ensemble le champ de bataille d'Iéna ces augustes potentats, déplorant les malheurs qu'entraînent à leur suite les talens des héros, méditaient cette

lettre pacifique qu'ils adressèrent de concert au Roi d'Angleterre, qui l'eut, disje, pensé, que la guerre dût si tôt remettre l'Europe en feu. Si dès cette époque Napoléon amusait sa pensée du projet d'envahir l'Espagne, c'est bien alors qu'il eût été vraiment coupable. Se montrer aux yeux de toute l'Allemagne comme l'ami le plus chaud de la paix du monde ; ne promener tant de princes sur le théâtre de l'une de ses plus illustres victoires, que pour affecter à leurs yeux une feinte sensibilité sur les playes que la guerre fait à l'humanité, et les endormir dans une fausse sécurité sur ses intentions futures ; tromper ainsi les rois, les nations, et la France la première, dont tous les yeux étaient ouverts sur cette entrevue d'Erfurt que personne n'avait prévue, il y aurait dans cette conduite un système réfléchi de duplicité et de perfidie, deshonorant pour le souverain qui l'aurait adopté. C'est ainsi que Tibère et Philippe II, se fussent conduits en pareille occurrence. Ce ne sera pas sur cette foule d'écrits, approbateurs ou dépréciateurs, dont-il est l'unique objet depuis deux ans, que leur contradiction rend si peu dignes de

croyance parce que cela seul suffit pour prouver qu'ils ne sont inspirés que par l'esprit de parti, ce ne sera pas, disje, sur cette nuée de libelles ou d'éloges que l'histoire établira son jugement ; mais si elle se détermine à lui confirmer une partie des titres odieux, dont on surcharge sa mémoire, ce sera parce qu'elle sera parvenue à pouvoir l'étudier dans ces sortes de circonstances marquantes. Les écrivains contemporains se figurent toujours que la posterité réglera ses jugemens sur les leur. Ainsi le veut l'amour propre de l'homme. Mais c'est folie de croire que les passions se transmettent avec les écrits. Nos descendans seront froids sur les événemens qui nous agitent. Ils jugeront Napoléon, mais non pas comme nous. Amis, comme ennemis, les contemporains ne voyent jamais qu'un seul homme sur la scène du monde. La posterité n'est ni amie ni ennemie. Elle juge, non pas simplement l'homme de telle époque, mais tous les hommes de cette époque. Elle le peut ; elle est sans crainte comme sans espérance ; elle n'attend d'eux ni Bastille ni Cordons. En France, la liberté de la presse

est toujours en arrière d'un siècle ; on en jouit quand elle cesse d'être utile. On ne permet à l'homme d'user que de celle qui aurait dû appartenir à ses ayeux.

Le repentir suivit de près les espérances prématurées de l'Autriche. Les batailles de Thaun, d'Aversberg, d'Echmul, d'Esling se succédèrent avec une rapidité effrayante, tandis que les victoires de Raab, d'Innsprach, de Goris signalaient la course d'Eugène de Milan à Vienne. Cependant un chagrin amer atteignit Napoléon au milieu de sa gloire. Le Marechal Lannes, Duc de Montebello périt à Esling. Jusques là, aucunes de ses liaisons n'avaient été durables. Il avait sincèrement aimé Bourienne, et des intérêts étrangers à ceux de l'amitié avaient entraîné ailleurs les destinées de ce favori. Il aimait tendrement Eugène ; c'était son fils adoptif, et le plus brillant de ses élèves dans l'art de la guerre. Fils de cette excellente Joséphine, dont la tendresse lui fut si longtemps nécessaire, ce jeune homme méritait tout l'attachement de Napoléon, qui le voyait sans jalousie l'emporter sur lui dans le grand art de gou-

verner. Mais ils étaient séparés souvent, et d'ailleurs la différence d'âge apportait toujours quelque contrainte dans cette amitié réciproque. Il avait une confiance illimitée dans Berthier, mais Berthier se souvenait trop souvent du rang de Napoléon, et en le rendant au rôle de maître, il l'éloignait de celui d'ami. Il estimait fortement, il aimait même Denon, mais sa franchise le gênait ; en général Napoléon n'aimait pas à avoir à faire aux hommes sans ambition ; leur caractère ne s'assouplit pas par la crainte de la disgrâce. Denon était le Montausier de cette cour. Si l'inflexible franchise gêne toujours un maître impérieux, elle lui déplaît souvent encore quand elle fait la censure de ses courtisans. Mais Montebello était l'ami du cœur. Ils étaient du même âge. Leurs goûts, leurs penchants étaient semblables. Ils ne s'étaient jamais séparés à la guerre. Ils avaient été camarades longtemps avant l'arrivée des grandeurs. Elles n'avaient rien changé à leurs habitudes amicales. Ils se tutoyaient encore malgré la distance impériale. L'éclat de la pourpre n'en avait point imposé à Montebello ; il avait conservé

toute la liberté de l'amitié familière, et toute l'indépendance des conseils qu'elle se permet. Un coup de canon lui emporta la cuisse à la bataille d'Esling. Il ne put survivre à l'amputation. Il eut le temps encore d'embrasser son ami, et Napoléon ne put cacher les larmes que lui arracha une perte semblable.<sup>(15)</sup>

Cette bataille de Wagram fut terrible. Elle se ressentit de l'irritation que les contrariétés de la bataille d'Esling avaient fait éprouver à Napoléon. Ce fut moins une victoire, qu'une vengeance contre les délais de la victoire. Jamais l'artillerie ne fut employée avec plus de profusion. La perte de l'Autriche fut immense. Elle fut suivie d'un armistice, et bientôt du traité de paix, qui a conservé le nom de traité de Vienne. Ce traité de paix fut déclaré commun aux Rois d'Espagne, de Hollande, de Naples, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie, au Prince Primat, aux Grands Ducs de Bade, de Berg, de Hesse d'Armstadt, et de Wurtzbourg ; ce dernier était frère de l'Empereur d'Autriche, et ne separa jamais ses intérêts de ceux de Napoléon. Enfin tous les princes de la Confédéra-

ration du Rhin alliés de la France furent rappelés dans ce traité. Tels furent les préliminaires d'une alliance qui bientôt va remplir l'Europe d'étonnement.

Napoléon revit à Paris. L'accueil qu'on lui fit fut grave. Il tenait plus de l'admiration que de la joye. On mesurait, je dirais presque avec une sorte d'effroi, les étonnans succès de cette campagne ; le nombre et la sévérité des batailles prétaient des couleurs plus sérieuses aux éloges. A travers cette forêt nouvelle de lauriers, on appercevait toujours la guerre d'Espagne. La satisfaction nationale fut, si j'ose m'exprimer ainsi plus cérémonieuse ; elle fut avare d'acclamations populaires, et ne se manifesta guères que dans les discours des grandes autorités et les adresses des départemens. D'ailleurs cette bataille d'Esling, que le débordement imprévu du Danube avait rendue si indécise, et où l'armée ne dut qu'à son courage incroyable son salut, si compromis par un obstacle contre le quel toute la prudence humaine venait échouer, inspirait quelques alarmes. Cet événement prouvait pour la première fois à la France que la fortune de Napoléon

l'éon n'était pas inaccessible aux revers; et cette espèce d'autorité, pour ainsi dire divine, que jusqu'alors il avait exercée sur la victoire, en perdant tout-à-coup cette magie dont elle fascinait les yeux du peuple, ouvrait la porte à toutes les inquiétudes, sur les suites désastreuses que pourrait avoir quelque jour cette insatiable avidité de combats dont cet homme était tourmenté. Cette réflexion naturellement inspirée par les circonstances, et que ses ennemis intéressés à ce qu'il entassât guerres sur guerres, pour qu'il passât enfin à juste titre pour le fleau du genre humain, ne purent réussir à étouffer, cette réflexion, disje, désenchantait le peuple de son engouement pour le bonheur qu'il croyait attaché à sa personne. Ce peuple en portait l'excès jusqu'à ce point de croire, que la puissance de Napoléon s'étendait jusques sur les éléments; et qu'il n'avait qu'à paraître pour que la sérénité du ciel, quand elle lui était nécessaire, remplacât à l'instant la tempête et les orages. Le hasard l'avait ainsi voulu quelquefois, et l'aveuglement du peuple s'était accru par l'imposture de cette apparente expérience.

Le superbe vainqueur fit à son arrivée l'ouverture de la session du corps législatif, avec un éclat, un appareil, un faste guerrier dont les annales de l'empire n'avaient point encore offert d'exemple. Du haut de ce trône, qu'entouraient ces députés de la France si fiers alors de leur pompeux esclavage, Napoléon parla à l'Europe attentive. Sa fierté célébra la grandeur de ses armées, traça le formidable tableau de leurs exploits, apprit aux rois ce qu'ils avaient à craindre, ce qu'ils avaient à espérer, assigna aux nations le rang qu'il leur réservait sur la liste de ses amis et de ses ennemis, et prophétisa ce coup de tonnerre qui partant bientôt du sein des Castilles, fondroyerait les peuples insensés, dont l'audace oserait résister à ses loix. Jamais Teglat Phalassar, dans l'antique Nivive, n'eût avec plus d'orgueil entretenu l'Assyrie de sa gloire. Jamais les serviles Grands de Babylone n'eussent par des *ourah* plus prolongés salué l'insolente arrogance d'un conquérant et d'un maître. A cette ivresse de Napoléon, on reconnut les poisons dont les conjurés remplissaient sa coupe chaque jour, et les gens sages commen-

cérent à frémir des dangereux écarts où ce délire allait désormais exposer tous ses pas.

C'était également à leur conseils qu'il avait du cette conception, tout à la fois impolitique, insultante et gigantesque de l'ordre des trois Toisons. Concevra t-on jamais que Napoléon, si justement jaloux de la prééminence de sa Légion d'honneur, la plus utile et la plus profondément politique de ses institutions, s'avise de lui donner tout-à-coup une rivale qui la repousse au second rang et dont les faveurs sont mises à si haut prix, que l'héroïsme même n'a point de titres assez certains pour les obtenir. Général, il fallait avoir commandé en chef les armées pendant trois campagnes et remporté tant de victoires. Ministre, il fallait avoir exercé pendant dix ans le ministère. Simple soldat, il fallait prouver un nombre donné d'actions d'éclats, enchaîner sa liberté pour la vie, et consentir à mourir sous les drapeaux. Les murmures furent sourds, mais furent généraux ; les grands dignitaires, nombre de maréchaux, les ministres en place alors, se disposèrent à renvoyer le cordon de la légion d'honneur, puis qu'il allait exister un

ordre qui, par la difficulté de l'obtenir, donnerait le pas sur eux au très petit nombre d'hommes, qui pourraient y parvenir. Napoléon n'avait pas prévu cet orage. Mais la faute était faite ; c'était assez pour les factieux ; le mécontentement s'était accru, c'était tout ce qu'ils voulaient. Il ne rapporta pas le décret. Il eut cru son autorité compromise. Il nomma le Comte d'Andréossi, grand chancelier de l'ordre, et laissa tomber le décret en désuétude, et l'on n'en parla plus. Au reste la décoration était aussi inconvenante que l'idée. C'était un aigle, les ailes éployées, tenant dans son bec la toison de Bourgogne, et dans ses deux serres, la toison d'Autriche et la toison d'Espagne.

Cependant un bruit d'une toute autre importance commençait à percer dans le public, et devenait la matière de toutes les conversations. Le lecteur pressent déjà que je veux parler de la rupture de son premier hymen, et de ses projets d'alliance avec une puissance étrangère que l'on n'indiquait pas encore. L'impératrice Josephine qui jusques là, par un attachement si pur et si soutenu pour

Napoléon, et par l'exercice constant de toutes les qualités les plus nobles de l'ame, s'était faite adorer de toute la France, et qui s'était montrée si digne du rang suprême où elle était montée, l'Impératrice Josephine devint l'objet de l'intérêt général. Sa cause devint celle de toutes les femmes, et l'on sait assez avec quelle complaisance, souvent peu réfléchie, les hommes en France prêtent l'oreille aux fugitives censures de ce sexe, dont là plus qu'ailleurs les graces etablissant l'empire, les y fait jouir du droit de décider sur tout et d'y faire respecter ses caprices même, comme des arrêts de la raison. Les dames, peu sensibles à la politique ne virent dans Napoléon qu'un époux insoumis. Dès lors ce Napoléon, jusques là le plus grand des empereurs, par ce qu'il remportait des victoires qui procuraient des bals à ces dames, fut soudain déclaré despote, tyran, monstre, infidelle, barbare ; les hommes *galans* firent chorus ; et dix mille femmes peut-être, dont l'ame *si pure* et la délicatesse *si candide* n'avaient pas sourcillé le jour de leur divorce, furent le tribunal *sans reproche* où le maître du monde fut jugé criminel de lèse majesté feminine ; et voila les moeurs.

L'impératrice Josephine donnait un autre exemple. Dans cette circonstance elle se montra supérieure à elle même. Un nouvel hymen pouvait assurer à son époux des descendants que son amour n'avait pu lui donner. Elle vit dans cet événement futur le bonheur de la France ; elle ne balança pas, et le sacrifice fut fait. Jamais elle ne déploya plus de noblesse, de majesté, de véritable grandeur, que le jour où la dissolution de ses noeuds fut prononcée ; jamais enfin elle ne fut plus impératrice que le jour où elle cessait de l'être. Son digne fils l'imita. La douleur fut muète en lui, et son attachement, sa vénération, son zèle pour le monarque dont sa mère recevait un si sanglant affront ne se démentit pas un seul instant.

Cependant on ignorait encore dans quelle maison souveraine Napoléon allait se choisir une épouse. Les opinions variaient entre l'Autriche, la Saxe, et la Russie. Mais il était facile de remarquer que le vœu public était pour la Russie. On redoutait en général l'Autriche. On se rappelait que les femmes de ce saug n'avaient par toujours apporté le

bonheur sur le trône de France, et l'on craignait encore que l'ombre de Marie Antoinette errante dans les Thuilleries n'inspirât plus de haine que d'amour pour les français à l'archiduchesse qui viendrait les habiter. Une Princesse de Saxe, malgré l'auguste antiquité du sang de Vitikind, obtenait peu de suffrages. On se figurait que Napoléon, en s'unissant avec un trône secondaire, n'y trouverait pas cet accroissement de prépondérance qu'on lui désirait, pour maintenir la France à ce haut degré de gloire où elle était arrivée sous son règne. La Russie au contraire, présentait tout les avantages que l'on désirait chercher dans cet hymen projeté. Cette alliance entre les deux plus grands souverains de l'Europe, semblait devoir consolider entre eux une concorde qui assurerait la paix pour longtemps. Superbes dominateurs du nord et du midi, la seule autorité de leur nom maintiendrait dans le calme les nations placées entre leurs vastes états ; et la crainte de s'attirer les ressentimens de l'un ou de l'autre les rendrait réciproquement invulnérables. Telle était l'opinion générale, et il est bien

rare qu'en pareille occurrence elle s'abuse ; mais tel n'était pas l'intérêt de la faction. En écartant l'alliance avec la Russie et en pressant celle avec l'Autriche, elle marchait bien plus directement à son but. L'alliance avec le Czar eut été vue par l'Autriche, si non de bon oeil, mais du moins sans murmure. Comprimée au nord par la Russie qui touchait à ses frontières par la Pologne, atteinte à l'ouest et au midi par la France, qui disposait de la confédération germanique et du royaume d'Italie ; ne jouissant à l'est que d'un calme précaire par les dispositions toujours incertaines de la Porte ottomane, elle n'est pas, par une guerre nouvelle, mis au hazard la possession de états que le traité de Vienne venait de lui laisser. Il était par conséquent présumable que de ce côté la paix serait assurée. Il ne restait donc plus que l'Angleterre à désarmer ; mais indépendamment que cette alliance de Napoléon avec Alexandre eût laissé moins de ressources au cabinet britannique pour former de nouvelles coalitions contre la France, il eut été possible que cet accord entre deux grands empires maritimes

eût inspiré quelques intentions pacifiques au ministère anglais, et qu'il n'eût pas voulu par trop d'opiniâtreté dans son système de guerre forcer la France et la Russie à se créer des flottes, capables de balancer les siennes sur les divers océans. La faction anti-Napoléonienne pressentit trop bien les avantages que Napoléon retirerait de cette alliance, et la solidité qu'elle ajouterait à son trône, pour ne pas réunir tous ses efforts pour s'y opposer ; et sure qu'en le poussant à prendre un épouse dans la maison d'Autriche cela nécessairement jeterait du froid entre Napoléon et Alexandre, à qui déjà quelques ouvertures avaient été faites à cet egard, et qu'en conséquence il serait plus facile à l'Angleterre de l'entraîner dans son parti ; certaine enfin que par cet hymen Napoléon déplairait en général à la France, et qu'en perdant son enthousiasme pour lui elle le jugerait avec plus de sévérité, montrerait moins de zèle à le servir, et serait moins disposée aux sacrifices qu'il exigeait si souvent d'elle ; la faction dis-je mit en oeuvre toutes les sourdes intrigues qui lui étaient si familières pour le déterminer à cette fausse démarche. Pour y

parvenir plus sûrement, elle essaya de piquer l'orgueil de Napoléon en faisant venir de Petersbourg même quelques obstacles à l'hymen qu'une sage politique lui conseillait et qu'il désirait aussi bien que toute la France; et par ses habiles agens elle réussit à alarmer l'impératrice douairière sur la religion de la princesse. En conséquence la cour de Russie, dupe elle-même de ces manoeuvres, mit pour condition expresse au mariage projeté, que la princesse conserverait l'exercice de sa religion, et qu'elle se ferait suivre en France d'un nombre de prêtres Grecs suffisant pour desservir sa chapelle. Ce que la faction avait prévu arriva; Napoléon se trouva offensé qu'on voulut lui imposer des loix; et quand on le vit dans cette disposition d'esprit, on essaya d'achever de remporter par l'arme du ridicule une victoire déjà commencée par la vanité blessée. On persifla la dévotion de l'impératrice douairière de Russie. On fit entendre à l'empereur que ces prêtres Grecs seraient l'objet des sarcasmes de tout Paris; qu'une Princesse Russe était assez heureuse de venir régner sur la France, pour ne pas

s'inquieter si fort de son salut. On lui fit entendre encore que ces craintes prétendues n'étaient qu'un prétexte pour trainer en longueur un hymen, pour le quel on avait apparemment de la répugnance, et qu'il n'était pas de la dignité de pousser plus loin la négociation entamée et de s'exposer à l'affront d'un refus formel. Voila ce qui dans le temps passa pour constant à Paris sur cette grande affaire. Ainsi la faction trouvait à cela le double avantage de rompre un mariage qu'elle redoutait, et de jeter dans l'ame de Napoléon un germe de haine contre la Russie, qu'elle se proposait bien de développer dans la suite et qu'elle développa en effet d'une manière si funeste. Au reste je ne fais que rapporter ici ce que l'on a pensé dans le public sur le peu de succès qu'avait eu le projet d'un hymen que l'on eût préféré, et dont l'on n'imputa la rupture qu'aux conseils inspirés par une mauvaise politique; et lors que l'on prétendit que Napoléon avait exposé au conseil privé les differens plans d'alliance qu'il avait formés, on fut jusqu'à nommer les membres qui s'étaient le plus fortement prononcés

en faveur de l'Autriche; l'on cita entr'autres M. de Fontanes, comme un de ceux dont l'éloquence avait le plus brillé dans cette discussion, comme l'on prétendit de même que le Comte Regnaud St. Jean d'Angely, le Duc de Bassano, et le Prince Archichancelier s'étaient fortement déclarés pour l'avis contraire. Quoi qu'il en soit l'Autriche l'emporta, et le Prince de Neuchatel et de Wagram partit, comme ambassadeur extraordinaire, pour aller faire la demande de la main de l'Archiduchesse Marie Louise.

Toute l'Europe a retenti de la pompe extraordinaire, des fêtes superbes, de la magnificence inouïe qui signalèrent à Vienne comme à Paris cet hymen, qu'un an auparavant l'on était loin de prévoir. Napoléon fut recevoir l'Impératrice Reine à Compiègne et la conduisit à St. Cloud d'où ils partirent le dimanche 2 Avril 1810, pour recevoir la bénédiction nuptiale à Paris. Le grand sallon du Musée avait été disposé en chapelle, avec une somptuosité peu commune, et des gradins ou banquettes avaient été placées à droite et à gauche dans toute l'immense étendue de la

grande galerie, pour recevoir tout ce que la capitale renfermait de personnages distingués de l'un et de l'autre sexe. Il est douteux que le luxe oriental, si vanté dans tous les temps, ait jamais offert de coup d'œil plus étonnant; on le croira sans peine, si l'on réfléchit qu'une galerie de dix huit cents pieds de long était garnie des deux côtés d'hommes et de femmes, dont la parure resplendissait d'or et de diamans. L'empereur et l'impératrice marchèrent au milieu de cette double haye, depuis l'extrémité qui communique au palais des Thuilleries jusqu'à l'autre extrémité qui aboutit au grand salon où l'autel les attendait. Ce fut dans ce salon que furent placées toutes les personnes à qui leurs dignités et leurs emplois donnaient le droit d'assister à cette cérémonie. Ce que l'orgueil de Sémiramis et de Zénobie ne se permit jamais, ce dont les fastes de la terre n'offrent pas d'exemple, le soleil l'éclaira pour la première fois. La queue du manteau de l'impératrice était portée par quatre reines, la reine d'Espagne, la reine de Naples, la reine de Hollande, la reine de Westphalie. Les places de l'inté-

rieur de la chapelle furent occupées par les princes et princesses de la famille impériale, par les grands dignitaires et les grands officiers de l'empire, par les députations du Sénat, du conseil d'état, du corps législatif, par le corps diplomatique, par les princes étrangers qui se trouvaient à Paris. La bénédiction nuptiale fut donnée par le cardinal Fêche. Le soir il y eut banquet impérial à la cour, et Paris fut généralement illuminé.

Au nombre des absurdités de tout genre, inventées par les ressentimens personnels de quelques petits amours propres froissés sous le règne de Napoléon, accueillies par les méprisables esclaves que l'ambition et l'infame cupidité tiennent toujours prosternés devant les autorités des pays qu'ils habitent, propagées enfin par ces libelistes dont l'effronterie tient un trafic ouvert de mensonges et de calomnies; la plus platte, la plus ridicule sans doute, est l'impertinente supposition que l'empereur d'Autriche avait sciemment sacrifié sa fille à des nœuds qu'il detestait, dans l'intention d'accroître tellement l'orgueil de Napoléon par l'illustration d'un tel hymen

que dans son ivresse il se crût tout permis, et que par l'épouvantable abus de sa puissance, l'exagération de son despotisme le conduisît plus certainement à sa ruine. Que cette espérance perverse ait flatté les factieux dont il était entouré, cela se conçoit ; mais que l'Empereur d'Autriche ait eu l'idée de réduire en pratique les principes d'une politique aussi perfide, à quels imbécilles s'est-on flatté de faire croire cette fable révoltante ? On a vu Constantin, Philippe II. Pierre le Grand, envoyer leurs fils au supplice. Si quelques unes de ces honteuses passions qui deshonnorent l'humanité irritaient en secret la parricide rage de ces despotes redoutés, du moins, pour traiter publiquement leurs enfans en ennemis, ils les accusaient de crimes imaginaires ou contre leur personne ou contre leur autorité ; mais s'imaginer qu'un père, un monarque, un empereur, dans la seule vue de réussir avec le temps à perdre un adversaire dont il redoute la turbulence audacieuse, descende à la plus flétrissante dissimulation ; qu'il choisisse parmi ses enfans sa fille la plus chère, pour la deshonnorer par des nœuds dont

intérieurement il aurait senti toute l'ignominie, qu'il la voue tranquillement au malheur, qu'il lui commande d'honorer un époux qu'il se propose d'écraser, qu'il ne la fasse asseoir sur un trône que pour arriver plus sûrement à le faire écrouler, qu'il attende toute sa joye du jour où sa fille au desespoir se verra arrachée des bras de celui que la nature, les loix, la religion lui auront commandé de chérir, du jour où son enfant, auguste rejeton de tant de Césars, orphelin en sortant du berceau se trouvera tout-à-coup jeté dans le monde sans états, sans gloire et sans appui, du jour où l'infortune la plus accablante et la moins méritée s'appesentira sur la tête de deux innocentes créatures, dont les droits à son amour sont aussi sacrés qu'imprescriptibles ; s'imaginer enfin qu'un prince, le modèle des hommes par la douceur de son caractère, par ses sentimens religieux, par ses vertus si pures, le modèle des souverains par l'humanité de ses loix, le modèle des pères par son tendre attachement pour sa femme, pour ses frères, pour ses nombreux enfans, ait médité de longue main le supplice de sa fille, et qu'il ait voluptueuse-

mient savouré l'idée d'en jouir dans l'avenir ; qu'il se soit fait un jeu du deshonneur de son sang dans l'espoir, bien incertain alors, de goûter les plaisirs d'une vengeance tardive, c'est ce que nul homme de bon sens ne croira jamais. Le plus perfide Carthaginois n'aurait pas conçu une politique aussi atroce ; et supposer qu'elle ait pu sourire à l'imagination de François second, c'est, ou le comble de la méchanceté, ou le comble de la démence. Et les colporteurs de cette calomnie essayent de la couronner en célébrant une telle politique, comme le plus magnanime effort d'une vertu sublime ! O grand Dieu ! quelle étrange subversion de tous les principes de morale ! à quel degré de corruption serions nous donc descendus, si nous en étions venus à adorer dans un prince une duplicité que Machiavel même n'aurait pas osé conseiller aux plus insignes tyrans ! quelle idée ces hommes veulent ils donc nous donner de la puissance de ce Napoléon ? puis que, d'après un semblable roman, il faudrait en conclure que ce n'eut pas été assez pour le perdre de la réunion de toutes les forces de l'Europe, et qu'il eut encore falu pour parvenir

à l'atteindre que des souverains eussent adopté un genre de politique qui outragerait tout à la fois, la religion, les mœurs, l'humanité, la nature et le trône.

Les préventions que l'on avait généralement en France contre les femmes de la maison d'Autriche, s'effacèrent bientôt devant la jeunesse, les graces, l'amabilité et l'excellence du cœur de Marie Louise. A peine fut elle connue, à peine avait elle séjourné un mois dans Paris, qu'elle fut adorée ; mais en France comme partout ailleurs le peuple s'abandonne souvent à des superstitions ridicules. Le funeste et tragique événement qui signala la fête donnée par Mr. de Swartzenberg ambassadeur d'Autriche à l'occasion du mariage, <sup>(16)</sup> rappela dans l'instant l'épouvantable catastrophe qui de même avait ensanglanté les fêtes données lors du mariage de Marie Antoinette d'Autriche avec le Dauphin depuis Louis XVI. et de cette ressemblance entre des malheurs occasionés par deux circonstances presque semblables, on tira le plus mauvais augure ; et il faut convenir que le dénouement du règne de Marie Louise, qui

malheureusement eut trop d'analogie avec celui de Marie Antoinette, n'a pas du corriger le peuple de cette manie de lire les malheurs de l'avenir dans les événemens dont le spectacle alarme sa crédulité superstitieuse.

Cet amour pour l'impératrice s'accrut encore, lorsque l'on eut la certitude de sa fécondité, et que l'on conçut l'espérance qu'elle donnerait un successeur à Napoléon. Cependant un spectacle nouveau pour Paris, vint amuser l'oisiveté, et fournir matière aux conversations de tous les cercles. Napoléon qui, par je ne sais quelle fatalité, eut toujours l'indiscrete maladresse de se mêler des intérêts des prêtres, voulant apparemment que son règne offrit à la curiosité de l'homme la réunion des événemens qui, par leur singularité, signalèrent differens siècles, voulut encore aux monumens extraordinaires, aux entreprises jusqu'alors inconnues, aux guerres dont l'histoire n'offre point d'exemple, ajouter le gothique spectacle d'un concile. Il ne connaissait pas le sacerdoce, et s'imagina qu'il régenterait une assemblée de prêtres comme son conseil d'état.

Il convoqua donc un concile presque œcuménique, et il sembla que les pères de ce concile s'entendissent avec lui pour donner à la chrétienté un scandale dont elle n'avait pas encore été témoin. De quoi s'agissait-il au reste? de faire reconnaître par ce concile les principes des libertés de l'église gallicane, consacrés depuis tant d'années, et renfermés dans les quatre propositions soutenues avec tant de force et d'éloquence sous Louis XIV. par le célèbre Bossuet, suivies et défendues pendant si long-temps par les parlemens du royaume, reconnues en général par le clergé de France, et aux quelles les papes, malgré leur esprit dominateur et leurs prétentions à la suprématie théocratique, n'avaient jamais osé porter atteinte. Était-il nécessaire, dans un siècle bien plus avancé pour la philosophie, de rechercher dans un concile la confirmation d'un article depuis si long-temps incontestable? et si le pape actuel voulait le remettre en question, n'était il pas plus sage de le renvoyer à l'exemple de ses prédécesseurs, et de suivre dans cette matière la marche autorisée par l'usage, sans s'inquiéter de ce

que pourrait en penser l'église ultramontaine? Les parlemens n'avaient ils pas vingt fois défendu la publication de tels brefs ou de telles bulles des papes, toutes les fois qu'elles tendaient à empiéter sur ces libertés de l'église gallicane? qu'en était-il arrivé? rien. Et une autorité que les parlemens avaient si souvent méconnue ne pouvait-elle pas l'être à plus forte raison par Napoléon. La convocation d'un concile était donc un véritable enfantillage; se figurer qu'il ajouterait à l'illustration de son règne par une circonstance de ce genre, c'était une petite et ridicule gloriole; et pour la satisfaire il n'aurait pas dû s'exposer à faire rétrograder les lumières, en remettant en vigueur l'autorité de ces sortes d'assemblées, qui malheureusement allumèrent trop de fois les flambeaux de la discorde, non seulement parmi les nations, mais encore au sein de l'église même.

La preuve la plus évidente du peu d'intérêt que le public prenait à une réunion, dont la composition, les formes et le cérémonial étaient cependant si nouveaux pour la génération actuelle, c'est que ce concile s'ouvrit

dans le désert : et que quelques vieilles dévotes et les prêtres de Paris non appelés à l'honneur d'y siéger furent les seuls témoins de son ouverture ; et encore le nombre de ces spectateurs diminua-il considérablement aux séances qui suivirent cette ouverture. Quoiqu'il en soit, on sait que l'esprit du clergé se croit toujours indépendant de l'esprit des siècles. Les pères du concile se figurèrent que rien n'était changé sur la terre depuis les conciles de Bâle et de Constance, et qu'ils étaient encore dans l'heureux temps où l'on faisait brûler Jean Hus et Jérôme de Prague, ou tout au moins dans les beaux jours où le concile de Lyon excommunait l'empereur Frederic. Tous ces bons hommes, coiffés d'un chapeau rouge ou d'une mitre d'or, crurent en général retrouver dans Napoléon leur antique serviteur l'empereur Sigismond. Il n'y eut pas un seul de ces prêtres, qui ne tranchât du St. Bernard. L'abbé de Pradt se crut un Clemangis, et l'abbé de Boulogne tout au moins un Gerson. C'était une véritable parodie.

Malheureusement pour eux Napoléon se crut toujours Napoléon. Il fit dire à ces

messieurs, qu'il leur permettait à tous de se croire un grand mérite, mais que pour lui, obéir était le seul mérite qu'il reconnût aux hommes. Qu'il les avait assemblés pour leur intimer ses volontés et non par pour apprendre les leur. Sur ce, grande rumeur. Tous ces Chrysostome du dix neuvième siècle, tous ces modernes Irénées, tous ces Basiles du jour, tous ces pères de l'église ressuscités crièrent à l'impiété, à l'hérésie, à l'arianisme. On parla, de censures ; on parla d'anathème ; on parla comme on parlait il y a mille ans au concile de Nicée. Napoléon que les cris n'amuserent pas s'imagina qu'on licenciait un concile comme on licencie un bataillon. Le concile est dissous. Le scandale est consommé. L'impiété de sourire, et la philosophie de gémir.

Quelques ci devant prêtres dégagés, grace à la révolution, du joug du sacerdoce et que l'éminence de leurs charges faisait jouir d'un grand crédit sur l'esprit de l'empereur, l'avaient par dessous main irrité contre la conduite, vraiment peu mesurée, du concile. Ils n'étaient pas les moins actifs ni les moins

habiles des membres de cette faction, que je signale depuis long-temps. La démarche despotique de Napoléon était une grande victoire pour cette faction, à ajouter à celles qu'elle avait déjà si souvent remportées. Cette victoire associait à la masse des mécontents la classe des bigots ; l'on sait assez combien elle excelle dans l'art de médire, de calomnier et de déchirer les réputations, et c'était un puissant auxiliaire que les factieux venaient d'assurer aux ennemis, qu'ils étaient déjà parvenus à donner à l'homme qu'ils travaillaient avec tant d'acharnement à perdre. Napoléon dont l'aveuglement semblait croître à mesure que l'on multipliait les pièges autour de lui, s'empressa pour ainsi dire de concourir au succès de leurs vœux. On eut dit que son ambition ne prévoyait plus d'obstacles à l'instant même où les obstacles devenaient de jour en jour plus dangereux ; et jamais il ne se figura avec plus d'orgueil qu'il était le maître des destinées du monde qu'à l'instant où le monde commençait à s'unir pour lui prouver que bientôt il ne lui resterait pas même le droit d'être maître des siennes. Personne n'était près de

lui pour l'avertir de la position critique ou cette foule de perfides flatteurs étaient parvenus à l'amener, et ce fut dans cette position précaire qu'il entreprit cette déplorable guerre de Russie. Pour l'entraîner à commettre cette grande faute, on parvint insensiblement à l'aigrir contre l'Empereur Alexandre. On le lui peignit comme douteux dans sa foi, ayant déjà perdu la mémoire de l'amitié qu'il avait jurée à Tilsit, se laissant dominer par son Sénat dirigeant entièrement vendu à l'Angleterre, à la veille de renouer une nouvelle coalition contre la France, jaloux de l'ascendant qu'elle allait exercer sur la Suède par l'autorité que Bernadotte reconnu prince héréditaire allait y exercer. Au lieu de lui conseiller, comme la raison le commandait et comme le simple bon sens l'indiquait aux hommes le moins versés même dans la politique, de n'employer sa puissance qu'à relever le royaume de Pologne, et de retenir le Czar dans ses vastes états par cette barrière indestructible tant qu'il lui servirait d'arcboutan, on lui fit entendre au contraire que cette politique aurait quelque chose de pusillanime, indigne d'un

caractère comme le sien ; que le rétablissement de la Pologne ne devait être qu'un épisode de la grande scène qu'il allait donner au monde ; qu'il serait une conséquence toute naturelle de l'expédition de Russie ; qu'il ne devait d'abord considérer la Pologne que comme le grand magasin de son armée, et une pépinière de soldats pour remplacer ceux qu'il pourrait perdre dans une marche aussi longue, et qu'enfin la Pologne serait assez récompensée des sacrifices momentanés qu'elle pourrait faire lors qu'à son retour il la rétablirait dans son ancienne splendeur. On devine facilement combien de semblables discours devaient prendre d'autorité sur ce caractère violent, emporté, toujours prompt à ne voir que des ennemis dans les souverains qui ne voulaient être que ses amis, mais non pas les ministres de ses passions. Devenu presque incapable de réflexion par la magie des rêves brillants dont on fascinait son esprit, placé entre deux classes d'hommes, dont l'une ne voyait dans toutes ses conceptions qu'une émanation de la divinité, dont l'autre assaisonnait sa perfide influence de tout ce que l'adulation peut em-

ployer de plus séducteur et de plus délié, il ne balançait pas; l'expédition de Russie fut résolue, et cet homme dont l'esprit superbe ne croyait céder qu'à la supériorité de son génie, ne fut cependant que le misérable instrument des vœux de l'armée qui n'attend les honneurs et les richesses que de la chance des combats, et de l'ambition de quelques factieux qui pour se maintenir dans les leur cherchaient dans un nouvel ordre de choses à s'assurer un refuge ou contre les caprices ordinaires à Napoléon, ou contre les revers qui en l'atteignant pouvaient les envelopper dans sa ruine.

Son incroyable docilité à seconder les projets de ses ennemis, enhardit la faction à commencer enfin à lui porter des coups plus directs, et le secret de son plan de campagne fut trahi. Son dessin était de marcher à Petersbourg et non pas à Moscow. Toutes ses mesures étaient prises, tous ses plans arrêtés, tous ses ordres donnés en conséquence. Mr. de Kourakin ambassadeur de Russie en France eut connaissance de tout, et en informa sa cour. Quelques commis des bureaux de la guerre tombèrent sans défense sous les

puissantes mains qui les chargèrent de ce crime. Ils furent fusillés, et le silence de leurs tombeaux assura le secret et l'impunité aux véritables coupables. Le ministère à cette époque avait éprouvé quelques changements. M. le Duc de Feltre était resté au ministère de la guerre, mais Mr. le Comte Daru<sup>(17)</sup> qui avait remplacé Mr. le Comte de Cessac, comme directeur général de la guerre, devint ministre secrétaire d'état quand Mr. le Duc de Bassano fut nommé ministre des relations extérieures, Mr. le Duc de Vicence était ambassadeur à Petersbourg. Mr. de Pradt<sup>(18)</sup> archevêque de Malines fut nommé ambassadeur à Varsovie.

C'était beaucoup que de l'avoir entraîné dans cette injuste et funeste guerre ; mais c'était bien plus encore d'avoir d'avance préparé ses revers, en le forçant tout-à-coup à changer ses plans en entier. Cependant à quoi tint le succès de cette campagne, que la fortune accompagna jusques dans les murs de Moscow ? Le retour commencé quinze jours plutôt, l'histoire de tous les conquérants n'offrirait rien de semblable ; et est il bien certain que ce délai n'ait pas eu pour cause les espé-

rances dont on le berçait sans cesse des dispositions prochaines de l'Empercur Alexandre à lui demander la paix? et si ces espérances étaient le résultat d'une combinaison perfide, que penser des hommes qui pour accélérer sa ruine, n'ont pas frémi de compromettre la vie d'une armée de deux cent mille hommes. En général pour connaître la pensée secrète de certains individus dans telles ou telles circonstances, il n'est pas nécessaire d'être dans leur confidence intime. Le temps suffit pour avoir la clef de leur ame, et par la conduite qu'on leur voit tenir dans la suite on découvre facilement quelle pensée les animait dans telles époques précédentes. La Pruse donna la première le signal de la défection. Le général Yorck se détacha de l'armée française. Le Roi de Naples Joachim,<sup>(19)</sup> après la promesse solennelle de tenir quelques jours à Wilna en partit avant vingt quatre heures, et reprit en poste la route de l'Italie. Une division entre les deux frères, avait retenu, ou, pour parler plus juste, avait rejeté Jérôme dans sa Westphalie. Le général autrichien avait préféré la science des manœuvres à l'activité plus

utile quelque fois. Les Polonais dont les vœux avaient été déçus perdirent leur énergie. L'armée eut donc à combattre tout à la fois et la rigoureuse inclémence du froid, et la poursuite de ses ennemis, que ses alliés ne lui aidèrent pas à contenir. La moitié périt, l'autre moitié recut des fers; et l'humanité désolée, et la patrie en deuil, demandèrent au ciel vengeance du criminel orgueil du dépeupleur de la terre.

Cette déplorable catastrophe répandit la tristesse dans Paris; mais l'éloignement où l'on était du théâtre où elle s'était passée diminua de beaucoup l'effet qu'elle aurait du produire. D'ailleurs on était à peine revenu de l'alarme qu'avait répandue la conjuration jacobine du général Mallet, et le danger présent que l'on avait cru courir rendit moins sensible à un événement sur le quel une foule de versions contradictoires ne permettaient pas aux idées de se fixer. On a cherché depuis à faire croire que cette conspiration de Mallet était en faveur du royalisme. Le parti royaliste eut été bien malheureux s'il n'eut jamais eu que des auxiliaires de ce genre. Mallet, deux

ou trois ans avant, avait voulu tenter une folie semblable. La surveillance de la police alors avait déjoué ce projet ridicule. Mallet avait été mis en prison. Napoléon avant son départ pour Moscow avait ordonné qu'on lui rendît la liberté. On lui representa dans le conseil privé que cet homme était dangereux. Il se contenta de répondre, que c'était un fou, et persista dans son intention qu'on lui rendît la liberté. Si la police eût été mieux faite, la seconde tentative de ce général n'eut pas eu plus de suite que la première, et son succès de quelques instants ne fit que jeter du ridicule sur ceux dont le devoir eût été d'être instruits d'avance de ses projets. Cette conspiration éclata à six heures du matin, et à dix heures elle était étouffée. L'impératrice Marie Louise et le Roi de Rome étaient à St. Cloud. Le préfet du département et une partie des ministres étaient à la campagne. Le prince archichancelier se conduisit avec beaucoup de sagesse, de présence d'esprit et de fermeté; et la conjuration était dissipée avant que la nouvelle en fût même parvenue aux quartiers des extrémités de Paris. Ce général

Mallet était celui qui sous le directoire, lors de l'insurrection de Rome où périt le jeune Duphot, et où le palais de l'ambassadeur de France fut violé, avait été chargé d'arrêter le pape Pie VI. La Horie, le second chef de la conjuration, était un jeune homme sans expérience. Quant il se fut emparé de l'hôtel du ministre de la police, au lieu d'agir avec l'activité qu'exigeait la circonstance où il se trouvait, il s'amusa à examiner les papiers du ministre, et à régler avec son tailleur la couleur de la livrée qu'il prétendait donner à ses gens. Pendant ce temps, on fit rentrer dans le devoir le petit nombre de soldats qu'ils avaient égarés. La Horie fut arrêté à l'hôtel même du ministre. Mallet l'avait été quelques instans avant, au moment où il venait d'assassiner le Général Hullin, en lui tirant un coup de pistolet à bout portant. Ces deux chefs furent traduits devant une commission militaire, et furent fusillés avec quelques malheureux subalternes, qu'ils avaient entraînés dans leur complot.

Cette conjuration jacobine<sup>(20)</sup> était à peine déjouée lorsque le bulletin des désastres de

l'armée de Russie arriva. Napoléon le suivit de près. On était mécontent ; mais toutes les ressources lui furent ouvertes pour commencer la campagne de Dresde. On ne lui imputa point l'inclémence précoce de l'hiver qu'il n'avait pu prévoir. On ne songea qu'à la défection des alliés qui commençait à se prononcer, et on fit tous les sacrifices pour soutenir l'honneur national. Cette campagne de Dresde s'ouvrit, et les trois victoires mémorables qui signalèrent son début relevèrent toutes les espérances. Cependant le constant dévouement de la nation française et les succès de Napoléon en Saxe contrariaient la faction, et elle redoubla d'efforts pour arriver à son but. Les hommes éclairés, qui l'observaient dans sa marche, ignoraient encore jusqu'où ses ramifications pouvaient s'étendre dans l'étranger, et le moment de recueillir des notions certaines à cet égard n'était point encore arrivé. Le voile ne commença à se déchirer, que lorsque l'on vit se succéder rapidement les défections de l'Autriche, de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe enfin, qui d'une manière plus perfide encore exé-

cuta la sienne sur le champ de bataille de Leipsick, et lors que l'on sut que si Napoléon n'avait pas fait la paix à Dresde comme il le voulait, il fallait s'en prendre à l'opposition que les conseillers dont il était entouré avaient apportée à ce projet salutaire, et à la ténacité qu'ils avaient mise à l'en détourner. Les malheureux résultats de cette bataille de Leipsick ne furent pas compensés par la victoire de Hannau qu'il lui falut remporter pour ramener les débris de son armée en France. On reconnut l'intention ennemie des puissances qui s'étaient séparées de l'alliance, lors que l'on vit la capitulation faite par le Maréchal qui commandait le corps que l'explosion du pont avait empêché de passer le fleuve, injustement violée, et qu'il lui fut impossible d'exécuter son retour ; et dès lors on ne douta plus qu'ils ne suivissent Napoléon dans sa retraite, et que la France ne devint bientôt à son tour le théâtre des calamités de la guerre. Cette crainte valut encore à l'empereur de nouvelles ressources, que l'on n'eut pas été obligé de lui accorder si l'on eut eu la sagesse de lui refuser celles qu'on lui avait fournies un an au-

paravant pour entreprendre la campagne de Dresde, et si on l'eut ainsi forcé à faire la paix dont les bienfaits eussent éloigné tant de malheurs dont nous avons été témoins depuis. Mais dans ces deux circonstances la France fut dupe de sa noble loyauté. Au retour de Russie, Napoleon avait annoncé qu'il ne demanderait ni hommes ni argent pour continuer la guerre. Quinze jours après la défection de la Prusse fut connue, et cet événement lui servit de prétexte pour ne pas tenir sa parole, et la France crut sa gloire intéressée à le soutenir dans cette circonstance inattendue, et les hommes et l'argent furent accordés. Après la campagne de Dresde, lors que l'invasion des ennemis parut devoir être une conséquence du revers de Leipsick, la France crut encore devoir lui prodiguer les sacrifices pour l'aider à éloigner les ennemis de ses frontieres. Il est donc vrai de dire, que dans ces deux dernieres circonstances la France ne fit rien par amour pour Napoléon, mais qu'elle fit tout par le sentiment de sa gloire à elle même et pour son propre intérêt. Elle était desenchantée du prestige ;

elle ne fut pas sa dupe, mais elle fut dupe de la situation contrainte ou ses folles entreprises l'avaient placée.

Quoi qu'il en soit nous voici parvenus à l'hiver de 1813 à 1814, et chaque jour ajoute à l'épaisseur de l'horison. Les revers avaient aigri le caractère de Napoléon. Il était devenu plus sombre, plus farouche, plus défiant. Il rompait plus souvent en visière à ceux qui l'approchaient. Il affectait dans ses discours, dans ses espérances, dans ses menaces, une hauteur, une fierté, une arrogance, sous lesquelles il essayait de cacher ses inquiétudes<sup>(21)</sup> La surveillance autour du palais était plus rigoureuse. Tout y respirait les alarmes et les craintes de la tyrannie. La garde était plus sévère dans sa vigilance. Les sentinelles étaient plus multipliées, les consignes plus minutieuses, les officiers plus inflexibles ; les Suisses même des portés et des escaliers, avaient toute la rudesse repoussante des eunuques qui veillent aux portes du Serail. Si par hasard on s'arrêtait sous les murs du palais, si quelqu'oisif circulait dans les cours, si dans les jardins quelques promeneurs s'ap-

prochaient trop près des fenêtres, soudain leur inadvertance ou leur curiosité compromettait leur liberté ; on leur commandait de s'éloigner à l'instant, et j'ai vu arrêter un jeune homme que l'unique curiosité de voir l'empereur monter en voiture avait engagé à se placer sous un des péristiles. Le silence de l'esclavage régnait dans le palais ; les audiences du dimanche y répandaient seules un instant de vie. L'obligation de lui faire la cour était le prétexte pour s'y rendre ; mais le desir de lire dans son ame, de deviner ses anxiétés, d'espionner ses pensées, était le véritable motif dont on était animé : et, Qu'a-t-il dit ? était toujours la première question que l'on faisait aux grands que leur rang mettait à même d'y assister. Il n'y eut pendant cet hyver ni fêtes ni spectacle à la cour. Les cercles de l'impératrice se ressentaient de la contrainte générale. Jamais les courtisans n'eurent un rôle plus difficile à jouer que celui dont ils cherchaient en vain la couleur dans les yeux de César. Il ne savaient quel masque choisir ; serait-ce celui de la gaieté ou celui de l'affliction ? Ils étaient au supplice. Quelques

uns prirent le ton de la confiance, et ce furent les plus adroits.

Pendant la campagne de Dresde il avait confié la régence à l'impératrice reine. Son retour ne lui ota point le titre de régente ; il le lui fit prolonger par un Senatus consulte. Le mois de Decembre arriva. Ce fut alors que Mr. l'Ainé, fit dans le corps législatif cette sortie dont toute l'Europe à retenti, et fut appuyé par Mr. Rénouard et quelques autres membres. Jamais la colère d'un maître absolu ne s'exhala avec plus de violence. Lors que Cromwel jeta sa commission sur la table du Parlement, lors que Pierre le Grand menaça Catherine son épouse de la briser comme les glaces de son palais, leur emportement n'aprocha pas de celui de Napoléon lors qu'il harengua la majorité du corps législatif, quand, après sa dissolution, il parut devant lui. " Il " y à parmi vous, leur dit-il, beaucoup de " bons citoyens, mais je ferai rentrer dans la " poussière cette minorité factieuse, dont l'insolence aspire à rompre mes mesures. Je " connais les intelligences de Mr. Rénouard " avec mes ennemis ; je le ferai surveiller ;

— “ que Mr. l’Ainé retourne à Bordeaux, c’est  
 “ un fol qui ne vaut pas le peine qu’on s’en  
 “ occupe. Il a cru ressusciter cette faction  
 “ de la Gironde; qu’il sache qu’il n’en a ni  
 “ le génie ni le pouvoir. Retournez dans  
 “ vos départemens, quand j’aurai besoin de  
 “ vous, je vous rapellerai.”

Si dans cette résistance à l’autorité, d’autant plus imprévue que jusqu’alors rien n’avait pu tirer le corps législatif de sa servilité, si, disje, Mr. Lainé et ses adherens étaient de bonne foi, et n’agissaient que dans le bien de la patrie, la circonstance était mal choisie et ce n’était pas à la veille des dangers qu’il fallait essayer de détacher le peuple de l’empereur, et s’exposer en le refroidissant pour le gouvernement à neutraliser les efforts qu’il lui fallait faire pour repousser ses ennemis. Si, ce qui est encore possible, Mr. l’Ainé n’était à son inscu que le seide des chefs puissans, mais encore ignorés, de la faction, la circonstance était également défavorable pour faire ce premier essai public de ses forces et pour chercher à sonder l’opinion. La faction aurait

du réfléchir qu'en se faisant deviner, elle rassemblerait autour de Napoléon la grande majorité des véritables amis de la patrie, qui bien éloignés assurément de se douter à qui l'on destinait le trône, n'auraient vu dans la ruine de la nouvelle dynastie que l'aurore d'une révolution nouvelle, et le retour des déchiremens et peut-être des horreurs dont on s'était cru délivré pour jamais. Il est rare qu'une faction ait la franchise d'indiquer le but au quel elle prétend atteindre. Mais ici, cette franchise eut été peut-être desirable. Il ne m'appartient pas de déterminer quel effet elle eût produit sur la nation, mais en mettant le peuple dans le cas d'opter librement, il eut été possible qu'en appercevant un moyen sur d'arrêter à l'instant la marche des ennemis et d'éloigner infailliblement la guerre de son territoire, il se fut spontanément décidé à embrasser ce parti. Alors la force des bayonnetes ne fut entrée pour rien dans ce grand arangement. La liberté nationale eut été respectée ; les événemens subséquens n'eussent plus été que la conséquence du voeu général. Le peuple aurait vu qu'en prenant le parti

qu'on lui aurait légalement présenté il faisait tomber les armes des mains des puissances. Le pacte alors entre le monarque et la nation eût été totalement volontaire. Le Napoléon, peut-être abandonné tout-à-coup, si non par la totalité, du moins par la grande majorité des français, eût été réduit à cette abdication qu'il fallut encore acheter par vingt batailles. Affirmer que cette franchise de la part de la faction eût obtenu un semblable résultat, ce serait folie; mais enfin on préféra la dissimulation; la faction, pour s'expliquer clairement, attendit que cent mille hommes de troupes étrangères fussent entrées dans Paris; les souverains alliés différèrent eux même jusqu'à cette époque à mettre au grand jour le véritable motif qui les avait armés, et l'on sait les maux que ce genre de politique a attirés sur la France. Il n'auraient pas été plus grands, si le peuple français franchement instruit des intentions des ennemis de Napoléon, eût opté en sa faveur. On ne risquait donc rien à faire l'épreuve des véritables sentimens de la nation : en se taisant ces maux étaient assurés, en parlant ils de-

venaient incertains. Je dirai plus, cette dissimulation même était injurieuse pour la maison régnante aujourd'hui. C'était tacitement lui dire, nous nous taisons par ce que vous éprouveriez une forte opposition ; elle était injurieuse pour le peuple français, parce que c'était à l'instant du dénouement lui faire entendre qu'on avait plus compté sur la puissance des bayonnettes étrangères que sur la puissance de sa raison. Je crois que l'on eut grand tort. On objectera la volonté de l'armée ; parce que l'on ne veut jamais entendre que par la composition actuelle des armées françaises, la volonté du peuple est la seule qui exerce un véritable pouvoir sur le soldat. C'est le soldat qui constitue l'armée et non pas des généraux et des officiers. En prenant le parti de la dissimulation on laissa le peuple à Napoléon, et l'armée le suivit. Cela devait être puisque rien ne militait pour l'en détacher ; en laissant à Napoléon la liberté de combattre encore, on ne faisait que resserrer davantage les nœuds qui l'unissaient à l'armée. Pour enlever l'armée à Napoléon il fallait commencer par lui enlever le peuple.

Cependant les inquiétudes devenaient chaque jour plus vives. L'année 1814 était commencée. On avait cru que les frontières seraient à couvert du côté de la Suisse. On sût bientôt qu'à l'instant même où les députés des cantons faisaient à l'empereur les protestations les plus positives et les plus publiques que la Suisse ferait respecter sa neutralité, et ne laisserait pas violer son territoire, et que Napoléon d'après cette assurance leur promettait que les troupes françaises ne dépasseraient pas les limites établies entre les deux états, on sut disje qu'à cet instant même la Suisse livrait ses portes aux Autrichiens, et les laissait sans nulle résistance se diriger vers le Rhin par Bâle, et vers Lyon par Genève. Bientôt les progrès des puissances étrangères devinrent effrayans. On annonça le départ prochain de Napoléon pour l'armée. Elle se rassemblait en Champagne! et l'on amusa la crédulité publique par l'indication géographique des positions qu'occupaient les divers corps chargés, disait on, de repousser les ennemis sur les points par où ils pouvaient pénétrer en France. Le conseil de régence

fut créé et installé; différentes mesures furent prises pour assurer pendant l'absence du monarque la tranquillité de la capitale. Il eut aussi recours à une de ces scènes théâtrales qui ne manquent jamais leur effet quand elles sont jouées par les rois. Un matin Napoléon rassemble aux Thuilleries tous les officiers et sous officiers de la garde nationale; il s'avance au milieu d'eux avec son épouse et son enfant.

“ Je pars leur dit-il pour combattre vos ennemis. Je confie à votre amour, à votre fidélité, à votre garde ce que j'ai de plus cher au monde, mon épouse et mon fils. Veillez sur eux, protégez les, défendez les, entourez les de votre courage; et certain que dans vos rangs, ils seront à l'abri de tout danger, nulle inquiétude ne pourra m'atteindre sur les champs de bataille.”

La sensibilité naturelle au français ne résiste pas à ces démonstrations de confiance. Elle s'efface facilement il est vrai; la légèreté de son caractère en est cause; mais quand il y cède, il est lui même dupe de son propre cœur; et il croit de bonne foi à l'éternité des promesses que lui arrachent ces instans

d'effusion. Les cris de *vive l'empereur ! vive l'impératrice ! vive le Roi de Rome !* succédèrent à ce discours. Tous ces hommes, les larmes aux yeux, jurèrent de défendre jusqu'à la mort et le monarque qui s'en reposait sur leur fidélité, et son auguste épouse, et l'enfant chéri qu'ils appelaient alors l'espoir de la patrie. Deux mois après ils entourèrent des mêmes acclamations les princes de la famille de Bourbon.

L'empereur partit. Il remporta dix victoires. Elles dévoraient la France sans fruit ; la perte des armées ennemies était énorme ; mais elles avaient derrière elles l'Europe. C'était le magasin où elles puisaient des successeurs aux morts. L'influence ténébreuse de la faction se faisait de plus en plus sentir. Napoléon était moins bien servi par ses espions ; on cherchait à l'égarer par de faux avis, la fidélité de certains généraux était plus douteuse. Il était obéi avec moins de rapidité. Des retards dans les marches rendaient ses succès moins décisifs. On l'exaspérait en multipliant autour de lui les contradictions. Si l'on ne pouvait dérober

la connaissance des avantages qu'il remportait, on cherchait à intimider le peuple par la peinture exagérée des prétendus excès où se livraient les ennemis dans les villes qui leur opposaient de la résistance. Si Napoléon faisait fréquemment traverser la capitale par de nombreuses colonnes de prisonniers, soudain on cherchait à atténuer la confiance que cette vue pouvait inspirer, en faisant circuler dans les rues de Paris de jeunes vagabonds, en apparence exténués par la fatigue et la faim, et qui sous les haillons de la misère sollicitaient la pitié publique en s'annonçant comme de pauvres conscrits que la faim et les mauvais traitemens avaient fait fuir de l'armée. L'époque de la paix de Chatillon arriva. Il en envoya les conditions à Paris pour avoir l'avis du conseil privé. Au lieu de les approuver, et de lui exprimer, comme quelques membres le désiraient, les vœux unanimes du conseil pour qu'il se hâtât de faire cette paix à quelque prix que ce fût, la majorité factieuse affectant un excès de dévouement pour la conservation de sa gloire *Napoléonienne* s'éleva contre ces conditions.

signifiait d'envisager une semblable paix comme  
 leshonorante pour un homme comme lui, lui  
 conseilla de ne pas y souscrire, et la paix  
 ne fut pas signée le 15 Mars. Les cheveux  
 se dressent d'horreur quand on songe à cette  
 exécration indifférence pour l'effusion du sang.  
 Que l'armée périsse, pourvu que je régne!  
 disait Napoléon. Que l'armée périsse, pour  
 vu qu'il tombe! disait la faction. Quel métier  
 que la guerre! Eh! c'est là que l'homme a  
 placé la gloire!

Depuis ce 15 Mars jusqu'à la bataille de  
 Paris, la faction déjà toute puissante unit aux  
 préparatifs les plus ridicules de défense, les  
 apprêts les plus marquans de la trahison  
 combinée. On garnissait les barrières de  
 méchantes murailles de moëllons d'un demi  
 pied d'épaisseur, qu'un coup de pistolet eut  
 enfoncées, et que l'on annonçait avec impu-  
 dence être à l'abri du canon. On conduisit  
 sur la butte Monmartre et sur les hauteurs de  
 Belleville de mauvaises petites pièces de trois,  
 prises jadis sur les autrichiens, que l'on faisait  
 accompagner de caissons remplis de bou-  
 lets du calibre de quatre; on qualifiait du

beau titre de pièces de position ces petites pièces de régiment, tandis qu'il y avait au champ de Mars un parc d'artillerie de plus de trois cents pièces de 12 et de 24, qu'on y laissait paisiblement attendre que les ennemis leur *fussent l'honneur* de s'en emparer. La veille de la bataille, soixante mille hommes des faubourgs se présentèrent pour avoir des armes, en offrant de marcher au devant de l'ennemi. Les trois quarts au moins avaient servi ; on les remercia de leur bonne volonté, on leur répondit qu'il ne s'agissait que d'une poignée d'hommes, et que la garde nationale était plus que suffisante pour les repousser.

Cependant la meurtrière victoire de Montaubert avait eu lieu, et une fausse manoeuvre de Napoléon dénota l'infidélité de ses espions. Il crut en marchant sur sa gauche couper les communications entre les Autrichiens et les Russes ; battre d'abord les premiers ; faire sa jonction avec le corps d'armée que l'on attendait de Lyon ; revenir en suite sur les Russes et les Prussiens que le corps de Mr. de Raguse devait tenir en échec, et terminer cette campagne par la défaite de ceux-ci.

Ses espérances furent entièrement déçues. L'armée de Lyon au lieu de le joindre s'enfonça dans la Franche comté; les ennemis se placèrent entre lui et Paris; Mr. de Raguse fut battu, et toutes les avenues furent ouvertes.<sup>(22)</sup>

Le mardi 29 Mars le conseil de régence força l'impératrice reine et régente de quitter Paris. Plus sage que ce conseil, elle se refusait à cette fausse démarche. Il falut céder. Elle partit avec le Roi de Rome. Ce départ jeta la consternation dans le peuple et donna de l'humeur à la garde nationale, qui n'avait pas encore oublié que l'empereur lui avait confié son épouse et son fils. Les membres du conseil qui s'étaient le plus fortement prononcés pour la nécessité du départ de l'impératrice furent les seuls qui ne la suivirent pas. Ils avaient leurs raisons sans doute. Le mercredi 30 la bataille se donna. Les proclamations des commandans furent, ou le comble de l'ineptie, ou le comble de la trahison; le Roi Joseph annonçait dans la sienne que Napoléon arrivait au secours de la capitale avec une armée victorieuse. Le Roi

Joseph partit une heure après, et laissa le commandement au premier occupant. Le Général Hullin fit afficher qu'il ne s'agissait que d'une troupe de partisans dont on allait faire justice; et ces partisans au nombre de cent mille entrèrent le lendemain conduits par l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse. Après une bataille, où la garde nationale sans chef, sans tactique, sans plan déterminé, sans munitions pour ainsi dire, et simplement secondée par quelques mille hommes de troupes de ligne, fit mordre la poussière à vingt cinq mille hommes russes et prussiens, Mr. de Raguse capitula!!!

Le jeudi 31 l'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse entrèrent dans Paris, à la tête de quatre vingt mille hommes. Jour de deuil pour les véritables français; jour de spectacle pour les hommes sans patrie; jour d'allégresse pour les hommes sans honneur. *Excidat illa dies!* et que la calomnie ne croie par que je lui souffre le droit d'empoisonner cette expression. Que le ciel s'explique, c'est lui que j'appelle en témoignage. Le 31 Mars était il dans Paris un seul être

vivant qui sut, qui soupçonnât même, l'arrivée prochaine de la famille aujourd'hui régnante, si ce n'est quelques *hauts et puissants seigneurs* de la France antique et de la France moderne? Ils vont se montrer maintenant. Trois ou quatre cent mille bayonnettes les rassurent; mais n'attendés pas d'eux encore une confiance entière. Depuis quatre ans on les voit agir et se taire, maintenant on va les voir parler et frapper.

Depuis quarante huit heures les ennemis occupent Paris. Tout-à-coup on apprend que Mr. de Talleyrand, lui cinquième, compose un gouvernement provisoire. Ici l'on marche de surprises en surprises. A peine ce gouvernement est il formé, qu'il prononce la déchéance de Napoléon. Ce gouvernement délie tous les fonctionnaires publics du serment d'obéissance; intime des ordres à la force armée; nomme des ministres; rédige en deux jours une constitution; ce gouvernement enfin réforme, destitue, brise, renverse, change, crée, coordonne, organise. Et en vertu de quelle mission? au nom de qui? en faveur de qui? on ne le dit pas; qu'importe? le peuple est il

fait pour savoir quelque chose? ainsi le veut Mr. de Talleyrand. Cela suffit?

Une place est conquise, la capitale d'un grand empire est envahie. La raison veut, et les vainqueurs même le desirent, qu'il se forme sous leur protection immédiate une autorité temporaire et nationale qui, dans l'absence des autorités suprêmes, puisse veiller à l'ordre, au maintien de la tranquillité, et aux intérêts de tous les citoyens. Ces sortes de gouvernemens éphémères sont, par leur nature même, essentiellement conservateurs; l'histoire offre plusieurs exemples de gouvernemens semblables; tels furent ceux qui s'établirent en France pendant la prison du Roi Jean, et celle de François I. tels sont ceux que nous avons vu de nos jours s'établir à Vienne et à Berlin lors de l'invasion des français; mais il ne vint jamais dans la pensée d'aucun de ces gouvernemens de porter une main criminelle aux bases fondamentales des états qu'ils étaient appelés à protéger pour quelques jours. Et telle n'était pas sans doute l'intention de l'Empereur Alexandre, de ce prince aussi magnanime qu'éclairé lors qu'il jeta les yeux

sur Mr. de Talleyrand pour former ce gouvernement local que les circonstances exigeaient. Il n'en fut pas ainsi cette fois. Ce gouvernement abusant de la confiance de ce monarque, se constitua en révolte ouverte contre la volonté nationale qui ne s'était pas prononcée. Il usurpa les droits du corps législatif qui seul a celui d'énoncer les vœux de ses mandataires. Il usurpa les droits du Sénat, unique conservateur de la charte constitutionnelle, toujours sacrée pour tous les citoyens tant que la puissance du peuple entier ne l'a pas abrogée. Il usurpa les droits de l'armée, dont l'obéissance ne peut être ravie au chef militaire, qui ne la commande qu'en vertu des loix reconnues dans le royaume. Il usurpa les droits du conseil de régence qui seul alors devait décider de ces grands intérêts. Il usurpa les droits de l'impératrice reine et régente, alors seule gouvernante légitime de l'empire reconnue par tout l'état. Il usurpa enfin les droits de la nation toute entière, à qui seule appartient celui de se donner des souverains. Quelle était la mission de ce gouvernement provisoire?

Bientôt après on fut instruit du retour de l'augusta maison de Bourbon ; et l'on vit avec surprise que pour arriver à une chose légitime, on avait usé de tous les moyens que les factions employent pour consacrer les choses illégitimes. Quel funeste exemple en morale comme en politique ! qu'on en juge simplement par la situation où dut se trouver<sup>(23)</sup> Mr. de Talleyrand ; il était président de ce gouvernement provisoire. Il lui falut donc fouler aux pieds tous ses sermens ; serment comme ministre d'état, serment comme sénateur, serment comme grand aigle de la légion, serment comme grand officier de l'empire, serment comme vice grand électeur, serment comme français. Il lui falut fouler aux pieds tous les sentimens de gratitude toujours si sacrés pour les hommes supérieurs et que l'honneur lui commandait pour celui dont il tenait toute sa fortune, toutes ses distinctions, toutes ses grandeurs ; il lui falut fouler aux pieds tous les devoirs que la délicatesse lui imposait envers le prince dont la confiance en lui fut sans bornes, la munificence sans limites, l'indulgence même au besoin sans restrictions. Non seulement il se vit réduit

à frapper le chef que la France reconnaissait encore, mais à frapper la France elle même en déchirant la constitution qu'elle avait voulue; et vingt quatre heures furent l'unique terme qu'il eut pour lui imposer des loix nouvelles. On reste muet d'étonnement à l'apparition subite de la position contrainte ou se trouve ce président; on s'effraye en rencontrant tout-à-coup un homme dont le génie est forcé de commettre dans un instant un acte de despotisme, cent fois plus extraordinaire que tous ceux que commit pendant douze ans le despote qu'il renverse; on frémit en voyant que la majesté du peuple, la dignité des loix, la sainteté des sermens ne sont que de misérables objets de dédain pour ce gouvernement provisoire. Heureusement pour lui le retour de la famille de Bourbon vint se placer entre cette audace et l'indignation nationale, mais en neutralisant l'une il ne justifia pas la témérité de l'autre. Les membres de ce gouvernement provisoire se chargèrent d'une grande responsabilité.

Peu s'en falut qu'ils n'en ressentissent à l'instant même tout le poids et tout le danger.

Si Napoléon, dans l'irritation de son orgueil, cédant aux cris de son armée fut accouru vers la capitale, si par quelque revers inattendu mais possible les ennemis eussent été forcés à en sortir et qu'ainsi Paris se fût trouvé tout-à-coup placé entre la rage d'un ennemi fuyant et la vengeance d'une armée cruellement insultée dans son idole, qui donc aurait-on accusé des ravages, des excès incalculables, des massacres sans nombre qu'une semblable catastrophe pouvait entraîner à sa suite? n'aurait ce pas été l'indiscrete précipitation du gouvernement provisoire. Telle fut cependant l'horrible position où, grâce à ce gouvernement provisoire, Paris se trouva pendant quelques jours. Jamais terreur ne fut plus grande que celle que l'on y ressentit pendant ces heures de terribles anxiétés. L'abdication de Napoléon y mit un terme. Mais les provisoires pouvaient-ils la prévoir? pouvaient-ils même l'espérer? et qu'augurer de la prévoyance, de la sagesse, du patriotisme et de l'humanité de quelques hommes, que la passion aveugle assez pour exposer sans remords à un sac général l'une des plus grandes villes du monde, et la capitale de leur patrie.

Tels furent tout à la fois et la première explosion, et le dernier acte de cette faction toujours active, mais toujours impénétrable, dont l'astucieuse adresse écrasa l'homme dont le bras avait écrasé le monde, de cette faction qui marchant à son but par des routes jusqu'alors inconnues, divinisa sa victime pour avoir le droit d'accroître chaque jour la masse d'encens dont elle usait pour l'ennivrer. Telle fut cette faction peu nombreuse dans ses membres, mais puissante par sa longue patience, par son adulation constante, par sa profonde dissimulation. Elle dédaigna tous les moyens communs aux factions de tous les temps. Elle n'usa ni d'insurrections, ni d'agitations populaires, ni d'écrits séditieux, ni de menaces, ni de poignards. Elle prit le masque du dévouement et de l'amour. Elle exagéra les expressions de l'amitié pour rendre la véritable amitié moins écoutée. Elle caressa toutes les passions et toutes les folies de sa victime, et elle réussit.

Toute l'Europe en connaît les chefs ; il est inutile de les nommer. Quelques membres de la famille de Napoleon n'y furent point

étrangers. Ni le respect, ni les bienfaits, ni la tendresse, ne vainquirent jamais l'inimitié de Lætitia sa mère, de Lucien son frère, de Fêche son oncle. La tranquillité dont ils jouissent au milieu du desastre de leur famille, est leur acte d'accusation. Le cardinal et sa sœur ne furent occupés à sa cour que de leur avarice; et leurs délassemens peu couteux étaient leurs entretiens avec ses censeurs et ses antagonistes. Lucien, sous un ciel étranger, écrivait la satire de son frère sur la poussière des pieds du pape. Un an après l'ambition le ramena en France. Il espérait être nommé régent pendant la minorité du Roi de Rome et gouverner, bien long-temps peut-être! Le ciel a garanti la France de ce malheur.

Napoléon abdiqua. On lui donna l'île d'Elbe pour empire. C'était mettre une Lion dans une volière. Louis XVIII. arriva, et l'on respira. Le tableau qu'offrit Paris, pendant le trop long intervalle qui sépara le jour de l'installation du gouvernement provisoire du jour de l'entrée du roi, sera à jamais un monument de honte pour quelques fraguemens

de cette énorme population. Les véritables français, renfermés chez eux, tristes, mais occupés des soins de l'hospitalité envers les étrangers, songeaient en gémissant à la grandeur de leur patrie tout-à-coup éclipsée, regrettaient ces jours de gloire et de liberté, dont la splendeur avait consolé la France des profondes playes qu'elle avait reçues des factions révolutionnaires et effacé l'affront que lui avaient trop long-temps imprimé les fureurs de la démagogie, et témoins de la formidable catastrophe qui venait de s'opérer entrevoyaient dans l'avenir l'aurore de quelques jours heureux percer à travers l'obscurité du cahos dans le quel on venait de tomber. Telle était la véritable France, silencieuse alors, et douloureusement renfermée dans le sein de ses pénates. Mais au dehors, quelle différence ! Ces hommes, ces femmes sans patrie, cette vile populace étrangère à tous les sentimens d'honneur, cette populace que l'on rencontre dans toutes les classes, dans toutes les professions, inondant les promenades, les rues, les places publiques ; s'extasiant à la vue des ennemis de la France ; saluant de ses cris d'allégresse la

soldatesque qui lui apporte des fers ; applau—  
issant aux sauvages Tartares dont la profonde—  
ignorance rameine la barbarie depuis si long—  
temps exilée sur les rivages du Don ; pressant—  
dans ses bras avilis ces dégoutans Cosaques, et—  
par les infames baisers de ses lèvres caressantes—  
effaçant sur le glaive de ces sauvages le sang—  
des laboureurs immolés par leur cupide ra—  
pine ; partout l'esclavage le front paré de—  
fleurs, frappant les airs de son odieuse joye ; —  
acceptant pour signal des fêtes les desastres—  
de la patrie ; disputant par ses clameurs au —  
bronze de l'étranger le plaisir de proclamer—  
l'asservissement de la France ; partout les —  
bayadères titrées et non titrées promenant—  
lascivement les amours sur le tombeau de—  
la gloire ; partout le parjure sollicitant les—  
honneurs ; partout l'ingratitude réclamant des—  
autels ; partout l'écume de l'espèce humaine—  
commandant les opinions dont la faction leur—  
paye le débit ; partout le despotisme des gou—  
vernans provisoires forçant les consciences, ter—  
rifant les volontés, et arrachant à la timidité —,  
à l'impuissance des refus, à la crainte de—  
perdre son existence les adhésions à ses me—.

sures ; voila quel fut pendant quelques jours, non pas le Paris français renfermé dans ses maisons, mais le Paris flétri circulant dans les rues, dégradant les monumens, menaçant tous les toits de l'incendie, aspirant le pillage, querellant les Baskirs d'être trop lents à lui en donner l'exemple ; voila le *digne* et l'*honorable* peuple de l'empire des quintumvirs, dont la présence de Louis XVIII. délivra la France ; heureux que dans ces jours de deuil les augustes vertus de l'Empereur Alexandre aprissent aux véritables français à ne pas désespérer de l'humanité.

Dix mois après une faction nouvelle ramena Napoléon en France. L'honneur, la probité défendent de parler de celle ci. Toutes les factions dont jusqu'ici nous avons parcouru l'histoire, ont reçu leur salaire. En les décrivant, la délicatesse de l'historien était tranquile ; mais celle qui ramena Napoléon, est aujourd'hui placée dans une position qui commande le silence. Dans le moment actuel, en citer les chefs, rapporter leurs travaux, leurs succès, leurs revers, ce ne serait pas écrire l'histoire, ce serait accuser. Dans les annales

des nations, toutes les époques ne sont pas permises à l'écrivain honnête homme. Celle où nous nous trouvons relativement à cette faction est celle des tribunaux. Il faut leur laisser le temps de prononcer sur les hommes et sur les choses. Celle de l'historien ne viendra que dans cent ans peut-être. Alors à son tour il jugera et les accusés, et les accusateurs, et les juges. Maintenant l'on doit se borner à dire que les mêmes conjurés, dont la politique prépara pendant cinq ans la perte de Napoléon le perdirent encore à son retour. Le gouvernement au quel la France obéissait lors de cette invasion inattendue légittima leurs actions. Ils agirent cette fois sans être flétris du nom de factieux ; mais cette honte de moins ne rendit pas les moyens qu'ils employèrent plus nobles et plus généreux. La ruse, la duplicité, la perfidie étaient leurs armes ordinaires, et ils en usèrent pour soutenir une cause légitime. " Sauvez le monarque, dit l'homme le plus marquant, ou l'un des plus marquans de cette faction qui avait amené la première chute de Napoléon, sauvez le monarque, je réponds de la monarchie - "

Mais pour sauver la monarchie, il était inutile de voler dans les bras de l'usurpateur, d'aller l'accabler de perfides caresses, et de le servir pendant trois mois. Il était à coup sur des moyens plus nobles de sauver la monarchie.

La bataille de Waterloo prononça entre un homme et le monde. Le dénouement de cette journée est un problème. De longtemps il ne sera résolu. De part et d'autre toutes les heures de ce grand jour apartinrent à la bravoure, et un seul instant à la trahison ; quelques minutes dévorèrent une gloire de vingt cinq ans. Un quart de siècle fut comme non avenu ; et dix millions d'hommes en sortant de leurs tombeaux auraient pu demander à l'Europe, pour quoi donc avons nous versé notre sang ?

Napoléon abdiqua pour la seconde fois. Il quitta la France. Il se confia à la loyauté de l'Angleterre. Elle le traita en prisonnier. En avait elle le droit ? des hommes célèbres en Angleterre ont discuté cette grande question. Il ne m'appartient pas de la traiter. Il ne m'appartient pas même de dire mon opinion. A cela près de la privation de sa liberté, tous les

égards que l'on doit aux grandes infortunes, aux inéfaçables souvenirs attachés à l'élévation du rang, à une vie à jamais fameuse par la sublimité du génie, à l'énorme masse des talents, à la réunion de tous les genres de bravoure, lui ont été prodigués, et l'Angleterre en lui refusant l'hospitalité à trouvé l'art encore d'être grandement hospitalière. Le peuple anglais est venu pour ainsi dire en corps contempler cet homme fameux dans la rade de Portsmouth. On lui a construit dans Londres un palais, transportable à St. Helène. Dans la traversée, l'urbanité des officiers anglais la constamment environné.. Sa liberté d'esprit ne l'a pas un seul instant abandonné; il ne lui restait sur la terre que lui pour veiller sur sa gloire; et ce devoir, il la rempli. Enfin il est prisonnier, et l'Europe tremble encore.

Ainsi s'est éteint cet homme extraordinaire, que peut-être créa le ciel pour chatier le monde. Il restera le premier sur la liste des guerriers, le premier sur la liste des conquérans, le premier sur la liste des fléaux. Nul ne porta plus loin la fièvre de l'ambition, et pour s'élever il puisa sans choix dans l'urne

de pandore ; à Tilsit loyal comme Trajan, à Bayonne dissimulé comme Tibère, à Wilna insensible comme Cambise, on eut dit qu'il avait des ames de rechange dont il usait suivant les occasions. Crimes et vertus ne furent pour lui que des moyens. Il voulut dominer les rois parce qu'il ne trouva rien de supérieur. Si Dieu eût été visible il eût laissé les rois en paix. Projets, conceptions, guerres, erreurs, excès, il fut de sa destinée d'imprimer un caractère de grandeur à tout ; homme phénomène ! il est le seul monarque que le sort ait condamné à l'immortalité de l'admiration et de la haine, il est le seul homme qui ait réduit l'histoire à ne pouvoir le louer sans outrager l'humanité, ni le condamner sans outrager le génie. Il dévora les générations. Depuis Moscow jusqu'à Lisbonne, depuis Jaffa jusqu'à Lutèce, il n'est pas une province qu'il n'ait marquée d'une bataille, et pas un hameau où les pères désolés ne lui demandent compte du sang de leurs enfans. La mort d'Enghien et de Pichegru, la proscription des princes d'Espagne, l'extravagante guerre de Russie, la longue dévastation des Castilles sont des

attentats que le temps malgré sa puissance n'effacera jamais. Aura-t-on besoin pour le maudire de colliger cette foule de crimes obscurs et supposés dont pendant son règne les libellistes étrangers ont tissu les absurdes romans. Il est donc vrai qu'il est des hommes qui ne peuvent mêler leur voix à l'indignation générale sans en flétrir la dignité, et pour remplir le monde d'épouvante ne suffit il pas de dire que tant de deuil n'est du qu'à l'homme dont le génie créa tant d'institutions sublimes, dont la volonté releva la splendeur de tant de cités, dont le bras puissant érigea tant de monumens immortels, et qui même à son dernier instant détachant encore sa destinée de celle de tous les hommes, n'a laissé que des grandeurs à ses ennemis, et des échafauts à ses amis.

FIN.

## NOTES.

---

(a) On nomme ainsi l'une des issues du Palais Royal qui conduit à la rue Vivienne. Elle prend ce nom de quelques degrés qu'il faut monter en sortant du jardin pour s'élever au niveau de la rue Neuve des Petits Champs. C'était sous les galeries voisines de ce perron que se réunissaient depuis midi jusqu'à trois heures les hommes qui spéculaient sur le cours du papier monnaie, et les brigands qui en profitaient pour s'enrichir des calamités publiques.

(b) On est toujours frappé d'étonnement quand on voit le peu de discrétion que ces divers agens mettaient dans leurs démarches. On ne peut se dissimuler que pour dresser leurs plans, nouer leurs correspondances, et s'entendre avec moins de contrainte, Londres ne fut le séjour qu'ils préféraient. Je ne veux pas en inférer que le gouvernement Anglais les appuyât de sa protection. Cette discussion m'entraînerait hors de mon sujet. Je dirai seulement qu'ils choisissaient Londres, parce qu'à Londres on ne doit compte de son opinion à personne ; que, pourvu que l'on y respecte les loix et que l'on ne trouble pas l'ordre, chacun y jouit du droit de penser, parler, écrire, agir, comme bon lui semble ; mais cette liberté doit exclure la prudence, quand l'ambition, l'espoir des ré-

compenses, la manière de voir enfin, vous condamnent au malheur de jouer un rôle dans ces grandes scènes politiques, dont la subversion de tel ou tel système d'une nation doit être le dénouement? Croirait-on par exemple que, dans des temps postérieurs, le fameux plan de contre-révolution formé par Georges Cadoudal et Pichegru, et dont le développement compromit Moreau et priva la France des services de ce général, croirait-on, disje, que ce plan fut arrêté dans un diner de vingt cinq à trente personnes donné dans la grande salle publique d'un restaurateur français, qui demeurerait alors dans la place de Leicester autrement dite *Leicester Square*? Que dans cette salle, située au rés de chaussée, en présence des garçons de service du restaurateur et de la livrée des différens convives, les fenêtres qui d'un coté donnent sur le trottoir extrêmement passager, et de l'autre sur une vaste cour commune à tous les étrangers qui habitaient cet hôtel, toutes grandes ouvertes, on traita sans ménagement de cette importante affaire? Que les têtes s'échauffant à mesure que le repas se prolongeait, les noms des acteurs, l'indication des rôles qu'ils devaient remplir, la désignation des ports où ils débarqueraient, l'énumération des ressources et des associés qu'ils trouveraient en France. des moyens et des sommes qu'on leur y ferait parvenir, des appuis et des intelligences que l'on s'y était procurés, et vingt autres objets de cette nature que dans des circonstances semblables on devait envelopper dans le plus grand secret, y furent cent fois répétés, avec ce ton de voix élevé que prennent, même à leur inscu, des hommes et des Français surtout réunis dans un repas où le vin coule avec abondance? Comment ignorer, comment ne pas réfléchir qu'il n'est pas de gouvernement en Europe dont la police n'entre-tienne chez ses voisins des agens, disons le mot des espions,

quand ce ne serait que pour connaître la conduite que les individus de leur nation tiennent dans l'étranger ? Moi même, qui pendant mon séjour assez long à Londres ne sortais presque jamais de mon cabinet où mes travaux littéraires me retenaient, j'en ai rencontré de ces espions, qui certes ne sont pas de ma connaissance, mais que je connais parfaitement. Alors est-il étonnant que tous ces projets dont le succès paraît incontestable à leurs auteurs, avortent constamment, puisque tous les détails du plan qu'ils doivent suivre les précèdent toujours sur les lieux où ils prétendent l'exécuter ?

(c) Sous le Gouvernement Révolutionnaire cette honteuse ignorance se rencontrait partout. Un décret de la Convention avait ordonné, par exemple, que les chefs des administrations, quand ils auraient besoin de commis, s'adresseraient aux sections, afin que ces places fussent remplies par des patriotes, pères de famille. Un administrateur du domaine, nommé Mr. de Normandie, écrit un jour à la section du Muséum pour lui demander un commis. L'Assemblée consultée, désigne un homme. Il est nommé. Le lendemain Mr. de Normandie écrit à la section pour la remercier, mais en même temps il la prie de lui envoyer un autre homme, parce que celui qu'elle avait nommé *ne savait pas écrire*. Grande rumeur ! on discute longtemps pour savoir s'il est nécessaire qu'un commis sache écrire. On s'écriait que Mr. de Normandie était un *aristocrate*, qu'il haïssait les patriotes ; et peu s'en falut qu'il ne se fût attiré une méchante affaire pour n'avoir pas voulu d'un commis *qui ne savait pas écrire*.

La Commune Révolutionnaire de Robespierre, qui avait usurpé tous les pouvoirs, s'était aussi arrogé le droit de la censure littéraire. Un jour j'adressai à cette censure une *bluette* dramatique. J'avais usé dans le dialogue de cette

expression vulgaire : *Dame Nature* ; je ne me rappelé plus de la phrase ; mais dans ce sens par exemple : “ Le monde veut que la chose soit ainsi, mais *Dame Nature* raisonne différemment.” On me renvoya quelques jours après le manuscrit, revêtu de l’approbation. Mais comme je n’avais pas réfléchi qu’alors les expressions de *Monsieur, Madame, Mademoiselle*, étaient proscrites, le censeur avait rayé *Dame Nature*, et spirituellement y avait substitué *Citoyenne Nature*.

J’ai vu un procès verbal d’un commissaire envoyé par cette même commune à la poursuite d’un homme qu’elle voulait faire arrêter. Il le joignit sur la route de Metz dans une petite ville que l’on nomme St. Menhould. Le procès verbal portait : “ Et je déclare avoir arrêté le particulier dans une auberge de “ St. Menhould mangant un pied de la ditte sainte.” Pour entendre cette impertinente bêtise, il faut savoir que cette petite ville est renommée pour l’excellence des *pieds de cochon* que l’on y mange, et qu’en conséquence en termes de cuisine on appelle *pieds* à la St. Menhould.

Un Comité Révolutionnaire fait une visite domiciliaire chez un prêtre qu’on lui avait dénoncé comme un accapareur. On ne trouva aucune marchandise chez lui. On entre dans sa bibliothèque. Un des visiteurs prend un livre sur un des rayons. C’est un tome de l’Histoire Ecclesiastique de Fleury en trente et quelques volumes. “ Histoire Ecclesiastique, dit-il, “ ah ! Rien d’étonnant, nous sommes chez un abbé.” Il remet le volume, et prend successivement le second, le troisième, le quatrième, etc. toujours Histoire Ecclesiastique. Oh ! oh ! trente Histoires Ecclesiastiques. Arrêtons. C’est un accapareur de livres.

(d) C’était alors que je publiais mes *Semaines critiques*. Il ne m’appartient pas assurément de rappeler l’étonnant succès de

cet ouvrage, que la postérité reverra je l'espère avec plaisir, parce qu'il offre sous le voile de la gaieté la peinture fidelle des mœurs de cette époque. Elle le consultera peut-être comme nous consultons aujourd'hui la SATIRE MENIPPEE sur les événemens de la ligue. Eh bien ! Les préventions étaient telles, que les journaux en citaient de longues pages ; savoir les royalistes d'un côté, en regrettant que je ne fusse pas assez exclusif ; et les anarchistes de l'autre, en m'accusant de républicanisme *modéré*, et d'aspirer à *civiliser*, disaient-ils, *la révolution*. Mais ils s'accordaient à *me faire grâce*, parce que dans les avis que je me permettais quelquefois de donner au Directoire, ils ne voulaient voir que le *blâme* ou la *satire*. Au 18 Fructidor, je frisai de près la déportation ; mais le Directoire qui selon toute apparence avait mieux compris *mes semaines* que les journalistes, ne les porta pas sur la liste des feuilles périodiques dont il demandait la suppression ; et le conseil des cinq cents rassemblé à l'Odéon, passa à l'ordre du jour sur les dénonciations lancées contre cet ouvrage par quelque députés exagérés. Le lecteur me pardonnera cette note. Il n'est ni dans mon usage, ni dans mon caractère de citer mes propres écrits. Je ne l'ai fait ici que parce que cette anecdote donne une idée de l'esprit du temps.

(e) Cette lettre, que son objet rend historique, figurera singulièrement dans l'histoire du Général Moreau. Sans doute il sera difficile de la concilier avec la conduite postérieure de ce général. Mais dans ce siècle de miracles on peut-être tour-à-tour, à ce qu'il paraît, dénonciateur républicain, conspirateur royaliste, et traître à sa patrie, sans cesser d'être un héros.

(f) Aujourd'hui Comte de l'Apparent, et membre de la cour des Pairs. Les républicains se plaignaient hautement de Mr. d'Osmonville, l'un des chefs de la haute police. Mais souvent

la passion articulait les faits qu'on lui reprochait, et l'on sait assez combien la passion exagère. Les fameux clubs de Clichy, royaliste, et de Charôt, républicain, chaque jour discutaient leurs espérances et leurs craintes. L'oisiveté, et souvent l'ignorance, s'emparaient de quelques phrases des orateurs, et transformaient en certitude ce qui la plus part du temps n'était qu'éventuel. De là tant de soupçons affirmés comme des vérités. De là tant d'actions imputées à des hommes qui n'y avaient jamais songé. En révolution les réputations content si peu à faire.

(g) Le ministre Bénésech voulait le bien. On lui devait d'avoir ramené l'ordre dans les diverses parties de l'administration, et d'avoir fait disparaître la disette. Ses bureaux étaient bons, mais on y portait à l'excès la crainte du retour du terrorisme. Mr. de Champagneux l'un des chefs avait une grande influence sur l'esprit du ministre. Il avait été formé à l'école de Mde. Rolland, dont-il fut l'ami intime, et par conséquent de la Gironde; et l'on ne dira pas que l'amour de la république fût étranger à cette faction. Mais Champagneux avait hérité de toute la haine de ce parti pour les jacobins, et elle s'était accrue encore par la douleur si naturelle que lui avait fait éprouver la déplorable catastrophe de ses amis et de sa meilleure amie. On sent quels avantages les royalistes pouvaient concevoir de ces dispositions apparentes, et les inductions défavorables au ministre que les républicains, naturellement jaloux, pouvaient en tirer. Le mouvement anarchique de Babœuf avait imprimé une terreur égale aux députés royalistes et aux députés républicains *modérés*. Apparemment que cette alarme fut assez forte pour inspirer l'idée de translater le Corps Législatif hors de Paris. Ce qu'il y a de certain, c'est que je fut chargé par le ministre Bénésech de composer un mémoire

pour développer la nécessité de cette mesure. Je mis quinze jours à la rédaction de ce mémoire, Le ministre l'approuva, et le lendemain me félicita de la part, me dit-il, de ceux à qui il l'avait communiqué. Je sus que dans l'intervalle des architectes avaient été envoyés à Fontainebleau pour y disposer tout ce qui était nécessaire à l'établissement du Corps Législatif. Cela n'eut aucune suite, et je n'ai plus entendu parler du mémoire. J'ajouterai simplement ici, mais par forme de plaisanterie, que dans tous les pays du monde, et notamment en Angleterre, un chef de bureau que l'on aurait chargé d'un semblable travail en eût été récompensé par un honorable gratification ; mais en France à peine daigna t'on m'en remercier. Je n'ai donc pas mal choisi l'épigraphe de cet ouvrage : *Mihi Galba, Otho, Vitellius*, etc.

(h) Que ne puis je en dire autant de l'Angleterre, où j'écris cet ouvrage. Moi philosophe, moi étranger, moi recommandable aussi, je n'y ai eu qu'une seul fois recours à deux hommes dont on vante les hautes connaissances, et ils m'ont fait éprouver un traitement qui frise de près la barbarie.

(i) Sa politique particulière lui imposa silence apparemment sur un événement si récent encore à cette époque. Mais son opinion était pour cette journée. Dans des temps bien postérieurs, en 1810, on parlait devant lui du 18 Fructidor, et on l'envisageait d'une manière peu favorable. Ceux qui blâment cette journée, dit-il séchement, ont tort. Ils ne la connaissent pas.

(k) Elle était composée de treize vaisseaux du premier rang, de quatre vingt dix vaisseaux de guerre de différentes grandeurs, tels que frégates, cutters, chaloupes canonnières, galiotes à bombes, et enfin de trois cents transports. Le 8 Juin

elle était devant Malthe dont la conquête ne retint Bonaparte que neuf jours. Au commencement d'Août il parut devant Alexandrie. L'armée débarqua. L'Amiral Nelson commandait l'escadre Anglaise qui remporta la victoire d'Aboukir. Elle était de quatorze vaisseaux de ligne que l'on avait détachés de la flotte de l'Amiral Jervis qui bloquait alors Cadix après avoir battu les Espagnols au Cap St. Vincent. Toute l'Europe connaît cette bataille fameuse que l'Amiral Bruix perdit par sa faute. Il ne voulut pas suivre les conseils du général qui lui manda de ne pas perdre un instant à se rendre à Alexandrie, ou à Corfou. Il s'embossa trop loin de la côte. Nelson passa entre la tête de sa ligne et la terre, et tout fut perdu. Une mort glorieuse impose silence à tous les reproches. Un boulet de canon emporta l'Amiral Bruix. Peu d'instans après son vaisseau sauta. Il montait l'ORIENT.

(1) J'ai été témoin d'une scène assez singulière qui vient à l'appui de cette vérité. Au nombre des belles institutions que l'on dut au génie tout à la fois philanthropique et patriotique de François de Neufchateau pendant son ministère de l'intérieur, il faut placer les expositions biennales des produits de l'industrie française. Elles étaient extrêmement curieuses parce qu'elles réunissaient sous un seul point de vue tout ce que le génie national peut à la fois inventer, créer, ou perfectionner; et l'on ne refusera pas sans doute à la nation française d'avoir peu de rivales en ce genre. A celle des expositions qui eut lieu dans la grande cour intérieure du Louvre, un fabricant avait exposé, parmi plusieurs autres tissus de laine extrêmement beaux, une de ces étoffes connues sous le nom de *Casimirs*, non seulement d'une finesse rare, mais encore d'une solidité parfaite. Le public en foule admirait cette pièce d'étoffe exposée comme échantillon, et ne tarissait point sur les éloges qu'il donnait à

fabricant. Un jeune homme se trouvait présent, et avec ce ton de suffisance que quelques jeunes gens de Paris s'arrogent quelque fois, convint que ce *Casimir* était beau, mais qu'il connaissait une maison où l'on vendait du *Casimir* Anglais supérieur à celui-ci. Le fabriquant lui répondit avec modestie qu'il connaissait tout aussi bien qu'un autre ce que l'on pouvait faire en Angleterre, qu'il ne doutait pas que l'on ne pût y fabriquer des *Casimirs* aussi beaux que le sien, mais qu'il ne convenait pas qu'il s'y en trouvât de supérieur. Le jeune homme insista; le fabricant tint ferme; l'auditoire écoutait en silence, et était curieux de savoir comment cette légère discussion finirait. Enfin le jeune homme, un peu piqué par la contradiction, offrit de parier 25 louis, et d'aller sur le champ chercher la pièce d'étoffe de comparaison. Le fabricant accepte, le pari est déposé, et le jeune homme part. Aubout d'un quart d'heure il est de retour, apportant avec lui la pièce d'étoffe soi disant Anglaise, et accompagné du marchand dans le magasin du quel elle se trouvait, et qu'il n'avait pas prévenu de ce dont il s'agissait. Le fabricant au premier coup d'œil qu'il jeta sur l'étoffe sourit. Monsieur, dit-il au jeune homme, cette pièce a été fabriquée chez moi, elle est de la même qualité que celle que j'expose ici. Je prie les personnes présentes de confronter les deux marques. Elles sont parfaitement égales. Appellant ensuite son premier ouvrier : Reconnaissez vous cette pièce de *Casimir*?—Oui, Monsieur. Je l'ai tenue, sur mon métier.—Je crois, Monsieur, que ces preuves doivent suffire, et que le pari m'appartient légitimement. Mais je vais compléter votre conviction; et Monsieur qui vous a accompagné ici, et à qui la pièce appartient, ne s'y refusera pas sans doute; et s'adressant alors au marchand, n'est ce pas moi Monsieur qui vous ai vendu ce *Casimir*?

N'est ce pas dans ma fabrique que vous l'avez pris?—Oui, Monsicur, repondit le marchand un peu déconcerté.—Alors, il me semblerait assez naturel que vous eussiez à lui conserver son titre de français.—Je ne le vends pas non plus comme étant Anglais. Mais vû sa bcauté, ce jeune Monsieur m'a soutenu qu'il ne pouvait être qu'Anglais, et je ne l'ai pas contredit par ce que c'est une *bonne patrique*, (expression des marchands français). Cette scène amusa beaucoup les spectateurs. Le jeune homme paya le pari de bonne grace, et dit en riant au marchand.—Votre déférence pour mes opinions me coute un peu cher, je vous prie de ne plus en avoir de semblable. Prenez ces 25 louis, dit le fabriquant à l'ouvrier. Il est juste que je vous récompense de m'avoir fourni le moyen de faire rendre justice à l'industrie française. En France, la mode est un véritable fléau. L'intérêt national n'est rien pour elle, elle l'égorge avec la plus coupable impudeur. En Angleterre on donne dans l'excès contraire. Il suffit qu'une chose soit française, quelque belle quelle soit, le premier mot est *no good*. Cela se remarque dans les plus petites choses. La meilleure montre, la boîte la plus élégante, le diamant le mieux monté, etc. si vous les montrés à un marchand Anglais, le terrible *no good* arrive. J'ai un ganif excellent. Je voulus le faire repasser. Le coutelier Anglais me répondit, *Il n'en vaut pas la peine, il ne vaut rien*. On pourrait dire aux Anglais: n'usés pas, mais ne méprisés pas. Je suis persuadé que s'ils pouvaient venir ceuillir le raisin en France et le pressurer en Angleterre, le vin leur paraîtrait cent fois meilleur. Mais grace à Bacchus, il est en France quelque chose que les Anglais sont forcés d'approuver.

(m) Ce mot *bétise*, tout grossier qu'il soit, n'est point ici déplacé à l'égard d'un tel personnage. Croirait on qu'un habile

homme dans l'art vétérinaire lui ayant été recommandé, parce que, disait-on, il ferait faire un pas à l'*hygiène*, il prit ce mot *hygiène* pour le nom d'une île de la Grèce, et répondit que cette demande regardait le ministre des relations extérieures. Un jour obligé par sa place de présider à une distribution solennelle des prix du conservatoire, et n'ayant ni l'esprit de composer son discours, ni de le faire faire par un autre, il osa en présence du directoire *in flocchi*, du corps diplomatique, et de toute la France savante venir déclamer le discours de *Gresset* sur la musique. Notés bien que ce discours est le plus pitoyable des ouvrages de ce poète. Misérable mannequin, que les plus crapuleux jacobins faisaient mouvoir à leur gré : cet homme eut cependant la confiance du directoire pendant quelques mois.

(n) Cette famille est recommandable par les hommes de mérite qu'elle a produits. De Wailly l'architecte était cousin-germain du célèbre De Wailly le grammairien, dont les fils ont hérité de la science de leur père, et occupent des places importantes dans l'instruction publique. Madame la Comtesse Fourcroy était veuve de l'architecte De Wailly. Cette Dame, aussi belle qu'aimable et spirituelle, était donc destinée à embellir la vie de deux hommes illustres par leurs grands talens. Elle a eu le malheur de survivre à l'un et à l'autre.

(o) C'est le nom que l'on donne en France aux appartemens que les acteurs occupent dans un théâtre et où communément ils s'habillent. Ces loges, à Paris surtout, sont richement meublées et décorées.

(p) Cette versatilité du peuple de Paris est la chose la plus déplorable. L'histoire nous le représente le même dans tous les temps. Sous Charles VI, il cria successivement vive *Bourgogne*, vive *Orléans*, vive *Armagnac*, vive *Maillard*,

vivent les *Maillotins*, vivent les *Anglais*. Sous Henri III, vive *Bourbon*, vive *Guise*, vive *Mayenne*. vivent les *Seize*, vivent les *moines*. Cet examen ne finirait pas. Depuis quatorze mois que n'a-t-il pas crié? Vive *Alexandre*, vive d'*Artois*, vive *Louis*, vive *Benaparte*, vive *Wellington*, vive *Blucher*, vive l'*Empereur*, vive la *Nation*, vive le *Roi*. Il ne lui reste plus qu'à crier vivent les *Jolis Cosaques*. Et il n'y manquera pas.

(q) Botot fut exilé quelque temps après. Le consul connut le conseil qu'il avait donné.

(r) J'en fis l'épreuve dès le lendemain 20. La Société Philotechnique m'avait chargé de l'éloge du Général Joubert. Je le prononçai à midi au Louvre devant un auditoire de sept à huit cents personnes. J'étais fatigué. Je dinai avec mes amis la Cépède, Fourcroy, Legouvé, Guillard, et quelques autres hommes célèbres de ce genre. Un Stafète arrive. Le Consul Sièyes vous demande. Je quitte mes plus chères affections. J'arrive au Luxembourg. C'est un article de *rédaction* dont le consul à besoin me dit un des chefs du *sécérétariat*. J'arrive chez le Consul Sièyes. Je me fais annoncer. On revient. Il est à table, me dit-on, attendés. J'attends dans une antichambre au milieu de vingt Laquais. Aabout d'une heure je hazarde de me faire rappeler à son souvenir. On revient, le consul prend le café. Attendés. Il vous fera appeler. Depuis une heure j'étais debout. Il n'y avait pas une chaise; je découvris des malles dans un coin, je pus m'asseoir. Onze heures sonnèrent. Tous les courtisans s'écoulèrent. Visages nouveaux, je n'en connus pas un. Un laquais eut enfin l'*extrême complaisance* de m'annoncer pour la troisième fois. Il revient. Le consul va se coucher. Il vous fera appeler demain s'il à besoin de vous.

Il n'eut pas cette peine. Je regagnai ma voiture. Je fus me coucher comme le Consul Sièyes, et je dormis mieux que lui peut-être; j'étais sur du moins de n'avoir insulté personne.

(s) Les 5 pour % consolidés n'étaient au 18 Brumaire qu'à 9 francs. Plusieurs particuliers en achetèrent à cette époque pour des sommes considérables; entr'autres Joseph Bonaparte, et Mr. de Taleyrand. Nombre d'années après, l'empereur dans un moment d'humeur dit à ce dernier! Comment donc avez vous fait pour être si riche? Mr. de Taleyrand, en habile courtisan, répondit: Sire, j'ai eu confiance au 18 Brumaire.

(t) Ce jour là c'était le 19 Février 1800, Sièyes à table à côté du consul lui témoignait quelque surprise, peut-être même quelques inquiétudes, sur le nouveau séjour qu'il venait de choisir. Ne craignés rien, lui dit Bonaparte, si j'eusse été Louis XVI, je n'en serais pas sorti.

(u) La retraite du Prince Charles aurait du soulever un coin du voile qui cachait l'avenir. C'est le seul homme dont la sagesse depuis vingt cinq ans n'ait pas été en défaut.

(v) J'ai lu dans un ouvrage moderne, cotte phrase: " Ses premières institutions auront promis un grand homme; ses dernières campagnes n'offriront au monde que l'exemple de la témérité et de l'orgueil punis. (Ceci est d'une incontestable vérité). Il restera du général français, du premier potentat du monde, un héros d'invasion qui ignore, ou connut mal l'art des retraites; l'art des Xénophon, des Fabius, des Turenne, des Moreau." Je fais profession d'estimer l'auteur de cet ouvrage. Mais il faut être militaire pour juger des talents d'un militaire. D'abord en laissant de côté l'étonnement que l'on éprouve de trouver Moreau en compagnie de Xénophon et de Turenne, Moreau dont la retraite si vantée appartient toute entière à mon ancien camarade Desaix, et

dont les autres exploits ont bien quelques droits aussi aux réclamations de le Courbe et de tant d'autres, je demanderai ensuite comment on refuse l'art des retraites à l'homme qui ne dut qu'à la plus habile des manœuvres de ce genre le gain de la bataille d'Austerlitz, à l'homme qui dans la campagne de Wagram ne sauva son armée d'une destruction inévitable que par l'étonnante retraite de Lobau, à l'homme dont l'armée harassée par la campagne de Dresde et les défections de Leipzig, traverse encore sous ses ordres une si grande portion de la Germanie et fait payer si cher aux Bavares dans la journée de Hainau l'audace qu'ils ont de vouloir l'arrêter. N'écrivons jamais l'histoire pour flatter les haines. L'étude qu'il m'a fallu faire pour décrire les factions, m'a trop appris toute la frivolité de ces hommages indirects. Quand un homme comme Bonaparte offre à l'historien une si grande moisson de reproches à lui faire, ayons la décence de respecter ses qualités. L'historien ne doit jamais écrire pour faire haïr, mais pour faire connaître. Une qualité de moins n'est pas un crime de plus. Bonaparte connaissait l'art des retraites; il les méditait pour toutes les batailles, même pour celles qu'il était moralement sur de gagner.

Peu de jours après son retour de Marengo, il vint à la première classe de l'Institut National. Il était membre de cette classe. Il entra seul, et prit modestement sa place. La séance n'était pas levée. Les sciences se respectèrent; pas le moindre mouvement. La lecture d'un mémoire ne fut pas même interrompue. Après la séance, plusieurs membres l'entourèrent. Le célèbre astronome La Lande, un peu bizarre quelque fois, lui dit, vous avez gagné une belle bataille, mais vous lui avez donné un vilain nom. Marengo! Cela n'est pas poétique. Les poètes vous en voudront. On rit de cette boutade, et cela mit la conversation sur cette bataille. A diverses

questions qu'on lui fit, il présuma sans doute que l'on était curieux de tenir quelques détails de lui même. Il ne se fit pas presser, et n'usa ni de morgue ni de réserve. Il parla avec bon hommie des obstacles qu'il avait éprouvés pendant la journée et des talens de son adversaire. Enfin quand il approcha du dénouement, j'ai remarqué, dit-il, dans toutes les batailles où je me suis trouvé, que le général qui met le premier ~~la~~ réserve en mouvement est presque toujours battu. Je manœuvrai longtemps pour amener Mr. de Melas à faire marcher la sienne. Il s'y decida enfin. Dès que je vis son mouvement ; je m'habillai (ce furent ses propres termes. Comme ils me parurent singuliers je les notai sur le champ. Voulait-il dire que le moment décisif approchant, il se revêtit de son uniforme de général pour être mieux aperçu du soldat) la division Desaix approchait. Je la formai ; j'ordonnai à Rochambeau de charger cette colonne qui avait quelque chose de celle de Fontenoy. Il l'entama, et vous savez le reste. Mais pendant le jour, je doutai quelque fois de la bataille. Et si vous l'aviez perdue, général ? lui dit Mr. de la Grange. En ce cas, répondit-il, je me retirais pendant la nuit à telle position, qu'il indiqua sur une carte qui se trouva là par hasard. Là j'attendais Mr. de Melas qui m'eut suivi, et le lendemain j'étais sur de le battre. Mais enfin, ajouta-t-on, si la fortune eût encore trompé votre espérance ?—Eh bien ! ne me restait-il pas les Alpes ?

Il ne négligeait donc pas les retraites, comme on voudrait le faire croire. Et ce peu de mots prouve suffisamment qu'il s'en occupait avant de livrer bataille.

(x) La chronique scandaleuse n'a pas épargné ce Pape quand il vint en France à la grande joye des vieilles femmes et pour le divertissement du peuple. Il était parent du Pape Pie VI Braschi. On prétendit que religieux du Mont Cassin,

l'abbé de ce monastère l'avait pour quelques fredaines longtemps retenu à l'*in pace*; que Braschi, pour le soustraire à la juridiction de l'abbé, l'avait nommé Evêque, et que bientôt après pour se soustraire lui même aux importunités d'une dame, il l'avait nommé Cardinal, et vingt autres fables de cette espece.

(y) Quelque temps après l'explosion, un homme égaré peut-être par la peur, ou peut-être aussi guidé par quelques intentions perfides, passa à toutes jambes dans la rue du Cocq St. Honoré, en criant, *Quel Malheur! Le Consul a péri.* Cette rue n'étant pas très éloignée du lieu où l'événement s'était passé, les habitans étaient déjà informés qu'il ne lui était arrivé aucun mal. Ils sortirent presque tous de leurs boutiques, et saisirent cet homme dont les cris imprudens avaient excité leur colère, et pensèrent lui faire un mauvais parti. La garde survint et le leur enleva.

(x) On sourit de pitié toutes les fois, par exemple, que les journaux français se mêlent de parler de l'Angleterre! Ils s'imaginent que c'est à Londres comme dans leur Paris où le ministère possède une armée d'espions, disséminée dans toutes les maisons, dans tous les cafés, dans toutes les promenades, dans tous les spectacles, et que le gouvernement peut au gré de ses caprices tourmenter les citoyens. Messieurs les français! ici un citoyen est un être sacré. Si par malheur on l'arrêtait, il faudrait qu'à l'instant on le représentât mort ou vif au premier juge qui le réclamerait, et le ministère réuni ne sauverait pas la désobéissance du supplice quelle aurait méritée. On ne connaît ici ni patrouilles pour le bon ordre ni bayonnetes pour l'esclavage. La loi est plus forte que les bayonnetes, et les Watchman avec leurs batons sont plus puissans que cent patrouilles. Messieurs les journalistes français étudiez donc l'Angleterre avant d'en parler. Ne vous assimilez point aux jour-

naux Anglais. Ce serait le pot de terre contre le pot de fer. Ils n'ont pas besoin de caresser tous les partis pour se procurer des abonnés. Quelle analogie y a-t-il entre un *Journal des Debats*, et le *Times*, le *Corrier*, le *Morning Chronicle*? Ceux-ci sont des hommes d'un grand caractère, importants dans l'état, dont l'opinion fait autorité, qui n'ont point d'abonnés, ne s'abaissent pas à en désirer, mais que l'Angleterre entière vient chaque matin consulter sur ses intérêts, et qui tranquilles avec quarante et cinquante mille livres sterling de revenu, devraient bien rendre aux journalistes français le service de leur apprendre comment on rend cette profession estimable.

(<sup>1</sup>) Cela donna lieu à une scène assez plaisante. Le consul dans un moment d'humeur dit au ministre de la police: n'est-il donc aucune moyen de chatier, de punir ces brouillons à tonsure? j'ai votre affaire, répondit le ministre. A cette époque la police avait fait saisir l'édition entière d'un ouvrage de Pigault le Brun, intitulé *LE CITATEUR*. Voltaire n'a rien produit de plus plaisant ni de plus satirique contre les prêtres. Dès le même jour l'édition fut mise en vente; l'ouvrage fut reimprimé plusieurs fois, on le vendit, on le donna, on le distribua avec profusion. Les prêtres furent livrés à la malignité publique. Quelque uns des plus fanatiques tels que le prêtre *Fournier*, le prêtre *Gueraud*, furent envoyés pour trois mois à Bicêtre. Mais que font ces leçons? Les prêtres ne changent pas. Ils épient, ils attendent les circonstances. Ils profitent de la foiblesse ou de l'aveuglement de ceux qui gouvernent. Ils recommencent sur nouveaux frais. Il est douteux cependant qu'on puisse parvenir en France, de longtemps du moins, quelque dévôt que pût être un gouvernement quelconque, à remettre le peuple sous le joug des prêtres et des moines. Il y aurait aussi peu de prudence à le tenter que de saine philosophie à l'exécuter.

(2) Les gens de lettres distingués, les artistes les plus recommandables furent l'objet de ses tracasseries. Un seul peintre, un sculpteur, un architecte tenaient le dês chez lui et tout s'y prononçait au gré de leurs petites jalousies. Il aimait les tableaux, les statues, il en achetait beaucoup, mais non pas à des artistes française. Il affectait de les dédaigner. et un mauvais tableau Italien lui paraissait préférable à un chef d'œuvre de David, de Gerard, ou de Giraudet. Canova était pour lui le premier sculpteur du monde, dans une ville où vivaient encore Chaudet, Moite et Pajou. Je crus un jour que la décence exigeait que je lui envoyasse le manuscrit de *l'éloge du Général Joubert* que quelques jours avant j'avais prononcé au Louvre. Le remerciement de cet envoy fut la suppression d'une petite pension de mille écus que le ministre François de Neufchateau avait daigné accorder à mes longs travaux. L'excellence me fit dire que l'économie l'y contraignait ; et le même jour il la donna à un miserable bouffon dont le talent était de marcher à quatre pates pour faire rire monseigneur.

(1) La calomnie dira que cet éloge est intéressé. La calomnie mentira. C'est son usage. Depuis le mois de Mars 1814, les mers me séparent de la Cépède. Malheur à celui qui consulte les circonstances pour rendre justice à ses amis. Si l'éloge que l'on en fait les surprend dans l'infortune, tant mieux, il les console. S'il les trouve dans les grandeurs, tant mieux encore, il prouve que les grandeurs ne les ont pas fait dégénérer. La perfidie dira c'est la reconnaissance qui l'a inspiré ; oui sans doute la reconnaissance, parce que le plus grand des bienfaits est l'amitié du plus digne, du plus vertueux, du plus recommandable de tous les hommes. Mais du reste, où sont les honneurs qu'il appela sur ma tête. Depuis cinquante ans je sers la France de mon sang, de mes travaux, de mes talens ; depuis cinquante ans bien des gouvernemens se

sont succédés en France. Il n'est pas un seul qui ait payé mes services. Mr. de la Cépède me supposa assez de philosophie pour me juger indifférent aux récompenses. Je l'avoue à ma honte il se trompa ; et quand j'ai vu prodiguer la décoration à tant d'ennemis de la France, il m'était bien permis de me dire, pourquoi donc, ses amis sont ils oubliés ?

(\*) Plusieurs personnes en Angleterre que j'ai trouvées bien instruites sur plusieurs autres faits, m'ont paru convaincues que l'on avait accéléré la mort du Duc d'Enghien à l'insu de l'empereur, et qu'informé qu'il avait demandé de le voir, il avait donné ordre qu'on le lui amenât ; mais que le ministre de la police lui avait répondu : qu'il n'était plus temps.

(\*) Rarement il balançait pour se déterminer à une action quelconque ; mais une fois son parti pris, il ne prenait jamais la peine d'attendre. Il fallait que l'exécution de sa volonté succédât à l'instant à la naissance de cette volonté même. Un jour il travaillait avec un de ses ministres. Apparemment quelqu'obstacle l'arrête. Il réfléchit, et tout-à-coup ; mettez vous là, lui dit-il, en lui montrant un bureau et une chaise, mettez vous là et écrivez. Il se figurait sans doute qu'en sonnant pour faire entrer un secrétaire c'eut été perdre trop de temps. Le ministre d'état est assis, l'empereur dicte, quoi ? une lettre à l'Empereur d'Autriche. L'écriture du ministre n'est pas belle. Elle le devient moins encore sous la dictée ; ils se pressaient pour ne pas faire attendre l'empereur, qui souvent préférant telle expression à telle autre faisait raturer la phrase. La lettre est terminée. A peine est elle lisible. Le ministre croyait qu'elle serait copiée. L'empereur s'approche, prend la plume et signe.—Ployés et cachetés !—Mais Sire, elle n'est pas lisible.—Il faudrait—non non. C'est bien comme cela. Il se la fera lire. Le paquet est fait. Il ouvre le porte du cabinet.—Un tel. C'est un aide de camp qu'il ap-

pele. Tenés. Prenés ce paquet. Un courrier, à Vienne. Tout ce la fut l'affaire d'un quart d'heure. Cette rapidité dans la détermination, ce besoin impérieux d'être obéi sans délai, cette impatience contre les retards se retrouvent même dans ses moindres actions. C'était par orgueil que Louis XIV, ne voulait pas attendre, et Napoléon par esprit de domination. Il s'irritait de ne pouvoir faire obéir le temps. Un jour Louis XIV, avait demandé ses voitures pour telle heure. Elles arrivèrent à l'heure dite. Il descendait déjà, et touchait la dernière marche du grand escalier de Versailles quand elles s'arrêtèrent au bas du Perron, "J'ai failli attendre," dit-il avec fierté. Napoléon demandait les siennes deux heures d'avance. Non dans la crainte d'attendre, mais pour faire attendre le temps. Dans l'un et dans l'autre ce sont des traits de caractère, Louis XIV eut cru sa dignité blessée s'il eut attendu, et Napoléon son autorité compromise.

Sa brusquerie, ses emportemens dans des momens semblables, ont donné lieu quelque fois à des scènes tantôt touchantes, tantôt bouffones. L'emploi de ses secrétaires intimes était de tous les esclavages le plus insupportable. Le jour, la nuit il fallait être là. Sommeil, repas, santé, *fatigues*, rien n'était respecté. Une minute d'absence eût été un crime. Amis, plaisirs, spectacles, promenades, repos; il fallait renoncer à tout. Le Baron de Mainevail, le Baron Fain en ont fait la dure expérience. Mais aussi une confiance sans bornes, jamais la plus légère apparence de soupçonner leur discrétion, et une libéralité vraiment royale. L'un et l'autre méritaient cette confiance. Un jour l'empereur sort à deux heures. C'est à la chasse qu'il va. Il sera quatre heures absent. Cela est probable. Il en était ainsi souvent. Mainevail calcule. C'est le jour de la fête de son père. Il peut s'éloigner du palais quelques instans. Il a fait l'acquisition d'une petite maison.

C'est un cadeau qu'il veut faire à ce père cheri. Il faut lui en porter le contrat. Ce sera son bouquet. Il part. Toute sa famille était rassemblée. Que de caresses. On le voyait si rarement. Le bouquet est donné. La joye augmente. On va se mettre à table. On le presse. Il refuse. L'empereur peut rentrer, me demander.—Il ne se fâchera pas. Tu ne t'éloignes jamais. Les instances redoublent. Il cède enfin, le temps est si rapide quand on est au milieu des objets qui nous sont chers.

Cependant l'empereur revint, et plutôt même qu'à l'ordinaire. En entrant dans son cabinet—Maineval. Qu'on l'appelle. On le cherche, on ne le trouve pas. L'impatience prend.—Eh bien! Maineval. On n'ose avouer son absence. Mais à la longue il faut bien s'y résoudre. Maineval rentre enfin. L'empereur vous a demandé, lui dit-on. Il est fâché. Vous est perdu se dit Maineval. Il se bazarde cependant. Il se présente. La brusquerie fut terrible.—D'où venés vous? allez vous en. Je n'ai pas besoin d'hommes qui ne sont pas à leur devoir. Maineval tremblant se retire. Il ne dormit pas de la nuit. Il voyait ses espérances trompées, ses services perdus, sa fortune manquée. Cette nuit fut cruelle. Cependant le jour vient. Il réfléchit. Ce n'est pas un congé formel qu'il me donne. Il s'habille, et se rend au cabinet de l'empereur à l'heure ordinaire. Quelques instans après l'empereur entre, le regarde, ne lui parle pas, écrit un billet, se lève, se promène. Maineval continue le travail qu'il avait commencé et ne lève pas les yeux. L'empereur les mains derrière le dos s'arrête devant lui, et brusquement lui dit: qu'avez vous? Est ce que vous êtes malade?—Non, Sire, répond timidement Maineval qui se lève pour répondre.—Asseyez-vous. Vous êtes malade. Je n'aime pas qu'on mente. Je veux le savoir,—Sire, la crainte d'avoir perdu les bontés de

votre majesté m'a ravi le sommeil, il est possible que sur ma figure....—Où étiez vous hier? parlez donc. Où étiez vous? Maineval lui raconte avec simplicité les motifs de son absence. J'ai cru que cette petite maison ferait plaisir à mon père. Sa tendresse trop reconnaissante à exigé de mon respect le sacrifice de quelques momens, et je me suis oublié.—Et, où avez vous pris l'argent pour acheter cette maison?—Sire, Je l'ai économisé sur le traitement que votre majesté daigne m'allouer. L'empereur après l'avoir regardé fixement pendant quelque minutes, lui dit: prenez du papier, écrivez." *L'intendant de ma liste civile payera au porteur la somme de quatre vingt mille francs. Donné au palais des Thuilleries, le, etc.* Il prend le billet et le signe.—Mettés cela dans votre poche, et travaillons. Le ton fut plus doux. Le brusquerie avait cessé. Il n'en fut plus question.

Voici encore un mot de caractère, mais plus plaisant. Il prenait beaucoup de tabac, ou pour mieux dire il perdait beaucoup de tabac. Un matin il était seul dans son cabinet. Il sonne. J'étais de service. (C'est le valet de chambre qui me rapporté l'anecdote que je laisse parler). Il sonne. J'entre. Il était assis devant son bureau. Il écrivait. Il sonne une seconde fois. Il ne m'avait ni vu ni entendu entrer. Pour qu'il m'appercût, je prononçai le mot: Sire. Sans cesser d'écrire, sans lever les yeux sur moi, il dit simplement: du tabac. Sa tabatière était sur le bureau. Je la pris. J'ouvre une en coignure on l'on serrait le flacon au tabac. Il était excellent. Je crois l'empereur occupé. Je remplis sa tabatière. Je juge apropos de remplir aussi la mienne. Apparemment que quelque malheureuse glace me vendit.—Eh bien! ce tabac? finirez vous? Il avait pris sa voix fâchée. Je fis un saut de frayeur, heureusement il avait le dos tourné. Je serre vite ma tabatière dans ma poche, et lui présente la sienne.—

Sire, voici. . . . — Imbécille, me dit-il brusquement en me l'arrachant presque des mains, quand on vole, il faut être alerte. Et il continua d'écrire. J'eus bien peur; mais le conseil me fit rire.

(\*) Voici un propos assez gai de Napoléon à ce sujet. Le Marechal Duc de D. s'entretenait en présence de l'empereur avec quelque autres officiers généraux. Ils vantaient la bonne conduite des simples soldats devenus légionnaires. J'en conviens, dit le maréchal, mais c'est dommage que l'on en rencontre si souvent d'ivres dans les rues. — Mr. le Maréchal, dit Napoléon, savez vous la différence qu'il y a entre eux et nous? C'est qu'ils s'ennivrent avec du mauvais vin; et que nous nous ennivrons avec du bon. L'observation était plaisante dans la bouche de l'empereur qui ne buvait que de l'eau, et qui parlait à celui des maréchaux qui passe pour boire le mieux.

(\*) Il en était de même à peu près dans toutes les circonstances. En général il aimait que l'on satisfît à l'instant aux questions qu'il faisait; et il eût préféré, je crois, que l'on eût répondu à peu près, plutôt que de chercher une réponse exacte. Il gardait le souvenir de ceux dont les promptes réparties l'avaient toujours satisfait. Par exemple il venait souvent au musée. Il s'y plaisait. Mon fils s'y trouvait constamment. Sa place de secrétaire général lui en imposait le devoir. Peu d'hommes ont la mémoire plus locale. L'empereur ne lui épargnait pas les questions, et la réponse était prompte. Un jour l'empereur se trouvait dans la galerie d'Apollon avec Murat, le célèbre Visconti, et quelques autres personnes. Sans doute que leur entretien roulait sur le prix de transport qu'avaient dû coûter les monumens cédés par les traités de Tolentino et de Campo Formio. L'empereur et Murat différaient d'opinion. Un moment, dit l'empereur, vous allez savoir si j'ai raison. La Vallée . . . . mon fils approche. Combien les monumens d'I-

talie ont-ils coûté de transport?—Quatre cents et quelques mille livres, Sire. C'était à peu près la somme que l'empereur avait déterminée, dans sa conversation avec Murat.—Eh bien ! Vous voyez que j'avais raison. Et se retournant vers Visconti ; cela est singulier, lui dit-il, ce jeune homme est le seul que je n'aye jamais pu trouver en défaut.

(<sup>1</sup>) Il avait joui à Boulogne d'un triomphe qu'aucun général de l'antique Rome, dans les plus brillantes époques de la république, ne reçut jamais. Que dis-je ? Darius, Xercés, le superbe Antiochus, ne furent jamais l'objet d'une fête, d'une solennité plus capables d'enfler leur orgueil. Je veux parler de la distribution des croix de la légion au camp de Boulogne. Si jamais il fut pardonnable, à un homme de s'ennivrer de sa puissance, et de se croire au dessus de l'humanité, ce fut sans doute à lui dans cette circonstance. Il annonça que tel jour, il distribuerait lui même les décorations à l'armée. Les maréchaux des logis choisirent un emplacement convenable. Une plaine, d'une superficie un peu raboteuse cependant couronne la côte de Boulogne ; elle se trouve un peu au de là de la porte qui conduit à Calais. Cette plaine, d'où l'on découvre parfaitement la mer et même les côtes d'Angleterre quand le temps est serein, est elle même entourée à son horizon par des coteaux assez élevés, sur les quels l'armée était campée ou baraquée, en sorte que cette plaine est pour ainsi dire l'immense arène de cette espèce de cirque formé par la nature. Ce terrain parut le plus convenable pour la cérémonie que l'empereur se proposait. D'après les ordres donnés, on apporta de Paris tous les ornemens nécessaires, et d'habiles ouvriers furent envoyés à Boulogne pour exécuter les travaux. Le Baron Denon, directeur général des Musées, si célèbre par son excellent voyage en Egypte, par ses connaissances dans les beaux arts, et par son goût exquis, s'y transporta lui même pour les

diriger par ses conseils. Sur l'un des tertres les plus élevés de cette plaine, dont je parlais tout à l'heure, on construisit une estrade colossale, à la quelle on parvenait par deux rampes de cinquante degrés et dont la façade de forme circulaire comportait un égal nombre de banquettes, destinées aux personnes de la cour invitées à cette cérémonie. Sur cette estrade on plaça le trône, élevé lui même sur vingt un gradins. Le siège de ce trône était celui dont on s'était servi au couronnement de Dagobert 1<sup>er</sup>. en 622, c'est à dire près de douze cents ans avant. Une aigle d'or, d'une énorme proportion, soutenait dans ses serres le baldaquin de ce trône, dont le dosier était formé par des milliers de drapeaux conquis sur les ennemis depuis la guerre de la révolution; des faisceaux de piques, des trophées d'armes de tout genre accompagnaient ce trône, et supportaient les draperies de velours dont-il était décoré. L'or enrichissait ces ornemens, et rehaussait encore la magnificence des tapis, dont les marches du trône et l'estrade entière étaient recouvertes. Du haut de cette estrade, on dominait, non seulement sur la plaine, mais encore sur la ville de Boulogne, sur le port, sur l'immense océan, on pourrait même dire sur la flotte Anglaise et les côtes Britanniques que l'état du ciel permit d'apercevoir tous le jour. On accourut de plus de cent lieues pour assister à ce spectacle. Tous les archevêques, tous les évêques, tout les fonctionnaires publics, que l'empereur avait décorés de l'aigle, y vinrent pour prêter le serment. Les ministres, les grands de l'état, les ambassadeurs étrangers, les princes de la famille impériale, tous s'empressèrent de s'y rendre. On eut craint de ne pas y avoir été aperçu. Le jour de la cérémonie, l'armée entière descendit dans cette plaine, et cent mille hommes de toute arme se formèrent en demi cercle autour de ce trône. Les généraux, les grands, les magistrats occupèrent les banquettes de l'estrade,

disposées en amphithéâtre. Lorsque l'empereur parut debout sur les marches du trône, il fut salué par les acclamations de l'armée, et par une salve de cent et un coups de canon. Il régna pendant tout le jour un vent de Nord Est violent qui fatigua les spectateurs, mais le soleil ne fut point obscurci. L'empereur avant de s'asseoir prononça un discours de quatre phrases. Quand il leeut, son organe est fort et sonore; et ce discours fut entendu à une très grande distance. Un spectacle vraiment étonnant fut celui du serment prononcé par l'armée. Cent mille soldats, décrivant une courbe de deux lieues, les bras tendus vers le héros qui les fit vaincre tant de fois, remplissant les airs de leurs cris d'allégresse, agitant leurs armes dont l'éclat étincelait au loin sous les rayons du soleil, les fanfares des musiques de tous les corps, cette multitude de tambours dont le roulement formidable se prolongeait dans l'espace, cette foule innombrable de peuple répandue dans la plaine, garnissant la cime et la croupe des coteaux éloignés, mêlant ses vœux à ceux de l'armée, la flotille tout-à-coup pavoisée et couvrant le port du mobile émail de ses mille couleurs, les canons de tous les forts, de toutes les batteries, faisant tressaillir la plage par le bruyant éclat de leur détonations redoublées, la flotte Anglaise enfin toutes voiles dehors que le besoin d'observer rapproche, et dont la présence ennemie ajoute un si grand caractère à cette cérémonie guerrière; voilà le tableau impossible à décrire qui tout-à-coup se déroula sous les yeux, et vint frapper tout à la fois l'ame, le cœur et l'imagination. Tous les soldats, nommés membres de la légion vinrent recevoir la croix des mains de l'empereur. Les décorations lui étaient présentées par le grand chancelier dans le casque de Bayard et sur le bouclier de Dugueselin. Idée ingénieuse. Il adressa la parole à plus de cent légionnaires. Son inconcevable mémoire lui rappelait leurs traits et les batailles où il les avait vus

combattre. On ne l'égalera jamais dans l'art de flatter le soldat. Après la distribution, l'armée mit plusieurs heures à défilér devant lui, et chaque corps en passant caressa son oreille par l'expression de son amour. Le soir en rentrant dans son camp l'armée trouva des rafraichissemens nombreux. Les princes de la famille, le major général, les colonels de la garde, les officiers généraux en chef, les grands officiers de la maison, eurent le soir des tables de cinquante à cent couverts, où tous les étrangers furent appelés. Un feu d'artifice superbe, une illumination générale terminèrent cette journée, l'une de celles peut-être où Napoléon ait le mieux senti toute l'étendue et tous les charmes de la puissance.

(<sup>1</sup>) Le nombre des batailles que Napoléon a gagnées pendant sa vie militaire, et celui des combats partiels où il s'est trouvé, est prodigieux ? Que seroit ce donc si l'on y ajoutait celui des victoires remportées par des généraux de la république, où par des lieutenans de Bonaparte. Un homme que l'on n'aurait pas prévenu, croirait, si cette liste lui tombait sous la main, croirait, dis-je, parcourir le relevé des actions de dix siècles. Un jour un mécanicien habile me pria de le présenter à Mr. le Comte de la Cépède alors ministre d'état et grand chancelier de la Légion d'honneur. Cet artiste lui soumit le modèle d'une pendule qu'il se proposait d'exécuter. Elle devait avoir six pieds d'élévation, et il la destinait pour un palais quelconque, celui de la légion par exemple. Le mécanisme étoit très ingénieux et la décoration extérieure noble et simple. Au nombre des détails capables d'ajouter à l'intérêt qu'offroit cette machine, toutes les vingt quatre heures à minuit une renommée soulevait un voile, et laissait appercevoir pendant tout le jour suivant et la date et le nom de la bataille qui depuis le règne de Napoléon s'étoit donnée ce jour là. L'artiste au même instant montra une liste de trois cent soixante cinq ba-

tailles. Le ministre lui dit alors : Et au bout de l'année, la pendule recommence. Oh ! Monseigneur, reprit l'artiste en riant, j'en ai de rechange pour trois ans. La gloire sourit. Mais si la philosophie réfléchit, que dira telle ? Quelles consolations donnera-t-elle à l'humanité ? J'aurais voulu que cette pendule eût été exécutée, qu'une loi eut obligé Napoléon de la visiter tous les matins, et de se dire tous les jours, voilà ce que j'ai coûté.

(<sup>10</sup>) Quoi que puissent avancer ou supposer les écrivains de circonstance, il est certain que la conscription si justement odieuse par l'épouvantable abus que l'on en a fait n'a presque point trouvé d'opposition parmi la jeunesse, qui seule cependant en était la victime. A peine hors de leur village, le préjugé de la gloire reprenait son empire, le gaieté succédait à l'attendrissement des adieux, et ces jeunes gens au bout de quelques lieues n'étaient plus que des soldats. Après la bataille de Lutzen, un général étranger disait à un général français, en parlant de la manière dont quelques bataillons de sa division s'étaient battus : Quel art avez vous donc en France pour former des hommes ? On prendrait ceux-ci pour de vieux soldats. Et l'on aurait raison, répondit le général français. Il n'y a pas un de ces hommes qui n'ait six semaines de service.

(<sup>11</sup>) Cette opinion sur les dangers du régime militaire n'a commencé à prendre faveur auprès de quelques écrivains français, que depuis que la politique anglaise s'est introduite dans notre manière de raisonner sur la liberté publique. Certes le régime militaire, tel qu'on l'entend en Angleterre, est bien le plus funeste de tous ; mais il m'a semblé que l'on y détache toujours le soldat de la masse des citoyens, et qu'alors on ne voit plus en lui qu'un instrument obéissant à la voix du despotisme, s'il était possible que ce désir de puissance absolue se glissât sur le trône. On sent qu'en supposant au soldat cet

aveuglement servile, si l'on permettait à l'autorité de se servir de son assistance la liberté serait bientôt perdue, que la présence des bayonnettes intimidant les législateurs il n'y aurait plus de loix que celles commandées par le caprice du maître, et que la liberté de tous serait constamment compromise par la possibilité qu'un seul homme aurait de la ravir à chacun en disposant à son gré de la soldatesque. Ainsi on entend en Angleterre par *régime militaire* à peu près ce que nous entendons en France par *ville en état de siège*. En le considérant sous ce point de vue, toutes les nations conviendront que l'Angleterre est autorisée à ne reconnaître dans un gouvernement de ce genre que le dernier degré de l'esclavage. Aussi les précautions qu'elle a pris pour que ce régime ne s'introduisît jamais chez elle sont extrêmes. Non seulement le parlement, en réduisant à six mille hommes le nombre de trente mille qu'après la paix Guillaume III voulait garder sur pied à cause de l'attitude hostile que conservait Louis XIV, avertit par là ses successeurs de ne pas se hasarder à une tentative pareille; non seulement un acte du parlement a déclaré que jamais aucune troupe étrangère ne pourrait être employée dans l'intérieur du royaume; non seulement le licenciement de l'armée de terre ou de mer succède toujours à l'instant de la conclusion de la paix; mais encore on peut dire que pour anéantir totalement l'influence du soldat, on a triomphé même en Angleterre de la nature, en donnant aux imaginations une autre direction que celle qu'elles en reçoivent partout ailleurs, en sorte qu'à Londres un constable avec une simple baguette de deux pieds dissiperait dans l'instant un attroupement populaire qui se rirait des bayonnettes d'un bataillon; et que l'on est parvenu à rendre dans le peuple la crainte de désobéir à la loi plus forte que celle d'être sabré. Jamais dans Londres une patrouille armée ne veillera la nuit à la tranquillité publique,

Des hommes qui n'ont d'autre défense qu'un bâton et dont l'emploi est d'annoncer l'heure dans les quartiers qui leur sont assignés suffisent à la police de cette ville immense. Ils contiennent, ils arrêtent au besoin les perturbateurs ; il est rare qu'on leur résiste. Ces hommes vont toujours seuls ; on les rencontre à chaque pas quand il s'agit de proclamer l'heure : quand ils se reposent, leurs petites guérites sont au coin de chaque rue ; et, s'il arrive qu'ils aient besoin d'être soutenus, ils agitent une cressée, et soudain dix de leurs compagnons accourent. On voit par là combien en Angleterre on a redouté l'intervention du militaire, même dans les circonstances qui partout ailleurs semblent nécessiter plus particulièrement sa présence. Il en était de même en Hollande, quand elle était république. Le soldat y était sans autorité. Mais cela partait d'un autre sentiment. Le dernier porte-faix d'Amsterdam se considérait comme supérieur à un général. Il disait froidement, *je le paye*, donc je suis son maître. Alors on conçoit comment ces deux peuples, quoi que guidés par des principes différens, doivent regarder le régime militaire comme le plus grand ennemi de la liberté. En France il n'en est pas de même. L'intérêt du soldat est inséparable de l'intérêt national ; avant la révolution même, quand le mode de recrutement ne rendait pas la composition des militaires subalternes aussi pure qu'elle l'est aujourd'hui, il n'eût pas été facile encore à l'autorité d'abuser de l'obéissance passive du soldat, pour diriger sa force contre les citoyens. L'époque de quatre-vingt-neuf est un exemple de la vérité de cette assertion. Ces troupes nombreuses que la cour avait rassemblées autour de Paris furent nulles pour ses desseins, et la majeure partie passa dans les rangs du peuple au lieu de le combattre. Mais aujourd'hui le danger est bien moins grand encore. La conscription n'a rempli les cadres que de fils de citoyens, appelés

un jour à être propriétaires et à exercer les droits de leurs pères; et le moyen le plus sur de dissoudre ou du moins de désorganiser l'armée serait de lui commander un acte arbitraire ou vexatoire contre le peuple; car il faut bien distinguer l'usage que l'on fait de la force armée pour maintenir la tranquillité publique d'avec celui que l'on en pourrait faire pour servir le caprice ou la vengeance d'un despôte, et l'on ne peut pas dire à coup sur que le premier de ces deux emplois que l'on peut faire du soldat soit une conséquence du régime militaire, à moins que l'on ne soit parvenu comme en Angleterre à imprimer au peuple une sorte de dédain pour le soldat dans les réunions tumultueuses; résultat que l'on ne pourrait obtenir en France parceque l'opinion sur l'état militaire n'est pas la même. Ainsi tout s'y rattachant à ce penchant général pour la gloire militaire, toutes les institutions, tous les systèmes d'éducation, tous les monumens pourraient être marqués de ce sceau, sans que l'on pût dire que la nation gémit sous le régime militaire; et il y aurait peut-être beaucoup plus de danger à détruire cette opinion qu'à la laisser agir dans son entier; on ne heurte jamais impunément le caractère d'une nation. En Angleterre on provoquerait l'insurrection en voulant faire prévaloir la gloire militaire sur les autres genres de gloire; en France on la provoquerait incontestablement en voulant la faire descendre au second rang. La philosophie, les lettres, les sciences, les arts, le commerce, diront: c'est un préjugé. Soit: mais du moins il est respectable, parce qu'il repose sur un sentiment d'honneur; et l'on ne combat que bien faiblement un préjugé dans un pays où les hommes de toutes les professions sentent que le maintien de ce préjugé tourne toujours à la gloire de leurs enfans.

(<sup>1</sup>) Le Général Junot, comme militaire, jouit longtemps de la confiance de l'empereur. Il était extrêmement brave. Il

possédait beaucoup des qualités nécessaires à un général en chef; du sang froid, de la présence d'esprit, une détermination prompte, et beaucoup de ressources dans le génie soit pour profiter de la victoire, soit pour réparer un revers. Il fut ambassadeur à Lisbonne, et commanda depuis l'armée destinée à agir contre le Portugal. La rapidité de ses opérations détermina le Prince Régent à se retirer au Brésil. Le Général Junot reçut de Napoléon le titre de Duc d'Abrantès, mais ne fut pas compris dans la promotion des maréchaux de l'empire. Sa malheureuse passion pour le jeu a nui quelquefois à son avancement. Il fut gouverneur de Paris pendant quelque temps. Il commanda presque toujours des divisions et des corps d'armée considérables dans les campagnes où Napoléon commandait en personne. Dans la campagne de Moscow, une phrase qui se glissa dans un des bulletins de l'armée l'affecta vivement. Voici, si non le texte, du moins le sens apeuprès de cette phrase: *Sans le retard de l'arrivée du corps commandé par le Duc d'Abrantès le succès de cette affaire eut été plus décisif.* L'opinion générale en France comme à l'armée était que l'empereur présidait à la rédaction de ces bulletins. D'Abrantès crut reconnaître dans cette phrase le signal de sa disgrâce prochaine. Ses passions étaient vives, sa tête était ardente. Sa raison s'altéra. Rentré en France il se retira dans une de ses terres en Bourgogne. Son aliénation d'esprit fit des progrès alarmants, et dans un instant où on le laissait imprudemment seul, il se précipita par une fenêtre et se tua. Il fut regretté de sa famille et de ses amis. Son commerce était sur.

(<sup>11</sup>) Napoléon, je l'ai déjà dit, sortait souvent à pied, et l'on ne niera pas sûrement que ce ne fût dans l'intention de voir les choses par ses yeux, et de mettre à profit cette espèce d'*in-sognito* pour connaître la vérité, du moins sur certains objets.

Mais dans ces sortes d'excursions pédestres il était constamment suivi de Duroc. Duroc n'était pas au nombre de ceux dont l'infidélité travaillait de longue main à préparer et à amener sa chute ; mais Duroc lui même avait bien quelque intérêt à ce que la vérité ne lui fût pas exactement connue, surtout relativement aux travaux publics, objet principal des visites clandestines de Napoléon. Duroc avait toujours grand soin que l'activité de ces travaux ne fût jamais ralentie, et c'était le meilleur moyen de faire sa cour à son maître ; mais si Napoléon se fût avisé de vouloir creuser dans la dépense que ces travaux occasionaient, qu'il eût tenté de s'assurer si avec plus d'économie on ne serait pas parvenu à obtenir les mêmes résultats et de meilleurs peut-être, alors Duroc eût, tout comme un autre, cherché à écarter la vérité ; non pas qu'il fut chargé de cette partie, non pas même peut-être qu'il en retirât quelque bénéfice, mais pour empêcher que Napoléon n'ôtât sa confiance aux entrepreneurs qu'il protégeait. Quand aux systèmes de commerce, on ne conçoit pas de quelles inquiétudes étaient agités les hommes puissans, dont l'intérêt était, pour le succès futur de leurs plans, qu'il accumulât fautes sur fautes, lors qu'il lui prenait fantaisie de s'entretenir par exemple avec les directeurs de la banque. La profession du commerce, et ceux qui l'exerçaient étaient constamment l'objet des sarcasmes de ces Messieurs. On les lui présentait toujours sous le point de vue le plus ridicule. Ces hommes, à les entendre, n'étaient bons que dans leurs comptoirs ; là tout leur génie se bornait à tenir des livres et à connaître l'arithmétique. Tel était l'esprit de toutes les conversations sur ce sujet que ces courtisans tenaient devant lui, et par ce moyen ils parvenaient à lui inspirer une sorte de méfiance et de mésestime pour des hommes dont les conseils lui eussent été si utiles ; et c'est aujourd'hui lui qu'ils accusent de son opiniâtreté à suivre son

système contre l'Angleterre, tandis que tous leurs soins tendaient à l'y affermir. On ne peut se figurer combien de plates plaisanteries ces courtisans corrupteurs et corrompus se permirent, par exemple, sur une réponse naïve que la femme d'un commerçant fit un jour à Napoléon. Pour entendre la niaiserie de la réponse de cette femme, et le motif des *sots turlupinades* de ces Messieurs, il faut savoir qu'il s'est introduit une mauvaise locution parmi les marchands de Paris, celle de toutes les villes de France où la bourgeoisie en général parle le plus mal la langue française. Au lieu de dire, par exemple, un tel fait le commerce de l'épicerie, un tel vend des bijoux, des étoffes, des draps, ils disent improprement un tel fait dans le bijou, dans l'épicerie, dans les toiles, etc. Il faut encore se rappeler que la langue française est de toutes les langues celle qui prête le plus aux équivoques ridicules quand on ne la parle pas correctement. Napoléon assistait à une fête superbe que la ville de Paris lui donnait. Comme c'était réellement la ville de Paris qui en faisait la dépense, et non pas les autorités de la ville, la presque totalité des invités se composait de la haute bourgeoisie. Napoléon s'y fit remarquer par sa gaieté, sa prévenance, son extrême affabilité, et dans cette immense réunion de femmes aussi remarquables par l'éclat de leur beauté que par les charmes de la jeunesse et l'étonnante richesse de leur parure, il en fut bien peu à qui il n'adressât la parole. En causant avec une de ces femmes dont la figure et la conversation semblaient l'intéresser, il lui demanda par hasard : Quel était le genre de commerce au quel son mari se livrait. Cette femme cédant sans y réfléchir à l'habitude de la vicieuse expression usitée parmi la bourgeoisie lui répondit : Sire. Mon mari fait dans les draps. Quelques courtisans dont Napoléon avait été suivi receuillirent avec malignité cette réponse, et la misérable équivoque qu'elle présentait fut pendant

plusieurs jours la matière des railleries, des mauvais jeux de mots, des ridicules quolibets, dont toute la cour chercha à amuser Napoléon; et Dieu sait toutes les conséquences que la perfidie cherchait à lui en faire tirer sur l'ignardise et l'incapacité politique de cette classe de citoyens; et c'était ainsi que l'on réussissait à l'éloigner, non seulement des commerçans, mais de tous ceux qui auraient pu lui dire des vérités utiles.

(14) Je dis spécialement esclaves, parce qu'il en était de privilégiés pour ce genre d'adulation; celui du Vaudeville entr'autres. Il n'y avait pas de guerre, de campagne, de batailles, d'événemens majeurs enfin qui ne reveillassent les apollons de ce théâtre. Ils accompagnaient le héros dans ses courses; on les vit au camp de Boulogne. C'étaient les troubadours suivant la cour. Un bulletin paraissait; le lendemain une pièce. Le *Moniteur* était l'interminable mine où ces Messieurs puisaient leurs matériaux. Les neuf mortelles pages de ce journal étaient pour eux les neuf muses, et Sovo le pégase qui chariait en France la renommée de leurs chef d'œuvres lyriques. Ce métier n'était pas mauvais. La plus part de ces poètes chansonniers étaient fortement pensionnés. Quant à ceux du Boulevard, la police en était quitte pour un billet de banque de 500 francs.

(15) Le Général Lannes successivement maréchal de l'empire et Duc de Montebello fut constamment couronné par la victoire, mais paya toujours de son sang les lauriers qu'il cueillit. Il comptait plus de trente blessures. Le célèbre poète *Guillard*, auteur d'*OEdipe à Colone*, de la mort d'*Adam*, etc. mon ami, et longtemps lié avec le Maréchal Lannes, m'a raconté une anecdote singulière. Le Général Lannes fit avec Bonaparte les belles campagnes d'Italie. Presque tous les généraux de cette heureuse armée étaient jeunes; les plaisirs

et les jeux les réunissaient souvent, et la gaieté qu'inspire le succès ajoutait encore à la gaieté inséparable de la jeunesse. Un jour qu'ils étaient presque tous chez le Général Bonaparte, et qu'ils se livraient à divers amusemens, il leur proposa de leur dire la bonne aventure. Soit que ce fut plaisanterie; soit qu'il se crût réellement la qualité prophétique, voila le nécromancien qui tour-à-tour leur prend la main, en examine les divers linéamens, et leur débite toutes les extravagances qui lui passent par la tête; et les éclats de rire de succéder aux prédictions. Il prend celle de Montebello, l'examine, ne dit mot et passe à un autre. Montebello étonné de son silence, lui en demande la raison. Bonaparte pour éviter de lui répondre cesse ce jeu, comme si cet enfantillage eut déjà duré trop longtemps. Montebello revient à la charge. Laisse moi donc, lui dit Bonaparte, ne vois-tu pas que tout cela n'est que folie. Lannes insiste; enfin Bonaparte cède; lui prend la main: Vois-tu cette ligne? elle annonce que tu seras tué d'un coup de canon. Ma foi, répondit en riant le Général Lannes, s'il tarde longtemps, il n'y aura plus de place pour lui. Il avait déjà douze ou quinze blessures sur le corps. Lannes et Duroc furent les deux seuls hommes que Napoléon pleura. Peu de jours après, à la terrible bataille de Wagram, il répéta plusieurs fois aux soldats: Vengés la mort de Montebello. C'était Achille poursuivant sur les Troyens la mort de Patrocle. Le corps du Duc de Montebello fut embaumé par ordre de l'empereur. Le corps de cet illustre général fut enseveli dans un cercueil de plomb, que l'on revêtit d'un cercueil de cédre, et le tout fut renfermé dans un cercueil de chêne. Il fut transporté à petites journées à Paris, escorté par un des régimens des dragons de la garde. Les grands honneurs militaires lui furent rendus partout où le convoi s'arrêta. Napoléon voulut que les dépouilles mortelles du Général St. Hilaire tué à la

même bataille accompagnassent celles du maréchal. On reconnaît à cette distinction que Napoléon accorda à St. Hilaire sur d'autres généraux tués à la même bataille, son goût pour les rapprochemens. En plaçant St. Hilaire près de Montebello, c'était assimiler celui-ci à Turenne, qu'un autre St. Hilaire accompagna de même au tombeau. Quelques jours après son arrivée à Paris, il fut avec une pompe extraordinaire transféré au Panthéon, après être resté exposé aux invalides dans une chapelle ardente où pendant une semaine brûlèrent nuit et jour plus de mille cierges. Tous les grands corps de l'état assistèrent à ses funérailles. Le char funèbre était attelé de six chevaux. Le cercueil était couvert de ses honneurs. Son cheval de bataille conduit par deux écuyers suivait le char. Le corps de St. Hilaire venait ensuite sur un char attelé de quatre chevaux. Par une bizarrerie qui ne s'explique guère, Napoléon voulut que le clergé de toutes les églises de Paris, à qui le concordat interdisait cependant toute cérémonie extérieure, assistât à cette pompe funèbre. Il employait les prêtres au convoi d'un militaire, et eut de la peine à permettre qu'il se trouvassent aux funérailles du Cardinal Caprara. Ces prêtres au reste, toujours ennemis de tout ce qui touche à la gloire nationale, affectèrent de s'y montrer sans dignité. Quelques curés feignirent d'être malades pour ne pas y paraître, d'autres n'y envoyèrent que les choristes de leurs églises. La plupart étaient en surplis sales, d'autres, quoiqu'il fit le plus beau temps du monde, avaient leurs soutanes retroussées dans les poches comme un vicaire de village à une procession des rogations. Cette mauvaise tenue faisait un contraste plaisant avec le brillant éclat de celle de la troupe. En revanche ils parurent à l'enterrement de Caprara dans toute leur pompe. Cela s'explique. Le Duc de Montebello avait rendu de grands services à l'état, et Caprara plus d'une fois avait cherché

sourdement à lui nuire. En conséquence grande indifférence pour l'un, grande vénération pour l'autre. La toilette se mesurait sur cette échelle.

(<sup>16</sup>) Toute l'Europe à retenti de l'épouvantable accident qui convertit en une nuit de deuil celle que M. le Prince de Swartzemberg avait choisie pour donner sa fête. Une bougie mal placée alluma les draperies de gaze qui décoraient le vaste salon que l'on avait construit exprès pour le bal ; dans un instant, toutes ces gazes furent en feu, et le communiquèrent avec une effrayante rapidité aux lambris fraîchement peints. Quoique les issues fussent assez nombreuses du côté des jardins, la frayeur les rendit presque inutiles par la précipitation avec laquelle la foule s'y porta. L'incendie gagna en peu de minutes le plafond, et les lustres qui s'y trouvaient avec profusion tombant à chaque instant, à mesure que le feu coupait les cordons aux quels ils étaient suspendus, écrasaient les infortunés qui n'avaient pu réussir encore à sortir de la salle. Enfin en moins d'une demie heure le plafond tout entier s'écroula lui même avec un fracas épouvantable ; le nombre des morts et des blessés fut considérable, sans compter beaucoup de femmes que les accidens occasionés par l'effroi, ou les maladies contractées en cherchant souvent en vain leurs voitures à pied et sans autre vetemens qu'un léger habit de bal pendant une nuit d'été où plusieurs orages épanchèrent des torrens d'eau, conduisirent au tombeau. L'empereur dès le premier coup d'œil apperçut toute l'éminence du danger, et enlevant au moment même l'impératrice d'un bras nerveux, la transporta hors de la salle, la plaça dans la première voiture de la cour qui s'offrit à sa vue, donna l'ordre à quelques uns de ses gardes de l'escorter jusqu'à St. Cloud, et revint surveiller et diriger en personne les travaux pour éteindre l'incendie, et les secours nécessaires aux blessés. Mde. de Swartzemberg périt victime

de son amour maternel. Inquiete de sa fille qu'elle ne voyait point paraître, elle rentra dans la salle et fut écrasée par la chute du plafond. Cette jeune personne était parvenue à se sauver.

(<sup>17</sup>) Digne français, homme de lettres recommandable, n'a dû son avancement qu'à de nobles moyens, et à son travail. Mr. le Comte Daru, fut d'abord secrétaire général de la guerre, et commissaire ordonnateur, ensuite inspecteur aux revues, intendant général de la liste civile, intendant général de la grande armée pendant les campagnes d'Austerlitz, et d'Iéna, ministre directeur de la guerre, et enfin ministre secrétaire d'état. Les honneurs ne changèrent point son caractère. Ils ne lui firent rien contracter de cette morgue ridicule, sous la quelle beaucoup de grands cherchaient à faire oublier les emplois subalternes par les quels ils avaient passé.

(<sup>18</sup>) Monsieur l'Abbé de Pradt a écrit l'histoire de son ambassade à Varsovie. Elle se réduit à ce seul fait que Napoléon n'avait pas le sens commun, et que Mr. de Bassano était un imbécille parce qu'ils trouvèrent médiocre ou mauvais un discours de Mr. l'Abbé. Mr. de Pradt avait ses raisons pour le trouver superbe, et Napoléon et son ministre avaient peut-être les leurs pour le trouver mauvais. Mr. de Pradt prétend aussi que Napoléon disait que sans lui *il eût été le maître du monde*. Que Mr. de Pradt n'a-t-il dit cela plustôt. Huit cents mille hommes ne seraient pas venus en France pour faire ce que Mr. de Pradt avait fait d'avance.

(<sup>19</sup>) La jalousie de Murat contre Eugène, viceroi d'Italie, lui fit faire cette faute, parce que c'en est toujours une grande que de manquer à sa parole. Depuis il n'a marché que d'erreurs en erreurs jusqu'au moment où le ciel a terminé sa carrière. Il n'en fut point de plus singulière que la sienne. Murat dut le jour à un petit cabaretier de village pauvre et chargé d'une

nombreuse famille. Cet enfant se lia d'amitié avec le fils d'un riche fermier du voisinage. Cette amitié rendit ces enfans inséparables, et la maison du fermier devint l'habitation presque journalière de Murat. Lorsque le fermier voulut mettre son fils au collège, pour lui donner une éducation convenable à la fortune qu'il devait lui laisser, cet enfant déclara qu'il ne voulait pas se séparer de son jeune camarade. Le père céda au caprice de son fils, et fit les frais de l'éducation de Murat. Il profitta de cette bienfaisance, et fit en conséquence de bonnes études. Quand elles furent terminées, il se rendit à Toulouse, où son instruction lui procura, sous le titre de précepteur, l'éducation de quelques enfans des premières familles de cette ville. Il avait pris l'habit ecclésiastique. La révolution arrive. Dans les premiers temps de cette grande fermentation, des fédérés, se trouvant un jour en assez grand nombre au parterre de la comédie, apperçurent Murat aux secondes loges, et lui crièrent à bas *Mr. l'Abbé*, à bas *la calotte*, expression triviale dont on se sert en France pour plaisanter les abbés quand on les apperçoit dans un spectacle, ou dans tel autre lieu, où leur habit ne leur permet pas de se présenter. Murat se facha, quoique abbé il voulut se battre. Les fédérés le prirent en amitié à cause de son courage et au lieu de se battre avec lui le déterminèrent au contraire à les suivre. Il quitta donc son habit, partit avec eux, et devint militaire. Le reste est connu de toute l'Europe. En 1813, et en 1814 avec une autre conduite, il ne se fût pas perdu, et les événemens eussent pris une direction bien différente. Tête folle ! il se détacha de Napoléon à l'instant où tout lui faisait une loi de s'unir à lui plus fortement que jamais, et ne songea à se rejoindre à lui qu'à l'instant où la politique lui commandait impérieusement de garder, au moins, la plus sévère neutralité. Ce fut ainsi que ce malheureux roi, si digne par son extrême bravoure et ses talens militaire

d'un meilleur sort accéléra sa perte. A ses derniers momens il conserva toute la fermeté de son caractère. Il ne voulut pas souffrir qu'on lui bandât les yeux, ne se mit pas à genoux, et reçut sans palir la mort qu'il avait tant de fois bravée dans les champs de la gloire. La manière dont on la fait périr est d'un mauvais exemple. Il fallait le juger ; son procès n'eût par été long. Il ne faut pas, ce me semble, accoutumer le peuple à se jouer du régicide.

(<sup>20</sup>) On est autorisé à la nommer ainsi. Plus de trois semaines avant l'explosion les anciennes furies de la guillotine étaient sorties de leurs repaires, et remplissaient les cabarets des faubourgs de leurs vociférations, et de leurs prochaines espérances sur le retour du régime de Robespierre. On ne concevait pas comment la police gardait le silence, et ne sévissait pas contre ces excès.

(<sup>21</sup>) Ce fut ainsi, par exemple, qu'au commencement de 1814, un jour d'audience publique, il dit d'une voix forte, aux grandes autorités présentes, " Je vais partir. Dans trois mois " vous aurés la paix, ou je serai mort."

(<sup>22</sup>) Pendant cette première quinzaine la majeure partie des sénateurs, des conseillers d'état, des ministres même répandirent l'alarme par le spectacle scandaleux de leur poltronerie et des inquiétudes de leur avarice. Les uns firent publiquement démeubler leurs hôtels, emballer leur effets les plus précieux et les envoyèrent cacher dans le fonds de quelques provinces éloignées. Les autres désertèrent eux même Paris, et furent exposer aux yeux des départemens la honte de leurs terreurs paniques. On pourrait presque dire que dans ces jours de crise l'exemple du courage fut donné par l'adolescence. Les élèves de l'école polytechnique, les élèves de l'école vétérinaire d'Alfort, se sont immortalisés par leur dévouement, leur bravoure, leur héroïsme. L'Empereur Alexandre plein d'ad-

miration pour les premiers les fit assurer de son estime. “ J’ai assisté à vingt batailles, me disait le Capitaine R. qui commandait les seconds. J’ai vu bien des braves ; eh bien ! ces enfans ont encore trouvé le secret de m’étonner.”

(<sup>21</sup>) On a voulu faire entendre depuis que cette révolution fut l’ouvrage du Sénat. Cela n’est pas. Le Sénat n’existait plus. Tous ses membres étaient dispersés par les circonstances du moment. A peine s’il s’entrouvait une vingtaine à Paris, d’ailleurs Mr. de Talleyrand n’était pas président du Sénat, et n’avait par le droit de le convoquer.











